

**Tél. : 246-72-23**

Propos recueillis par  
**ACQUELINE PLATIER**

Propos recueillis par  
**JACQUELINE PLATIER**



## LES SCRUTINS DE 1973 A 1976

(1) Les chiffres de 1976 portent sur 87 % des bureaux de vote (résultats connus mardi au fin de matinée).

(2) L'Union nationale a obtenu un siège en août 1975 à l'occasion d'une élection partielle.

Lorsque M. René Levesque est

acquise « en une dizaine d'années  
seulement ».

Indécise à l'égard des syndicats et des conflits sociaux, le parfum de corruption et de favoritisme qui régnait dans son entourage. Elle a été, en effet, pendant une année après avoir pratiquement disparu, à fait involontairement le lit du parti québécois. Elle a pris onze députés aux libéraux, mais elle n'a obtenu que la recrudescence provoqué sans doute l'échec de plus d'un candidat libéral manquant de peu sa réélection. M. Bourassa avait choisi de ne pas se présenter aux élections qu'il aurait pu tenir un an plus tard. Il apparaît aujourd'hui comme le premier artisan de la déroute.

ALAIN-MARIE GARRON.

**Le gouvernement fédéral  
prêt à coopérer**

Dans les milieux sympathisants du parti québécois, on admet aussi que le vote de 1973 a été en partie indépendant. Les sondages, par exemple, révélant la semaine dernière la montée du P.Q. dans l'opinion, indiquent que 58 % des électeurs ont voté pour le parti en hostilité à la séparation du Québec du reste du Canada. Aux élections de 1970, l'idée indépendante était à 44 %, mais elle a augmenté pendant la campagne menée par le parti. En 1966, plusieurs candidats prônaient le séparatisme, mais recueillaient un peu moins de 9 % des voix; en 1970 le parti québécois recueillait 23 %, 25 % en 1973 et 31 % en cette fois-ci environ 40 %, mais le fait qu'il est devenu depuis 1973 l'*«oppositum officiel»* du parti fédéral et du Parti constitutionnel britannique a fait converger sur lui le vote de nombreux mécontents et la charge d'une mission qui était pas à priori destinée à l'être.

En outre, comme les deux autres partis qui se situent à sa droite recueillent, pour le parti libéral environ 33 % des voix et pour l'Union nationale 25 %, le Parti du Rassemblement créditiste, un parti franchement réactionnaire, 5 %, on est forcé de constater que le plus grand nombre de votes est obtenu par le vote conservateur, ne qui ne laisse pas

Prenant la parole à l'hôtel de ville de Montréal, le 24 juillet 1967, le général de Gaulle avait déclaré :

*« Une immense émotion qui remplit mon cœur en voyant devant moi la ville de Montréal française. Au nom du vieux pays, je salue la France, je salue ce tout mon cœur. Je suis de Montréal un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit, entend ce qui s'est passé ici et je suis sûr d'être qu'elle en rendra compte. »*

*» Vite Montréal ! Vite le Québec ! Vite le Québec libre !*  
*» Vite la Canada français et vite la France ! »*

## De la « révolution tranquille » à la victoire de M. Levesque

11 SEPTEMBRE 1963. — Mort de Maurice Duplessis, chef du parti conservateur (Union nationale), premier ministre du Québec depuis 1936.

22 JUNE 1964. — Victoire du Parti libéral fédéral lors de la première élection nationale — au Québec. Sous le nom de « Révolution tranquille », le nouveau premier ministre de la province, Jean Lesage, lance une politique d'émancipation.

5 OCTOBRE 1964. — Le général de Gaulle reçoit Jean Lesage en visite officielle. Le Québec ouvre l'ère du dévouement.

8 AVRIL 1965. Le Parti libéral fédéral gagne les élections. Lester Pearson devient premier ministre du Canada et il restera après avoir été le premier à visiter le Québec.

15 JANVIER 1964. — Le général de Gaulle reçoit M. Pearson en visite officielle. Tout en soulignant la solidarité particulière et naturelle entre le France et le Québec, il déclare qu'il n'y a rien là qui puisse contrarier les « honneures » relations franco-canadiennes.

1<sup>er</sup> JANVIER 1965. — Le gouvernement français reconnaît officiellement la déléation du Québec à Paris.

15 JUNE 1966. — L'Union nationale, reformée, gagne les élections au Québec. Daniel Johnson, nationaliste, devient premier ministre et instaure le régime d'« Egalité ou indépendance ».

17-22 MAI 1967. — Daniel Johnson en visite officielle en France.

22-25 JUILLET. — Invité par le gouvernement fédéral et par celui du Québec (à l'occasion de l'Exposition de Montréal), le général de Gaulle revient au Québec à Montréal, son discours par son fameux « Vive le Québec libre ! » A la suite d'une protestation du gouvernement canadien, il annule la visite et revient de suite à Ottawa.

22 AVRIL 1968. — A Ottawa, M. Pearson cède la place au Montréalais Pierre-Elliott Trudeau, qui veut instaurer le « bilinguisme » dans tout le Canada. Aux élections du 25 JUILLET 1968, il obtient la majorité absolue.

OCTOBRE 1968. — Le Parti québécois (nationaliste) de M. René Lévesque, ancien ministre de M. Lesage, absorbe les petites formations nationalistes.

26 SEPTEMBRE 1968. — Daniel Johnson meurt subitement, à la veille d'une nouvelle visite officielle en France. M. Jean-Jacques Bruneau lui succède.

3 JUILLET 1969. — Le français devient langue officielle dans toutes les institutions fédérales canadiennes.

30 JUNE 1970. — Le Parti libéral, dirigé par le général de Gaulle, ayant à sa tête M. Bourassa, gagne les élections du Québec sur le thème du maintien de la Fédération canadienne.

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1970. — M. James Cross, chef de la mission commerciale britannique à Montréal, puis Pierre Laporte, ministre québécois de la main-d'œuvre, sont tués en la Fret et le décollage du Québec le 17 octobre. Pierre Laporte est retrouvé assassiné. M. James Cross est libéré sans et sans le 3 décembre. Le F.L.Q. est mis hors d'état de nuire.

22 DÉCEMBRE 1970. — Pierre Laporte avait été arrêté le 27 décembre.

23 JUNE 1971. — Le gouvernement de M. Bourassa rejette comme insuffisant un projet de loi de la Fédération canadienne.

30 OCTOBRE 1972. — M. Trudeau perd la majorité absolue aux élections fédérales. Il reste à la tête d'un gouvernement minoritaire.

20 OCTOBRE 1973. — M. Bourassa renforce sa majorité aux élections provinciales.

MAI 1974. — Le gouvernement de M. Bourassa fait adopter la loi 22 instituant le français comme seule langue officielle au Québec.

23-25 OCTOBRE 1974. — Visite officielle en France — la première depuis dix ans — du premier ministre canadien, M. Trudeau.

3-5 DÉCEMBRE 1974. — Visite officielle en France du premier ministre québécois, M. Bourassa.

18 OCTOBRE 1978. — N. Bourassa décide de provoquer des élections

[illegible]

Le chômage constitue toujours le problème n° 1 dans Québec. Les foras qui couvrent la moitié des territoires à fait naître l'une des plus pulsantes industries de l'Amérique : celle de la pâte à papier. Son importance dépasse de loin toutes les autres, aussi bien en ce qui concerne la valeur ajoutée que l'emploi. L'agriculture n'emploie plus que 8 % de la population. Quant aux industries (métallurgie, industrie mécanique, etc.), elles tendent à s'installer de plus en plus dans les plaines de l'Ouest canadien, roches autrefois

## Les principaux partis québécois

Le Parti libéral du Québec a été créé en 1955. Il se veut entièrement indépendant du Parti libéral fédéral que dirige le premier ministre fédéral. Le parti a des idées mais partage son idéologie. Il s'agit d'un néo-libéralisme qui cherche à s'adapter aux conditions de l'époque moderne. C'est un grand parti qui est commun avec l'école de pensée qui, dès l'union des deux Canadas en 1840, disputait au parti conservateur le grand pouvoir. L'intrigue dans les partis nord-américains, la doctrine du Parti libéral du Québec est fluctuante. Elle dépend beaucoup de la situation qu'il se trouve à vivre à la tête. Il remplace aussi le Parti conservateur, très puissant dans l'ensemble du Canada, qui a été le parti le plus stimulant, surtout dans la

Le premier ministre, M. Boursassa, a sa tête depuis 1970, lui a donné une image technocratique. En 1960, le parti franchit son pas à la direction de M. Lesage. Le parti libéral québécois avait un programme nationaliste et plutôt de gauche pour l'époque. M. René Lévesque, aujourd'hui président du conseil exécutif du P.Q., (un "nationaliste"), a milité dans ses rangs et il a été notamment député et ministre sous l'étiquette libérale jusqu'à ce que ses positions personnelles l'amènent à donner sa démission. Le parti libéral du Québec est, depuis, redevenu résolument fédéraliste.

Le parti québécois a vu le jour en 1983 sous l'égide de M. Lévesque, lorsque le mouvement Souveraineté-Association, que celui-ci avait créé en 1967, fusionna avec un autre mouvement, le Ralliement national, pour devenir un parti politique. Le nouveau parti absorba par la suite d'autres courants autonomistes, notamment le mouvement pour l'indépendance nationale. Depuis, le social-démocrate, le parti québécois a la seule formation à avoir élaboré au fur et à mesure de ses différents congrès un programme détaillé, adopté après de longues

discussions par la base. Il se propose de créer une structure d'économie mixte — l'Etat aurait le contrôle de certains secteurs clés (notamment les institutions financières) — et de favoriser le développement du secteur coopératif.

Le Parti québécois avait présenté en 1973 un « budget de l'an » dont la crédibilité avait été contestée. Il était cependant l'œuvre d'une équipe compétente : ce parti compte en effet un nombre important d'économistes et d'administrateurs déçus par le régime libéral et beaucoup de professeurs. Il était jusqu'à présent surtout implanté au milieu urbain. Il est le seul à rendre publique ses sources de financement, principalement constituées de dons individuels.

Fondée en 1936 par M. Duplessis, l'Union nationale remplaça rapidement au Québec le parti conservateur fédéral. Elle s'attacha à la défense des milieux ruraux et de la pêche, et de la culture de la province. Elle occupa le pouvoir de 1936 à 1939, puis de 1944 à 1960. La mort de M. Duplessis, puis, peu de temps après, celle de son fils, entraîna une déstabilisation d'un parti seul pour le pouvoir, souvent retrégué et corrompu, et ouvrirent la voie aux libéraux. L'Union nationale revint au pouvoir en 1966, dirigée par Jean-Jacques Bertrand, qui eut de mauvaises relations de celui-ci avec le général de Gaulle redouté pour un temps le blason du parti. En 1970, cependant, l'Union nationale, constituée par M. Jean-Jacques Bertrand et son fils, ne fut évincée par les libéraux... — A.-M.C.

Le Canada et le Québec ont adopté le scrutin majoritaire à un tour qui est en vigueur en Angleterre. Dans ce mode de scrutin, où prévaut l'idée de représentation territoriale, les

ent dix députés élus à l'Assemblée provinciale représentent  
 chacun une circonscription com-  
 mune. L'ensemble des députés  
 élus par la «élection» s'efforçant à  
 majorité simple, les candidats  
 élus peuvent totaliser ensemble  
 le plus de voix que le candidat  
 bureau et un grand nombre de  
 députés sont élus avec moins  
 de 50 % des suffrages exprimés.  
 Le scrutin de 1970, qui a élu  
 70, soit 42,4 % des députés  
 étaient élus de cette façon  
 en interne en 1973). Quand le  
 système se est produit sur une  
 grande échelle, le parti qui  
 emporte la majorité des sièges  
 a obtenu avec lui mille deux  
 cent cinquante-sept députés  
 représentant plus d'avoir qu'une  
 majorité simple — ou «plu-  
 ralité» — et a corrigé un certain  
 nombre d'anomalies. La plupart  
 des circonscriptions devraient  
 aujourd'hui être situées dans  
 une zone de 25 % par rapport  
 à un chiffre moyen d'électeurs  
 fixé à trente-deux mille.  
 • comté • peut donc avoir en  
 vingt-quatre mille et quarante  
 mille électeurs. La circonscrip-  
 tion la moins peuplée regroupe  
 l'électorat des îles de la Manche  
 avec huit mille deux cent  
 vingt-neuf électeurs inscrits.  
 La plus peuplée est la circonscrip-  
 tion de Tallion, soixante-quinze  
 mille trois cent quatre-vingt  
 quinze électeurs, où M. René  
 Lesaque, chef du P.Q., a été élu.  
 Le

La nature du scrutin défavorise les partis qui, tout en ayant beaucoup de sympathisants dans diverses circonscriptions, ne réussissent à obtenir la majorité dans un très petit nombre de ces dernières.

Le parti qui emporte la majorité des sièges est le plus souvent celui qui est le plus populaire dans les circonscriptions où l'électorat est sur-représenté c'est-à-dire en dehors de laglomération montréalaise (plus de 500 000 habitants).

Aux élections de 1973, le parti libéral avait fait l'élite du mouvement avec 15 931 voix. Il avait failli au parti québécois près de 50 fois plus de voix pour faire élire un de ses candidats. Le Parti du ralliement chrétien, avec 145 055 voix, avait eu des sièges, l'union nationale, avec 154 564 voix, n'en avait aucun. — A.M.C.

## De la « révolution tranquille » à la victoire de M. Levesque

11 SEPTEMBRE 1963. — Mort de Maurice Duplessis, chef du parti conservateur (Union nationale), premier ministre du Québec depuis 1936.

22 JUNE 1964. — Victoire du Parti libéral fédéral lors de la première élection nationale — au Québec. Sous le nom de « Révolution tranquille », le nouveau premier ministre de la province, Jean Lesage, lance une politique d'émancipation.

5 OCTOBRE 1964. — Le général de Gaulle reçoit Jean Lesage en visite officielle. Le Québec ouvre l'ère du dévouement.

8 AVRIL 1965. Le Parti libéral fédéral gagne les élections. Lester Pearson devient premier ministre du Canada et il restera après avoir été le premier à visiter le Québec.

15 JANVIER 1964. — Le général de Gaulle reçoit M. Pearson en visite officielle. Tout en soulignant la solidarité particulière et naturelle entre le France et le Québec, il déclare qu'il n'y a rien là qui puisse contrarier les « heureuses relations franco-canadiennes ».

1<sup>er</sup> JANVIER 1965. — Le gouvernement français reconnaît officiellement la déléation du Québec à Paris.

15 JANVIER 1966. — L'Union nationale, reformée, gagne les élections au Québec. Daniel Johnson, nationaliste, devient premier ministre et instaure le régime d'« Egalité ou indépendance ».

17-22 MAI 1967. — Daniel Johnson en visite officielle en France.

22-25 JUILLET. — Invité par le gouvernement fédéral et par celui du Québec (à l'occasion de l'Exposition de Montréal), le général de Gaulle revient au Québec à Montréal, son discours par son fameux « Vive le Québec libre ! ».

A la suite d'une protestation du gouvernement canadien, il annule la visite et revient de suite à Ottawa.

22 AVRIL 1968. — A Ottawa, M. Pearson cède la place au Montréalais Pierre-Elliott Trudeau, qui veut instaurer le « bilinguisme » dans tout le Canada. Aux élections du 25 JUILLET 1968, il obtient la majorité absolue.

OCTOBRE 1968. — Le Parti québécois (nationaliste) de M. René Lévesque, ancien ministre de M. Lesage, absorbe les petites formations nationalistes.

26 SEPTEMBRE 1968. — Daniel Johnson meurt subitement, à la veille d'une nouvelle visite officielle en France. M. Jean-Jacques Bruneau lui succède.

3 JUILLET 1969. — Le français devient langue officielle dans toutes les institutions fédérales canadiennes.

30 JUNE 1970. — Le Parti libéral, dirigé par le ministre Pierre Laporte, l'élite M. Bourassa, gagne les élections du Québec sur le thème du maintien de la Fédération canadienne.

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1970. — M. James Cross, chef de la mission commerciale britannique à Montréal, puis Pierre Laporte, ministre québécois de la main-d'œuvre, sont tués en la Frette et l'Exposition du Québec le 17 octobre. Pierre Laporte est retrouvé assassiné. M. James Cross est libéré sans et sans le 3 décembre. Le F.L.Q. est mis hors d'état de nuire.

Le 22 décembre, M. Bourassa et Pierre Laporte sont arrêtés le 27 décembre.

23 JUNE 1971. — Le gouvernement de M. Bourassa rejette comme insuffisant un projet de loi de la Fédération canadienne.

30 OCTOBRE 1972. — M. Trudeau perd la majorité absolue aux élections fédérales. Il reste à la tête d'un gouvernement minoritaire.

20 OCTOBRE 1973. — M. Bourassa renforce sa majorité aux élections provinciales.

MAI 1974. — Le gouvernement de M. Bourassa fait adopter la loi 22 instituant le français comme seule langue officielle au Québec.

23-25 OCTOBRE 1974. — Visite officielle en France — la première depuis dix ans — du premier ministre canadien, M. Trudeau.

3-5 DÉCEMBRE 1974. — Visite officielle en France du premier ministre québécois, M. Bourassa.

18 OCTOBRE 1978. — N. Bourassa décide de provoquer des élections



# AU QUÉBEC

— PORTRAITS —

## M. RENÉ LEVESQUE

Du nationalisme à l'indépendantisme

Au début des années 30, un petit bonhomme que l'on habitait en costume de marin les jours de photo-souvenir courait les chemins et les plages de Gaspésie, un de ces bouts du monde comme le Québec en connaît plusieurs. Il écoutait son père lui raconter l'histoire de la Gou-gou, l'ogresse géante de l'île Bonaventure, et du Hollandais volant, dont le vaisseau fantôme visite chaque année le cap d'Espoir. Il nageait fêlé dans la belle Chaleur, se baignait à la sortie de l'école de sa petite ville de New-Carlisle contre ses camarades anglophones. Il parlait couramment l'anglais et n'imaginait pas alors que ça pouvait être une ville francophone comme Québec.

René Levesque avait la passion de la lecture qu'il nourrissait dans l'abondante bibliothèque paternelle. Son père était un avocat aisé qui partageait ses loisirs entre la lecture et l'écoute de sa radio, un rareté pour l'époque. Au collège, le jeune Levesque découvre le plaisir d'écrire et commence sa carrière de journaliste dans un magazine d'écoliers. Il suivra jusqu'à l'université des études classiques sous la houlette des Jésuites. Il est fantasque, porté à s'absenter sans motif, et à appeler un chat un chat. Il fait des études de droit en faculté, mais ne passera pas ses examens. Il a hérité de son père le goût de la radio et travaille déjà de temps à autre, pour se faire de l'argent de poche, dans une station locale.

### La guerre en Europe et en Corée

En 1943, M. René Levesque a vingt et un ans. Il décide d'éviter la conscription éventuelle... en se joignant à la base de la guerre. Il s'engage à l'Office d'information de guerre (O.W.I.) du Canada. Après un examen de passage devant Pierre Lacombe, on le retrouve quelques semaines plus tard à Londres, sous les bombardements, journaliste attaché à la section radiophonique de l'American Broadcasting Station in Europe (A.B.S.E.). Il part bientôt sur le terrain - et se trouve être le témoin de certains des grands événements de l'époque. Il est l'un des premiers à pénétrer dans le camp de concentration de Dachau. Il s'entretient au château d'Iter, en Autriche, séparément, car ils ne se parlent plus, avec Daladier et Paul Reynaud.

## M. ROBERT BOURASSA

Profil d'un vaincu

Il est plus que mince, irritable. Ses mains paraissent trop fragiles, son visage sans attrait. M. Bourassa est un homme peu aimé, peu estimé, peu craint. Il n'en a cure, car il ne semble vivre que pour la politique, et dans ce domaine, jusqu'au 15 novembre, personne n'était encore parvenu à le battre. On a dit qu'il a mené cette campagne à sa fantaisie, sans écouter ses conseillers. Bien des députés de son parti, engorgés malgré eux dans une lutte difficile, paraissent lui en garder rancune. On a dressé la liste de ses erreurs tactiques et dénoncé, une nouvelle fois, sa prétendue indécision, ses atermoiements, l'atmosphère de corruption qui flotte autour de certains de ses proches. Peu lui importe. Détenteur du pouvoir, et jouant quitte ou double, il a fait le pari de le conserver jusqu'en 1980. Il l'a perdu.

Né le 14 juillet 1933, M. Bourassa devient à trente-sept ans

le plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec. Après de brillantes études, le droit à l'université de Montréal, les sciences économiques et politiques à Oxford, le baccalauréat et le droit des entreprises à Harvard, il entre à vingt-cinq ans dans la haute société québécoise en épousant Mlle Simard, héritière d'une des plus grandes fortunes de la province. Une province où, c'est le moins que l'on puisse dire, l'appui des milieux d'affaires compte dans la réussite d'une formation politique.

Il esquisse progressivement les lignes d'un « fédéralisme rentable » pour le Québec : tirer le meilleur parti de ce qu'offre le gouvernement fédéral, accroître où cela est possible sans rupture les pouvoirs de la province. Si, avec lui, celle-ci ne fait pas de bond en avant, du moins le niveau de vie y progresse-t-il à un rythme comparable à celui de l'ensemble du pays. Le Québec est une pro-

vince qui pense et qui bouge, où l'imaginaire est fertile et les revendications nombreuses. M. Bourassa gère les idées des uns et des autres, leurs envies, leurs coups de colère. Il le fait à sa façon, par l'écoute, la patience, la conciliation, l'écoute mais persévérante.

Sous la conduite du premier ministre, la province va de l'avant sur un chemin qu'on voit de confusion dissimulé aux regards. M. Bourassa demandait à ses concitoyens la reconduction de son mandat, pour négocier en position de force avec Ottawa et les autres provinces les conditions du « retour » de la Constitution canadienne. Là, son intuition le trahit, la chance l'abandonne. Conséquence de la présomption qu'on lui prête ? Il s'est trompé de problème, il s'est trompé de saison : c'est pour lui, maintenant, celle des feuilles mortes et d'une délicate mortillité. — A.-M. C.

### États-Unis

## M. CARTER NE PENSE PAS QUE LE TAUX DE CHOMAGE SERA RAPIDEMENT RÉDUIT

Plains (A.F.P. A.P.). — M. Carter a tenu le 15 novembre sa seconde conférence de presse depuis son élection. Il a déclaré qu'il souhaitait que M. Burns, président de la Réserve fédérale, conserve ses fonctions jusqu'en 1978. Il compte travailler en bonne intelligence avec lui. M. Burns avait récemment souligné les dangers inflationnistes des méthodes traditionnelles de

relance de l'économie, notamment les réductions d'impôts et l'augmentation des dépenses publiques devant des commissions du Congrès. M. Carter s'est montré plus réservé sur les projets de relance économique de son administration qu'au cours de sa campagne. Il semble moins assuré de réduire à bref délai le taux de chômage (7,3 % actuellement), qu'il enten-

dait ramener par paliers à 4 ou 4,5 % d'ici 1980, impliquant qu'il devrait descendre d'un ou deux points dans les mois à venir.

M. Carter n'a annoncé qu'une nomination, celle du porte-parole de la Maison Blanche, M. Fowell, responsable des relations avec la presse de l'ancien gouverneur de Georgie depuis 1970, occupera ce poste.

## La victoire des « nègres blancs »

(Suite de la première page.)

Il se trouveront suffisamment satisfaits de leur sort pour se battre loyalement aux côtés des Anglais contre les Américains qui leur proposaient pourtant l'émancipation.

Bientôt, les Britanniques proclameront l'union des deux Canadas, qui avait pour effet de fondre la minorité francophone dans un ensemble anglophone. C'est en vain que Papineau avait déclenché en 1837 une révolte armée pour faire échouer ce projet. En 1840 cependant, Londres accepte, au moins en théorie, l'égalité de deux langues officielles. Et, en 1867, « l'acte de l'Amérique britannique du Nord », toujours en vigueur, transforme le Canada en une « confédération », en réalité une fédération fortement centralisée, avec des dispositions précisant insuffisamment la répartition des pouvoirs entre la capitale et les provinces. Le Québec est l'une de ces provinces, mais il possède un poids spécifique suffisant pour donner à la confédération, en un siècle, trois premiers ministres assurés d'une belle longévité politique : Wilfrid Laurier (au pouvoir de 1896 à 1911), Louis Saint-Laurent (1948-1957) et Pierre-Elliott Trudeau (en fonctions depuis 1968).

### La mort du Québec de papa

De ces trois personnalités Trudeau est certainement la plus ambitieuse, puisqu'il a voulu le premier faire une nation de ce Canada qui n'était guère, jusqu'alors, que la juxtaposition de deux nations. C'est qu'il a compris que le Québec de papa était mort, et qu'il fallait lui substituer autre chose.

Le Québec de papa, c'était, fondamentalement, une province, solidement tenue en laisse par le pouvoir économique des « maudits Anglais » de Montréal et par le pouvoir religieux d'une Eglise catholique toute puissante. Le long règne du premier ministre Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale, symbolisait leur bonne entente. Mais, contre ce régime obscurantiste et corrompu, se mobilisèrent les jeunes intellectuels de Cité libre, l'Esprit du Québec, au premier rang desquels Trudeau, son actuel ambassadeur à Paris, Gérard Pelletier, Marc Lalonde, etc. La grève des ouvriers de l'amiante, qu'ils soutinrent à fond, apporta la première brèche

dans la bastille conservatrice. Après la mort de Duplessis, en 1960, les libéraux viennent au pouvoir, et lorsque l'Union nationale le reprend, en juin 1966, c'est un parti transformé, déterminé à arracher la province à son arriération culturelle et économique, qui lance avec Jean Lesage et Daniel Johnson la « révolution tranquille ».

Dès cette époque, l'idée d'indépendance est en route. En 1960, de Gaulle, en visite officielle au Canada, n'avait recueilli à Québec et à Montréal que de maigres applaudissements. Une grande partie de la part d'une population, dont l'esprit était plus proche, dans l'ensemble, du régime de Vichy que de la France libre. Mais lorsqu'il revient, en 1967, c'est une marche triomphale qui par le « chemin du Roi », le conduit jusqu'au balcon de l'hôtel de ville de Montréal d'où il lance son fameux « Vive le Québec libre ! » au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

Beaucoup de ceux qui se scandalisent de ce qu'ils considèrent comme une inadmissible intrusion dans les affaires intérieures d'un pays souverain reconnaissent aujourd'hui que ce geste délibéré, qui porta les relations franco-canadiennes au bord de la rupture, a considérablement contribué à la promotion de la cause québécoise. Pierre-Elliott Trudeau a eu beau prendre le contrepiéd des thèses gaullistes, soutenir que seul le Canada uni est capable de résister à la pression de « l'éléphant » américain, que « c'est seulement dans le cadre fédéral que leur langue (des Québécois), leur culture, leurs institutions, leurs traditions les plus sacrées et leur niveau de vie peuvent échapper aux assauts de l'extérieur et aux conflits intérieurs » il n'aurait certainement pas pu s'installer au pouvoir, à la tête de ce « mafia québécoise », si les anglophones n'avaient pas compris que le moment était venu de faire une part plus large à leurs concitoyens de langue française.

Bien que la plus grande partie de son électoral ait été fournie par les francophones, Trudeau n'a cependant pas réussi à les mobiliser en sa faveur. Ce n'est pas seulement parce qu'on lui reproche souvent la brutalité avec laquelle il a réagi, en 1970, à l'élévation et à l'assassinat par les séparatistes du Front de libération du Québec du ministre Laporte. C'est surtout parce que, pour la grande majorité des habi-

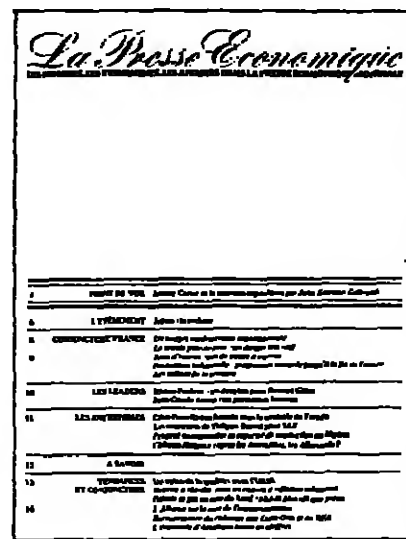
itants de la « belle province » au draprau fleurdelisé, la nation, c'est le Québec et non le Canada. L'Assemblée nationale, c'est celle du Québec et non les Communes d'Ottawa.

Aussi bien les difficultés n'ont-elles jamais beaucoup cessé entre un Trudeau obstiné dans son rêve de construire une nation canadienne bilingue, plus centraliste en fin de compte que fédéraliste, et les successifs gouvernements du Québec. Y compris celui de M. Bourassa, attaché à développer dans tous les domaines le particularisme provincial. La constante montée du Parti québécois, devenu depuis 1973 l'opposition officielle à Québec, ne pouvait laisser aucune illusion aux dirigeants fédéraux à ce sujet. C'est d'ailleurs un trait frappant de notre époque que l'échec successif de tant de projets tendant à dépasser l'horizon national. A la logique pourtant impressionnante du proverbe selon lequel l'union fait la force répond la constance avec laquelle charbonnier veut être maître chez soi. On le mesure de Chypre au Liban, de l'Écosse au Kurdistan, de l'Irlande au Pays basque et jusque chez les innombrables allogènes de l'Union soviétique.

L'avenir seul dira ce que deviendra le Québec après la victoire du parti indépendantiste, et avec lui de ces « nègres blancs » que les Québécois ont eu si souvent conscience d'être par rapport à la domination des « maudits Anglais ». Il faudra faire le départ de ce qui, dans le scrutin du 15 novembre, relève du mécontentement « conjoncturel » et de l'aspiration à une souveraineté pleine et entière. Le P.Q. a mis de l'eau dans son vin au cours de ces dernières années. Autrement il ne l'aurait pas emporté. Et la majorité des Québécois paraît toujours hostile à l'indépendance. Il paraît donc peu probable que le Canada ait à subir l'amputation pure et simple de sa partie québécoise, ce qui le vouldrait à l'absorption, à plus ou moins brève échéance, par les États-Unis, quitte pour les francophones des autres provinces à disparaître dans l'ensemble anglophone. En revanche, on ne voit pas quel miracle pourrait demeurer en vie l'ambition de Pierre-Elliott Trudeau de bâtir au nord de l'Amérique la première nation harmonieusement bilingue de l'histoire.

ANDRÉ FONTAINE.

## En exclusivité pour "LA PRESSE ECONOMIQUE" GALBRAITH juge CARTER.



Jimmy CARTER a été élu par les américains les moins satisfaits du fonctionnement actuel du système capitaliste.

Tout au long de sa campagne, CARTER a pris des engagements formels pour y apporter des améliorations.

La PRESSE ECONOMIQUE a demandé à J.K. GALBRAITH, l'un des économistes les plus lucides de notre temps de mesurer les chances de succès de CARTER dans cette entreprise.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE vous donne le point de vue d'une personnalité sur l'événement marquant de la semaine.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE vous apporte tous les éléments qui vous permettent d'anticiper efficacement sur l'actualité économique : notes de conjoncture « en clair », renseignements confidentiels sur la vie des affaires, la carrière des dirigeants, la création de nouveaux marchés, rubriques spéciales consacrées aux produits nouveaux, informations de dernière heure.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE sélectionne les articles les plus intéressants parus dans les meilleurs journaux économiques américains, anglais, allemands, russes, japonais.

LA PRESSE ECONOMIQUE est diffusée exclusivement par abonnement.

## Bon pour un essai sans engagement ultérieur

☐ Je désire recevoir LA PRESSE ECONOMIQUE pendant trois mois chaque semaine soit 13 numéros au prix de 80 F au lieu du prix normal de 120 F.  
Je reste entièrement libre de m'abonner ou non à l'issue de cet essai.  
☐ Je préfère que vous me fassiez seulement parvenir à titre de spécimen le numéro de cette semaine de LA PRESSE ECONOMIQUE avec la déclaration de GALBRAITH.  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Bulletin à découper et à renvoyer à LA PRESSE ECONOMIQUE, 9, rue d'Aboukir 75002 PARIS.



# Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

Aller et retour Paris-New York en classe économie et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal: c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1<sup>er</sup> novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-auto.

Rien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous préférez, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA; jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA: demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 82.11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.



TWA 101 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris  
Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs:

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Mon Agent de Voyages est: \_\_\_\_\_

## N°1 sur l'Atlantique.

# TWA

TWA: la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Tout l'habillement de l'homme en prêt-à-porter

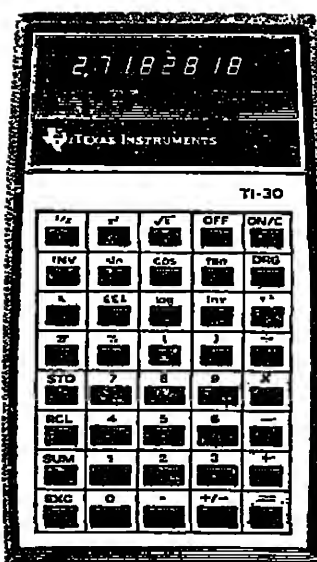
# Grandes Tailles

jusqu'à 60... FORTS, GRANDS, TRAPUS, MINCES et tous les autres...

## Barnett

Chemisier Habilleur  
19, av. Victor-Hugo 16<sup>e</sup>

# Noël est là.



175 F. TTC UN AN DE GARANTIE

## TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursière Bâtiment A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 60.23.43

### La TI-30

- Calculatrice scientifique de poche
- Affichage à 8 chiffres ou 5 + 2 chiffres pour l'exposant
- Notation algébrique directe à 15 niveaux de parenthèses
- Mémoire  $\times$ ,  $1/x$ ,  $\sqrt{x}$ ,  $y^x$ ,  $\log$ ,  $\ln$ , fonctions trigonométriques, logarithmiques et inverses, degrés/radians/grades, constante automatique, pourcentage
- Fonctionne sur pile de 9V; commutateur électronique
- Option: Accumulateurs rechargeables, chargeur/adaptateur

**Galerias Lafayette**  
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE



## DIPLOMATIE

Au premier jour de sa visite à Belgrade

### M. Brejnev affirme que l'Union soviétique n'a pas l'intention d'« avaler » la Yougoslavie

De notre correspondant

Belgrade. — La Yougoslavie n'est pas un « territoire » et l'URSS n'est pas un « loup terrible, sanguinaire et agressif » qui se prépare à la dévorer et à l'annexer. C'est en ces termes que M. Brejnev s'est adressé au président Tito pour l'assurer des bonnes intentions de Moscou. Répondant au toast que le chef de l'Etat yougoslave venait de prononcer au dîner offert lundi soir 15 novembre en son honneur, et faisant allusion aux « intentions les plus absurdes » selon lesquelles l'URSS aurait l'intention d'annexer la Yougoslavie, M. Brejnev a accusé l'Occident de vouloir de cette manière « jeter une ombre sur les bons rapports soviéto-yougoslaves ».

Il a ajouté: « Je ne sais pas si dans cette intention il y a plus d'incompréhension des principes ou si elle est dictée par les rapports entre les Etats socialistes, que de conviction cynique que l'opinion publique fera par acquerir n'importe quel message, à condition qu'il soit répété longtemps et avec obstination. » On dit que, en entendant le secrétaire général du parti soviétique, le président Tito a réagi par un léger sursaut. Le président yougoslave n'avait d'ailleurs, dans son propre toast, pas fait la moindre allusion à une menace soviétique, dans il fut notamment question lors de la campagne électorale aux Etats-Unis. M. Carter avait déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir en Yougoslavie si celle-ci était attaquée par l'URSS. Aussi, aux représentants de la presse, qui le priaient de commenter les paroles de M. Brejnev, un haut fonctionnaire du parti yougoslave a laissé entendre qu'il s'agissait très probablement d'une polémique avec M. Carter.

« Le dirigeant soviétique, a-t-il dit, a cru devoir réagir de cette manière aux rumeurs en cours. En ce qui nous concerne, nous n'avons demandé aucune protection et nous n'avons pas besoin de protection. »

Les toasts de lundi reflètent quelques-unes des divergences soviéto-yougoslaves. Le président Tito et M. Brejnev se sont félicités des progrès réalisés dans les rapports entre les deux pays. Mais alors que M. Brejnev parlait de la solidarité des pays socialistes, utilisant le terme « internationalisme », sans toutefois lui ajouter l'épithète « prolétarien », le président Tito traitait sur un pied d'égalité les pays non alignés et

les autres forces pacifiques et de progrès.

Les observateurs ont l'impression que M. Brejnev souhaiterait que les pays non alignés soient dans le sillage du « camp socialiste ». Le président Tito, se refusant à ce qu'ils puissent devenir l'instrument d'un bloc.

M. Brejnev n'a rien dit sur la conférence de Berlin des partis communistes européens, le maréchal Tito en a parlé brièvement pour rappeler la thèse yougoslave selon laquelle « chaque parti est responsable devant la classe ouvrière de son pays ».

Pour témoigner de l'importance qu'il attribue à la visite du secrétaire général du parti soviétique, le président Tito lui a décerné l'ordre de la Liberté, la plus haute distinction militaire yougoslave, dont le maréchal Joukovski était à ce jour le seul titulaire. Il a rendu hommage à M. Brejnev, comme à l'un des dirigeants de l'armée rouge, qui a pendant la seconde guerre mondiale, joué « un rôle éminent dans la lutte contre le conquérant fasciste ».

M. Brejnev est le premier dirigeant étranger à avoir été reçu conformément au nouveau protocole imposé par ses médecins au président. Le chef de l'Etat n'est pas allé à l'aéroport pour l'accueillir.

PAUL YANKOVITCH.

● Une conférence socialiste méditerranéenne se tiendra du 26 au 28 novembre à Barcelone, à l'initiative de la direction du parti ouvrier socialiste espagnol (P.O.S.E.) espagnol. Le P.O.S.E. est le parti socialiste espagnol reconnu par l'Internationale socialiste, ne participant pas à cette conférence qui doit étudier les grands problèmes propres à la zone sur les plans politiques ou stratégiques. Les partis s'y sont annoncés leur participation sont: le P.S. italien, le P.S.U. français, le P.S. portugais, grec, cyproite, maltais, le Néo-Destour de Tunisie, l'Union socialiste du Maroc, le Front de libération d'Algérie, les P.S. d'Egypte et de Libye. La Yougoslavie sera également représentée. — (A.F.P.)

LA FIN DU SÉJOUR DU PREMIER MINISTRE EN ÉGYPTE

### La France adaptera son économie à une nouvelle augmentation du prix du pétrole

a déclaré M. Raymond Barre

De notre envoyé spécial

Le Caire. — M. Barre a regagné Paris lundi soir 15 novembre après un voyage de trois jours en Egypte. Le premier ministre, qui avait été l'hôte à déjeuner du président Sadate, a invité M. Mamdouh Salem, premier ministre égyptien, à venir en France.

M. Barre, avant de quitter l'Egypte, a donné une conférence de presse à l'aéroport d'Héliopolis. Il a insisté sur la convergence de vues entre les deux pays sur les problèmes du Proche-Orient. Il n'a rien voulu révéler de son entretien avec M. Sadate. Mais, interrogé sur l'éventuelle augmentation du prix du pétrole, le premier ministre a semblé considérer celle-ci comme inévitable, et il s'est montré résigné à en accepter les conséquences. « Si les pays producteurs augmentent encore leurs prix, a-t-il déclaré, la France fera face, c'est-à-dire qu'elle s'efforcera d'organiser son économie pour financer les importations de pétrole nécessaires à son développement. Pour le reste, j'espère que ce problème sera traité dans un esprit de compréhension réciproque. »

Il demeure dans une prudente expectative en attendant les intentions américaines. « M. Carter n'a pas encore de politique bien définie », il a formulé l'espoir que « la politique des Etats-Unis continuera d'être soucieuse de la paix et du développement de l'économie mondiale ».

M. Barre s'est, en revanche, félicité des accords économiques conclus pendant son séjour. Il a précisé à propos du traité de commerce entre la France et l'Egypte, dont l'investissement total s'élève à 1 milliard de francs, que la France accordera un prêt de 250 millions de francs, le reste du financement devant être trouvé par l'Egypte. (Ainsi un crédit de 100 millions s'ajoutera aux 150 millions accordés lors du voyage de M. Giscard d'Estaing il y a un an.)

L'accord sur le SECAM prévoit la création de nouveaux centres de production et l'extension du réseau de radio à onde moyenne destiné à couvrir l'ensemble du territoire égyptien. Un autre accord concerne le percement d'un tunnel sous le canal de Suez dans la région du Dèversoir. De prochaines conversations entre experts préciseront les modalités de ces accords, et le protocole financier qui sera alors signé devrait être légèrement supérieur à 350 millions de francs de prêts. La France devient ainsi un des tout premiers pays étrangers de l'Egypte, et cette dernière semble connaître présentement quelques problèmes pour le financement de certains projets de grande envergure. C'est ce qui se produit, par exemple, pour les fournitures d'armement. M. Barre est demeuré discret quant au projet de création d'une industrie arabe d'armement en Egypte. Il s'est contenté de dire que « la coopération se poursuivrait normalement et que les spécialistes égyptiens et français étaient très compétents dans plusieurs cas », mais n'a pas précisé s'il s'agissait du projet de création d'une industrie ou de la vente de matériels de guerre. Il semble que les industriels français préfèrent développer ce genre de fournitures, tout comme certains militaires égyptiens qui souhaitent recevoir des armements modernes plutôt que de créer une entreprise au rendement incertain. Le communiqué final, à la différence de ce qui était passé lors du voyage de M. Giscard d'Estaing, ne mentionne pas, cette fois-ci, ces problèmes.

M. Barre a tiré la conclusion de son voyage en déclarant que « la France et l'Europe ne peuvent pas se désintéresser de ce qui se passe dans le monde arabe ».

ANDRÉ PASSERON.

## LE COMMUNIQUÉ CONJOINT

Le communiqué conjoint signé par MM. Barre et Salem, premier ministre égyptien, concerne les points suivants:

● PROCHE-ORIENT: « Les deux parties ont réaffirmé leur conviction qu'il est nécessaire de parvenir à un règlement global, juste et durable (qui) devrait être fondé sur l'occupation par Israël de tous les territoires occupés depuis 1967 et le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie indépendante. (...) Ce règlement devrait être assorti de garanties internationales appropriées auxquelles la France serait prête à participer. »

● LIBAN: « Egalement attachées au maintien de l'unité, de l'indépendance et de l'intégrité du Liban, les deux parties se sont félicitées de l'instauration d'un cessez-le-feu à l'issue des « sommets » de Riyad et du Caire, au succès desquels le président Sadate a apporté une importante contribution. Elles ont formulé le souhait que les décisions prises lors de ces réunions permettent au président Elias Sarkis d'exercer pleinement son autorité et de rétablir une vie normale dans son pays et ouvriront la voie à l'indispensable réconciliation entre les parties concernées par la crise libanaise. Les deux parties, égyptiennes et françaises, se sont déclarées prêtes à

apporter leur appui à tout effort de nature à faciliter la réalisation de ces objectifs. »

● COOPERATION: « Le gouvernement égyptien a confirmé qu'il accordait une priorité au traité de commerce, un accord a été signé à cet effet entre les autorités compétentes des deux pays. »

« Il est apparu que la coopération franco-égyptienne pourrait s'étendre à de nombreux secteurs prioritaires comme celui des véhicules industriels, des télécommunications et de l'informatique, du bâtiment et du génie civil, des transports ferroviaires, maritimes et aériens, de l'agriculture et des industries agro-alimentaires ainsi que de l'énergie. »

« Dans le secteur de la production de pneumatiques la volonté d'établir une coopération entre les firmes françaises et égyptiennes concernées a été confirmée. »

« Les deux délégations ont rappelé le choix fait par l'Egypte du procédé de télévision en couleurs SECAM. Elles ont marqué leur volonté de développer leur coopération dans les domaines de l'équipement de la radio et de la télévision égyptiennes, ainsi qu'en ce qui concerne la production et la diffusion. »

« Un accord a aussi été conclu pour la réalisation du tunnel du Dèversoir. »

### M. Callaghan adresse un avertissement aux pays producteurs de pétrole

De notre correspondant

Londres. — Le premier ministre britannique vient de mettre les pays producteurs de pétrole en garde contre une nouvelle hausse de leurs prix. M. Callaghan parlait lundi soir 15 novembre au banquet annuel du lord-maire de Londres. A propos des affaires intérieures, M. Callaghan a non seulement réaffirmé que la lutte contre l'inflation doit rester l'objectif numéro un, mais que la modernisation de l'industrie britannique doit passer « avant même les objectifs sociaux » du gouvernement travailliste. En ce qui concerne le pétrole, M. Callaghan a fait état de la situation particulière de la Grande-Bretagne. Selon des pays européens, elle pourra, dès l'an prochain, couvrir le tiers de ses besoins avec la production de la mer du Nord. En 1980, elle deviendra exportatrice.

Affirmant que les Britanniques peuvent ainsi parler du problème pétrolier « avec une certaine objectivité », le premier ministre a adressé un avertissement aux représentants des pays producteurs, qui doivent se réveiller le mois prochain. Il juge qu'une nouvelle hausse du coût des carburants ne manquera pas de ralentir la reprise économique et de relancer l'inflation générale.

Le premier ministre a enfin parlé en termes élogieux du président Giscard d'Estaing et du chancelier Schmidt. L'Europe, estime-t-il, peut se réjouir d'avoir de tels leaders. — J.W.

## LES CONTINUATEURS DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

le premier film sur la Révolution culturelle

### TCHOUEN-MIAO

(Jeune pousse printanière, film aux glorieux succès)

- Comment j'ai vécu le séisme, par M. Monge.
- En Chine lors de la mort de Président Mao, par G. Andrieu.
- Sur la situation actuelle en Chine, par H. Marchisio.

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES  
32, rue Maréchal-Briquet, 75014 PARIS, 73-67-45.

JEUDI

18

NOVEMBRE

20 H. 30

MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor

Paris (5<sup>e</sup>)

M<sup>re</sup> Maubert-Mutualité

Entrée: 7 F



# DIPLOMATIE

Aux Nations unies

## Les États-Unis opposent un nouveau veto à l'admission du Vietnam

De notre correspondant

Nations unies (New York). — Le Conseil de sécurité, en raison d'un nouveau veto américain, n'a pas accepté, lundi 15 novembre, la demande d'admission du Vietnam que la France présentait. Pour justifier son veto, le délégué américain, M. Scrantom, a invoqué le refus de Hanoi de fournir les précisions souhaitées par le gouvernement américain concernant les militaires disparus pendant la guerre. Il a déclaré : « Si les Vietnamiens démontrent leur volonté de s'acquiescer de leurs responsabilités au sujet des Américains portés disparus, les États-Unis seront disposés à revoir leur position. »

Le délégué de la France a déclaré que « la France estime par principe qu'il n'existe pas de raison durable de laisser en dehors des Nations unies un État souverain déclarant respecter la charte ». Il a ajouté, avant le vote : « Nous aurions quelque difficulté à comprendre qu'un grand pays, avec lequel la France a des liens d'amitié et d'alliance particulièrement étroits, devienne pri-

sonnier d'une conception dans laquelle un unique problème de contentieux conduit à une série de conséquences excessives par rapport à leur cause. » La diplomatie française était visiblement embarrassée en raison du rôle que le gouvernement américain lui a fait jouer dans cette affaire. M. Kissinger avait, en effet, suggéré, le mois dernier, à M. de Gaulle d'inviter les Vietnamiens à surseoir à leur demande d'admission jusqu'à leur demande d'admission. Cette démarche pouvait permettre de passer qu'après les élections M. Ford se sentirait plus à l'aise pour ne pas s'opposer à l'entrée du Vietnam aux Nations unies (en faveur de laquelle cent deux pays se sont prononcés au cours d'un débat à l'Assemblée générale).

M. Dinh Ba Thi, observateur du Vietnam, a affirmé, après le vote, que « la demande américaine était déraisonnable ». Il a rappelé que pendant la deuxième guerre mondiale six mille soldats américains avaient disparu, et que deux mille ne furent jamais retrouvés, et qu'il était très difficile de retrouver les corps des pilotes tombés dans la jungle ou dans la mer. Les Vietnamiens porteront la question de leur admission devant l'Assemblée générale, avant la fin de la présente session, mais l'Assemblée ne peut passer outre au veto d'un membre permanent du Conseil.

LOUIS WIZNITZER.

APRÈS AVOIR OCCUPÉ BEYROUTH

## Les « casques verts » syriens progressent vers Tripoli

De notre correspondant

Beirut. — Depuis que les « casques verts » syriens ont pris le contrôle, Beyrouth connaît le grand silence des lendemains de bataille. Les canons se sont tus. Les combattants en armes ont disparu des rues. Soldats et chars syriens sont dans toutes les rues principales. Chacun sait que les armes, qui, en dix-neuf mois, ont fait vingt-cinq à trente mille morts dans la capitale et sa banlieue et de dix à quinze mille en province, ne peuvent plus, dans l'immédiat, se déchaîner à nouveau.

La ville est cernée et « quadrillée ». Sous couvert de la force arabe de dissuasion, huit mille à onze mille soldats syriens (il n'a pas été communiqué de chiffre) ont investi les deux secteurs de Beyrouth. Ce vaste déploiement n'a pratiquement rencontré aucune opposition, et les troupes syriennes, à l'exception d'un seul incident, ont riposté avec violence des qu'elles ont essuyé un tir — cela s'est produit deux fois. Elles ont eu, dans ces deux incidents et sur des champs de mines dans le centre de la ville, un mort et cinq blessés.

Les éléments armés se sont retirés des rues, particulièrement les Palestiniens, qui ont démantelé leurs dernières permanences en ville et sont rentrés dans le grand camp de Sabra-Châtila, suivis et entourés de tous côtés par les troupes syriennes, qui procédaient au contrôle des axes routiers, notamment ceux menant à l'aéroport.

Les passages d'un secteur à l'autre de la ville peuvent s'effectuer sans danger, et en principe par plusieurs voies de communications, mais ils demeurent limités, et la place du Musée continue pratiquement à être le seul point de passage utilisé.

Partant de Beyrouth, les troupes ont commencé à investir le Chouf. Elles ont progressé dans la zone tenue par la droite chrétienne, jusqu'à mi-chemin de Tripoli, atteignant Amchit et y occupant les émetteurs de Radio-Liban. Il est prévu qu'elles poussent jusqu'à Kaimoun, à 10 kilomètres de Tripoli. La dernière phase du déploiement interviendra cette ville et le nord du pays, ainsi que le sud, particulièrement Saïda et Tyr. Mais les troupes syriennes ou arabes ne dépasseront pas Litani et éviteront donc la zone frontalière avec Israël.

Ce mardi matin, Beyrouth est déjà plus animée dans la mesure où la population — à l'exception de la moitié du million d'habitants qui y vivaient — sait qu'elle n'a plus à craindre les bombardements. Les soldats syriens ont pour consigne d'être aimables. Ils répètent : « Nous sommes là pour assurer notre sécurité. »

Des déclarations favorables à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth sont enregistrées de tous côtés, tant de la part des dirigeants traditionnels, MM. Saïb Saïam, Takiéddine Solh et Rachid Solh, que de la droite chrétienne. M. Pierre Gemayel a souligné : « Sans l'initiative syrienne, les troubles auraient été encore plus longs. Ce sont des troupes amies et non d'invasion. Dans tous les cas, elles sont préférentielles à l'occupation palestinienne imposée au Liban depuis cinq ans. » M. Camille Chamoun a affirmé de son côté : « Il ne faut pas s'inquiéter. D'ailleurs les Syriens ne resteront pas en nombre dans notre secteur, et le gros de leurs troupes ne fera qu'y passer. »

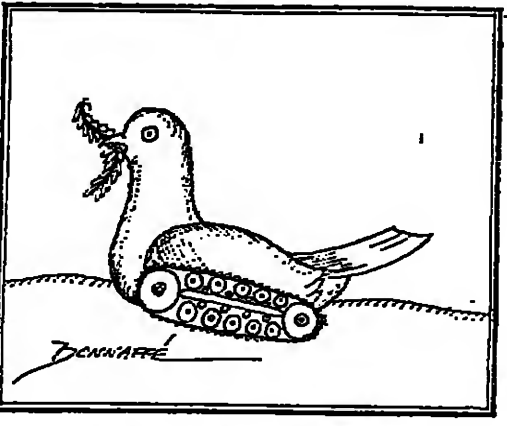
Les palestino-progressistes se sont abstenus de commentaires, mais ils avaient donné publiquement leur acquiescement par la

voie de M. Joumblatt, et leur coopération sur le terrain en témoigne.

La principale objection a été formulée par le dirigeant libéral chrétien, M. Eddé, qui nous a déclaré : « Je maintiens mes réserves à l'égard de l'entrée des troupes syriennes, même sous couvert arabe, car je connais de longue date les visées territoriales de la Syrie sur le Liban. Les tracts distribués par ces troupes parlent d'ailleurs de la province arabe libanaise. Même s'il est évident que toute la population libanaise est satisfaite de la fin des combats, et cela est compréhensible, le fait est que le Front libanais représenté par M. M. Frangie, Chamoun, Gemayel et le Père Kassis, qui refusait la présence palestinienne sur le sol libanais, se retrouve avec plusieurs autorités arabes, sans compter que les Palestiniens violent consacrés leurs présences, leurs droits et privilèges. Je ne pense pas que la Syrie, qui, par le truchement de la Saïba, a d'abord détruit le Liban, se transforme en protectrice de notre pays sans obtenir en échange un bénéfice majeur. Le Liban se trouve placé sous mandat syrien. »

Depuis la fin du mandat français, en 1943, c'est la première fois que des troupes étrangères contrôlent le Liban. Un corps d'armée américain a débarqué, en 1958, pendant la première guerre civile, à la suite du coup d'État qui avait renversé la monarchie en Irak. Le 14 juillet 1958, mais il ne s'était pas déployé à travers le pays. Qui plus est, il s'agit cette fois de troupes arabes qui l'autorité libanaise, en particulier les hommes politiques chrétiens, avait toujours, et en toutes circonstances, refusé d'admettre sur le territoire national.

LUCIEN GEORGE.



L'armée de la paix entre à Beyrouth. (Desins de BONNAFFE.)

YASHICA, ZEISS et PORSCHE  
vous invitent à découvrir le  
**CONTAX**  
RTS  
dans le numéro 40 de "Zoom"  
et le numéro 109 de "Photo".

décembre 1976 : le dernier volume paraît

# la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

- Un nouveau type d'encyclopédie, capable non seulement de rassembler et d'expliquer mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déconcertant.
- Une encyclopédie cohérente, qui couvre tous les domaines de la connaissance, toutes les époques, tous les pays, avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels.
- ... et mieux qu'à jour, rendant compte des derniers développements dans tous les secteurs significatifs, elle éclaire aussi les étapes à venir.

**LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE**  
20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm)  
d'environ 600 pages chacun,  
8.000 articles-dossiers,  
près de 15.000 illustrations en couleurs;  
+ un 21<sup>e</sup> volume d'index.

RIEN NE REMPLACE  
UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE

Pour en savoir plus sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, adressez-vous à votre libraire, ou remplissez ce bon.

**BON**  
pour  
une documentation  
**GRATUITE**

A renvoyer à : LA LIBRAIRIE LAROUSSE, rue du Montparnasse 75280 PARIS Cedex 06  
Gratuitement et sans engagement de ma part, je désire :  
• examiner votre magnifique documentation illustrée en couleurs sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE  
• connaître les facilités de paiement offertes à tout souscripteur de l'ouvrage.

NOM ..... PRÉNOM .....  
PROFESSION ..... ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
Valable pour la France métropolitaine, la Belgique et la Suisse seulement. 64/71

**LA PLAGNE**  
son combiné olympien **575 F**  
par personne

**SPECIAL SKI**  
**NOËL - JOUR DE L'AN**

Deux forfaits exclusifs :

**STUDIO + FORFAIT SKI**  
(remontées mécaniques illimitées)  
**GARDERIE D'ENFANTS**  
neige garantie par contrat

★ **NOËL** : du 17 Décembre au 25 Décembre  
9 jours pour le prix de 7

★ **JOUR DE L'AN** : du 26 Décembre au 1<sup>er</sup> Janvier

MAISON DE LA PLAGNE POINT-SHOW VOYAGES  
65, Champ Elysées, PARIS. Tél. : 256-30-50  
ou à votre agence de voyages habituelle

# Lumoprint

Les photocopieurs  
solides, fiables, rentables.  
3 qualités allemandes.

LX 4 : l'un des modèles  
de la gamme Lumoprint.  
30 copies/minute  
sur papier normal.  
Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :  
**Lumoprint France S.A.**  
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.  
Tél. 645.21.91

# LE CONSEIL EUROPÉEN

★

Energie : la danse  
sur le volcan

★

Les communistes  
au Parlement  
européen

★

L'austérité en Italie  
et en Angleterre

★

Dans le numéro  
de novembre de

**30 JOURS D'EUROPE**

La vie quotidienne  
de 260 000 000  
d'Européens.

**GRATUIT**

Si vous voulez  
recevoir gratuitement  
30 JOURS D'EUROPE  
pendant 3 mois  
envoyez ce bon  
61, rue  
des Belles-Feuilles  
Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_



## L'ÉVÉNEMENT

## LES INSTITUTIONS ALGÉRIENNES

« NOUS sommes à la veille de grandes transformations radicales où la légitimité révolutionnaire sera couronnée par la légitimité constitutionnelle », a déclaré le président Boumedienne à propos de l'édifice institutionnel en cours de mise en place. Ces transformations qui « réaliseront la complémentarité organique entre l'Etat et la révolution » sont le référendum sur la Constitution du 19 novembre, l'élection du président de la République en décembre, celle de l'Assemblée populaire nationale en janvier 1977, la préparation du deuxième congrès du F.L.N. au cours de l'année et sa convocation avant le 19 juin 1978.

Les institutions mises en place au lendemain de l'indépendance ont médiocrement fonctionné. Les unes, comme l'Assemblée nationale et la Constitution de 1963, trop marquées par l'héritage de la vieille démocratie bourgeoise française, ne correspondaient pas aux réalités d'un jeune Etat révolutionnaire du tiers-monde. Les autres ont reflété les contradictions d'une société bouleversée par la guerre et l'impuissance d'un

pays qui n'avait pas eu le temps de se reprendre et de s'organiser. Ainsi le parti était-il déchiré par des querelles de personnes et de tendances; le premier congrès du F.L.N. en 1964 donnait naissance à la charte d'Alger, qui affirmait les options socialistes de l'Algérie, alors que les bases matérielles et les hommes faisaient défaut pour l'appliquer.

Le régime issu du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965 a laissé en sommeil les institutions qui l'étaient et a mis les autres entre parenthèses. Le F.L.N. est resté nominativement la source du pouvoir mais a délégué ses responsabilités au Conseil de la révolution, qui est devenu l'instance suprême du pays. Expliquant qu'il fallait construire la pyramide par le bas, le régime a mis successivement en place les assemblées populaires communales, les assemblées populaires de wilayas, la gestion socialiste des entreprises et a lancé la triple révolution industrielle, agricole et culturelle.

L'élaboration de la charte nationale, adoptée

le 27 juin dernier, ouvre une nouvelle phase. Elle a trois objectifs : donner au régime la légitimité institutionnelle que d'aucuns lui contestent; équilibrer la répartition des pouvoirs; restituer à un parti renoué la fonction dont il ne s'est acquitté qu'épisodiquement. Logiquement, il aurait fallu commencer par le congrès. Sa préparation paraissant complexe et délicate, le pouvoir a préféré inverser l'ordre des facteurs.

Première application de la charte, dont elle est la traduction juridique, la Constitution devient donc la « clé de voûte de l'édifice institutionnel ». A partir d'une trame fournie par M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France, elle a été élaborée par un comité de rédaction composé de MM. Abdelghani, Abdessalam, Bencherif, Benmouhamed, Banyahia, Boulefikha, Taleb Ibrahim, discutée par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres, puis approuvée par la conférence des cadres de la nation avant d'être soumise au peuple.

Compte tenu des obligations qu'imposent le

choix d'un parti unique et l'édification d'un jeune Etat, la Constitution de 1976 cherche à concilier les exigences de la démocratie et celles de la révolution, tout en évitant les risques de conflits contenus dans celle de 1963. Le pouvoir exécutif est dévolu au président, qui confie l'Etat et la part, le pouvoir législatif à l'Assemblée populaire nationale, le pouvoir judiciaire à la magistrature et le pouvoir politique au F.L.N. Alors que précédemment les ministères étaient en quelque sorte les « Maîtres Jacques » du régime, le prochain gouvernement devra comprendre des « ministres gestionnaires », tandis que le parti assumerait désormais le travail de réflexion et d'animation. Vaste entreprise : elle suppose que le F.L.N. récupère une partie des meilleurs militants passés au service de l'Etat, épure les médiocres et les arrivistes, sache s'attacher les jeunes. Les dirigeants affirment que cela est prévu. Ils rappellent aussi que le travail en cours, y compris la Constitution peut être amendé et amélioré.

P. B.

## La nouvelle loi fondamentale réaffirme la prééminence du parti unique

Le préambule de la Constitution de 1976 rappelle que l'Algérie doit son indépendance à une guerre de libération « qui restera dans l'histoire comme une des plus grandes épopées ayant marqué la résurrection des peuples du tiers-monde » et affirme, plus nettement que dans le texte de 1963, les options socialistes du pays. Elle souligne que les institutions mises en place depuis le 19 juin 1965 visent à « transformer les idées progressistes de la révolution en réalisations concrètes, marquant la vie quotidienne, et à faire évoluer ainsi par la dynamique de la pensée et de l'action, le contenu de la révolution populaire vers l'engagement définitif du socialisme ».

Le titre 1, « Des principes fondamentaux d'organisation de la société

algérienne », résumé juridique de la charte nationale, est divisé en sept chapitres.

Le premier, « De la République », précise que l'Etat « est socialiste », que « l'islam est la religion de l'Etat et l'arabe la langue nationale et officielle ». La suite affirme que « la souveraineté nationale appartient au peuple » et que la charte est « la source fondamentale de la politique de la nation et des lois », la source de référence idéologique et l'instrument « pour toute interprétation de la Constitution ».

Le chapitre 2, « Du socialisme », souligne que cette « option irrevocable est la seule voie capable de parachever l'indépendance nationale ». Il indique toutefois que « la propriété individuelle des biens à usage personnel ou familial est garantie » et que « la propriété privée non exploitée fait partie de la nouvelle organisation sociale ».

Le chapitre 3, « De l'Etat », affirme que celui-ci est « au service exclusif du peuple » et que ceux qui détiennent des responsabilités doivent vivre « uniquement de leur salaire » et non s'adonner « ni directement ni par personne interposée à aucune activité lucrative ».

Le chapitre suivant, « Des libertés fondamentales et des droits de l'homme et du citoyen », précise que ces libertés et ces droits sont « garantis ». En outre, « toute discrimination fondée sur les préjugés de sexe, de race ou de métier est prosaïque ». Les articles 45 à 50 stipulent que la loi ne peut être rétroactive, que « toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité », que l'erreur judiciaire entraîne réparation de l'Etat, que ce dernier garantit l'inviolabilité du domicile, de la vie privée et celle de la personne, ce qui revient à interdire la torture. L'Etat garantit aussi le secret de la correspondance, « la liberté de conscience et d'opinion » (art. 53), « la liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique » (art. 54), « la liberté d'expression et de réunion » (art. 55).

L'Etat garantit aussi nombre de droits, en particulier le droit syndical, le droit au travail, à la protection, à la sécurité, à la santé, au repos, à l'instruction, etc. (articles 59 à 67). Il garantit aussi « le droit de sortie du territoire dans le cadre de la loi » qui, il est vrai, comporte des restrictions. En outre, l'article 73 déclare que « la loi fixe les conditions de déchéance des droits et libertés fondamentaux » de quiconque en fait usage « en vue de porter atteinte à la Constitution, aux intérêts essentiels de la collectivité nationale, à l'unité du peuple et du territoire national, à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat et à la révolution socialiste ».

Le chapitre 5, « Des devoirs du citoyen », représente une innovation par son inspiration. L'article 76 prévoit que « la loi sanctionne le devoir des parents dans l'éducation et la protection de leurs enfants ainsi que

le devoir des enfants dans l'aide et l'assistance à leurs parents ». Les auteurs du texte expliquent qu'ils ont voulu ainsi préserver les bonnes traditions — ce qui est une manière d'enracinement — tout en luttant contre les tendances modernes à l'individualisme et à l'égoïsme. Les textes concernant la protection des étrangers, « conformément aux traditions d'hospitalité du peuple algérien », ont été rédigés dans le même esprit.

Les deux derniers chapitres, « De l'armée nationale populaire » et « Des principes de politique étrangère », résumant la charte.

## L'organisation du pouvoir

Le titre 2, « Du pouvoir et de son organisation », va de l'article 94 à l'article 189 et est divisé en six chapitres.

Le premier, « De la fonction politique », rappelle que « le système institutionnel algérien repose sur le principe du parti unique » (art. 94) et souligne que le F.L.N. « est la force d'avant-garde, de direction et d'organisation du peuple en vue de l'édification du socialisme » (art. 97). En outre, « les organes du parti et ceux de l'Etat agissent dans des cadres séparés et avec des moyens différents pour atteindre les mêmes objectifs » (art. 101). Toutefois, « les fonctions déterminantes de responsabilité au niveau de l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (art. 102).

Le chapitre 2, « De la fonction exécutive », fixe les attributions du président de la République qui doit être algérien d'origine, musulman, âgé de quarante ans révolus et être élu au suffrage universel direct et secret. Son mandat est de six ans, renouvelable. L'article 111 qui énumère ses pouvoirs précise entre autres qu'il « incarne l'unité de direction politique du peuple » (art. 112). Les fonctions déterminantes de responsabilité au niveau de l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (art. 102).

Le chapitre 3, « De la fonction législative », définit les attributions de l'A.P.N., qui élabore et vote la loi. Ses membres sont élus au suffrage universel direct et secret « sur proposition de la direction du parti ». Le député bénéficie de l'immunité parlementaire (art. 137). L'A.P.N. « siège en deux sessions ordinaires par an, chacune d'une durée maximale de trois mois », alors que les commissions sont permanentes. L'initiative des lois appartient conjointement au président de la République et à l'Assemblée. Celle-ci peut légiférer dans tous les domaines à l'exception de la défense nationale (art. 151). « Dans les périodes d'inter-sessions de l'A.P.N. le président de la République peut légiférer par ordonnance », il soumet ses textes à l'Assemblée à la première session qui suit.

Le chef de l'Etat peut dissoudre la Chambre ou décider des élections anticipées, « l'instance dirigeante du parti et le gouvernement étant réunis » (art. 183).

Les chapitres 4 et 5 traitent « de la fonction judiciaire » et « de la fonction de contrôle ». Les attributions de la Cour suprême (1) sont accrues, et diverses mesures sont prévues pour assurer le respect de

l'article 172 : « Le juge n'obéit qu'à la loi ». Après avoir défini les différents niveaux de contrôle, cette fonction étant « un élément essentiel du processus révolutionnaire », la Constitution prévoit la création d'une Cour des comptes chargée du contrôle a posteriori de toutes les dépenses publiques de l'Etat, du parti, des collectivités locales et régionales et des entreprises socialistes de toute nature.

Enfin, le chapitre 6, « De la fonction constituante », précise les modalités des révisions constitutionnelles en spécifiant six domaines qui ne peuvent être affectés en aucun cas : la forme républicaine du gouvernement, la religion de l'Etat, l'option socialiste, les libertés fondamentales de l'homme et du citoyen, le principe du suffrage universel direct et secret, l'intégrité territoriale (art. 195).

Le principal intérêt du titre 3 « dispositions diverses » est l'article 196, qui prévoit sans le spécifier expressément la disparition du Conseil de la révolution quand le congrès du parti aura été réuni. Il déclare en effet : « L'entrée en vigueur de la Constitution n'affecte pas les pouvoirs des organes existants tant que les institutions correspondantes prévues par la Constitution n'auront pas été mises en place ».

(1) Et non « la création » comme veut l'exprimer l'expression nous l'a fait écrire (le Monde du 9 novembre). Cette cour existe en effet depuis l'indépendance.

## QUATRE CHARTES

Depuis le déclenchement de la révolution armée le 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'histoire du Front de libération nationale (F.L.N.) a été jalonnée par quatre grands textes d'orientation : « La charte de la Soummam », adoptée en août 1955, en pleine guerre, a affirmé la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur. Son principal rédacteur a été Abane Ramdane, qui devait être ensuite assassiné dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies.

Le programme de Tripoli, adopté en juin 1962, a constitué le premier travail d'élaboration théorique. Il a été rédigé en quelques jours par Mostefa Lacheraf, Ridha Malek, Mohamed Harbi et M. Benyahia. Il dénonce « l'indigence idéologique » du F.L.N. « La charte d'Alger », votée par le congrès du F.L.N. en mars 1964, qui fait explicitement référence au « socialisme scientifique », MM. Mohamed Harbi et l'actuel ministre de l'enseignement supérieur, M. Benyahia, ont pris une grande part à sa rédaction.

« La charte nationale », adoptée après un large débat populaire à l'issue du référendum du 27 juin 1976.

## La composition actuelle du Conseil de la révolution...

Selon la liste lue par Radio-Alger le 5 juillet 1965, le Conseil de la révolution comprenait à l'origine vingt-six membres.

Onze sont encore en fonctions :

M. HOUARI BOUMEDIENE, président.  
Colonel ABDALLAH BELLOUCHECH, commandant de région militaire.  
M. MOHAMED BEN AHMED, dit ABDELGHANI, ministre de l'Intérieur.  
Colonel AHMED BENDJEDID, commandant de la gendarmerie.  
Colonel CHADLI BENJEDJID, commandant de région militaire.  
Colonel OTHMAN BEN HADDOU (gravement malade).  
M. ABDELMAZIZ BOUTEFILKA, ministre des affaires étrangères.  
M. OMERIF BELKACEM, écarté en 1975 du gouvernement, où il était ministre d'Etat.  
M. AHMED DRAÏA, directeur de la Sécurité.  
M. MOHAMED TAYEB LAREI, ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.  
Colonel MOHAMED SALAH YAHYAOU, commandant l'Académie interarmes de Cherchel.

Cinq sont morts :  
SAÏD ARID, commandant de région militaire, décédé en décembre 1967.  
AHMED BOUDJENANE, dit ABBA, membre de l'état-major général (1968).  
AHMED MEDJERJI, ministre de l'Intérieur (décembre 1974).  
MOHAMED OU EL HADJ, de son vrai nom MOHAMED AÏKA, membre du secrétariat exécutif du parti (1965-1967), décédé en 1972.

MOULAY ABDELKADER, dit CHABOU, secrétaire général du ministère de la défense, décédé en 1975.

Sept se sont retirés :

Colonel ABDERRAHMANE BENSALAM, membre de l'état-major général.  
M. SAÏD BOUENIDER, dit SAOUD EL ARAB, membre du secrétariat exécutif du parti jusqu'en 1967.  
M. YOUSSEF KHATTIB, dit colonel HASSAN, membre du secrétariat exécutif du parti jusqu'en 1967.  
M. AHMED MAHSA, ministre de l'agriculture en 1963, exclu en 1968.  
M. MAMMADI, ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale.  
M. SAÏD MOHAMMEDI, ancien membre de l'état-major.  
M. SALAH SOUBI, ancien commandant de région militaire.  
M. MOHAMED TAYEB LAREI, ministre de l'économie puis de l'information en 1965, exclu en 1968.  
M. AHMED KAÏD, responsable du parti jusqu'en 1973.  
M. TAYEB ZEROU, chef de l'état-major général de 1963 à 1967, exclu à la suite d'une tentative de coup d'Etat.

## ...et celle du conseil des ministres

Président et ministre de la défense : M. Houari Boumedienne (\*), depuis le 10 juillet 1965.  
Ministre d'Etat chargé des transports : M. Rabah Elbat (\*), 10 juillet 1965.

Affaires étrangères : M. Abdelaziz Bouteflika (\*), 10 juillet 1965.  
Agriculture et réforme agraire : M. Tayeb Lareï, 7 mars 1968.  
Anciens moudjahidines (anciens combattants) : M. Mahmoud Goumen, 21 juillet 1970.

Commerce : M. Layaichi Yaker, 9 juin 1969.  
Enseignement original et affaires religieuses : M. Mouloud Kessim, 6 juin 1970.

Enseignements primaire et secondaire : M. Abdelkrim Benmouhamed, 21 juillet 1970.  
Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Mohamed Fendouch, 21 juillet 1970.  
Finances : M. Abdelmalek Tezzam, février 1976.

Industrie et énergie : M. Belaid Abdessalam (\*), 10 juillet 1965.  
Information et culture : M. Ahmed Taleb Ibrahim (\*), 21 juillet 1970.

Intérieur : M. Mohamed ben Ahmed, dit Abdelghani, 22 décembre 1974.

Jeunesse et sports : M. Abdelhal Fadel, 21 juillet 1970.  
Justice : M. Boualem Benhamouda (\*), 21 juillet 1970.

Postes et télécommunications : M. Saïd Ali Messaoudine, 18 décembre 1972.

Santé publique : M. Omar Boujelab, 6 juin 1970.  
Tourisme : M. Abdelaziz Maoui (\*), 10 juillet 1965.

Travail et affaires sociales : M. Mohamed Saïd Mazoud, 1968.  
Travaux publics : M. Abdelkader Zaïbek (\*), 21 juillet 1970.

— Au Plan : M. Kamel Abdallah-Khodja, 21 juillet 1970.  
— A l'hydraulique : M. Abdallah Artasou, 21 juillet 1970.

(\*) Font partie sans interruption des gouvernements issus du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965.

## 1965-1976 : LES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT

1965

19 JUIN. — Un conseil de la révolution présidé par le colonel Boumedienne prend la direction de l'Etat.

10 JUILLET. — Formation d'un nouveau gouvernement. Le colonel Boumedienne cumule les fonctions de président du Conseil de la révolution, de chef du gouvernement et de ministre de la défense.

19 OCTOBRE. — Le Conseil de la révolution adopte une charte communale.

1967

18 JANVIER. — Promulgation du code communal. « La commune est la collectivité territoriale politique et administrative, économique, sociale et culturelle de base ».

5 FÉVRIER. — Election des premières assemblées populaires communales (A.P.C.).

10 DÉCEMBRE. — Le président Boumedienne annonce la réorganisation du F.L.N. et une sévère épuration.

1969

25 MARS. — Adoption de la charte de la wilaya (département).

25 MAI. — Election des assemblées populaires de wilayas (A.P.W.).

25 OCTOBRE. — Installation du conseil supérieur de la magistrature.

1971

14 FÉVRIER. — Elections pour le renouvellement des A.P.C.

24 FÉVRIER. — Nationalisation des entreprises, des gas naturels et de 51 % des avoirs des sociétés pétrolières françaises.

8 NOVEMBRE. — Le président Boumedienne signe l'ordonnance sur la réforme agraire.

16 NOVEMBRE. — Ordonnance sur la gestion socialiste des entreprises.

1972

29 DÉCEMBRE. — M. Kaïd Ahmed est déchargé de ses fonctions de responsable de l'appareil du F.L.N.

1973

28 DÉCEMBRE. — Le président Boumedienne signe l'ordonnance instituant la médecine gratuite.

5 JUILLET. — Ordonnance portant abrogation de la loi du 31 décembre 1962, qui reconduisait jusqu'à nouvel ordre la législation française en vigueur. Cette ordonnance doit prendre effet le 5 juillet 1973.

1974

2 JUIN. — Renouvellement des A.P.W.

19 DÉCEMBRE. — Décès de M. Ahmed Medjehri, ministre de l'Intérieur.

30 DÉCEMBRE. — Nomination au ministère de l'Intérieur du colonel Mohamed ben Ahmed.

1975

30 MARS. — Elections pour le renouvellement des assemblées populaires communales (A.P.C.).

1976

14 MAI. — Le président Boumedienne signe une ordonnance abaissant de dix-neuf ans à dix-huit ans l'âge électoral.

27 JUIN. — Adoption de la charte nationale par 98,5 % des suffrages exprimés.

19 NOVEMBRE. — Référendum constitutionnel.

## BIBLIOGRAPHIE

- L'Algérie politique, institutions et régime, par Jean-Louis et Jean-Claude Vatin, Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1975, 498 pages, 120 F.
- L'Algérie politique, histoire et société, par Jean-Claude Vatin, Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1974, 311 pages, 80 F.
- Algérie, naissance d'une société nouvelle : la charte nationale du peuple algérien, présentée par R. Lambotte, Editions sociales, Paris 1976, 352 pages, 20 F.
- La Révolution algérienne et le droit, par Mohamed Bedjaoui, Association internationale des juristes démocrates, Bruxelles, 1962, 262 pages.

Page établie par Paul Balta et Daniel Junqua

## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou mini-flexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
francophones et étrangers sur demande.

YSOPTIC

صلى الله عليه وسلم



Chine

PROVOQUANT UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

M. Li Hsien-nien exclut tout « simulacre de détente avec Moscou »

De notre correspondant

Pékin. — Les relations sino-soviétiques sont apparues sous un jour bien sombre, lundi 15 novembre. Le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, qui prenait la parole au banquet offert en l'honneur du président de la République centrafricaine, le maréchal Bokassa, a prononcé contre l'U.R.S.S. les paroles les plus sévères que l'on ait entendues en public, en Chine, depuis la mort de Mao Tse-toung. Très vite, l'ambassadeur soviétique, M. Tolstikov, suivi par les représentants des pays membres du pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie), ainsi que par les ambassadeurs de Cuba et de Mongolie, a jugé nécessaire de quitter la salle. M. Li Hsien-nien parlait alors de « la superpuissance qui étend partout ses griffes » et qui, « ayant fait aboutir momentanément son expansion en Angola, cherche par mille et un moyens à placer ses sinistres tentacules sur l'Afrique australe ». Après le départ de l'ambassadeur,

il ajouta que la « superpuissance » en question « s'est complètement discréditée et se trouve dans un isolement extrême, révélant mieux encore sa nature vulnérable de ligue de papier ».

Le vice-premier ministre a rejeté formellement, dans les termes les plus nets, toute idée d'amélioration des rapports avec Moscou, en opposant une fin de non recevoir à tous les signaux venus d'U.R.S.S. et qui ont pu être interprétés comme annonciateurs d'un rapprochement. « La social impérialisme, déclara-t-il, tout en continuant de calomnier la Chine et de la menacer, ne cesse de créer un simulacre de détente dans les relations, dans le dessein d'atteindre la différence de principe entre le marxisme et le révisionnisme : il est même allé jusqu'à demander avec insolence à notre pays de

changer de politique ; c'est peine perdue, c'est révéler tout évanouissement ». M. Li Hsien-nien a estimé que son pays, continuant à appliquer la ligne définie par le président Mao en politique étrangère, renforcera son union « avec les partis et organisations marxistes-léninistes authentiques du monde », avec tous les pays « victimes de la mainmise et des vexations de l'impérialisme et du social impérialisme ».

On ne pouvait être plus net, et l'incident diplomatique délibérément provoqué par le vice-premier ministre chinois venait encore renforcer la vigueur de ses propos. Le président centrafricain parut d'autant moins affecté par ces évanouissements que rien ne lui semblait apparemment excessif pour complaire à ses hôtes et que, après avoir dénoncé le néo-colonialisme, le néo-impérialisme et l'hégémonisme, il ajouta à cette liste des adversaires de la Chine la formule encore inédite de « social-impérialisme compradore ».

Pour faire bonne mesure, et après avoir évoqué les « nombreux accords de coopération » qu'il compte conclure avec ses hôtes, M. Bokassa éprouva encore le besoin d'exprimer au président Hsiao Tcheng — qui n'honorait pas le banquet de sa présence — ses félicitations pour « l'éclatant succès » remporté sur « la clique des renégats contre-révolutionnaires, révisionnistes éhontés que vous êtes convenus d'appeler ici bande des quatre ».

ALAIN JACOB.

APRÈS LE NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

Les autorités ne paraissent pas éprouver d'inquiétudes sérieuses

Encore une fois, la terre a violemment tremblé dans la région de Tang-Chan et de Tientsin ravagée par le séisme catastrophique du 28 juillet. Mais, selon l'A.F.P. qui reproduit des informations publiées ce 18 novembre par l'agence japonaise Kyodo, elle-même se référant à des sources chinoises de Pékin, les dégâts provoqués par le séisme de lundi ont été « réduits au minimum » dans la région de Tang-Chan, car une alerte y avait été lancée la veille. Selon ces sources, les habitants de cette région industrielle, située à 160 kilomètres au sud-est de la capitale, avaient été prévenus qu'une réplique pouvait atteindre 3 degrés de magnitude (échelle de Richter) devant se produire dans les jours suivants. Kyodo ajoute que les prévisions avaient sous-estimé le séisme puisqu'un porte-parole chinois a indiqué que la secousse du 15 novembre avait atteint la magnitude de 6.9.

De notre correspondant

Pékin. — La situation était tout à fait normale ce mardi matin 16 novembre à Pékin. Le tremblement de terre de lundi soir ne paraît avoir causé aucun dégât majeur. Les sismologues précisent qu'il s'agit encore d'une « réplique » du séisme du 28 juillet. La magnitude de la secousse d'hier a atteint 6.9 et l'épicentre était situé dans la même région que celui du tremblement de terre de fin juillet, c'est-à-dire dans les environs de Tang-Chan, ville industrielle et centre minier situé à 160 kilomètres au sud-est de Pékin.

Aucune information n'a été donnée sur les nouveaux dommages subis par cette ville ainsi que par celle de Tientsin, dont les habitants vivent maintenant sous des abris provisoires depuis trois mois et demi. A Pékin même, la secousse, qui s'est produite à 21 h. 53, a été ressentie avec violence. Il est assez impressionnant de sentir sous ses pieds les planchers d'un grand immeuble agités pendant plusieurs secondes de

soubresauts verticaux assez forts pour que quelques objets se renversent et que les suspensions se balancent au plafond.

La réaction des habitants de Pékin a été d'autant plus rapide que la population est, depuis cet été, extrêmement sensibilisée aux tremblements de terre et que le bruit courait, depuis quelques semaines, qu'une nouvelle secousse était possible d'ici la fin de l'année. Il n'y a eu aucune panique, mais une bonne partie des habitants de la capitale sont descendus dans la rue. Quelques instants plus tard, des petits groupes étaient installés sur les trottoirs, mais ne montrant aucun signe d'effroi.

Le froid très vif a cependant conduit pas mal de gens à rentrer chez eux dans le courant de la nuit, aucune consigne n'ayant apparemment été donnée à la population d'évacuer les immeubles, comme cela avait le cas en juillet. Les autorités ne paraissent pas éprouver d'inquiétudes sérieuses : les gigantesques travaux de terrassement entrepris place Tien-an-Men pour la construction du mausolée de Mao, et qui se poursuivent jour et nuit, n'ont pas même été interrompus par la secousse. Une heure plus tard, en tout cas, les énormes excavatrices continuaient à la lumière des projecteurs, à creuser des tranchées profondes de plusieurs mètres.

L'émotion a été assez vive chez les étrangers résidant à Pékin, qui gardent le souvenir — souvent amplifié par des récits de seconde main — des secousses du 28 juillet. Bon nombre des membres du personnel diplomatique se sont réfugiés dans leurs ambassades. Tard dans la nuit, des chargements de valises et de couvertures se poursuivaient dans les voitures. Les principaux hôtels où résident des étrangers n'ont cependant pas été évacués.

A. J.

L'A.F.P. A BATTU DE VITESSE LES ONDES SISMQUES

Le tremblement de terre du 15 novembre a commencé à 15 h. 53 (heure de Paris). Le flash de l'Agence France-Presse, en provenance de Pékin, a été transmis par Paris à 15 h. 11, a donc battu de près de quatre minutes les ondes sismiques. Celles-ci s'étaient, en effet, commencées à s'inscrire sur les sismographes du laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique qu'à 15 h. 4 min. 45 sec. Il est vrai que les ondes « P » (les plus rapides, donc les premières à arriver) ne se propagent qu'à 8 ou 9 kilomètres à la seconde, alors que les signaux électriques qui transmettent par fil les ondes aux téléscripteurs se propagent à une vitesse proche de celle de la lumière, soit 300 000 kilomètres à la seconde.

Vietnam

Une manifestation artistique pour le Vietnam. — L'Union générale des Vietnamiens en France (116, rue du Petit-Musc, 75004 Paris) organise une manifestation artistique pour le Vietnam au Palais de la Mutualité (22, rue Saint-Victor), mercredi 17 novembre, à partir de 18 heures ; des artistes (Mme Dien Phung Thi, M. Le Ba Dang, etc.) exposeront leurs œuvres ; une pièce sera jouée ; deux concerts de musique traditionnelle et de musique contemporaine auront lieu à partir de 21 h. 30.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

CINQ PERSONNES ont été tuées le lundi 15 novembre, lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre à La Plata, au sud de Buenos-Aires, annonce la police argentine. — (A.F.P.)

Espagne

M. SUAREZ, CHEF DU GOUVERNEMENT, se rendra très prochainement à Lisbonne pour rencontrer M. Soares, affirme l'agence Anop, citant l'ambassadeur d'Espagne au Portugal. — (A.F.P.)

Rhodésie

LA GRANDE-BRETAGNE a proposé, lundi 15 novembre, aux participants à la conférence de Genève une formule de compromis sur la date de l'indépendance. Cette-ci interviendrait au plus tard dans un délai de quinze mois, à condition, toutefois, que le processus y conduisant soit élaboré et accepté par l'ensemble des parties et convenablement appliqué pendant la période de transition. — (A.F.P., Reuter.)

Togo

D'IMPORTANTES MANIFESTATIONS se déroulent depuis dimanche 14 novembre au Togo pour demander au général Eyadéma de rester en fonction après la déclaration par laquelle il envisageait un éventuel retour des civils au pouvoir (le Monde du 16 novembre).

500F DE PLUS LE M<sup>2</sup>?

15<sup>e</sup> Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV<sup>e</sup> aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet accroissement, privilégié entre tous, sera considérablement renforcé dans les années à venir.



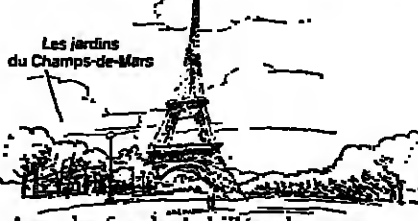
Des lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV<sup>e</sup> arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosu. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII<sup>e</sup>.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.



QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses pavées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne.

Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 10 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 44, 52 rue Cambronne.

Du studio au 5 pièces et duplex.



15<sup>e</sup> AVENUE

Renseignements et ventes GERIC ALM 98.98 ou 567.68.73 Réalisation Lamare-Uric

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA CARTE "STAND-BY" 50 % DE RÉDUCTION

Jeune étudiant, avec une carte «stand-by» qui ne vous coûte que 100 F par an, vous pouvez vous embarquer avec une réduction de 50 % sur n'importe lequel de nos vols, pour toutes destinations France continentale, sans réservation et dans la limite des places disponibles.

Air Inter aide les étudiants à voyager.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél : 539 25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 18 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX 18 liaisons quotidiennes (départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER



publicité

# à propos de l'amiante

L'amiante est un matériau naturel. C'est un minéral indispensable, mais il peut aussi être dangereux comme peuvent l'être :

- le gaz carbonique de l'air,
- le sel de la mer,
- la plupart des produits chimiques indispensables à la vie de l'homme,
- le feu qui lui permet de s'alimenter et de se réchauffer.

Les dangers présentés par l'amiante sont essentiellement liés à sa mise en œuvre et concernent en premier lieu les ouvriers qui le travaillent.

Les professionnels de l'amiante vous ont dit ici-même, la semaine dernière, les décisions qu'ils ont prises à cet égard.

Mais en ce qui vous concerne, vous-même et votre vie de tous les jours...

... voici les réponses aux questions que vous vous posez

## 1 qu'est-ce que l'amiante ?

C'est un produit naturel : une fibre minérale faite de silicate, très répandue dans la nature (près du quart de l'écorce terrestre est constituée de silicates cristallins). Une trentaine de ceux-ci se présente à l'état fibreux et est connue sous le nom générique d'amiante.

Ces fibres sont présentes partout : dans la terre, l'eau et l'air, depuis que le monde existe. L'homme les emploie depuis des millénaires.

Il y a plusieurs variétés d'amiante exploitées industriellement. Les principaux pays producteurs sont : l'U.R.S.S., le Canada, l'Afrique du Sud et l'Italie.

## 2 où y en a-t-il chez moi ?

Il peut y en avoir dans plusieurs endroits, à l'état pur ou mélangé à d'autres matériaux.

A cause de son formidable pouvoir isolant et de son incombustibilité totale, vous le trouverez le plus souvent près des sources de chaleur :

- plaques isolantes pour fer à repasser, joints de porte de four, isolation des fours, grille-pain, appareils de chauffage électrique ou à gaz, gants de protection, etc.

Chaque fois que, dans ces emplois, l'amiante est isolé par une plaque de protection ou la carrosserie d'un appareil ou encore enrobé dans un autre produit (ciment, bakélite, matière plastique, textile, caoutchouc, etc.), il ne peut vous poser aucun problème.

Vous le trouverez encore près de vous :

- sur les toits en amiante-ciment,
- dans certaines canalisations,
- dans certains revêtements muraux,
- dans certains objets moulés (pots, jardinières, vasques, etc.).

Dans ces emplois, l'amiante est complètement emprisonné dans du ciment et généralement en très faible quantité (1/8° d'amiante pour 7/8° de ciment) ; il ne présente, par conséquent, aucun danger puisqu'il ne saurait en sortir en quantités appréciables.

## 3 où y en a-t-il autour de moi ?

Dans votre voiture, les garnitures de vos freins sont à base d'amiante : on ne peut pas les faire autrement sous peine de diminuer l'efficacité du freinage.

Il y a lieu d'observer :

- qu'à l'occasion du freinage un échauffement important se produit qui convertit l'amiante de surface en « forstélite », matière non fibreuse, inerte et inoffensive. De sorte que la poussière d'usure des garnitures contient moins de 1 % d'amiante.
- que, par contre, au démontage des garnitures usagées, le garagiste nettoie souvent les freins par un « coup de soufflette ». Il ne faut pas procéder ainsi : un chiffon humide ou un aspirateur enlève la poussière sans la projeter dans l'air ambiant.
- que des analyses d'atmosphère dans les grandes villes (empoussiérée gravement par mille sources de pollution) ne révèlent que des proportions infimes de fibres d'amiante : 100 000 fois moins que dans les ateliers dont les systèmes de protection sont considérés comme satisfaisants.

## 4 y a-t-il un danger pour mon mari bricoleur ?

Non, à condition de prendre quelques simples précautions :

- Évitez de faire de la poussière d'amiante.
- Évitez de respirer de la poussière d'amiante.

Chez vous :

a) Mouillez votre ouvrage si vous pensez être susceptible de faire beaucoup de poussière : de la poussière mouillée ne s'envole pas et n'est pas inhalée. Ramassez et entermez cette poussière dans un sac hermétique avant de le jeter.

b) Travaillez dans un lieu bien aéré, dehors si possible, quand vous sciez, forez ou limez.

c) Utilisez si possible une scie ou un foret à main : ils produisent moins de poussière que des appareils électriques.

d) Remplacez des isolants usés ou qui s'effritent : joints de porte de four, isolants de plaques chauffantes, supports de fer à repasser, etc.

e) Découpez et renvoyez le bon figurant au bas de cette information. Vous recevrez la brochure éditée par les professionnels de l'amiante pour vous conseiller sur la bonne manière d'utiliser l'amiante ou les produits à base d'amiante.

## 5 si j'habite (ou travaille) dans un immeuble comportant de l'amiante, suis-je en danger ?

Non, soyons calmes. Si votre immeuble a été construit dans de bonnes conditions, vous êtes, au contraire, plus en sécurité. Les immeubles modernes à charpente métallique seraient dangereux en cas d'incendie, si l'amiante ne s'opposait à la perte de la résistance mécanique de la charpente.

Si les travaux ont été mal exécutés, comme cela a pu être le cas dans le passé, il faut recouvrir la couche d'amiante d'un produit qui la fixe définitivement, et qui exclut la dispersion des fibres dans l'atmosphère.

Si vous avez un doute, questionnez votre propriétaire, le gérant ou l'architecte ou si vous le préférez, écrivez-nous en nous donnant le nom et l'adresse de l'une de ces 3 personnes et surtout : n'oubliez pas que l'amiante — en évitant la déformation des charpentes en cas d'incendie — sauve des milliers de vies chaque année. Si l'amiante avait été utilisé au CES Paileron, les choses se seraient sans doute passées différemment.

## 6 et dans le vin, on nous dit qu'il peut donner le cancer ?

NON.

1° La preuve est faite que les filtres d'amiante utilisés dans la filtration des liquides alimentaires... retiennent parfaitement les fibres d'amiante. Résultat : comme l'amiante est présent partout (en quantité infinitésimale), il y en a moins dans les vins filtrés sur amiante que dans les autres.

2° Même si on trouve « 40 millions de fibres » dans un litre de vin, ce qui paraît énorme, sachez que cela ne représente que 40 nanogrammes (0,000 000 04 g) et qu'il faudrait 68 ans à un homme buvant un litre par jour pour absorber 1 milligramme d'amiante ! Il aurait d'ailleurs, dans le même temps, absorbé 2 200 kg d'alcool pur, ce qui est sûrement plus dangereux.

3° On trouve des concentrations de fibres du même ordre dans l'eau de source, avant ou après distribution réalisée — ou non — par des tuyaux en amiante-ciment.

4° Les plus hautes autorités, l'Organisation Mondiale de la Santé et le Centre International de Recherche sur le Cancer notamment, s'accordent à dire qu'on ne peut pas parler d'un risque que l'amiante, dans l'eau ou les autres boissons, ferait courir à la population.

## que conclure ?

Comme dans bien des cas, les hommes se trouvent — en ce qui concerne l'amiante — confrontés avec la nécessité d'utiliser des produits qui peuvent être dangereux mais qui sont néanmoins indispensables.

Ainsi, par exemple, des médicaments qui ne sont efficaces que s'ils sont actifs, par conséquent qui peuvent être dangereux si on les emploie sans discernement.

Ainsi des rayons X qui peuvent être cancérogènes mais qui sauvent des milliers de vies chaque année. Depuis qu'il est sur terre, l'homme vit avec des poisons. La nature en est pleine. Et pourtant l'espérance de vie n'a jamais cessé d'augmenter, les hommes sont de plus en plus nombreux et disposent du confort le plus agréable et nécessaire.

L'homme des cavernes avait froid l'hiver. Le feu lui a permis de survivre. Mais que de problèmes lui a-t-il posés !

Il a dû les surmonter et c'est ce qui le distingue de l'animal.

Les problèmes posés par l'amiante ne sont rien, comparés aux immenses services qu'il vous rend chaque jour, sans même que vous le sachiez. Ces problèmes sont et seront surmontés.

## apprenons à vivre avec l'amiante

La Chambre Syndicale de l'Amiante.  
Le Syndicat de l'Amiante-Ciment.

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure « VIVRE AVEC L'AMIANTE », à l'adresse suivante :

M./Mme/Mlle (\*) \_\_\_\_\_ (NOM et PRENOM en lettres d'imprimerie S.V.P.)

N° \_\_\_\_\_ Av./Rue/Bd (\*) \_\_\_\_\_ (\*) Rayer les mentions inutiles

Localité \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Profession (facultatif) \_\_\_\_\_

A remplir lisiblement, découper et adresser sous enveloppe affranchie à : C.S.A., 10, rue de la Pépinière, 75008 PARIS







# LES VISIONS DESCENDENT DANS LA RUE.



Manteaux vison pleines peaux à partir de

**5.950.**

Modèle photographié :  
vison pleines peaux pastel à 7900 f

**Galerias Lafayette**

Hausmann, Montparnasse, Belle-épine

mettez la chance  
dans votre poche avec  
un  
billet  
de la

loterie nationale

TRANCHE  
DE LA LECTURE  
GROS LOT. 1.500.000 F  
TIRAGE LE 17 NOVEMBRE

Prix du billet : 44 F

Prix de 10<sup>e</sup> : 5 F



6 53

## POLITIQUE

AVANT LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

### Quatre « duels » dimanche prochain

Quatre « duels » opposeront, dimanche 21 novembre, pour le deuxième tour des élections législatives partielles, les candidats de la majorité à ceux de la gauche. Seront face à face : dans l'Ailier, M. Gabriel Péronnet (trad.)

et M. Charles Mardilly (P.C.F.) ; dans la Gironde, M. Aymar Achille-Fould (gauche réf.) et M. Raymond Julien (trad. de gauche) ; dans le Rhône, M. Gérard Ducray (R.I.) et M. André Poulissou (P.S.) ; dans les Yvelines, M. Bernard Destremau (R.I.) et M. Jean Caguen (P.C.F.).

### SELON L'ÉLYSÉE

### Le premier ministre ne prendra pas la tête d'un rassemblement des formations non gaullistes de la majorité

Les résultats des élections législatives partielles ont confirmé le président de la République dans l'idée que les formations de la majorité, autres que l'U.D.R., ont besoin d'être mieux « structurées », afin d'offrir aux Français des perspectives plus claires et des moyens d'action plus solides. Les électeurs centristes, non-tout à fait à l'Élysée, ne savent plus très bien où aller, les républicains indépendants eux-mêmes marquent le pas : les succès de l'U.D.R., conclut-on, indiquent la voie à suivre.

Pour le chef de l'État, qui l'a confié à plusieurs visiteurs, le mouvement gaulliste aujourd'hui réorganisé, représente environ 20 % de la majorité. Il convient de stabiliser de la même façon les quelque 30 % restants autour d'une organisation nouvelle. Il ne s'agit pas, ajoute-t-on, de faire « concurrence » à M. Chirac, mais de rendre possible une « simulation » entre les partis qui gouvernent le président de la République.

La forme de cette organisation n'est pas encore fixée, précise-t-on à l'Élysée, où l'on juge « prématurée » toute hypothèse sur la création d'un nouveau parti et, plus encore, sur la désignation de tel ou tel « leader ». M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de la présidence, disait même lundi : « J'ai vu pas connaissance d'un tel projet. » On fait toutefois observer, dans l'entourage du chef de l'État, que M. Raymond Barre, chef d'une majorité parlementaire qui comprend l'U.D.R. aussi bien que ses partenaires, ne saurait prendre la tête d'un mouvement constitué en dehors du parti gaulliste. Il faut donc, déclarent-ils, à l'avenir, à l'initiative d'autres personnalités animer le rassemblement.

Celui-ci résultera-t-il d'une fusion des formations non gaullistes ? On ne se dissimule pas à l'Élysée que les centristes et les radicaux ne sont pas favorables à une telle solution. M. Giscard d'Estaing qui a interrogé sur ce sujet, au cours de récents déjeuners, les responsables de ces partis, a enregistré des réponses pour le moins réservées. La seule certitude affichée par l'Élysée est que, même si M. Michel Poniatowski est empêché par sa fonction ministérielle de redevenir l'animateur politique qu'il fut, les républicains indépendants, sous l'impulsion des ministres les plus proches du président de la République, devront être le fer de lance du mouvement, comme l'U.D.R. est celui du rassemblement lancé par M. Chirac. Tel est le sens de la mission d'explication que M. Giscard d'Estaing a confiée notamment aux responsables des clubs Perspectives et Réalités après la publication de Démocratie française.

L'étiquette « majorité présidentielle », dont se réclame le premier ministre, la place-t-elle au-dessus des partis ? Sera-t-il appelé à coordonner les deux rassemblements majoritaires sans se marquer plus particulièrement auprès de l'un ou de l'autre ? C'est assurément l'idée que le chef de l'État veut accréder. A cette fin, M. Barre — ainsi qu'on le souligne avec insistance à l'Élysée — est convoqué, mercredi 17 novembre, au déjeuner offert par le président de la République aux ministres et secrétaires

d'État U.D.R., comme il l'a été aux précédents déjeuners qui ont réuni successivement les membres du gouvernement porteurs des autres étiquettes majoritaires.

Cependant, le parallélisme est largement fictif. Il tient au fait que M. Chirac n'est pas invité à la table présidentielle.

THOMAS FERENCZI

### L'U.D.R. exalte sa « force mobilisatrice »

Le secrétaire général de l'U.D.R. a publié lundi 15 novembre un communiqué pour se féliciter des succès de MM. Chirac et Tiberi et souligner « la force mobilisatrice » de l'U.D.R. Elle voit dans ces résultats une justification supplémentaire du projet de rassemblement lancé par l'ancien premier ministre. En affirmant que l'électorat est « actuellement désorienté », l'U.D.R. semble viser les autres formations de la majorité ; en soulignant les progrès du parti socialiste, elle confirme qu'elle considère celui-ci comme son adversaire privilégié.

Le comité de l'U.D.R. indique : « Ces élections traduisent, outre la qualité et le travail personnels des candidats, la force mobilisatrice de l'U.D.R. et prouvent sa capacité de susciter le vaste rassemblement populaire auquel nous appelons ses proches assistants extraordinaires. » Le pourcentage élevé d'abstentions tient non seulement au caractère particulier de ces élections qui ne sont pas ressenties comme un choix national, mais aussi à l'attitude d'un électoral actuellement désorienté : c'est confirmé par la participation électorale au contraire élevée dans la circonscription de Jacques Chirac.

« La progression du parti socialiste code chez le parti communiste, ce qui, à la veille des élections municipales, alourdit le contentieux déjà chargé entre eux. Elle tient aussi au comportement d'un électoral jadis centriste d'opposition qui manifeste son humeur dans les élections partielles mais reste

fondamentalement hostile au programme commun et le prouve dans les élections générales. Il faut également noter que les gains socialistes sont la conséquence de progrès déjà constatés et non pas un nouveau dopage en avant. » Au total, la majorité qui soutient le gouvernement a bien résisté à une épreuve traditionnellement difficile pour les partis au pouvoir. On notera de surcroît que celle-ci a été engagée dans des conditions peu favorables, puisque la lutte contre l'inflation est actuellement dans la phase des sacrifices et que son efficacité ne sera heureusement ressentie que dans quelques mois. Pour le deuxième tour, qui verra un affrontement sans équivoque entre les candidats de notre société de liberté et ceux du programme commun, l'U.D.R. appelle toutes les Françaises et tous les Français qui refusent la société bureaucratique et collectiviste à se mobiliser pour assurer le succès des hommes investis par l'ensemble des formations de la majorité gouvernementale. »

### Le P.C.F. : mettre en œuvre avec plus de ténacité la politique du XXII<sup>e</sup> congrès

Le bureau politique du P.C.F. a analysé, lundi 15 novembre, les résultats des élections législatives partielles. Les dirigeants communistes constatent que « ces élections se sont déroulées dans des circonstances choisies par le pouvoir », et estiment qu'une pression considérable est exercée sur l'électorat au moyen des grands organes d'information, essentiellement les télévisions et les radios.

La déclaration du P.C.F. ajoute : « Le bureau politique relève que, sous la pression de l'adversaire dans les circonscriptions où notre parti est moins implanté, des élections et des électeurs perdent de vue cette nécessité d'assurer, dans le cadre du progrès général de la gauche, le progrès du parti communiste pour aller vers les changements auxquels ils aspi-

rent. Dans cette situation, comme les y a invités la dernière session du comité central, les communistes s'attachent à mettre en œuvre, avec toujours plus d'initiative et de ténacité, la politique définie par le XXII<sup>e</sup> congrès. » De son côté, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé aux présidents de la première et de la seconde chaîne de télévision une lettre dans laquelle il explique pourquoi il a refusé dimanche de faire sur leurs antennes une déclaration de quatre-vingt-deux secondes au sujet des résultats des élections partielles. « Je ne vous offrirai pas, en acceptant de faire une déclaration d'une durée dérisoire, l'alibi dont vous avez trop évidemment besoin, écrit-il (...). Non, nous ne laisserons pas la télévision bâillonner les travailleurs. »

### « L'HUMANITÉ » ANALYSE L'OUVRAGE DE HEDRICK SMITH SUR « LES RUSSSES »

Francis Cohen, directeur de la Nouvelle Critique, analyse dans l'Humanité du 16 novembre l'ouvrage de Hedrick Smith, Les Russes ; la vie de tous les jours en Union soviétique, publié aux éditions Belfond et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 30 avril dernier. L'ancien chef du bureau du New York Times à Moscou brosse dans ce livre un tableau sans complaisance de la vie des Soviétiques. Dans l'Humanité, Francis Cohen écrit :

« Il y a peu d'erreurs grossières dans ce livre et beaucoup d'observations pénétrantes, instructives, dans bien des cas, font réellement comprendre des aspects de la vie quotidienne, et aussi de la mentalité soviétique. (...) »

« Si la vie quotidienne est faite seulement de ces difficultés, de ces manques, de ces corruptions, de cet ennui, de cette corruption, de cette économie paralysée et de ces privations, de cette omniprésence policière et de cet infantisme intellectuel, sur quoi Smith s'attarde longuement, d'où viennent ces progrès constants, cet attachement généralisé au régime, cette fierté de s'être hissé au premier rang des nations qu'il signale lui-même au passage ? (...) »

« Enjoints dans son américanisme, Smith passe à côté de choses essentielles. (...) Il ne s'aperçoit pas du ton protecteur et condescendant avec lequel il traite des « Russes » d'un bout à l'autre du volume. »

## OUTRE-MER

M. STIRN  
SE RENDRA À DJIBOUTI  
DU 20 AU 23 NOVEMBRE

M. Stirn, secrétaire d'État chargé des DOM-TOM, se rendra à Djibouti du 20 au 23 novembre. Il aura plusieurs entretiens avec les responsables locaux du Territoire français des Afars et des Issas. L'annonce de ce voyage intervient après que M. Abdallah Mohamed Kamil, président du conseil de gouvernement du T.F.A.I., ait dit lundi 15 novembre, à l'issue d'un entretien avec M. Giscard d'Estaing, que l'indépendance de Djibouti pourrait intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 1977 (nos dernières éditions du 16 novembre).

A propos de l'attitude des pays voisins du T.F.A.I. — Somalie et Éthiopie — M. Kamil a déclaré : « Ils ont dit, dans le passé, qu'ils n'avaient pas de revendications à caractère historique sur notre pays. Je constate leur prise de position et leur demande de prendre des engagements pour respecter notre intégrité territoriale. Je leur demande aussi de ne pas s'immiscer dans nos affaires intérieures. »

« Le gouvernement somalien a indiqué qu'il serait le premier à reconnaître l'indépendance du T.F.A.I. Il m'est difficile, dans l'état actuel des choses, de le taxer de visées annexionnistes. » M. Kamil a noté que l'Éthiopie est « un voisin avec lequel nous voulons garder des liens très étroits. »



**Bangkok: 3200 F**  
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

**Jet tours**  
AIR FRANCE



**Hong-Kong: 3850 F**  
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

**Jet tours**  
AIR FRANCE



**Hong-Kong/Bangkok: 4150 F**  
(séjour combiné de 8 jours, chambre et petit déjeuner)

**Jet tours**  
AIR FRANCE

سكان الامل



## DÉFENSE

Dans la presse hebdomadaire

# Une armée pour quoi faire ?

Dimanche 7 novembre, le comité directeur du parti socialiste, se livrant à un examen des questions relatives à la défense, en était arrivé à estimer que la gauche au pouvoir devrait tenir compte du fait nucléaire. Le lendemain, M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, avait annoncé à l'Assemblée nationale, que 1 526 millions de francs étaient décaissés en faveur des investissements, pour 1977. Outre l'effort financier de l'Etat au profit de la défense et l'esquisse d'une nouvelle attitude de la gauche vis-à-vis de la force de frappe, la question du service militaire fait l'objet des commentaires de la presse hebdomadaire.

Sous le titre « Quand le parti socialiste dit « oui » à la force nucléaire », Anne Seville estime, dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, que « plus les échéances électorales approchent, plus la gauche met de l'eau dans ses déclarations et multiplie les pages de bonne volonté vis-à-vis de la bourgeoisie ».

Elle ajoute : « Au-delà des appels au pied et des clins d'œil à la bourgeoisie, les déclarations du P.S. et du P.C. signifient encore autre chose : que la gauche renonce par avance au seul point sur lequel elle aurait pu mener une politique réellement anti-inflationniste en réduisant le budget de l'armée. Elles signifient qu'elle est prête à mener, si elle vient au pouvoir, la même politique d'armement que l'actuel gouvernement. Une politique qui jette la fortune des grosses entreprises... sur le dos des travailleurs ».

Dominique de Montvalon propose dans LE POINT une explication à ce qu'il appelle le « virage socialiste ». « D'abord, écrit-il, le travail méthodique accompli en France-légitime depuis quatre ans par les cent soixante membres de la commission de la défense du P.S., qu'enfin Charles Hernu. Ensuite, les distances de plus en plus grandes prises peu à peu par le nouveau parti socialiste avec l'attitude très prononcée dont la S.F.I.O. faisait pratiquement un credo. Enfin, une brutale prise de conscience de nombreux militants socialistes devant les événements successifs de Grèce, du Chili, du Portugal : impossible de « faire l'impasse » sur l'armée ! »

L'hebdomadaire du P.S.U., TRIBUNE SOCIALISTE, assure que « le ralliement des socialistes à la bombe française constitue simplement une facilité tactique ». Alain Joxe écrit : « En acceptant ce qui apparaît aujourd'hui comme le conformisme militaire, [le P.S.] renonce à terme à un changement de la nature de classe de l'institution. Ce n'est pas sur le plan militaire que nous avons critiqué le Programme commun. Ce n'est pas non plus là qu'il se trouve dépassé par l'évolution économique et militaire. Au contraire, il était plutôt en avance sur son temps. » Et il conclut :

« Nous ne pensons pas qu'un ralliement au nucléaire permettrait, comme certains le croient, de réduire à zéro le danger d'une armée néo-classique antipopulaire, en renfermant le corps des officiers dans le ghetto doré du nucléaire, car ce n'est déjà plus

possible. Nous déplorons que le conformisme nucléaire du P.S. — et peut-être du P.C. — contribue à obscurcir ce débat essentiel, mais nous pouvons être certains qu'il va réapparaître prochainement au premier plan. Entre-temps, nous n'avons rien à retrancher à notre position hostile à l'armement nucléaire. »

Raymond Bourguin, dans VALEURS ACTUELLES, affirme qu'« une colonie nationale commence par l'argent ». Selon lui, le gouvernement, « pour avoir une vraie politique de défense », se doit d'augmenter le budget militaire de la France, quitte à majorer les impôts directs, « car, écrit-il, la prospérité de l'Europe occidentale en fait une proie, d'autant plus tentante pour l'Union soviétique que celle-ci réussit dans le domaine militaire et échoue dans la production des objets de consommation civile. Entre le riche désarmé et le pauvre surarmé, l'équilibre ne peut pas durer ».

### La plus nombreuse après l'U.R.S.S. les U.S.A. et la Chine

Dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, Jean-Philippe Caudron interroge : « La France peut-elle entretenir une armée nombreuse, la plus nombreuse après l'U.R.S.S., les U.S.A. et la Chine, et disposer d'une force nucléaire qui mobilise sans cesse des crédits nouveaux pour se moderniser et être crédible ? »

« En fait, le gouvernement, note-t-il, refuse d'ouvrir le débat et de trancher. Il a choisi une autre politique. Il diminue les effectifs, en accordant de plus en plus d'exemptions, de dispenses, de réformes. »

A. Ch.

### BIBLIOGRAPHIE

« UN SIÈCLE D'ARMEMENT MONDIAL »  
de Jean Huon

Ce livre. Un siècle d'armement mondial, est le premier tome d'une série de quatre volumes qui seront publiés successivement. Jean Huon, spécialiste de l'histoire de l'armement, a établi une documentation sur l'armement militaire des cent dernières années. L'auteur a consulté ou visité des collections, des administrations civiles et militaires, des musées, des centres d'archives et de documentation, des fabricants d'armes et de munitions, des armées, des collections publiques. Ces contacts et ces visites lui ont fourni la matière des fiches techniques qui servent de base aux quatre volumes.

Le premier tome comporte l'évolution des armes à feu des origines à 1850, l'étude historique et technique des principaux mécanismes des armes modernes, l'analyse détaillée des armes militaires réglementaires utilisées dans dix-sept pays du monde depuis l'introduction des cartouches métalliques. Pour initiés et amateurs. — M.F.

\* Édition Crépion-Leblond, tome I, 272 pages, 110 tableaux, 200 illustrations, 152 F.

## < La dissuasion, pour la France ne peut être que nationale »

déclare M. Yvon Bourges à l'I.H.E.D.N.

« Le risque nucléaire ne se partage pas et la dissuasion, pour la France, ne peut être que nationale », a déclaré, lundi matin 15 novembre, M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, aux militaires, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.). « Mais il y a complémentarité entre forces classiques et forces nucléaires. Les opposer serait se méprendre », a ajouté M. Bourges.

« La politique militaire de la France s'articule selon trois axes principaux : 1) La défense de l'Europe occidentale dont on ne saurait séparer les approches septentrionales et méridionales, tant terrestres que maritimes ; 2) Le respect de nos engagements hors d'Europe, qu'il s'agisse, ce qui va de soi, de terres françaises ou d'engagements contractuels ; 3) La sauvegarde des intérêts français dans le monde, et plus précisément, le long de celles des routes de mer, qui sont pour nous d'importance vitale. »

« Il est essentiel, a déclaré M. Bourges, de ne pas s'en remettre, dans cette affaire de la défense qui est de ne ou de mort, à un allié qui demeure évidemment maître de modifier, selon les circonstances et ses intérêts du moment, ses conceptions et ses objectifs. Nos forces terrestres, maritimes et aériennes, doivent avoir une capacité de combat suffisante pour protéger les approches de notre territoire et forcer l'adversaire, en haussant le coût de son agression,

à déceler ses intentions et à se placer sans ambiguïté sous la menace de notre riposte stratégique. »

Citant à plusieurs reprises le nom du général de Gaulle, et après avoir rappelé que « le premier objet de la défense est de sauvegarder l'indépendance nationale », M. Bourges a ajouté : « Dans un monde en proie à la violence, comme le montrent attentats, prises d'otages, guerres civiles, guerres locales entre puissances à intérêts limités, mais souvent fomentées ou entretenues de l'extérieur, il n'est pas déraisonnable de penser qu'une intervention limitée peut s'avérer nécessaire à la demande d'associés, voire, cela s'est déjà vu, de l'Organisation des Nations unies. Il va de soi que les trois armées sont concernées par ces hypothèses. »

Concluant ses propos par quelques indications sur les effectifs militaires, M. Bourges a tenu à préciser : « On dit que nous devons nous fonder à la conception anachronique des gros bataillons. Or, voici les chiffres : l'armée de terre compte 350 000 hommes ; la marine, 60 000, et l'armée de l'air, 105 000, soit un total de 505 000 hommes, alors que la seule armée de terre en campagne en 1902, à la fin de la guerre d'Algérie, comptait 600 000 hommes. Ces effectifs globaux seront d'ailleurs ramenés vers 1990 à 445 000 hommes », conclut le ministre de la Défense.



# Ne les jetez plus.

Vous nous apportez 2 vieilles cravates, nous vous déduisons 5 f sur l'achat d'une nouvelle, exemple :  
prix de la cravate neuve : 25 f  
reprise de 2 vieilles cravates - 5 f  
net à payer : 20 f

Et pour une vieille ceinture, une vieille écharpe ou un vieux parapluie, nous vous déduisons 5 f sur l'achat de l'article neuf correspondant.

Festival des accessoires au Galfa Club jusqu'au 24 décembre.

## Galerias Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

dufayel - studio g.l.

## Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.	
Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.	
Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.	
Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.	
Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.	
Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.	
Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.	

**Jet tours**  
AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.



## SOCIÉTÉ

AU CONGRÈS NATIONAL D'ANTIBES

### Les psychologues dans le brouillard

Antibes. — Le psychologue de la santé, tel était le thème du V<sup>e</sup> congrès du Syndicat national des psychologues (1), qui a réuni près de quatre cents personnes du 12 au 14 novembre à Antibes. Les exposés magistraux, et plus encore les débats, ont montré à quel point le métier de psychologue était, dans bien des cas, imprécis, mal rémunéré, rarement reconnu. Les psychologues eux-mêmes éprouvent des difficultés à définir leur rôle et leur place dans la société.

Bien que la psychologie soit une science ancienne — elle est apparue au dix-neuvième siècle comme « pratique », sa place dans la vie sociale est restreinte, quand elle n'est pas nulle. Dans le domaine de la santé, les psychologues ont commencé à apparaître après la dernière guerre, sur la pointe des pieds. Trente ans plus tard, ils ne paraissent pas très assurés.

Si l'on considère les chiffres fournis au congrès d'Antibes, on mesure la modestie de l'apport psychologique aux services hospitaliers français. Selon Mme Colette Barrat-Berok, attachée de consultation à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, pour les quarante-huit hôpitaux publics de la capitale et de sa banlieue, seuls vingt d'entre eux ont recours aux services de psychologues. Vingt-cinq sont employés à plein temps, et il y a deux cents vacataires.

Pour la province les chiffres ne sont pas plus brillants, même s'ils traduisent partout un progrès par rapport à un passé récent : deux psychologues à plein temps pour les hôpitaux de la région lyonnaise, alors que les universités de cette ville délivrent quatre-vingt diplômes par an.

#### D'abord l'écoute

De quel poids peuvent peser ces psychologues face aux milliers de médecins et d'infirmiers ou infirmières employés dans ces mêmes établissements ? De quelle aide peuvent-ils être pour les dizaines de milliers de malades qui défilent dans ces établissements ? « Le psychologue, avait dit M. François Marchand, secrétaire général du syndicat, en ouvrant le congrès, n'est ni médecin, ni sage, ni moraliste, ni enseignant. » Quelle est donc la « spécificité » qui justifierait son emploi massif dans les établissements de soins ? Les nombreux orateurs ont répondu à cette question en insistant sur la capacité d'écoute du psychologue : « Le rôle du psychologue, a dit notamment M. Marchand, est de proposer un lieu, un temps, un espace particulier d'écoute et d'analyse. » « Le médecin interroge, a dit un participant, le psychologue écoute. »

Le mal-patient exprime dans son corps — par les symptômes — une situation de rupture avec cet « état de bien-être permanent » que, selon la définition de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), on appelle santé. Mais il arrive que les spécialistes du corps malade — les médecins — ne parviennent pas à réduire le mal physique. À certains stades de quelques maladies, l'influence du psychisme paraît telle que les thérapies uniquement physiques sont impuissantes. Les psychologues intégrés à une équipe hospitalière peuvent, en écoutant le malade, refaire son histoire et

De notre envoyé spécial

découvrir des liaisons que le médecin n'aura pas eu le loisir de mesurer au jour.

De nombreuses équipes qui s'étaient d'abord adjoint des psychologues pour « faire des tests », notamment dans les services d'enfants, ont fini par les associer de plus en plus étroitement à l'ensemble de la thérapie. De « gadget » psychotechnique, le psychologue est ainsi devenu, dans certains cas, un membre à part entière de l'équipe.

Bien plus : de nombreux témoignages ont montré que le rôle du psychologue prenait une dimension nouvelle lorsqu'il parvenait à se mettre à l'écoute non seulement du malade, mais de l'équipe soignante tout entière, analysant son fonctionnement et jouant un rôle d'animateur du groupe.

Même défini en termes d'écoute et d'animation, le rôle du psychologue n'en demeure pas moins flou, comme l'ont montré la plupart des interventions. Dans les hôpitaux psychiatriques, par exemple, Mme Colette Dufiot a noté : « Chacune des activités que peut pratiquer le psychologue peut être à tout moment assumée ou revendiquée par un autre membre de l'équipe. Le médecin peut se faire animateur de groupe, l'infir-

mier psychothérapeute, le malade lui-même analyste de l'équipe. » Que reste-t-il donc à ce malheureux psychologue assés entre toutes les chaises ? Mme Dufiot a poursuivi : « Si l'on ne se sent ni médecin, ni paramédical, ni pédagogue, ni formateur social, mais psychologue, il n'a pas de fonction, spécifiquement définie, par de pouvoir clairement établir, pas de responsabilité expressément fixée, pas de modèle cognitif identifiable. Le fait d'être est le point central de la présence du psychologue. »

C'est peu et beaucoup à la fois. Peu sur le plan administratif, et l'on ne s'étonnera pas que les psychologues à l'hôpital soient mal rémunérés : 3 400 francs par mois à Paris, après six ans d'études et quatre ans de pratique professionnelle. Beaucoup si l'on se place sur le plan humain : combien de malades découvrent, à l'occasion de leurs contacts avec un psychologue, que leur corps n'est pas toujours seul en cause ?

Les psychologues qui travaillent dans le domaine de la santé — on estime qu'ils sont un millier sur un total de cinq mille à six mille professionnels — sont souvent tentés de devenir psychothérapeutes. Mme Evelynne Lessage, psychanalyste, a montré le rôle

du psychothérapeute, intervenant lorsque « la puissance médicale est vaine ou échoue à par une de ces maladies psychosomatiques qui résistent à tous les traitements. La demande du malade change d'objet : « C'est celle d'un accès différent à son corps, ce n'est plus le corps du savoir médical, mais le corps du désir inconscient. L'image du corps » qui est alors en jeu.

Mais, en devenant psychothérapeute — en ville ou à l'hôpital, — le psychologue ne change-t-il pas de métier ? Beaucoup de congressistes se sont inquiétés de ce glissement perpétuel qui les transforme tous en psycho plus quel-que chose : psychosociologue, psycho-thérapeute, psychologue psychanalyste, psycho-pédagogue, psychologue clinicien, psychologue expert. Qu'est-ce que le psychologue tout court ? N'est-ce qu'une étape dans une formation, et n'est-il d'aucune utilité quand il n'est pas accompagné d'une seconde dénomination ? Si le psychologue n'est pas encore très à l'aise dans le domaine de la santé, le congrès d'Antibes aura montré qu'il ne l'est guère plus dans le domaine de sa spécialité.

BRUNO FRAPPAT.

(1) 12, rue de la Grange-Batelière, 75008 Paris.

## ÉDUCATION

L'intérêt des adultes et des enfants

### FAUT-IL SUPPRIMER L'ÉCOLE DU SAMEDI ?

M. Jean-Marie Daillet, député réformateur de la Manche, a récemment exposé, dans une question écrite au ministre de l'Éducation, qu'il serait souhaitable de supprimer les cours du samedi matin dans les établissements d'enseignement. Le député estime que l'État et les collectivités locales faillent des économies sur les « frais de ramassage scolaire » en supprimant ceux de l'enseignement du samedi matin. Les parents, qui bénéficieraient de plus en plus d'un jour de congé le samedi, pourraient ainsi bénéficier de la présence de leurs enfants pendant toute la durée du week-end à l'école, et les enseignants, dont la tâche est lourde et fatigante, seraient certainement heureux de disposer de toute la journée du samedi.

M. Daillet remet toutefois de l'importance sur les conséquences d'une telle mesure, pour les enfants, qui sont les premiers intéressés. Pour eux, la suppression des cours du samedi matin et leur report le mercredi présenteraient beaucoup d'inconvénients.

Tel est d'ailleurs le sens de la réponse du ministre publiée au « Journal officiel » du 11 novembre. « Des études scientifiques, écrit M. Haby, ont révélé les effets né-

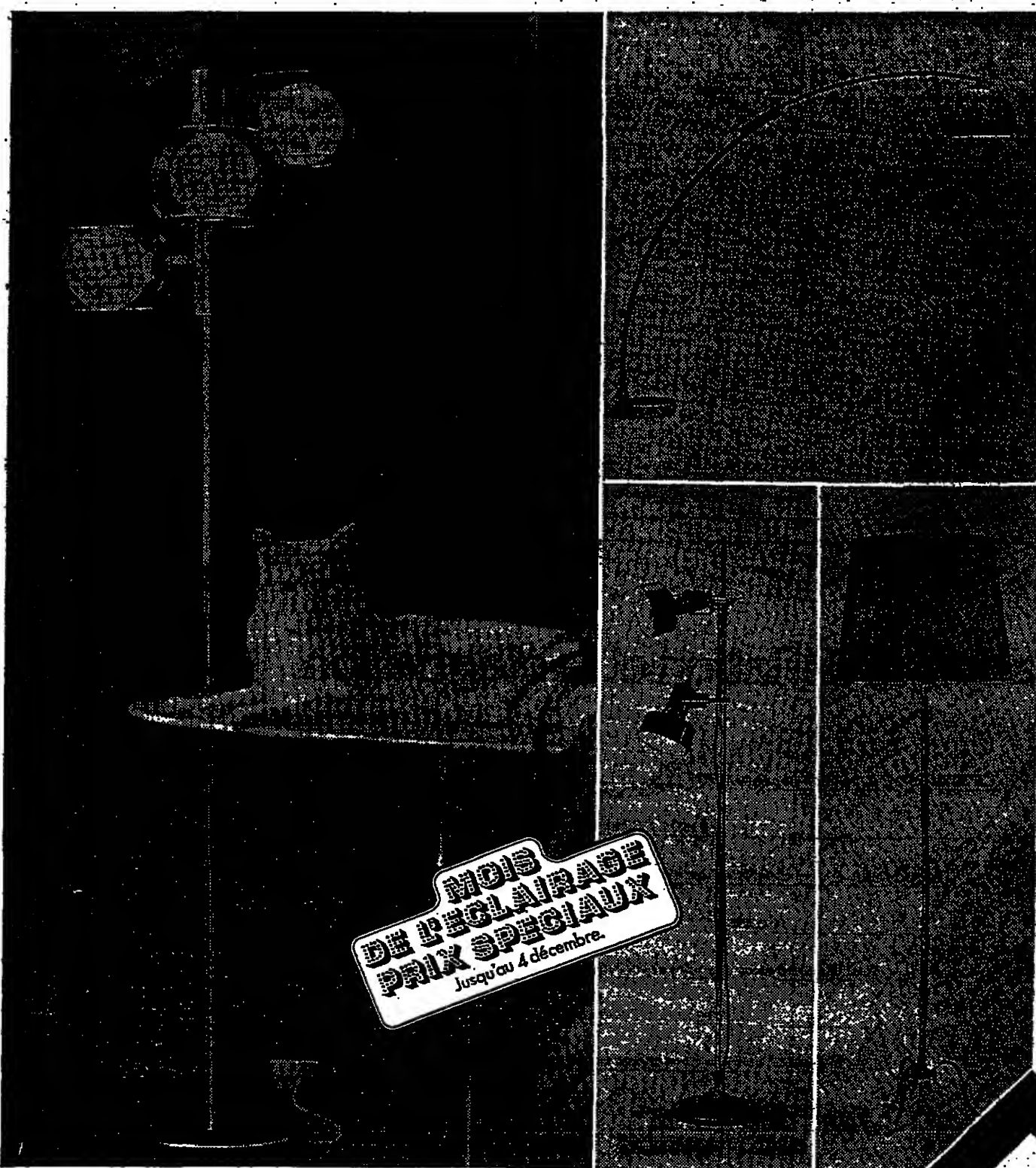
fastes pour le travail scolaire d'un long week-end, souvent éprouvant. Il est en outre certain que l'interdiction d'activités en milieu de semaine est nécessaire à l'équilibre des élèves » jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire. D'autre part, les parents des adultes eux-mêmes, variant selon qu'ils habitent une zone rurale, une zone fortement industrialisée ou un quartier résidentiel. C'est pourquoi « il est impossible d'apporter des solutions générales à ce problème complexe ».

Rappelons que le ministre de l'Éducation a prévu de lancer pour cette année une consultation sur la question des rythmes scolaires. Pour l'instant les conseils d'administration, dans le second degré, choisissent eux-mêmes de libérer ou non les élèves le samedi matin.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transcription nous a fait écrire, dans le Monde du 16 novembre, que la prochaine session du baccalauréat D. S. serait organisée que dans dix-huit académies. Il s'agit en réalité du baccalauréat D (sciences agronomiques et techniques).

### Dans les 8 BHV.

**C'est le mois de l'éclairage, profitez de nos prix spéciaux ! Les 8 BHV vous offrent des centaines de modèles de lampadaires et l'aide d'un éclairagiste-conseil.**



Le mois de l'éclairage, au BHV, est non seulement l'occasion unique de découvrir plus de 300 modèles de lampadaires, mais aussi celui de résoudre votre problème précis d'éclairage et de décoration.

Dans les 8 BHV, des éclairagistes-conseils sont à votre disposition pour guider votre choix selon vos impératifs et vos goûts : un coin lecture, un éclairage d'ambiance, etc.

Venez au BHV glaner des idées et demander conseil à des spécialistes.

Et profitez de nos prix spéciaux pour acheter :

- 1. Lampadaire moderne à bras articulé, 3 verres fumés, haut 1,60 m. **760\***
- 2. Lampadaire arc soixante mètres avec globe plastique blanc. **650\***
- 3. Lampadaire 2 spots, solaires : blanc, vert, marron ou bronze, haut 1,40 m. **180\***
- 4. Lampadaire type à double, style hollandais, patte en aluminium ou émail, avec abat-jour, haut 1,60 m. **495\***

Jusqu'à épuisement des stocks. Tous nos articles sont vendus sans ampoules.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire réaliser, chez vous, tous les travaux d'électricité par des professionnels sélectionnés.

**MOIS DE L'ÉCLAIRAGE PRIX SPÉCIAUX**  
Jusqu'au 4 décembre.

**Pour être sûr de bien choisir.**

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE ÉPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

#### LES SIRÈNES DE L'INDUSTRIE

Les psychologues font-ils un complexe par rapport aux entreprises ? On pourrait le croire à entendre les réactions suscitées, lors du congrès, par l'intervention de M. Paul Appell, président de la société Sofrapin et président de l'association Entreprise et Progrès. Selon lui, l'évolution du travail dans l'industrie est caractérisée par la part de plus en plus grande faite aux activités intellectuelles par rapport au travail purement physique. « Le rôle de la motivation, a-t-il dit, devient déterminant. Dans cette évolution, les psychologues doivent trouver leur place. »

Selon M. Appell, les besoins en psychologues des entreprises sont de plus en plus grands, mais il ne faut pas s'illusionner si le milieu industriel résiste à leur venue : il en est de même pour toutes les spécialités nouvelles, comme ce fut le cas pour l'informatique. M. Appell a demandé aux psychologues d'être plus « pressés », et de ne donner l'impression de ne pas savoir vendre votre science. Mais beaucoup de participants n'ont pas été convaincus par ces sirènes : ils ne veulent pas être « récupérés » par des entreprises qu'ils jugent fondées sur le profit et l'autorité : « C'est une déviation de notre métier que vous nous proposez », ont-ils répliqué à M. Appell. « Je suis navré de voir à quel point vous saisissez mal cette opportunité du marché », leur a répondu celui-ci.

السلامة من الأخطار



## ÉDUCATION JEUNESSE

### L'U.E.R. de droit de Malakoff dispose d'un enseignant pour dix étudiants

Tandis que les premiers cours commencent à la nouvelle unité d'enseignement et de recherche juridique de Malakoff (Haute-Saône), la section permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a examiné, lundi 15 novembre, les dispositions présentées par l'administration pour transférer à cette U.E.R. treize professeurs, quatorze maîtres de conférences, sept maîtres-assistants, qui veulent quitter l'université Paris-X Nanterre, ainsi que seize assistants qui, la semaine dernière, avaient demandé à se joindre à eux.

Les propositions de l'administration ont été adoptées de justesse, par treize voix contre douze et deux bulletins blancs. Ce transfert a fait l'objet de plusieurs critiques, et pas seulement de la part des représentants des organisations d'enseignants de gauche : les postes n'ont pas été répartis entre Nanterre et Malakoff, selon des critères nationaux, en fonction des effectifs d'étudiants. D'autre part, la liste des postes vacants ouverts dans cette dernière U.E.R. n'ayant pas été publiée, d'autres candidatures ont été impossibles. Ce sont en substance les arguments qu'avancent les syndicats RNT et C.F.E.T. de Paris-V et de Paris-X ; arguments repris par d'autres membres du CNESE.

Selon les chiffres fournis par l'administration, la nouvelle U.E.R. comptait, au 22 octobre, quatre cent vingt-quatre étudiants de premier cycle et vingt-quatre de deuxième cycle. Deux cent cinquante autres étudiants ont retiré des dossiers d'inscription, mais n'ont pas encore répondu aux convocations. Au total, et sans tenir compte de ces deux cent cinquante inscriptions qui ne sont pas encore confirmées, l'U.E.R. de Malakoff dispose environ d'un enseignant pour dix étudiants. L'U.E.R. de Nanterre en accueillait, à la même date, trois mille cinq cent dix, le nombre d'inscriptions ayant diminué de quatre cent cinquante en première année, mais augmenté de trois cents pour les suivantes. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 décembre, à Malakoff.

### Rentrée dans les plâtres

On remarque d'abord les deux vigiles : ils gardent la petite porte de jardin qui marque l'entrée de la nouvelle annexe de l'université Paris-V René-Descartes, les anciens locaux de l'école supérieure d'électricité, 10, rue Pierre-Larousse, à Malakoff (Haute-Saône), à deux pas du boulevard périphérique.

Le bâtiment, massif, d'une architecture froide, qui porte encore sur sa façade la marque de la Société des électriciens de France, abrite aujourd'hui les psychologues de Paris-V, chassés de l'ancienne Ecole centrale, et les transfuges de Nanterre, trente-quatre professeurs et maîtres-assistants, et quelques centaines d'étudiants qui ont quitté l'université de Paris-X-Nanterre pour fonder une nouvelle unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit. « Nous avons conscience d'être des pionniers », dit M. Jean Hilaire, ancien directeur de l'U.E.R. de droit de Nanterre, aujourd'hui chargé de mission à l'U.E.R. de Malakoff.

Paris de Paris-X parce que tout valait mieux, selon eux, que d'y rester, ces « pionniers » ont trouvé, le jour de la rentrée, un décor de circonstance : des salles encore mal chauffées, des locaux occupés par des électriciens et l'emploi du gaz,

des échelles à tous les étages, les plâtres apparents par endroits.

La dernière née des U.E.R. parisiennes aura eu décidément une naissance mouvementée. Supplée avait quitté un bâtiment usagé, mal adapté à l'animation universitaire. Les nouveaux occupants, les juristes et les psychologues, ne bénéficieront que de rapides restaurations et du minimum de sécurité. La bibliothèque sera ouverte dans une semaine. « Dans un premier temps, elle contiendra les différents manuels », dit encore M. Hilaire.

Et pendant que les appareils prennent leur première faction, que les enseignants font le tour du propriétaire, les étudiants participent à l'improvisation générale dans ce qui deviendra le secrétariat de l'U.E.R. : « Vous avez déjà un dossier ? — Non, je ne suis pas encore inscrit. — Alors, remplissez cela... »

L'U.E.R. de droit de Malakoff espère trouver l'apaisement dans quelques jours. Tous les étudiants de l'U.E.R. de droit de Nanterre n'ont pas encore achevé leur deuxième session d'examen. Dans la dernière « fac de droit », on compte bien sur leur arrivée. — Ph. Bg.

● Grève à l'école Decroly. — La majorité des enseignants de l'école Decroly, à Saint-Mandé (Val-de-Marne), sont en grève. Des parents d'élèves se sont associés au mouvement depuis le lundi 15 novembre. Ils protestent contre le déplacement, pour des raisons budgétaires, d'une enseignante qui travaillait depuis sept ans dans l'établissement. L'école Decroly est un établissement public qui accueille les enfants de la maternelle jusqu'à la classe de troisième. L'une de ses originalités réside dans le travail d'équipe des enseignants tant pour la gestion que pour les activités pédagogiques. Selon les grévistes, le déplacement de cette enseignante compromet cet aspect de leur travail. Une assemblée générale devait avoir lieu mardi soir 16 novembre.

● M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte-d'Ivoire, est nommé docteur honoris causa de l'université de Paris-V, par arrêté du secrétaire d'Etat aux universités, publié au Journal officiel du 16 novembre. Le même arrêté approuve les nominations de docteurs honoris causa du docteur H. Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (à Toulouse-I) ; de M. Alfred Pletscher, directeur du groupe de recherche de Roche-Bâle (à Paris-V) ; de M. Morris Janowitz, président du département de sociologie de l'université de Chicago (à Toulouse-I) ; de M. Joseph Warner, professeur à l'université de Washington (à Nancy-II) et de M. André Massé, premier président du Conseil d'Etat de Belgique (à Lille-II).

● Démission du professeur Hervé Foch, doyen de la faculté de médecine de Brest. — Cette démission, parvenue le 15 novembre à M. Julien Quéru, président de l'université de Bretagne occidentale, fait suite au refus du conseil de cette université de modifier les statuts de la faculté de médecine pour permettre à son doyen d'être réélu indéfiniment, comme peuvent l'être les doyens des autres facultés de Brest. Le règlement interne de l'université de Bretagne occidentale prévoit qu'un changement de statut ne peut intervenir qu'à la majorité des deux tiers des soixante-trois membres du conseil. Sur les cinquante-six votants, il y a eu trente-trois « oui », dix-huit « non » et cinq bulletins blancs. — (Corresp.)

(Publicité)  
CARRIÈRES COMPTABLES  
L'examen probatoire du D.E.C.S.  
1<sup>re</sup> année de préparation à l'expertise comptable  
Cet examen est la première étape vers l'expertise comptable. Il vous ouvre déjà de nombreuses débouchées dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Durée de la préparation : 4 à 6 mois, suivant temps disponible. Niveau : 1<sup>er</sup> ou Bac.  
Brochure gratuite n° 9144 à : Ecole Française de Comptabilité, Organisme privé, 100 rue de Valenciennes, 75013 Paris.  
Cours gratuits pour les bénéficiaires de la loi sur la « formation continue ».

### LA JOC VEUT ÊTRE UNE ORGANISATION OUVRIÈRE ET UN MOUVEMENT D'ÉGLISE

(De notre corresp. régional.)

Lyon. — Affirmer le rôle de l'Eglise dans la jeunesse ouvrière et intensifier ses actions pour être perçue simultanément comme une véritable « organisation ouvrière », tels sont les traits essentiels sous lesquels veut paraître la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Ces caractéristiques ont été précisées au cours du cinquante-deuxième conseil national du mouvement, dont les travaux ont réuni à Lyon, pendant le dernier week-end, trois cent cinquante délégués.

Le précédent conseil national de la JOC, en 1974, avait tracé les grandes lignes d'une stratégie nouvelle. Il s'agissait de développer la présence de l'organisation chez les apprentis, les chômeurs, les handicapés, les immigrés, etc., par la multiplication de « comités d'action ». Le bilan paraît positif, surtout parmi les apprentis, pour lesquels deux rassemblements nationaux — le dernier à Paris, les 19 et 20 juin 1976 — ont été organisés.

Le conseil national de 1976 a permis de vérifier que la voie dans laquelle s'est engagée la JOC satisfait ses adhérents. L'adoption à l'unanimité — après quelques modifications de forme — du long rapport d'orientation présenté au nom de l'équipe nationale en a supporté la preuve. S'ils espèrent un vote de confiance, les dirigeants de la JOC ne s'attendaient pas à ce résultat, étant donné la diversité des engagements politiques ou syndicaux des « jocistes ».

La JOC souhaite rester pour les jeunes de la classe ouvrière le « chemin privilégié pour parvenir à Jésus-Christ ». Pour obtenir la libération de l'homme, annoncée par le Christ, à travers l'avènement d'une société plus juste, fraternelle et humaine, le jeune salarié doit s'engager dans un mouvement lié à la classe ouvrière. « Nous devons favoriser l'éducation des jeunes de la classe ouvrière, explique le rapport d'orientation. Ce qui ne signifie pas que la JOC doit proposer un « projet de société ». La foi ne peut être mise au niveau d'une idéologie. »

### Contre le plan Barre et la réforme Haby

La défense de l'emploi est au centre des luttes : la JOC avait appelé les jeunes travailleurs, qui forment plus de la moitié des chômeurs, à manifester les 7 et 23 octobre dernier. Le plan Barre est un coup porté aux travailleurs, a-t-elle souligné, et à la jeunesse ouvrière en particulier. La JOC a dénoncé la réduction du pouvoir d'achat. De la même manière, elle mène le combat contre « les réformes Haby et Sauvier-Sellé (qui) visent à écorcher le plus grand nombre possible de jeunes de la classe ouvrière du droit à la formation » et contre « la sous-qualification des jeunes engendrée par le profit immédiat ». La JOC s'engage donc contre l'accélération des cadences sur les lieux de production et l'insécurité du travail. Un programme que les quatre-vingt-dix mille adhérents de la JOC — dont vingt-cinq mille militants — sont appelés à mener à bien en intensifiant leur action, surtout dans les quatre grandes agglomérations urbaines : Paris, Lyon, Marseille et Lille, où vit le quart de la jeunesse ouvrière française.

BERNARD ELIE.

● Douze inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs seront recrutés dans la région parisienne pendant le premier trimestre 1977. Clôture des inscriptions le 3 décembre 1976.

★ Renseignements au 273-01-42 ou au 556-90-52.

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC  
A L'ÉCOUTE DE LONDRES  
Textes et explications en français  
Abonnement 12 francs par an, F. 40  
Spécimen gratuit sur demande à EDITIONS-DISQUES BECFM, 8, rue de Bani - 75008 PARIS

belfond

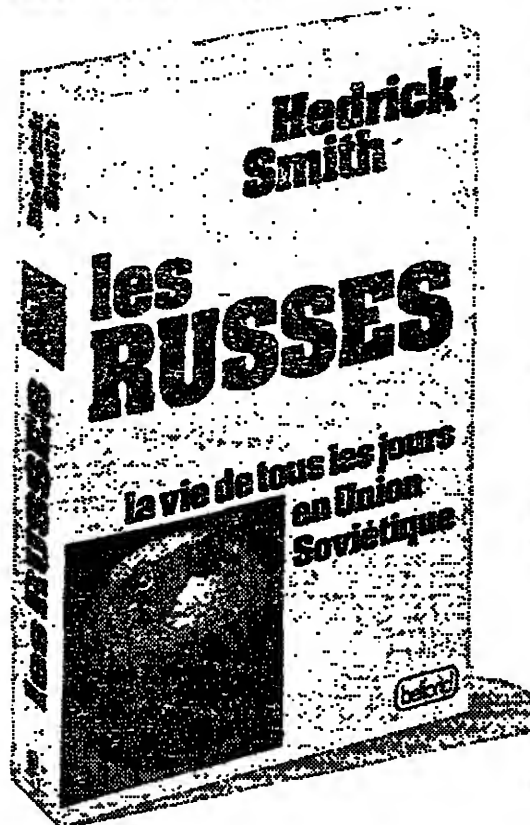
APRÈS

## "LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie de tous les jours en UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois sur les listes des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

## "7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE FIDEL CASTRO

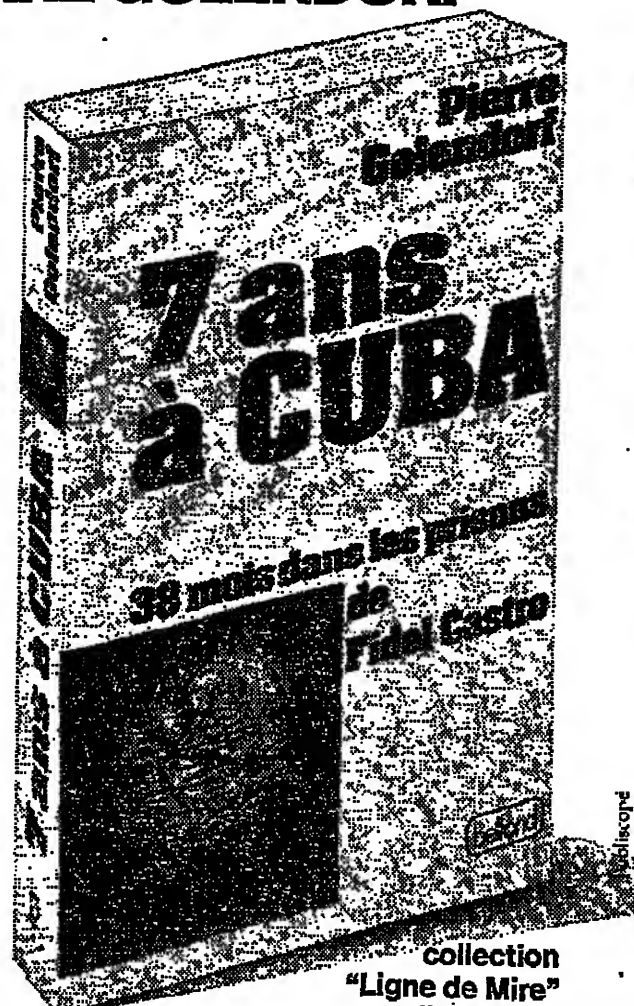
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en Septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



collection "Ligne de Mire" dirigée par André Bercoff.

belfond

A TOUS CEUX  
QUI NE VEULENT PAS COPIER  
AU-DESSUS DE LEURS MOYENS  
FAXIL  
de  
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85



## PRESSE

M. CLAUDE MOISY  
EST NOMMÉ DIRECTEUR  
DE L'INFORMATION A L'A.F.P.

M. Claude Moisy, directeur du bureau de l'Agence France-Presse de Londres, vient d'être nommé directeur de l'information de l'A.F.P. à partir du 1<sup>er</sup> avril 1977.

A ce poste M. Moisy, succédant à M. Jean Lagrange, s'attachera à cette date, à faire valoir ses droits à la retraite, après avoir occupé cette fonction depuis 1970.

(Né le 28 juin 1927 à Blainville (Calvados), M. Claude Moisy, après avoir fait une licence en droit à Caen, il est entré au journal « Ouest-France » en 1950, puis à l'A.F.P. en 1957.

Succèsivement rédacteur au bureau de Brest, directeur du bureau de Brest, directeur du bureau de New-Delhi, chef du service économique aux Etats-Unis, chef du bureau de Washington, il était directeur de l'agence à Londres depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

M. Claude Moisy est l'auteur de deux ouvrages, « La Sirénade » (1964) et « L'Amérique sous les armes » (1971).

## Au sujet du « Parisien libéré »

NOUVELLE LETTRE  
DE M. SÉGUIY A M. BARRE

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., a adressé lundi 15 novembre, une nouvelle lettre au premier ministre, pour attirer son attention sur « l'impérieuse nécessité d'une solution négociée au Parisien libéré ».

Rappelant qu'il lui avait déjà écrit, le 4 octobre dernier, mais sans qu'il y ait eu de suite à cette demande, M. Séguin observe que « des procédures sont engagées contre l'ensemble des travailleurs de la presse parisienne qualifiés de voleurs et traités comme de dangereux malfaiteurs ».

« L'ouverture de négociations prend, dans cette situation nouvelle, un caractère d'urgence », estime M. Séguin, qui, au nom de la C.G.T. et de la Fédération française des travailleurs du Livre, demande une entrevue au premier ministre.

● Le « Financial Times », journal des milieux d'affaires britanniques (tirage moyen : deux cent mille exemplaires) n'a pas paru mardi matin 16 novembre en raison d'une grève des électriciens de l'entreprise.

Un porte-parole de la direction du quotidien a indiqué que les électriciens avaient déclenché, lundi soir, une grève « sauvage » afin de soutenir leurs revendications salariales. Celles-ci, a-t-il précisé, sont jugées excessives par la direction.

## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 16.11.76 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 novembre à 9 heures et le mercredi 17 novembre à 24 heures :

Les hautes pressions d'Europe occidentale s'affaiblissent progressivement sur l'ouest et le nord de la France, où s'écouleront des masses d'air océanique. Sur tout le reste du pays, l'air froid continental continuera à s'écouler lentement de l'Allemagne aux Pyrénées et à la Méditerranée.

Mardi 16 novembre, le temps sera ensoleillé sur les régions méditerranéennes, où souffleront des vents modérés de secteur nord. De la Bretagne à la Flandre, le temps sera relativement doux, mais les nuages, très abondants, couvriront quelques faibles pluies intermittentes. Les vents, de sud-ouest, resteront faibles.

Partout ailleurs, la matinée sera très brumeuse et assez froide, avec des gelées locales de 0°C à -2°C. Mardi 16 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 029,2 millibars, soit 772,3 millimètres de mercure.

Les températures (la première indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 novembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 16 et 7 degrés; Biarritz, 12 et 1; Bordeaux, 11 et 0; Brest, 12 et 6; Caen, 9 et 1; Clermont-Ferrand, 8 et 4; Dijon, 7 et 6; Grenoble, 8 et 4; Lille, 9 et -1; Lyon, 9 et 6; Marseille, 13 et 7; Nancy, 7 et 5; Nantes, 13 et 4; Nice, 17 et 10; Paris-Le Bourget, 9 et 4; Pau, 11 et -2; Perpignan, 11 et 5; Rennes, 11 et 5.

## P. T. T.

● Nouveau câble téléphonique sous-marin entre Marseille et Rome. — D'une capacité de trois mille quatre cent quarante circuits téléphoniques, le câble sous-marin Marseille-Rome a été inauguré, le 15 novembre, par M. Jean-Pierre Souvignier, directeur des affaires industrielles internationales des télécommunications. Cette liaison représente le prolongement méditerranéen du câble transatlantique TAT 6.

## PRÉVISIONS POUR LE 17.11.76 DÉBUT DE MATINÉE

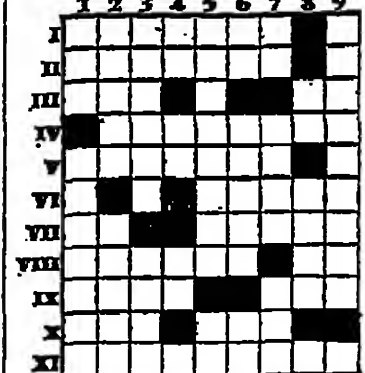


9 et 7; Strasbourg, 7 et 6; Tours, 9 et 0; Toulouse, 10 et 4; Pointe-à-Pitre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 7 degrés; Amsterdam, 8 et 7; Athènes, 19 et 21; Berlin, 7 et 5; Bonn, 7 et 5; Bruxelles, 7 et 6; Les Canaries, 21 et 18; Copenhague, 4 et 3; Genève, 8 et 6; Lisbonne, 18 et 8; Londres, 9 et 5; Madrid, 14 et -2; Moscou, 3 et 0; New-York, 7 et 2; Palma-de-Majorque, 14 et 10; Rome, 17 et 7; Stockholm, 1 et 0; Téhéran, 13 et 1.

## MOTS CROISÉS

## PROBLEME N° 1614



## HORIZONTALEMENT

I. Quelque chose de frappant.  
II. Ont plus d'un sommet.  
III. En Crète, d'un auxiliaire.  
IV. Demande à être entravé.  
V. Etolie privée d'éclat.  
VI. Dans la Mayenne.  
VII. Vient d'être.  
VIII. Pour l'état, c'est une grande simplification.  
IX. Plongés dans l'eau chaude; l'île.  
X. Individu.  
XI. Commandait dans le

Sud. — X. En Yougoslavie; Trébouchet en Roumanie.  
XI. Emanation du feu.

## VERTICALEMENT

1. Sa beauté est chahutée par des vœux pieux; Conduisent.  
2. Montrent les dents; Ne tenait pas debout.  
3. Séduisante. Ensemble rouge.  
4. Retenue dans le Midi; Pronom; Point répété.  
5. Ne surent où aller. Article.  
6. Les limites de l'Asie; Ils étaient peu de temps après avoir fusé; Titre abrégé.  
7. Victimes du progrès; Défaite prussienne; Se montre attachant.  
8. Chef d'état; Antique voyageur.  
9. Loge chez son propriétaire.

## Solution du problème n° 1613

## Horizontalement

I. Réverendie. — II. Érasme. — III. Urnes; Lut. — IV. Tain. — V. Instables. — VI. Escote. — VII. R.G.; Nues. — VIII. Siller. — IX. Essen. — X. Béton. — XI. Cravalet.

## Verticalement

1. Routiers; Bc. — 2. Ran. — 3. Cérar. — 4. Venise; Lole. — 5. Eventail; OV. — 6. Es; Ac. — 7. Éna. — 8. Es; Ebènes. — 9. Nu. — 10. Leurs. — 11. Dou; E.S.E.; Bon. — 12. Entas; Sénat.

GUY BROUTY.

## loterie nationale

TERMI- FINALES SOMMES TERMI- FINALES SOMMES  
NAISON et NUMEROS A NAISON et NUMEROS A  
PAYER PAYER PAYER PAYER

TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	SOMMES A PAYER
1	3 191 6 251 7 101 7 681 196 991 341 671	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 50 000	6	5 456 196 996 00 866 341 676	5 000 5 000 50 000 50 000
2	7 312 196 992 92 582 341 672	100 5 100 50 100 50 100	7	47 1 897 196 997 341 677 362 327	200 5 000 5 000 50 000 100 000
3	63 733 196 993 51 583 341 673	200 1 000 5 000 50 000 5 000 000	8	196 998 35 198 77 918 341 678 240 928	5 000 50 000 50 000 50 000 100 000
4	14 534 614 934 174 5 254 9 314 196 984 66 994 341 674	200 200 700 500 1 000 5 000 5 000 5 000 50 000 50 000	9	049 7 909 9 969 196 999 341 679 136 549 355 099	500 5 000 5 000 5 000 50 000 100 000 100 000
5	15 755 815 3 525 4 805 6 905 196 995 03 115 15 725 19 465 341 675 037 785 274 315	200 1 000 1 200 5 000 5 000 5 000 5 000 50 200 50 200 50 000 50 000 100 000 100 200	0	1 380 86 550 341 670 095 430 196 990	5 000 50 000 50 000 100 000 500 000
6	26	200			

LISTE ÉTABLIE PAR LE SECRETARIAT  
GÉNÉRAL DE LA LOTERIE NATIONALE

## TRANCHE DU GROS LOT.

TIRAGE DU 15 NOVEMBRE 1976

PROCHAIN TIRAGE

LE 17 NOVEMBRE 1976

à SOLLIES-PONT (Var)

76 53

## Journal officiel

Est publié au Journal officiel  
des 15 et 16 novembre 1976 :

UNE LOI  
Complétant les dispositions  
transitoires de la loi n° 72-3 du  
3 janvier 1972 sur la filiation.

## Région parisienne

● Pénurie de Montmartre :  
exploitation provisoirement inter-  
rompue. — A la suite d'un inci-  
dent technique, l'exploitation du  
funiculaire de Montmartre est  
interrompue pendant quelques  
jours. Un service d'autobus de  
remplacement assure, de 6 h. 45  
à 21 heures, la desserte de la butte  
Montmartre.

## Le Monde

Service des Abonnements  
2, rue des Italiens  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

88 F 175 F 252 F 338 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

125 F 238 F 355 F 448 F

ÉTRANGER (par mandats)

125 F 238 F 355 F 448 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements) voi-

ront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défen-

sives ou provisoires (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

notifier tous les sous-projets en

capitales d'imprimerie.

PRENEZ  
LE TEMPS DE CHOISIR  
TRANQUILLEMENT  
VOTRE CHAÎNE  
CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité  
deux auditoriums-détente  
le conseil de vendeurs mélomanes  
des prix pas plus chers qu'ailleurs

CORDEX DE FRANCE

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson,  
Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National,  
Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan

11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25

nous aimons la musique autant que la technique

L'Asie du Sud-Est  
via Bangkok.

Air France va de Paris à Bangkok et revient de  
Bangkok à Paris avec la fréquence la plus forte et  
la plus régulière.

Et met à profit, par le jeu de ses correspondances,  
le rôle de plaque tournante de Bangkok dans le sud-  
est asiatique.

## ● Bangkok : direct et quotidien.

En exclusivité, Air France assure un vol quotidien  
vers Bangkok, avec un retour sur Paris chaque soir  
également.

## ● De Bangkok : les grandes places économiques.

De Bangkok, les hommes d'affaires disposent de

nombreuses correspondances avec Singapour, Hong  
Kong, Manille, Djakarta, Kuala Lumpur.

## ● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français.  
Les repas et le service sont à la française, les pro-  
grammes musicaux variés, les films étrangers dou-  
blés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que  
l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers à découvrir de nouveaux  
marchés en Asie, adressez-vous à votre Agent de  
voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

سكنا من الامم



# Le Monde

## DE LA MÉDECINE

### POUVOIR MÉDICAL ET POUVOIR POLITIQUE

#### « Ces malades qui nous gouvernent »

de Pierre Accoce et du Dr Pierre Rentchnick

FÉVRIER 1945 : le sort du monde va se jouer à Yalta ou Staline, au sommet de la diplomatie américaine et le président des États-Unis. Lorsque l'avion de Roosevelt s'arrête sur l'aérodrome de Saki, un garde du corps apparaît, portant dans ses bras un être diaphane, le teint gris, la voix assurée, les traits tirés « comme indifférent à ce qui l'entourait ».

Un être, écrit plus tard son médecin, arrivé au stade terminal d'une maladie qui avait entraîné déjà une insuffisance cardiaque puis, en août 1944, un infarctus du myocarde.

Derrière Roosevelt, porté sur une civière, surgit son éminence grise, Harry Hopkins, maître de la diplomatie américaine. Depuis dix ans, il souffre d'un saucer digestif qui diminue l'apport de nourriture, une extrême insatiable, comme le signale Lord Moran, médecin de Churchill, dès 1943 ?

C'est le même Lord Moran qui, en 1941, cache soigneusement la crise d'angoisse de poitrine qui terrasse à Washington le maître de la Grande-Bretagne ; et qui ne dit rien non plus lorsque se multiplient à partir de 1947 les petites hémorragies ou thromboses cérébrales laissant Churchill tantôt privé de l'usage de la parole et tantôt paralysé.

Ce qui n'empêche pas le plus illustre des Anglais d'endosser pour la seconde fois en 1951, à soixante-seize ans, les responsabilités de premier ministre et de montrer aux Britanniques au président Eisenhower son élocution péleuse, ses défaillances de mémoire et un état de déchéance qu'il devenait impossible de cacher. Et qui entraîne enfin, à quatre-vingt ans passés, sa nomination, à laquelle il survécut d'ailleurs jusqu'à quatre-vingt-cinq ans.

Désigné en 1940 par le gouvernement britannique pour être attaché à la personne du premier ministre, Lord Moran publie, après la mort de son célèbre pa-

#### La syphilis et la défaite de 1940

Lorsque les armées allemandes déboulèrent en 1940 sur les Ardennes, le maître suprême de l'armée française n'a, depuis la déclaration de guerre, « rien fait, rien prévu, rien compris ». Le général Gamelin était-il, comme d'aucuns le disent, « venu aux Allemands » ? Non, mais victime d'une syphilis contractée en 1930, presque impossible à traiter avant l'avènement des antibiotiques, et qui exerça dès lors ses ravages en dépit des traitements d'arsenic, de bismuth ou d'impulsion (provocation d'une fièvre élevée par inoculation de la malaria) conduits par les médecins du Val-de-Grâce.

Mussolini souffrait-il du même mal, comme l'affirment Pierre Accoce et le Dr Rentchnick, dans le livre qu'ils consacrent aux maladies des grands de ce monde ?

Les racontars ou les impressions de seconde main sur lesquels ils fondent leur analyse de « l'hypothèse exhibitionniste » du duc sont trop flous pour être crédibles.

Les évocations d'une « syphilis schizophrénique » chez Salazar, d'une « psychotomie obsessionnelle » chez Nixon, de la prétendue possibilité d'un « syndrome de Marx » chez le général de Gaulle, d'une « psychose marino-dépressive » chez Krouchtchev et de la « maladie d'Alzheimer » (déliement du cerveau par des lésions vasculaires multiples) chez presque tous les chefs d'État, contrastent de même par leur légèreté et la faiblesse des arguments sur lesquels elles reposent avec les quelques analyses solidement charpentées que contiennent l'ouvrage et auxquelles il est mieux valu se tenir.

Plus gênantes encore sont les contrevérités manifestes, dues à d'imprudentes extrapolations basées sur des informations inexistantes ou insuffisantes. Tel est le cas de la prétendue maladie d'Addison de John Kennedy, et tel est aussi le cas pour le chapitre concernant le président Pompidou.

#### Pompidou et la fabulation

Laisser entendre que le traitement — la cortisone — auquel fut soumis le président n'est pas étranger à sa mort ; suggérer que d'autres méthodes, pour lesquelles il eût fallu, nous dit-on, consulter un Suédois, Waldenström, eussent été plus appropriées ; ignorer, par conséquent, que la plus forte statistique mondiale concernant cette maladie ne se trouve pas chez le Suédois en question mais, à l'hôpital Saint-Louis de Paris ; tout cela, qui induit gravement le public en erreur, démontre une ignorance complète des faits, des circonstances, et de la nature même de la maladie présidentielle.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.  
(Lire la suite page 18.)

### DIAGNOSTIC, POLLUTION, ÉCONOMIE

## Du bon usage des rayons X

Depuis la découverte des rayons X par Roentgen en 1895, les examens radiologiques à visée diagnostique ont augmenté progressivement en nombre et en qualité. Les malades et les médecins se félicitent de leur amélioration qualitative ; les pouvoirs publics s'inquiètent de leur augmentation numérique.

Ces raisons ont motivé l'inscription de ce problème au programme des Journées nationales de radiologie qui se déroulent actuellement à Paris et où une séance entière est consacrée à l'optimisation de la pratique radiologique — ce mardi 16 novembre.

Quatre thèmes — l'aspect positif de la radiologie diagnostique, l'hygiène et l'optimisation des techniques, le coût de la radiologie, les perspectives d'avenir — par le professeur JEAN TAVERNIER (\*)

correctement effectué. Un autre exemple : toute femme devant subir un examen radiologique irradiant préférentiellement la zone génitale devrait bénéficier de cet examen, sans en cas d'urgence, bien entendu, dans les dix premiers jours de son cycle, ce qui évite l'irradiation possible d'une grossesse ignorée. C'est en effet dans les premiers jours après la fécondation que le matériel chromosomique de l'embryon est le plus sensible aux radiations. De plus, il est recommandé en toutes circonstances d'éviter toute irradiation inutile du bassin féminin car les ovaires sont porteurs d'un stock ovarien pré-déterminé et toute nouvelle dose a un effet cumulatif.

Cette protection du malade mais

surtout du désir des malades de bénéficier uniquement des examens utiles et nécessaires, nombre de ceux-ci étant longs, pénibles et quelquefois psychologiquement agressifs. La limitation des examens inutiles passe donc par des indications correctes posées par le médecin demandeur mais également par une prise de conscience du radiologiste qui discute de la justification de l'examen et éventuellement peut le refuser si ce dernier est jugé inutile ou dangereux. A Bordeaux, par exemple, a été réalisé entre un service de radiologie et un service d'exploitation par les radio-isotopes, un département interdisciplinaire de radiations qui établit une hiérarchisation, une stratégie de demande d'ex-

amens.

Les abus actuels paraissent relever de trois rubriques :

• LA RADIOSCOPIE

Elle est vingt à trente fois plus irradiante que la radiographie. Elle doit donc être réservée à des situations où le diagnostic est à l'abri de tout doute. Son utilisation dans le dépistage systématique est à bannir totalement ; les pouvoirs publics l'ont compris, remplaçant la radioscopie chez la femme enceinte par la radiographie.

Par contre la radioscopie reste indispensable et nécessaire dans de nombreux cas : artériographies sélectives, cathétérismes cardiaques, etc. Son apport diagnostique dépasse alors ses inconvénients.

• LES EXAMENS INUTILES

Les opinions sur l'utilité des examens systématiques sont partagées. Par exemple, le nombre d'affections tuberculeuses dépistées sur des milliers de travailleurs ou au cours des examens pré-nuptiaux obligatoires est infime (0,1 %). Faut-il pour autant continuer le dépistage ? Certainement pas, mais il est souhaitable, à leur radiologie, alors que les radiographies réalisées par un autre confrère peuvent être d'excellente qualité ; certains services hospitaliers font refaire fréquemment des examens radiologiques qui ont été effectués peu de temps auparavant, soit dans le secteur privé, soit dans un autre service hospitalier (un archivage central par hôpital serait très bénéfique).

• LES EXAMENS MAL FAITS

Un cliché radiographique peut être très lisible tout en étant techniquement critiquable. En effet, les conséquences de l'irradiation sont d'autant plus nocives que le volume de corps humain traversé par les rayons X est plus important. Un film peu « irradiant » doit être pratiqué avec un faisceau de rayons dirigé précisément à la surface à étudier, un cliché pulmonaire pratiqué sans cette précaution est cent cinquante fois plus irradiant pour les gonades (organes sexuels) du patient qu'un cliché

#### LES DIX COMMANDEMENTS DU RADIOLOGISTE

- 1) Dans tout examen utiliserez l'irradiation parcimonieusement.
- 2) Toute l'information recueillirez et l'examinerez attentivement.
- 3) La scopie supprimerez chez les enfants principalement.
- 4) L'amplificateur de luminosité réduirez la dose de radioscopie, mais pas tellement.
- 5) La plus grande importance accorderez à la réduction du champ.
- 6) Au début du cycle radiographierez la femme enceinte potentiellement.
- 7) Le scrotum tu protégeras avec du plomb évidemment.
- 8) Clinicien toujours tu seras en menant tes rayonnements.
- 9) Ta politique professionnelle encouragera l'amélioration du équipement.
- 10) Ta politique professionnelle encouragera l'amélioration du équipement.

(Selon le professeur Alain Laugier, extrait du Concours médical, n° 28, février 1976.)

aussi du médecin ne peut être efficacement réalisée que si le dispensaire de radiations a subi une formation théorique adaptée, ou nous savons qu'actuellement 40 % environ des examens radiologiques sont pratiqués par des médecins non radiologistes (correspondant à 30 % des actes cotés « Z »).

L'augmentation des dépenses médicales est la loi commune à toutes les nations. Le total des dépenses de santé s'est élevé en France approximativement à 65 milliards pour l'année 1975, soit 7,7 % du revenu national brut. L'accroissement des actes médicaux est de 15 % par an, les dépenses d'hospitalisation françaises ont triplé dans les cinq dernières années. Le coût des examens radiologiques a été multiplié par trois dans les six dernières années. Cette augmentation s'inscrit donc normalement dans la courbe de croissance générale des dépenses de santé. Il est cependant nécessaire de faire des économies ; elles pourraient être réalisées sur le nombre souvent trop important de films pratiqués pour un examen et surtout sur les indications de certains examens. Vouloir à tout prix constituer un dossier complet, par simple perfectionnisme, alors que le diagnostic de la maladie en cause est déjà posé, relève d'une attitude répréhensible qui ne tient compte ni des difficultés économiques actuelles ni d'une évolution positive de la radiologie, ni

de l'optimisme inconsidéré, on peut déjà apprécier la valeur de cette technique nouvelle : dans deux numéros récents de l'*American Journal of Roentgenology*, Evans apprécie globalement la fiabilité du « brain scanner » (tomodensitométrie réservée à l'examen du crâne) à 90 %, Davis et Taveras, après trois ans d'expérience, apprécient cette fiabilité à 98 % pour les tumeurs cérébrales, 75 % pour les ramollissements cérébraux, 100 % pour les hémorragies intracérébrales.

(\*) Professeur sans chaire de radiologie, université de Bordeaux-II, radiologiste des hôpitaux.

sont traités sous la direction des professeurs Laugier (Paris), Laval-Jeanet (Paris), Pinet (Lyon), Sauvegrain (Paris) et Tavernier. Ce dernier, radiologue au C.H.R. de Bordeaux, montre ici l'évolution, voire la révolution, de ces techniques qui coûtent cher et ne sont pas toujours employées, mais dont nul ne peut nier l'intérêt scientifique.

M. A.-R.

Cette méthode fut pour des raisons technologiques appliquée d'abord aux problèmes crâniens, mais par la suite elle fut étendue à l'ensemble du corps humain et on fabrique maintenant en Angleterre et aux États-Unis des « body-scanners » (tomodensitomètres destinés à l'examen du corps entier).

Des tumeurs plus ou moins bien intentionnées, visant à freiner l'introduction de ce dernier type d'appareil, font état de « stade expérimental », de « mise au point de prototypes » ; en fait quatre cents cas abdominaux ont été déjà étudiés à la Mayo Clinic de Rochester, deux cent cinquante à l'Institut Mallinckrodt de Saint-Louis, avec une fiabilité de localisation de 95 % pour les masses hépatiques et de 85 % pour les masses pancréatiques.

Économiquement, le problème se complique. L'appareil coûte cher, il peut être irradiant si son utilisation n'est pas correctement planifiée, il peut augmenter les dépenses de santé si son apport se fait en plus des examens classiques au lieu de se faire à la place de certains d'entre eux ; ce sont là les principales craintes exprimées par les économistes. Cependant les chiffres parlent en sa faveur : Evens d'une part et Baker d'autre part notent depuis son utilisation dans leurs services aux États-Unis une baisse de 65 % des endophtalmologies gazeuses et de 34 % des artériographies cérébrales (en France, ces examens ont un prix de revient très lourd, celui de l'examen tomodensitométrique lui sera inférieur en lui-même et par l'économie de jours d'hospitalisation). Avec des constatations semblables, Wozniak, à Toronto, après les économies annuelles d'une unité « brain scanner » bien utilisée à 2 millions de dollars ; enfin Ter-Pogossian affirme que l'appareil est amortissable en un an.

Politiquement, le problème se complique encore plus. La France, par comparaison avec les autres pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, est sous-équipée en matière de tomodensitomètres : actuellement 0,1 par million d'habitants en France, 1,5 par million d'habitants aux États-Unis. La norme française prévue est d'un tomodensitomètre par million d'habitants, mais si l'implantation des quarante-cinq tomodensitomètres à venir se fait au rythme lent qui a béré l'installation des sept appareils que nous possédons, il est à craindre que la radiologie française ne s'endorme ; en trois ans, quatre-vingt-cinq publications sur ce sujet ont paru dans les deux revues françaises de radiologie, dix-huit dans les deux revues britanniques, quinze dans le journal belge de radiologie, quatre seulement (dont deux sont belges) dans les deux revues françaises similaires !

La nécessité d'un acte radiologique bien prescrit, bien exécuté (peu irradiant) et bien interprété nécessite la meilleure connaissance par les futurs médecins, donc un enseignement plus important dans nos facultés et dans nos hôpitaux. C'est dans ces conditions que la radiologie pourra, en sachant minimiser ses risques, se développer et encore progresser.

(1) Le Monde des 16 octobre 1974, 5 février, 17 septembre 1975.

## Des chiffres

La radiologie médicale en France, en 1975, peut être résumée en chiffres :

Valeur (aux prix payés par le malade) : 3,1 milliards de francs.

Nombre de « Z » (unités de remboursements en radiologie) : 775 millions.

Nombre d'examen : 46 millions.

Mètres carrés de surface sensible (films) : 10 millions.

Place dans la consommation médicale : 3,2 %.

Place dans le chiffre d'affaires des médecins du secteur privé : 19 %.

Consommateurs :

— Malades ambulatoires : 63 %.

— Malades hospitalisés : 35 %.

Producteurs :

— Secteur privé : 60 % ;

— Secteur public : 40 %.

(Le « Z » étant moins remboursé dans le public que dans le privé, sur 3,1 milliards de francs payés par les malades, 2,3 milliards concernent le privé et 0,8 milliard seulement le public.)

Dans le secteur privé, 74,6 % des « Z » sont produits par des électro-radiologistes, les 25,4 % restants étant par les dentistes (8,3 %), les gastro-entérologues (5,7 %), les cardiologues (1,7 %), les rhumatologues (1,2 %), les pneumologues (2,4 %), les autres spécialistes et généralistes (9,2 %).

La consommation radiologique varie :

— SELON L'ÂGE : la tranche d'âge qui consomme le plus est celle des personnes de cinquante à soixante ans (une séance tous les deux ans) ; elle représente 9 % de la population et 28 % des examens ;

— SELON LE SEXE : les femmes consomment 28 % d'actes radiologiques de plus que les hommes, mais on sait par ailleurs qu'elles reçoivent de façon globale plus de soins ambulatoires et sont moins souvent

hospitalisées (exception faite des mastectomies) ;

— SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE : ce sont les ressortissants au régime agricole qui consomment le moins, et les salariés du régime général le plus ;

— SELON LES REGIONS : la consommation radiologique nationale moyenne calculée en « Z » est de 3,53. Quatre régions sur 21 seulement dépassent cette moyenne : Franche-Comté d'Alsace, 4,67 ; région parisienne, 4,25 ; Midi-Pyrénées, 3,23 ; Languedoc-Roussillon, 3,21. La département le plus fort consommateur est celui des Bouches-du-Rhône (17), le plus faible étant celui des Vosges (3,7) ; l'écart maximum entre les départements (1 à 2,5 en 1975) semble être en voie de réduction.

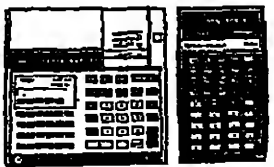
À la fin, la consommation radiologique présente, de 1953 à

1975, calquée en volume par personne, un taux d'accroissement nettement supérieur à l'ensemble des soins médicaux (8,3 pour la radiologie, contre 6,9 pour l'ensemble), venant juste derrière les analyses de laboratoires (12,1).

Selon Mme Simone Sander et M. Robert Faure (division d'économie médicale, du CREDOC), qui présentent ces chiffres aux Journées de radiologie, un facteur fondamental de cet accroissement réside dans l'industrialisation technique des matériels, qui présentent maintenant à la fois une beaucoup plus grande facilité d'emploi et une meilleure sécurité à l'égard de la pollution radiative.

Seule l'étude de l'évolution du pare radiologique pourrait permettre d'établir une liaison précise entre la consommation et la production, mais il faudrait pour cela que soit recensé le pare radiologique et que les informations concernant leur évolution ne demeurent pas confidentielles. — M. A.-R.

(Publicité)  
**Texas-Inst. ou Hewlett-Packard?**



Rockwell, Commodore ou ?

**Duriez sait**

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique éméché de vous tromper pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excitantes (log., expo., racines, Nombres, puissance, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup>, 13<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup>, 22<sup>ème</sup>, 23<sup>ème</sup>, 24<sup>ème</sup>, 25<sup>ème</sup>, 26<sup>ème</sup>, 27<sup>ème</sup>, 28<sup>ème</sup>, 29<sup>ème</sup>, 30<sup>ème</sup>, 31<sup>ème</sup>, 32<sup>ème</sup>, 33<sup>ème</sup>, 34<sup>ème</sup>, 35<sup>ème</sup>, 36<sup>ème</sup>, 37<sup>ème</sup>, 38<sup>ème</sup>, 39<sup>ème</sup>, 40<sup>ème</sup>, 41<sup>ème</sup>, 42<sup>ème</sup>, 43<sup>ème</sup>, 44<sup>ème</sup>, 45<sup>ème</sup>, 46<sup>ème</sup>, 47<sup>ème</sup>, 48<sup>ème</sup>, 49<sup>ème</sup>, 50<sup>ème</sup>, 51<sup>ème</sup>, 52<sup>ème</sup>, 53<sup>ème</sup>, 54<sup>ème</sup>, 55<sup>ème</sup>, 56<sup>ème</sup>, 57<sup>ème</sup>, 58<sup>ème</sup>, 59<sup>ème</sup>, 60<sup>ème</sup>, 61<sup>ème</sup>, 62<sup>ème</sup>, 63<sup>ème</sup>, 64<sup>ème</sup>, 65<sup>ème</sup>, 66<sup>ème</sup>, 67<sup>ème</sup>, 68<sup>ème</sup>, 69<sup>ème</sup>, 70<sup>ème</sup>, 71<sup>ème</sup>, 72<sup>ème</sup>, 73<sup>ème</sup>, 74<sup>ème</sup>, 75<sup>ème</sup>, 76<sup>ème</sup>, 77<sup>ème</sup>, 78<sup>ème</sup>, 79<sup>ème</sup>, 80<sup>ème</sup>, 81<sup>ème</sup>, 82<sup>ème</sup>, 83<sup>ème</sup>, 84<sup>ème</sup>, 85<sup>ème</sup>, 86<sup>ème</sup>, 87<sup>ème</sup>, 88<sup>ème</sup>, 89<sup>ème</sup>, 90<sup>ème</sup>, 91<sup>ème</sup>, 92<sup>ème</sup>, 93<sup>ème</sup>, 94<sup>ème</sup>, 95<sup>ème</sup>, 96<sup>ème</sup>, 97<sup>ème</sup>, 98<sup>ème</sup>, 99<sup>ème</sup>, 100<sup>ème</sup>).

(Publicité)  
**MÉDECINS-CONSEILS DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE**  
Temps plein - Sécurité d'emploi - Retraite des cadres de la Mutualité sociale agricole

Concours sur épreuves le 12 janvier 1977, ouvert à tous médecins âgés de moins de 50 ans.

Adresser les candidatures avant le 10 décembre 1976 au Ministère de l'Agriculture - Direction des Affaires Sociales - Bureau DAS 12 - 78, rue de Valenciennes, 75000 PARIS.

Pour tous renseignements complémentaires, se mettre en rapport avec l'Union des Chèques Agricoles de la Mutualité Agricole - Département Médical - 8-10, rue d'Alsace, 75000 PARIS CEDEX 02.



## Bien-être et risques de l'anesthésie

**L'**INCULPATION, le vendredi 5 novembre, de trois personnes médicales connues — dont le professeur Lortal-Jacob — à la suite du décès post-opératoire d'un jeune homme de vingt-quatre ans, et la condamnation le 10 novembre (par le tribunal de grande instance de Nantes) d'un chirurgien non moins connu après la mort d'une jeune fille de vingt et un ans, attirent l'attention sur les problèmes liés à la sécurité des malades durant la période qui suit une intervention chirurgicale, soit-elle bénigne (« le Monde » des 7, 8, 10 et 12 novembre).

Dans les deux cas ainsi portés à la connaissance du public, des techniques dites « d'anesthésie locale avec prémédication » ont été utilisées.

Le docteur Gérard Bras, anesthésiste réanimateur, montre ici que ces techniques exigent une surveillance post-opératoire aussi attentive que celles relevant de l'anesthésie dite générale.

Les précautions apportées lors du jugement de Nantes, et dont notre correspondant rend compte

par ailleurs, confirment l'existence d'un important problème de santé publique qui concerne à la fois les normes de sécurité dans les hôpitaux publics et privés, la formation des chirurgiens et les limites de leur responsabilité, la fonction des anesthésiologistes dont le rôle a été trop longtemps minimisé et dont les techniques d'anesthésie dite locale permettent malheureusement de se passer.

Les progrès considérables de la lutte contre la douleur ont apporté au patient un incomparable bien-être. Une médecine dénuée de tout risque, un progrès ne comportant aucun revers, relèvent de l'utopie, et la multiplication insensée des procès intentés au corps médical n'a pas servi la cause de la médecine d'outre-Atlantique. Néanmoins, un effort entrepris par la collectivité tout entière pour réduire les risques liés à ces progrès peut et doit être exigé, et il importe que chacun, public compris, y participe.

Dr E. L.

## LE TROMPE-L'ŒIL DES ANESTHÉSIES LOCALES

**L'**ANESTHÉSIE est l'ensemble des techniques destinées à assurer le confort du malade et celui du chirurgien pendant la durée d'une intervention chirurgicale. Cette intervention est une agression comparable dans ses conséquences à une blessure dont l'importance varierait d'un simple coup à une fracture ouverte. Que faut-il au chirurgien ? Un patient immobile, ne saignant pas trop et ne risquant pas de subir un accident vital. Que faut-il pour le malade ? La survie et l'absence de traumatisme psychique.

La solution de ces deux types de desiderata est la même et les études modernes sur l'anesthésie ont conduit à en distinguer quatre grandes composantes.

La narcose : c'est-à-dire l'inconscience qui supprime le traumatisme psychique.

La relaxation musculaire, qui, annihilant le tonus musculaire, élimine la poussée abdominale et les mouvements.

L'analgesie, qui empêche l'intégration de la douleur dans les centres nerveux supérieurs (conscience) et inférieurs (inconscience et réflexes).

La protection neuro-végétative, qui annule les conséquences sur l'équilibre vital de l'apparition de la douleur dans les centres nerveux.

### Conscience et survie

Dans le cas de l'anesthésie locale on ne fait pas perdre au sujet sa capacité de mémoire et de prise de conscience ; dans l'anesthésie générale on le lui supprime. Mais tout le reste demeure similaire : c'est-à-dire la lutte contre le choc opératoire et les perturbations vasculaires qu'il peut entraîner par la sécrétion de noradrénaline.

On voit que cette distinction anesthésie générale-anesthésie locale finit par ne porter que sur un détail sans intérêt dans la qualité de l'acte prodigé.

Pourtant, on pense que, tant que la conscience existe, le malade est capable de se maîtriser, en particulier, s'il vomit, de fermer sa glotte, de faire des réflexes et d'éviter la dramatique inondation bronchique par les aliments et le liquide gastrique. Il s'agit là d'une illusion — que conservent bon nombre d'opérateurs contemporains. On peut être conscient, capable de parler, et ne plus pouvoir assurer sa survie.

En particulier, si les centres respiratoires d'un sujet normal réagissent par une augmentation de leur fonction à la baisse de l'oxygène sanguin ou à l'augmentation du gaz carbonique, ceux d'un patient qui a reçu les produits nécessaires à l'anesthésie locale ou générale réagissent par une lente diminution de leur efficacité.

Il s'agit de former le cercle vicieux : asphyxie, baisse de la respiration, asphyxie supplémentaire. Pour ces centres la baisse de l'oxygène sanguin et l'augmentation du gaz carbonique, loin d'être des stimulants sont devenus des toxiques, qui ajoutent à l'effet dépressur des substances injectées.

Pour toute intervention un peu importante de nos jours l'opérateur réclame le confort. Lorsqu'une anesthésie locale est prévue, on dispose de deux techniques pour le lui donner.

Soit la prémédication, c'est-à-dire l'injection intramusculaire de produits neuroleptiques qui bloquent les réflexes adaptatifs, et de produits analgésiques dérivés de la morphine, qui bloquent la douleur avant son arrivée aux centres nerveux.

La deuxième technique est la sédation lente intra-veineuse, pendant l'intervention, des mêmes produits. Cette dernière méthode prend alors le nom de neuroleptanalgesie.

Il est clair que les risques sont les mêmes dans les deux cas et très superposables à ceux de

l'anesthésie avec perte de conscience qualifiée de générale.

Or, si on peut se contenter pour suturer un doigt de quelques centimètres cubes d'un anesthésique injecté localement en faisant appel à la raison du blessé pour qu'il reste immobile et silencieux pendant quelques minutes, il n'est pas plus de même pour élever une paire d'amygdales (ce qui, dans des cas extrêmes, peut demander une heure) ou pour remodeler un nez ou une paire d'oreilles, ce qui peut exiger entre une et trois heures d'immobilité sur une table d'opération.

### Infiltrations et prémédications

Le chirurgien va demander une neuroleptanalgesie ou une prémédication massive, et il n'aura dès lors que l'illusion d'une anesthésie purement locale. Il n'est qu'il entreprendra en infiltrant le champ opératoire à l'aide d'un agent anesthésique local destiné soit à alder l'analgésie soit plus simplement à gonfler les plans anatomiques pour faciliter leur dissection. L'anesthésie locale n'est plus qu'un trompe-l'œil.

D'autant que les agents qu'elle utilise ajoutent leurs risques propres : accidents allergiques, troubles du rythme cardiaque, crises d'épilepsie, dont la fréquence croît très rapidement avec la dose totale injectée. Cette dose est bien entendu proportionnelle au nombre de régions abordées : une oreille, deux oreilles, deux oreilles et un nez, etc.

Les risques sont d'autant plus importants que les effets secondaires des drogues de prémédication sont le plus souvent ignorés des opérateurs.

L'élimination de ces drogues est purement rénale et les reins ne fonctionnent que si la tension artérielle est supérieure à 7 centimètres de mercure ; or, ces drogues effondrent la tension par dilatation de vaisseaux sanguins

normalement contractés. C'est un peu l'analogie d'une pompe qui déborderait sur une lance d'arrosage assurant une pression d'une atmosphère dans les tuyaux. Si on branche dix lances d'arrosage, la pression restante sera très faible et le débit dans chacune presque nul. Le débit rénal est celui d'une des lances.

Un opéré en fin de neuroleptanalgesie peut être parfaitement calme, parfaitement conscient tout en ne sécrétant aucune urine et donc en n'éliminant pas ses drogues. Si bien que plusieurs heures après l'intervention on le croit de tout danger quand il est encore sous l'effet des dépresseurs respiratoires et tensionnels qu'il a reçus.

Une mention spéciale doit être accordée aux malades traités de façon chronique par la cortisone, les anti-dépresseurs ou les anti-hypertenseurs. En effet, il s'agit là de médicaments diminuant la résistance de l'organisme aux chutes de tension. Dans ces cas les risques encourus sont encore augmentés.

Bref, ces techniques, dites locales, sont des anesthésies générales déguisées, d'autant plus dangereuses qu'elles sont menées en l'absence de tout anesthésiste responsable, avec la certitude d'une sécurité totale, par un personnel souvent mal informé de leurs dangers réels. Paradoxalement, si la dose administrée a été importante, c'est la voie intramusculaire qui comporte les risques les moins contrôlables, car la vitesse de résorption des produits n'est pas directement appréciable.

À l'inverse de la voie intraveineuse, les anesthésies locales nécessitent donc, comme les anesthésies générales classiques, une surveillance attentive du réveil, en particulier de la diurèse (volume urinaire), du niveau de conscience, de la fréquence respiratoire et de la tension artérielle.

Docteur GÉRARD BRAS, anesthésiste réanimateur, Marly-le-Roi.

## « Ces malades qui nous gouvernent »

(Suite de la page 15.)

Ignorance motivée certes par le silence qu'ont observé les médecins traitants, qu'ils observent toujours, et qui les livrent dès lors sans défense possible à toutes les diffamations.

Le « contrat de soin » que passe un patient, quel qu'il soit, avec son ou ses médecins repose essentiellement sur la confiance. Il en résulte une obligation de discrétion à laquelle les tribunaux français sont, fort heureusement, restés rigoureusement attachés. Le malade, et lui seul, se trouve exclure d'un silence que la mort ne peut lever et qui est, depuis vingt-cinq siècles, l'un des ultimes remparts de la protection individuelle.

Si l'on peut souhaiter, dans des circonstances où les responsabilités sont assurées par un malade mis en jeu, un certain nombre de réformes, qu'il s'agisse de la notion du bien commun soit plus largement prise en considération par la législation et par la déontologie, il apparaît d'urgence que cette évolution se fasse au détriment du respect et de la dignité de la personne humaine.

### La dignité individuelle

Or le secret médical est bien le dernier rempart de cette dignité individuelle, et l'histoire, celle de toujours et celle qui raconte, ou interprète Accoce et Remblanc, montre bien les dangers d'interprétations plus ou moins fondées, plus ou moins subjectives, concernant tant des diagnostics souvent incertains que la référence à une « norme » physique ou psychique fondée autant sur la mouvance scientifique que sur des critères inéquitables de tolérance ou de conformisme.

Il n'en reste pas moins que les implications que peuvent avoir de nos jours certaines infirmités physiques ou psychiques, voire certains traitements, dans l'exercice du pouvoir politique soulèvent un très grave problème qui n'a, jusqu'à présent, suscité en France aucune réaction particulière.

mental, aucun projet de loi, aucun débat réel.

Pas même des suggestions sur une vérification périodique d'aptitudes, qui s'imposeraient cependant au même titre que pour les responsables de l'enseignement, pour ceux de l'armée, ou pour les pilotes d'avion.

Une telle vérification doit relever non des médecins traitants, tenus au « contrat de confiance », mais de praticiens désignés à cette fin, comme c'est d'ailleurs le cas pour les professions sommières à ce contraindre.

La « drogue du pouvoir », la puissance de son attrait, l'impossibilité d'exercer vis-à-vis de soi-même un jugement sérieux permettant d'y renoncer lorsque viennent les délabrements de l'âge ou ceux de la maladie, tout cela qu'il faut de manière frappante ce livre, même au prix d'un certain nombre de réformes, et d'erreurs, semble appeler l'instauration de mesures de cet ordre, fussent-elles imparfaites et soumises au principe d'incertitude et de relativité qui frappe tant de diagnostics médicaux.

L'élément essentiel qu'apportent les sinistres récits de l'ouvrage n'est, cependant, pas le fait strictement médical ; les trois quarts des délabrements évoqués relèvent en effet non de la maladie mais du vieillissement. Quelle qu'ait été l'exceptionnelle vigueur ou longévité d'hommes comme Churchill, Salazar, Franco, Adenauer, de Gaulle, Fie XII ou Mao Tse-tung, la sénescence (baptisée un peu rapidement « maladie d'Alzheimer ») faisait chez eux son œuvre inéluctable, comme elle la fait chez tous ceux que frappe, pour ce motif et à tous les postes de responsabilité, l'utile coupeur de la retraite.

Le vrai problème que posent les gouvernements est celui de la gérontocratie, et il n'appartient pas aux médecins mais au législateur de le résoudre au plus vite au nom du bien commun.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

\* Editions Stock, 387 p., 42 F.

## « Le cancer aujourd'hui »

**L'**A raison d'être du livre que le professeur Israël consacre au cancer est, dit-il dans son avant-propos, « d'expliquer et de contraindre à réduire le désastre qui existe entre la France et les autres pays développés ». Mais la chimiothérapie n'est pas, loin de là, la seule arme perfectionnée dont disposent les oncologues et c'est l'application d'une radiothérapie spécifique et appropriée qui a bouleversé le pronostic des cancers de la prostate.

Le professeur Israël rejoint donc les conclusions américaines, et il a raison d'attirer l'attention, par un plaidoyer enthousiaste, symptomatique, mais excessif, sur le besoin international de diffusion des connaissances et de perfectionnement continu des médecins. Mais, emporté par sa flamme, il a le tort de présenter, de cette chimiothérapie à laquelle il s'est attaché fructueusement, une vision idyllique qui ne saurait correspondre aux réalités.

### Rigueur et franchise

Dans un ouvrage remarquable, destiné aux médecins, et qui paraît cette semaine, le professeur Georges Mathé évoque les espoirs que soulève cette fameuse chimiothérapie, mais aussi les déceptions qu'elle a suscitées en raison de son « coût toxique », des résistances qu'il oppose aux « dernières cellules cancéreuses », de son inutilité pour les tumeurs volumineuses et de son efficacité maladroite. « Trop de patients cancéreux, écrit-il, meurent des complications de la chimiothérapie et non de leur tumeur ».

Le temps où les patients pouvaient être traités comme des défilés mentaux est révolu ; la rigueur et la franchise seront à leur égard, les meilleurs garants de la collaboration qu'appellent les traitements au long cours.

Les plus grands progrès enregistrés, ces dernières années par la chimiothérapie sont dus à des essais rigoureux et à la plus grande rigueur, comme le souligne d'ailleurs le professeur Mathé.

Dr E. L.

\* Le cancer aujourd'hui, par le Pr Lucien Israël. Edit. Grasset, 336 p., 42 F.

\* Pour les médecins : Chimiothérapie à l'usage du praticien ou de l'étudiant, par G. Mathé et Albert Cattan. 256 pages, 100 F.

\* Immunothérapie active des cancers, immunoprotection et immunosuppression, par Georges Mathé. Expansion scientifique, 100 F.

## AU TRIBUNAL DE NANTES

### Le chirurgien et lui seul ?

**L'**E chirurgien qui pratique lui-même l'anesthésie locale sur son patient est responsable personnellement de ce dernier jusqu'au moment où disparaissent tous les effets de l'anesthésie, c'est-à-dire jusqu'à la reprise de la pleine et normale conscience de toutes les facultés physiques avec l'entière conscience de ce retour à la normale. C'est ce qu'a affirmé le tribunal de grande instance de Nantes en condamnant, pour homicide involontaire, le docteur Paul Tessier, de Paris, à huit mois de prison avec sursis, 79 000 F de dommages et intérêts (« le Monde » du 13 novembre).

Le 14 octobre 1972, le docteur Tessier, chirurgien plasticien de renommée internationale, avait opéré à la clinique appartenant au docteur Sourdis, à Nantes, Mlle Anne-Marie Poirier, vingt et un ans, originaire de Cholet, d'une déformation de la cloison nasale et d'une plaie esthétique des oreilles. La jeune fille était entrée le 12 octobre à la clinique et le docteur Tessier pratiquait cette intervention sans contrat préalable avec cet établissement, qui mettait ses locaux à sa disposition. L'opération y étant hospitalisée.

L'opération, initialement prévue le 13 au soir, fut repoussée au dernier moment, en raison de l'heure tardive, alors que la jeune fille avait reçu l'après-midi la prémédication nécessaire et qu'elle avait déjà été conduite en salle d'opération. Une nouvelle prémédication lui est administrée le 14 au matin, puis l'intervention sous-anesthésie locale est pratiquée par le docteur Tessier. A 10 heures, la patiente, qui a répondu aux questions rituelles du chirurgien, est confiée aux infirmières qui la ramènent dans sa chambre où se trouvent deux autres malades. Vers 11 heures, une fille de salle la découvre inanimée et donne l'alerte.

Le médecin anesthésiste de la clinique, qui assistait à l'intervention, et le docteur Tessier tentent vainement la réanimation. A midi, la jeune fille est transférée au service de réanimation du centre hospitalier universitaire, en état de déshydratation. Le 21 octobre, elle n'y avait toujours pas repris connaissance et son décès était enregistré. Selon les camarades de chambre de la jeune opérée, aucune visite n'a été effectuée à son chevet entre le moment où elle a été ramenée du bloc opératoire et celui où l'alerte a été donnée, une heure après, par la fille de salle. Le directeur de la clinique prétend au contraire qu'il y en a eu deux ou trois, mais il n'a pu le prouver, le cahier de soins ayant mystérieusement disparu.

### Qui doit surveiller les malades ?

Dans les faits, il apparaît, a souligné le tribunal, qu'aucune surveillance valable n'a été exercée. Le directeur de la clinique avait affirmé à l'audience : « Le personnel est aux ordres du chirurgien qui opère. Sans ses ordres il n'y a pas de surveillance ». Notant au passage qu'il paraît exister « pour le moins un défaut d'organisation dans le service de la clinique du docteur Sourdis », le tribunal a affirmé que c'est le défaut de surveillance post-opératoire qui a été cause de la mort.

Et il n'a pas retenu les explications du Dr Tessier qui soutenait que, n'étant pas l'auteur de ce manque de surveillance, il n'avait pas commis de faute pénale et ne pouvait en être tenu comme responsable. Le docteur Tessier avait en effet fait valoir que sa responsabilité prenait fin

dès l'instant où le malade quittait le bloc opératoire, un transfert de responsabilité intervenant alors du chirurgien au milieu hospitalier qui reçoit l'opéré. Et il affirmait que si faute de sa part il y avait, elle ne pouvait être reprochée que dans sa décision de renvoyer l'opéré dans sa chambre. Dans le cas présent, il invoquait la légitimité de sa décision, l'opéré ayant répondu normalement aux questions posées.

Le tribunal de Nantes a refusé cette argumentation. Pour lui, le docteur Tessier n'a pas agi seulement en qualité de chirurgien mais également d'anesthésiste puisqu'il a lui-même pratiqué une anesthésie locale, ce qui implique qu'il était donc responsable non seulement de l'opération elle-même mais de l'anesthésie, et pour cette dernière « jusqu'au moment où disparaissent tous ses effets et où la jeune opérée reprend le plein et normal exercice de toutes les facultés physiques ou l'entière conscience de retour à la normale » ; que son rôle ne s'arrêtait donc pas à la porte franchie de la salle d'opération mais continuait pour un temps jusque dans la chambre de l'opéré jusqu'à ce qu'une sécurité totale soit trouvée.

Considérant que le chirurgien ne peut agir constamment « en personne » pour effectuer cette surveillance de chevet, le tribunal a rappelé qu'il dispose pour rassurer, sous sa responsabilité, du personnel hospitalier que la clinique met à sa disposition et dont il devient le commettant occasionnel le temps de cette surveillance.

La peine d'emprisonnement avec sursis est annulée, compte tenu de la date des faits.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
TOURAVENTURE

DÉPART PARIS

MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
DAKAR	1 700 F
ABIDJAN	1 945 F
BANGKOK	2 050 F
RIO	2 800 F

ALLER-RETOUR  
VOIS A DATES FIXES

Ski de fond en Norvège  
A PARTIR DE  
1 150 F  
UNE SEMAINE TOUT COMPRIS  
A LILLEHAMMER

BON A DÉCOUPER ET À ENVOYER  
A NOUVELLES FRONTIÈRES  
66, Bd Saint-Michel - 75006 PARIS  
Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM .....  
RUE .....  
VILLE .....  
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

سكنا في الراحل



ET POUVOIR POLITIQUE

POINT DE VUE

# Des liaisons incertaines, une science aléatoire

De nombreuses études ont été faites sur les maladies des grands de ce monde, anciens et modernes, et, périodiquement, on fait frémir les nations au récit des épreuves qu'elles ont subies à cause du mauvais état de santé de leurs dirigeants. Les narrations laissent supposer que l'histoire eût été différente si le prince eût été vigoureux, et de ces leçons on tire des conclusions pratiques empêchant le retour de si tristes circonstances, comme si le bonheur des peuples reposait sur la santé de leurs rois. Ces interprétations et ces perspectives méritent d'être examinées d'un oeil médical.

Devant les anecdotes lugubres, sanglantes ou défilantes mises au compte du dirigeant malade, on ne peut qu'être frappé par la patience avec laquelle le peuple, parfois bien informé, a supporté pendant des années cette déchéance. La passivité peut s'expliquer par la résignation devant la fatalité de la maladie qui nous atteint tous un jour, le respect du père, le souci de ne pas changer d'idole. Il faut aussi tenir compte de l'admiration (spontanée ou entretenue) envers le chef puisqu'il est le chef, et l'on en juge par quelques titres qu'on lui décernait récemment dans certains pays : le Rédempteur, le Bienfaiteur, le Grand Timonier, le Génial Père des peuples, etc. La nation non seulement accepte l'extravagance du chef, mais elle y participe : faut-il le soigner en son entier ?

L'attitude de l'entourage du prince est plus facile à comprendre. Familiers ou politiques ne sont pas toujours lucides. Quand ils le sont, ils ne voient pas forcément la gravité réelle du mal ni ses inconvénients pour le pays. Ils ont peur du vide, ou ils obéissent à la consigne du silence qui leur est imposée, ou ils ne veulent pas perdre les avantages que leur vaut la situation présente. Mais c'est aussi dans l'entourage des malades que naissent les conspirations : la mise sous tutelle, le détournement, l'assassinat des princes

funestes, ont rarement résulté de vastes exaspérations populaires, plus souvent des complots de quelques personnes intéressées.

Le comportement du gouvernement atteint dans sa personne est beaucoup plus facile à comprendre, mais, médicalement, plusieurs cas doivent être distingués.

Les maladies du corps ont toutes une répercussion psychique, qui varie selon le tempérament du sujet, l'organe malade et l'infirmité qui en découle, le caractère plus ou moins douloureux de l'affection, etc. Le responsable d'un pays ne cesse pas d'être homme, et n'est pas forcément lucide sur son propre état. Encore faut-il qu'il ait été avisé de l'affection dont il est atteint, surtout si elle est mortelle ; la vérité lui est due car s'il n'est pas capable de l'assumer, il ne l'est pas de gérer la vie de ses concitoyens. En tout cas, un homme atteint dans sa chair n'a plus la même clarté d'esprit et ne voit plus l'avenir comme auparavant.

Les maladies psychiatriques des princes sont encore plus inquiétantes pour les sujets, car l'altération du jugement, l'impossibilité ou le caprice des décisions en cas de crise, l'incohérence du comportement, peuvent mener un peuple à la ruine.

La vieillesse n'est pas une maladie en soi, et ses méfaits s'observent à des âges variables ; on connaît des quinquagénaires séniles, et de grands vieillards d'une remarquable alacrité d'esprit. Mais un homme âgé ne voit ni le présent ni l'avenir du même oeil qu'un citoyen plus jeune ; peu à peu, les perspectives d'ensemble lui échappent alors que les détails irritants prennent une importance démesurée. Dans sa mémoire, les faits récents s'estompent au profit des lointains. En outre, il ne se voit pas vieillir, et même sans adopter un rôle messianique, il se considère indispensable au pays. Il a toujours des tâches à terminer, il n'a pas encore de successeur, à son départ prématuré succéderait le chaos, etc. Ces traits de caractère propres aux

par le professeur JEAN-CHARLES SOURNIA (\*)

viellards s'observent partout dans la vie courante.

Si l'on en croit ces portraits, un individu serait donc incapable d'exercer des responsabilités s'il est le moins du monde atteint dans sa chair ou dans son esprit, ou s'il est vieux. Il serait urgent de parer à ces éventualités !

## La médecine guidant la démocratie ?

La solution la plus simple consisterait à fixer une limite à l'exercice des fonctions importantes : on éviterait ainsi les méfaits de la sénilité cérébrale. Mais tous les vieillards ne sont pas gâteux. Chacun de nous en connaît qui sont d'excellents meneurs d'hommes et des gestionnaires prévoyants. Clemenceau et Churchill ont été des chefs efficaces pour leur pays en guerre malgré leur grand âge. En fixant une limite d'âge forcément arbitraire, on risque de se priver d'hommes utiles ; d'ailleurs, les électeurs ne semblent pas avoir de répugnance profonde pour la sénilité, puisque, dans les dernières élections, des peuples avisés ont appelé ou maintenu à leur tête des septuagénaires ou des octogénaires.

Une autre proposition voudrait confier à la médecine la sélection et la surveillance des gouvernants. Avant l'entrée en fonctions, et ensuite à intervalles réguliers, ils seraient soumis à des examens qui les déclareraient aptes ou inaptes aux fonctions. Voyons d'un peu plus près le fonctionnement de l'institution.

Dans notre pays démocratique, où la présidence est due à l'élection, l'examen devrait avoir lieu avant elle, c'est-à-dire que tous les candidats seraient examinés. Mais la même règle devrait s'appliquer au choix du premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, qui suppléent, en cas de besoin, le président de la République, ainsi qu'aux grands commis chargés des

rouages de l'Etat, aux chefs des armées, etc.

L'examen médical comporterait des données physiques, mais on peut satisfaire tous les tests possibles et mourir le lendemain, toutes les maladies n'affectent pas également l'intelligence, et une constitution athlétique ne prouve pas l'aptitude aux affaires ; quels diagnostics ou quels degrés de la maladie décideraient de l'incapacité ? Car les maladies ne sont pas tous perturbées ni incapacitantes. Quant à l'examen psychiatrique, où passera la frontière entre le simple travers caractériel, l'ambition légitime qui entraîne les réussites de carrière, les différents degrés de paranoïa, la névrose que l'on peut déceler en chacun de nous, l'inquiétude, qui peut devenir dépression grave ? Les psychiatres ont fait jusqu'ici trop peu d'efforts pour rendre objective leur discipline, leurs expertises judiciaires font trop la preuve de leurs louables incertitudes pour qu'on leur confie un verdict national !

Enfin, comment seront choisis ce ou ces médecins investis du pouvoir de destination ? Leur nombre ne garantira pas leur compétence : ils étaient cinq à laisser mourir Gambetta d'une banale appendicite aiguë qu'une intervention aurait guérie. Et personne ne pourra davantage garantir leur impartialité, quelle que soit l'autorité qui les aura désignés : certes, dans l'exercice habituel de sa profession, le médecin oublie ses croyances religieuses et politiques, sa nation, sa race, mais agira-t-il toujours ainsi quand l'avenir d'une nation sera lié à sa décision ? On peut imaginer un coup d'Etat par médecin interposé !

Une très large information du peuple sur l'état de santé du prince, même si leurs destins sont associés, ne résoudra pas ces incertitudes. Le secret total est inepte : la récente et douloureuse aventure de la France en est la preuve, puisqu'elle avait son président malade depuis plusieurs

années, et qu'on lui a appris en quelques jours les diagnostics dérisoires de grippe et d'hémorroïdes, puis la mort ; ce fut incohérent et sinistre. Informer le public au jour le jour des maux des princes serait aussi ridicule ; les supputations, les pronostics, les combinaisons, les paniques iraient bon train et nuiraient à l'efficacité du chef et à la marche des institutions. Aussi longtemps qu'il est le patron, il doit tout savoir de son état, en tirer toutes les conséquences et dire à la nation ce qu'il juge opportun.

## Ne médicalisons pas la politique

Finalement, les liaisons que l'on a voulu établir entre les infortunes des peuples et les maladies de leurs

gouvernants sont intellectuellement intéressantes, mais incertaines. L'histoire ne démontre pas que les princes réputés sains aient fait moins d'erreurs que les malades ou les vieillards.

L'appréciation catastrophique *a posteriori* de l'âge ou de la maladie occupant le trône n'est pas justifiée, car elle repose sur une distinction manichéenne et naïve de la santé et de la maladie, du bon sens et de la déraison que les médecins départagent difficilement, et elle attribue à la médecine une sûreté des diagnostics et des pronostics qu'elle n'a pas encore. La science médicale est trop aléatoire, les médecins sont trop humains pour qu'aux trois pouvoirs politiques chers à Montesquieu s'ajoute le pouvoir médical.

\* Médecin-conseil national à la Caisse nationale d'assurance-maladie.

**SAMARITAINE DE LUXE**

27 Boulevard des Capucines PARIS - Tél. 261.57.25

**MERCREDI 17 JEUDI 18 VENDREDI 19**

**SAMEDI 20 NOV.**

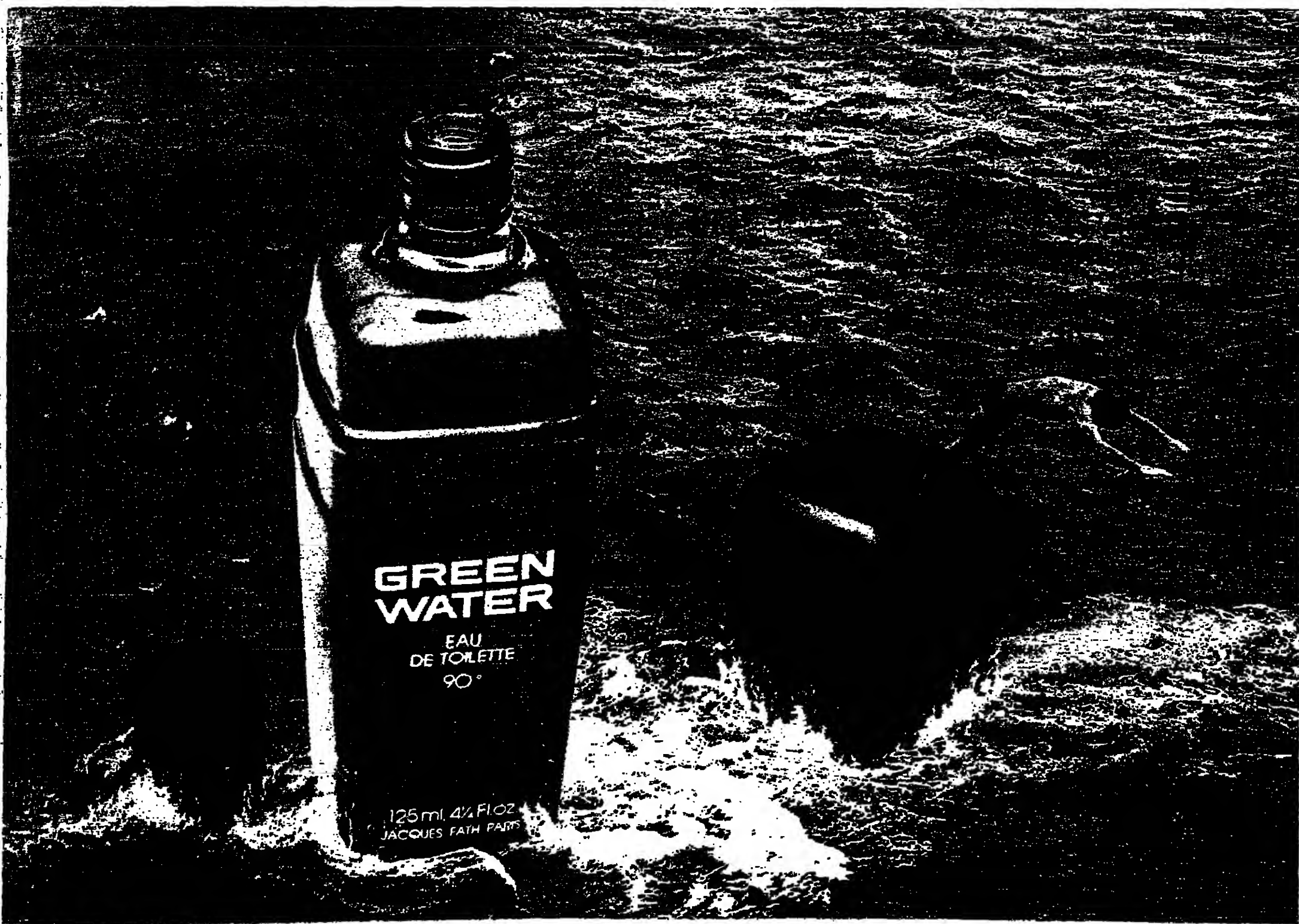
**4 JOURNÉES EXCEPTIONNELLES**

**SOLD ET OCCASIONS**

**DANS TOUS LES RAYONS**

Enfin, comment seront choisis ce ou ces médecins investis du pouvoir de destination ? Leur nombre ne garantira pas leur compétence : ils étaient cinq à laisser mourir Gambetta d'une banale appendicite aiguë qu'une intervention aurait guérie. Et personne ne pourra davantage garantir leur impartialité, quelle que soit l'autorité qui les aura désignés : certes, dans l'exercice habituel de sa profession, le médecin oublie ses croyances religieuses et politiques, sa nation, sa race, mais agira-t-il toujours ainsi quand l'avenir d'une nation sera lié à sa décision ? On peut imaginer un coup d'Etat par médecin interposé !

Une très large information du peuple sur l'état de santé du prince, même si leurs destins sont associés, ne résoudra pas ces incertitudes. Le secret total est inepte : la récente et douloureuse aventure de la France en est la preuve, puisqu'elle avait son président malade depuis plusieurs



Green Water, vif et vert comme un plongeur dans l'océan.

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, produits de toilette.

JACQUES FATH - PARIS



## RADIO-TÉLÉVISION

VU

### ENTRÉE DE CLOWNS

Nul, cette partie de ping-pong littéraire arbitré, lundi soir, par Philippe Bouvard. On le croyait débarrassé de ses tics, de ses manies : ragots, ruses, racontars. On pensait qu'en jetant de « l'huile sur le feu », c'est le titre de sa nouvelle émission, il serait capable de faire ériger des arguments, des idées contradictoires et d'alimenter les grands débats de ce temps. Cela a été parfois le cas d'ailleurs. Ainsi a-t-on discuté avec véhémence, à sa table, de la peine de mort et de la condition pénitentiaire. Ce n'était pas une entrée de cirque, bien sûr, c'était un face à face documenté. Les adversaires pouvaient dans leurs discours des chiffres, des faits de nature à éclairer le public.

Il y avait aussi beaucoup de choses à dire sur les prix littéraires, des choses dont on parle souvent dans la presse écrite, mais qu'on confie rarement au son-timbre de l'écran. C'était l'occasion de mettre les pieds dans le plat, pour une fois, et de les agiter un peu. Nous avons été un certain nombre, en effet, à

nous étonner en apprenant, dès samedi, par le journal d'Antenne 2, que tel éditeur, le Seuil, avait toutes les chances de remporter le Goncourt. Et l'on attendait de MM. Roger Peyrefitte et Jean-Edmond Haliez qu'ils ouvrent un peu nos lucarnes et nous donnent un aperçu sur ce qui se passe vraiment chez Drouant.

C'était trop espérer. Ils étaient tous deux d'accord pour condamner des pratiques évoquées en quelques mots vagues, rapides. Ce n'était donc pas sur ce terrain qu'allait se situer le duel attendu, mais sur la piste savoureuse réservée dans le rond du projecteur par M. Loyal au clown blanc et à l'Auguste de soirée.

« Vous avez écrit deux ou trois bons livres, il y a vingt-deux ans, et depuis plus rien », lançait M. Haliez à son partenaire, lequel chahutait d'en rire, un rire flûté, grêle et maniéré. Est-il indolent, le voisin grommelant, est-il insouciant ?

Emoustillé, le bon petit diable

lâchait tous ses pétards, du coup. Cela faisait des étincelles : fausse valeur que M. Peyrefitte, plus aucun talent. Il représentait avec M. Bouvard ce que le journalisme offre de plus banal. Allons, messieurs, soyons sérieux, soyons méchants », rétorquait le maître de céans, visiblement enchanté par le tour pétillant que prenait la conversation. Et d'accuser ce cher Jean-Edmond de cabotage et d'hypocrisie : il se penchait, la lame à l'œil, devant les caméras, sur la misère humaine et puis s'empres- sait de demander à la ronde s'il avait été bien.

Bien, hélas ! non, ils ne l'étaient ni les uns ni les autres. Ils étaient exécrables. Faussement réjouis ici, faussement indignés là, ils faisaient, pure ruse, leur numéro avant d'aller souper ensemble et boire, n'en doutons pas, à la santé des quelques centaines de milliers de gogos qui avaient suivi, match nul, ce combat de coqs sur fond de publicité personnelle et réclame.

CLAUDE SARRAUTE.

### Préavis de grève à T.D.F. et chez les artistes Un programme minimum pourrait être appliqué ce mardi

Un préavis de grève de vingt-quatre heures a été déposé par le syndicat C.F.D.T. de Télédiffusion de France pour s'opposer notamment au nouveau système de notations-classement du personnel.

En conséquence, le programme minimum suivant pourrait être diffusé à la télévision (des coupures risquant de perturber les émissions de la radio nationale) :

#### CHAÎNE I : TF 1

19 h. 20. Actualités régionales ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Film : « Quel des brumes » ; 22 h. Journal.

#### CHAÎNE II : A2

19 h. 20. Actualités régionales ; 19 h. 45. La caméra invisible ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Film : « Schéhérazade », de W. Reisch (1970), avec J.-P. Aumont, Y. de Carlo, Y. Arden et Ch. Kulman ; 22 h. 15. Journal.

#### CHAÎNE III : FR 3

Programme prévu.

Les artistes et interprètes travaillant pour la télévision (sociétés nationales, S.F.F. et productions indépendantes) seront en grève à partir du jeudi 18 novembre, pour six jours reconductibles, à l'appel du S.F.A. (C.G.T.) et de l'USDA (Union syndicale des artistes auto-

nomes). Ces syndicats souhaitent obtenir la signature d'une convention collective déterminant les conditions d'utilisation secondaire des travaux enregistrés (rediffusions et cassettes) et garantissant un volume minimum de production.

D'autre part, un arrêt de travail de vingt-quatre heures a eu lieu le lundi 15 novembre à la station de FR 3-Bretagne-Pays de Loire, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J. Ceux-ci protestent « contre les atteintes portées au droit de grève » : le 4 novembre dernier, en effet, la direction de Paris a décidé de diffuser sur l'ensemble de la région un magazine réalisé à Rennes alors que la station des Pays de Loire avait annoncé un programme minimum en raison d'un arrêt de travail des techniciens. Les syndicats dénoncent cette forme de réquisition qui, selon eux, vise à dissimuler les conflits du travail propres à chaque station.

### MARDI 16 NOVEMBRE

#### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Hommage à Jean Gabin, film : « Quel des brumes », de M. Carné (1938), avec J. Gabin, M. Morgan, M. Simon, P. Brasseur, R. Le Vigan. (N.)

22 h. 30. Musique : « Concerto pour violon en mi majeur », de J.-S. Bach, et « Concerto grosso opus 6 en ré mineur », de Corelli, par l'Orchestre national, dir. et sol. E. Krivine ; 23 h. Journal.

#### CHAÎNE II : A2

**Rasoir Philips Super 12**

20 h. 30. Les dossiers de l'écran... Film : « M. Smith au Sénat », de F. Capra (1939), avec

J. Stewart, J. Arthur, Cl. Rains, Ed. Arnold, G. Kilbee. (N.)

Vers 22 h. débat : La démocratie parlementaire (voir tribunes et débats) ; 23 h. 30. Journal.

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures (cycle Tarzan) : « Tarzan trouve un fils », de R. Thorpe (1938), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Sheffield, L. Hunter. (N.)

#### FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Dialogues franco-allemands : les relations franco-allemandes depuis 1945. Avec C. Schmidt et M. Schumann ; 21 h. 25. Musiques de notre temps ; 22 h. 30. Entretiens avec Raymond Queneau (7) ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec R. Flouit, mezzo-soprano ; « Symphonie en sol mineur » (Mozart) ; « Kinderliederteller » (Mahler) ; « Hyperprison » ; « Amériques » (Varèse) ;

### MERCREDI 17 NOVEMBRE

#### CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 et 11 h. Émissions pédagogiques ; 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi ; 20 h. 30. Téléfilm : Tous les jours de la vie, scén. F. Verry et M. Frydland, réalisation M. Frydland avec V. Silver, H. Virlojeux ; 22 h. Émission sociologique : Les sondages, de J. Mousseau, réal. B. Guillon ; 23 h. Journal.

#### CHAÎNE II : A2

13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Un film) ; 20 h. 30. Football : France-Eire ; 22 h. 15. Magazine d'actualité : C'est à dire (voir tribunes et débats) ; 23 h. 45. Magazine : Pour adultes, de F. Chalais (la torture) ;

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 18 : « Au bout du compte », de G. Chouhach, avec M. Garrel, R. Rochette ; 22 h. 20. Journal.

#### FRANCE-CULTURE

20 h. 30. La musique et les hommes : Musique et arts plastiques, avec F. Migrolo ; 22 h. 30. (R.) Entretiens avec Raymond Queneau (8) ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées... Orchestre national, dir. J. Loughran, avec le pianiste G. Giffman ; « Concerto n° 20 en ré mineur pour piano et orchestre » (Mozart), Symphonie n° 4 « Romantique » (Bruckner) ; 23 h. Pierre Mercure ; 0 h. 5. Musique néo-méditerranéenne ; 0 h. 30. Sardaigne.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### MARDI 16 NOVEMBRE

— M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sceaux, est l'un des invités du débat « Les problèmes des collectivités locales », sur Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— MM. Alain Poher, président du Sénat ; Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale ; Gaston Defferre (P.S.) ; Robert Ballanger (P.C.) ; Robert Boulet, ministre chargé des relations avec le Parlement, participent au débat des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, vers 22 heures (sous réserve).

#### MERCREDI 17 NOVEMBRE

— M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach sur France-Inter, à 13 heures.

— MM. Gérard Duruy (R.I.) et André Poulitoux (P.S.), candidats aux élections législatives partielles dans le Rhône, débattent sur Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

— M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire » qui repart à 6 heures. M. Moshe Dayan, ancien ministre de la défense israélienne, sur Antenne 2, à 23 h. 15.

## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES ET LE VII<sup>e</sup> PLAN

#### • NORD-PAS-DE-CALAIS : les élus demandent une « rallonge » de 35 %

De notre correspondant

Lille. — Le long débat ouvert dans le Nord-Pas-de-Calais à propos de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan a trouvé sa conclusion, le lundi 15 novembre, lors de la réunion plénière du conseil régional. Deux documents étaient présentés aux élus : d'une part, les propositions du préfet, M. André Chadeau, « plan cohérent et réaliste, dans le cadre d'un effort financier raisonnable » ; d'autre part, le rapport de la région, beaucoup plus ambitieux, établi à la suite des trois réunions d'arrondissement et des « états généraux ».

Alors que les propositions préfectorales sont globalement évaluées à 17 milliards 300 millions de francs (téléphone et logement exceptés), celles des élus atteignent près de 24 milliards de francs. La différence est de 35 % ! On a tout de même souligné que les documents n'étaient pas contradictoires mais complémentaires, les propositions du préfet étant reprises dans le plan voté par le conseil.

Pour M. Pierre Mauroy (P.S.), président du conseil régional : « La région est à la croisée des chemins. Il faut choisir ou bien la voie du déclin accentué, si le gouvernement ne fait rien ; ou bien la voie de la croissance, si elle semble de nous aider avec quelques mesures chichement réparties, ou bien la voie du redressement qui sera, de toute façon,

celle de l'effort et d'une contribution nationale exceptionnelle ». Les élus de gauche, qui ont voté le plan, affirment que les prévisions, établies en fonction des objectifs nationaux, ne peuvent en aucun cas répondre à la gravité de la crise qui secoue la région, et moins encore assurer le « rattrapage » des décennies passées. Les élus de la majorité présidentielle, la minoritaire, qui ont rejeté le rapport, pensent, au contraire, qu'il convient de poursuivre l'effort de conversion déjà amorcé, par exemple dans l'automobile.

Sur bien des chapitres cependant, on a constaté une convergence entre les analyses du préfet et celles des élus. On affirme, par exemple, des deux côtés, la nécessité de créer vingt mille emplois chaque année pour freiner l'exode des jeunes et des actifs. M. Chadeau, lui aussi, plaide pour faire comprendre à Paris que la crise n'est grave que parce que la région n'a pas eu de conséquences désastreuses si quelques remèdes n'y étaient parvenus d'urgence.

La résolution finale adressée au gouvernement : « une mise en voie du déclin accentué, si le gouvernement ne fait rien ; ou bien la voie de la croissance, si elle semble de nous aider avec quelques mesures chichement réparties, ou bien la voie du redressement qui sera, de toute façon,

GEORGES SUEUR.

#### • MIDI-PYRÉNÉES : le préfet juge « inacceptable » le plan du conseil régional

De notre correspondant régional

Toulouse. — A l'ouverture de la session du conseil régional de Midi-Pyrénées, un vit incident a opposé, le lundi 15 novembre, M. Tony Roche, préfet de région, à M. Alain Savary, président de l'assemblée régionale, député socialiste de la Haute-Garonne. Évoquant le plan de développement préparé par le conseil régional, et qui prévoit la création avant 1980 de cent mille emplois nouveaux, le préfet a déclaré :

« Ce plan s'écarte de nos règles et de notre rationalité. Il suppose comme remède à la difficile situation économique actuelle, l'insurrection en France d'un autre régime ». M. Tony Roche a ajouté qu'il considérait le plan de développement régional comme inacceptable car toutes les propositions du gouvernement sont systématiquement critiquées. « La création de cent mille emplois est une aberration », a-t-il affirmé.

M. Alain Savary a immédiatement rétorqué : « Le vocabulaire du préfet équivaut à une déclaration de guerre ». — L. P.

### A PROPOS DE...

Les résultats des élections législatives partielles

#### Les écologistes dans l'arène

Parmi les candidats aux sept élections législatives partielles qui viennent de se dérouler figuraient deux « écologistes ». L'un, M. Brice Lalonde, se présentant dans le cinquième arrondissement de Paris, a obtenu 1 510 voix et 6,57 % des suffrages ; l'autre, M. André Mautot, qui tentait sa chance dans les Yvelines, a obtenu 956 voix et 3,21 % des suffrages. Résultats modestes mais significatifs.

C'est désormais une habitude. Au lendemain de chaque scrutin, les écologistes, comme les partis traditionnels, font leur compte. Depuis trois ans, ils n'ont pas laissé passer une seule compétition électorale sans faire, au moins, acte de présence. Aux législatives de 1973, deux candidats seulement (dans l'Ain et le Haut-Rhin) s'étaient risqués dans l'arène, ils n'avaient pas été élus, loin de là. Lors des présidentielles de 1974, c'est l'agronome René Dumont qui porta les couleurs du mouvement. A la surprise générale, il obtint 337 000 voix. Enhardi par ce score, une vingtaine de candidats se sont mis sur les rangs pour les cantonales d'avril 1976. Ils n'ont pas réussi à se faire élire, mais, en ralliant de 5 à 25 % des suffrages, selon les cantons, ils ont devancé bien des notables traditionnels. Cette fois encore les candidats ne sont pas passés, mais ils arrivent l'un en quatrième position sur quinze candidats (à Paris), l'autre à la sixième place sur onze partants (dans les Yvelines).

Il semble donc que, chemin faisant, les thèmes de l'écologie politique trouvent une audience grandissante auprès des électeurs. Exiger une croissance radicalement différente, une gestion de nos ressources conforme aux lois de la nature, un respect absolu du cadre de vie et des milieux naturels ne passe plus pour tarabou. Le message écologique est entendu. La nouvelle société qu'il propose paraît de moins en moins utopique. Telle est la première leçon de ces scrutins successifs.

La seconde concerne les groupements, les comités, les associations qui soutiennent les candidats. Malgré leurs moyens dérisoires, ils sortent chaque fois un peu plus aguerris de ces campagnes harassantes. Non seulement ils se sont constitués, mais ils ont gagné en prestige. Leurs listes dans tous les arrondissements. Dans la région parisienne, les défenseurs de l'environnement figurent dans un grand nombre de listes. En Alsace, on compte deux à trois cents candidats au poste de conseiller municipal ; et des milliers d'autres à travers la France.

C'est bien sur le cadre de vie que se jouent, au moins, les municipales de 1977. En attendant les législatives de 1978.

seulement ils se sont constitués, mais ils ont gagné en prestige. Leurs listes dans tous les arrondissements. Dans la région parisienne, les défenseurs de l'environnement figurent dans un grand nombre de listes. En Alsace, on compte deux à trois cents candidats au poste de conseiller municipal ; et des milliers d'autres à travers la France.

C'est bien sur le cadre de vie que se jouent, au moins, les municipales de 1977. En attendant les législatives de 1978.

Le château de la Valouze, dont notre correspondant à Périgueux a annoncé la mise en vente (Le Monde du 14-15 novembre) a été construit à la fin du siècle dernier. Il a appartenu aux hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et il a subi de gros dommages pendant l'occupation allemande.

### TRANSPORTS

#### M. FOURCADE AUX ARMATEURS : achetez français.

« J'attends de l'armement qu'il fasse la démonstration pratique de sa solidarité avec la construction navale française », a déclaré, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, lundi 15 novembre, à Dunkerque, à l'occasion du baptême du Roussseau, troisième et dernier d'une série de cargos que la Compagnie générale maritime lance sur la ligne Nouvelle-Calédonie - Nouvelles-Hébrides.

« Le gouvernement », a indiqué M. Fourcade, a l'intention de porter la plus grande attention à la profonde communauté d'intérêt qui unit l'armement et la construction navale. « Les armements français ont toujours connu une très grande liberté de choix de leurs fournisseurs et je souhaite qu'ils la conservent ; car je ne crois pas qu'il soit de leur intérêt à long terme de n'avoir plus à choisir qu'entre les différents chantiers japonais, ou d'autres étrangers, sur lesquels, de toute façon, les pouvoirs publics français n'auraient jamais prise. » — (Corresp.)

#### « CONCORDE » AUX ÉTATS-UNIS : OUI JUSQU'EN SEPTEMBRE 1977

Concorde pourra continuer à desservir l'aéroport de Washington jusqu'en mois de septembre 1977, à titre d'essai, a décidé lundi 15 novembre la Cour suprême des États-Unis. La Cour a, en effet, refusé d'examiner un recours visant à faire annuler la décision du secrétaire d'État aux transports, M. William Coleman, qui avait autorisé ces vols, à partir du 24 mai dernier, pour une période probatoire de seize mois.

**Opel City**

SADRA  
1, rue du 1<sup>er</sup> Mai  
21, Les Glacis  
PALAISEAU, TEL. 92.05.78R.

**Essayez la location-couleur :**

**LOCATEL 758 12 00**

Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde  
5, r. des Halles  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

150 000 000



# Le Monde

une semaine avec

## L'AQUITAINE

### Un chômeur au prix d'un paysan ?

● L'agriculture, moteur du développement régional ? Les agriculteurs ont-ils les moyens, veulent-ils prendre le pari ?

L'ORS de la préparation du VI<sup>e</sup> Plan, l'Aquitaine a été mise, comme bien d'autres régions, sur une industrialisation rapide qui devait permettre de créer quelque cinquante mille emplois entre 1970 et 1975. Un pari perdu. La région a fait son examen de conscience. Du coup, elle redécouvre que son agriculture, ses paysans, ses champs, ses terres, ses forêts, constituent des atouts pour son développement. L'administration régionale et les organisations professionnelles qui négocient avec elle ne parlent plus que de cela. Et de citer des chiffres, toujours les mêmes, qui doivent emporter la

conviction : l'Aquitaine était en 1970 la quatrième région française pour sa participation (6,9 %) à la production agricole nationale, elle se classe huitième par l'importance de sa population active agricole ; l'agriculture et les industries qui lui sont directement rattachées fournissent du travail à près du tiers des actifs. Les produits agricoles, essentiellement les vins, les céréales, des produits d'élevage, représentent 47 % de ses exportations. Ces données globales masquent l'extrême diversité des terroirs et des hommes qui produisent des « succulences » : vins, arma-

gnac, foin gras, pruneaux, fraises, poulet... Il est clair que l'agriculture constitue l'activité la plus importante de la région. Ce secteur peut-il pour autant constituer le moteur du développement socio-économique au cours des prochaines années ? « Pour un chef d'exploitation agricole de moins de quarante-cinq ans, il y avait déjà en 1970 plus de deux chefs d'exploitation qui avaient dépassé cet âge. D'après les études les plus récentes, deux chefs d'exploitation sur trois n'ont pas de successeur. Cette proportion serait de quatre ou cinq dans certaines zones. En 1985, il n'y aurait plus qu'une installation pour trois, voire quatre disparitions. Les viti-culteurs les plus sérieux donnent cent mille actifs agricoles en Aquitaine en 1985, alors que le plein emploi est possible pour cent cinquante mille au moins dans des exploitations familiales convenablement structurées et orientées vers la production de produits exportables. Ces perspectives ne sont pas tolérables. Elles vont à l'encontre des intérêts économiques et de l'équilibre social et politique de la région », a noté la chambre régionale d'agriculture dans une de ses délibérations pour la préparation du VII<sup>e</sup> Plan.

Vieillesse de la population agricole, manque de successeurs, exode, sont la marque du déclin d'un monde paysan aquitain. Un déclin qui s'explique par la dégradation de la région. Que de fermes abandonnées, de hameaux en ruine, de maisons misérables, de haies en friches ! A quoi cela tient-il ? La grande masse des exploitations sont de petites dimensions, extrêmement morcelées, et font un peu de tout sans moyens techniques. En dépit d'un gros travail, elles ne procurent aux familles qu'un maigre revenu.

ALAIN GIRAUD.  
(Lire la suite page 23.)

### Bordeaux nouveaux

● Des hommes essaient de redonner au vignoble bordelais des mœurs économiques normales.

VOUS vous intéressez au vin de Bordeaux ? Eh bien, sachez qu'il s'agit du plus grand vignoble d'appellation contrôlée de France ! La vendange bordelaise est de 3,5 à 5,6 millions d'hectolitres, selon les années. Presque autant de blanc que de rouge. Sur tout des appellations d'origine, mais aussi un bon tiers de vins de consommation courante, ni plus ni meilleurs que ceux du Languedoc. Ces vins sont le fruit du travail d'environ vingt mille viticulteurs, d'une poignée de châteaux nobles et de grandes familles bourgeoises, de quelques hommes d'affaires et d'une masse de vignerons, plutôt petits, plutôt « sauvages ».

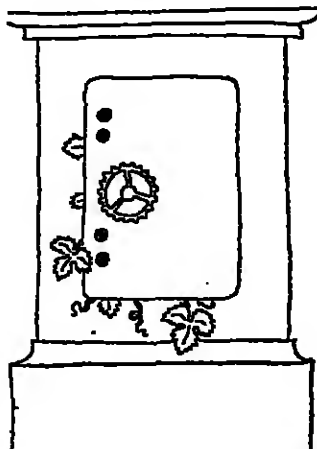
Qu'est-ce qui a fait la réputation de Bordeaux ? Les grands vins : laiffe, margaux, latour, mouton, haut-brion, yquem, autonne, chateau-lafite, et tous leurs seconds. Ils sont tout à la fois la locomotive, la vitrine et le paravent des vins de Bordeaux : une bouteille sur quarante de la récolte et un quart de chiffre d'affaires du vignoble. Les plus prestigieux ont été classés en 1855 : la demande de Napoléon III : soixante rouges du Médoc et vingt-cinq blancs de Saint-Jean-de-Luz, le « gotha » de Bordeaux ! Pourquoi ces vins se trouvent-ils uniquement sur la rive gauche de la Garonne ? Vieille rivalité entre les « châteaux », qui tenaient alors le haut du pavé du négoce bordelais, et les « bourgeois », qui traitaient de Libourne, le saint-émilion et le pomérol.

On a essayé de « rectifier le tir » depuis un siècle. L'Institut

national des appellations d'origine (INAO) a fait un classement en 1953 pour les graves et en 1954 pour le saint-émilion. Ils n'ont jamais acquis le prestige du catalogue de 1855. Une fois, une seule, son ordre sacré a été modifié. Pour mou-ton-roschchild, qui avait été classé deuxième, et qui n'avait jamais accepté de le rester, il a fallu les tempêtes, les complots, les charmes du baron Philippe pour arracher, en 1972, d'un ministre de l'Agriculture quasi démissionnaire, Michel Cointat, la mise en route d'une procédure qui aboutit l'année suivante.

Certains vous diront sans en démordre : « Il n'y a pas à toucher au classement de 1855. La terre, la vigne, le ciel et les hommes se conjuguent en ces terroirs particuliers pour atteindre à la perfection ». D'autres, plus réalistes sans doute, reconnaissent que les temps ont changé, que la perfection du dix-neuvième siècle ne se retrouve pas partout, qu'il y a de quelques oubliés pourraient prendre du galon. Refaire un classement appartient à la chambre de commerce et d'industrie. Il ne semble pas, pour l'heure, qu'il s'y trouve de volontaires assez courageux, persévérants et indépendants pour faire aboutir une telle entreprise. Les intérêts en jeu, les rentes de situation, sont-ils trop énormes pour refaire ce qui a été fait en 1855 ? On le chuchote.

Dans l'ombre des grands crus se tiennent les appellations d'origine : vingt-sept rouges et seize blancs, sans parler



(Dessin de KONE.)

des génériques bordelais, bordelais supérieur et bordelais de côte. Ces vins ont leur hiérarchie subtile : margaux cote plus que médoc, qui vaut mieux que bordelais. Enfin, il y a les obscurs : les vins de consommation courante. Ils composent plus de la moitié des vendanges pour les blancs et le cinquième pour les rouges. On n'en parle jamais. On les coupe, les mélange, les distille. C'est le sort de la cavalerie.

Vous ne vous y retrouvez pas ? C'est normal. D'autant que, après avoir défilé l'écheveau des crus, appellations et vins de table, il vous faudra, pour dénicher une bonne bouteille, choisir l'un des millésimes. C'est ainsi qu'on dira des rouges de 1947 : « Ils sont bien équilibrés, souples, harmonieux, en plein épanouissement ; ils doivent vieillir encore dans de bonnes caves ». En revanche les rouges et les blancs de 1968 et de 1969 sont « légers et délicats », traduisent « mauvais ». Pour vous aider dans cette quête, l'Académie des vins de Bordeaux a édité un code des millésimes.

A. G.  
(Lire la suite page 21.)

### « La chance de la qualité »

● M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture parle de l'Aquitaine, de ses faiblesses, de ses chances.

L'A région Aquitaine, avec ses cinq départements, est une région très diversifiée qui se parait d'être à la fois d'atouts importants et souffrir de faiblesses contraignantes. L'agriculture tient une place essentielle dans son économie, d'abord par la population, puis-que les emplois agricoles occupent 17 % de la population active contre 10 % en moyenne nationale. Par contre, la structure d'âge de la population agricole est défavorable.

Une des conséquences de cette situation démographique est que la région souffre de structures étroites : la surface agricole utilisée était, en 1970, de 13,4 hectares en Aquitaine contre 18,9 pour la France. Le revenu d'exploitation par actif agricole évolue comme dans le reste de la France, mais à un niveau très inférieur, près de 30 % de moins, ce qui caractérise une situation médiocre, au deuxième rang des régions françaises. Du point de vue de l'industrie, la situation n'est pas meilleure, car l'Aquitaine se trouve parmi les quatre régions les plus défavorisées pour le développement industriel contrairement aux prévisions du VI<sup>e</sup> Plan.

Malgré ces prévisions et d'ailleurs amenés les auteurs du VII<sup>e</sup> Plan à prendre davantage en considération l'importance de l'agriculture dans l'économie de la région. La production agricole en Aquitaine permet, en outre, le développement de très nombreuses industries agro-alimentaires. Une des chances de l'Aquitaine est d'être une région de productions de qualité de renommée mondiale, qui sont le support d'activités de transformation et de commercialisation importantes. Qui ne connaît, en effet, les vins de Bordeaux, les foies des

Landes, les pruneaux d'Agen... La production est extrêmement diversifiée, puisqu'elle concerne à la fois les productions animales et les productions végétales qu'on retrouve dans les mêmes proportions au niveau national.

La faiblesse du développement économique de l'Aquitaine ne tient pas seulement à la situation démographique défavorable mais aussi à sa situation périphérique, écartée sur le plan national et sur le plan européen.

C'est pourquoi l'amélioration des moyens de communication est une des conditions essentielles du développement économique de la région et il est d'ailleurs réconfortant de constater que l'Aquitaine se classe parmi les cinq régions françaises, les mieux placées pour l'accroissement du trafic téléphonique qui est le reflet de l'activité du secteur tertiaire et de la consommation des particuliers. De même les travaux importants pour le port du Verdon constituent un atout de poids pour le développement du commerce extérieur de la région.

En revanche, il reste un effort important à faire pour le développement de la région notamment par des liaisons autoroutières.

Le sujet le plus préoccupant et le plus controversé au niveau régional comme au niveau national est la proximité de l'Espagne et son éventuelle adhésion à la Communauté économique européenne : certains redoutent une concurrence accrue pour leurs produits et d'autres y voient une cause d'expansion. C'est que l'agriculture et les industries agro-alimentaires d'Aquitaine tiennent déjà une place éminente dans les échanges commerciaux de la France, puisque l'année dernière les exportations agro-alimentaires de la région Aquitaine représentaient 7,5 % des exportations agro-alimentaires de la France.

Parmi les autres atouts de la région, je n'aurais garde d'oublier le tourisme dont le développement n'est encore qu'amorçé avec l'aménagement du littoral et les progrès du « tourisme vert ».

Il me paraît que, pour mettre en valeur ces différents atouts et vaincre ces handicaps, l'Aquitaine peut compter sur le dynamisme de ses habitants, des agriculteurs notamment, mais elle doit également être assurée de l'appui des pouvoirs publics nationaux qui devront tout mettre en œuvre pour créer des conditions favorables à l'expansion de la région.

### Verrous au large

● A Saint-Jean-de-Luz, un millier de pêcheurs partent chaque année pour la campagne de la sardine, de l'anchois et du thon sur des bancs de

plus en plus éloignés et convoités. ● Ils n'ont plus que deux solutions : se moderniser ou verrouiller leur territoire de pêche.

Si thonn grillait à quelques brasses de Saint-Jean-de-Luz. Il y en avait tellement certains jours sur le quai, le dimanche après la messe, que les pêcheurs demandaient à la population de les aider à transporter le poisson à la conserverie pour qu'il ne s'altère pas au soleil. Saint-Jean-de-Luz était alors le plus important port thonier de France. Même chose pour les sardines. Il suffisait de jeter le filet pour en ramener tant et plus. Et les anchois, c'était pareil. Il y a longtemps...

Cet été, la campagne a été désastreuse. On est passé de 1780 tonnes d'anchois l'an dernier à 600 tonnes à peine. Après une telle saison, les pêcheurs ont juste de quoi subsister. Nombre d'entre eux quittent le métier. Saint-Jean-de-Luz, qui depuis des siècles, vit de la pêche, se considère un peu comme une ville sinistrée.

Les trois campagnes saisonnières — la sardine, l'anchois et le thon — mobilisent encore un millier de pêcheurs. Saint-Jean-de-Luz demeure le principal port de pêche de la côte aquitaine avec une flottille de quatre-vingt-dix unités. Les activités de la pêche occupent deux mille cinq cents personnes environ et les retombées économiques sont évaluées à 80 millions de francs. Mais, depuis quelque temps, les difficultés succèdent aux difficultés. Le poisson n'est plus au rendez-vous. Les raisons de l'appauvrissement des bancs traditionnels s'expliquent difficilement. Toujours est-il que les petites sardines qui convenaient à la conserverie — il faut un moule de vingt à trente-deux sardines au kilo — ont laissé la place à

des bancs de taille plus grosse, impropres à l'industrie. « Pour les mettre dans nos boîtes, il faudrait en couper la moitié, et nous ne pourrions plus les acquies à un prix acceptable pour les pêcheurs », explique M. Albert Elissat, président de la Chambre syndicale des conservateurs de poisson. La thonn, rongé, plus cher, a lui aussi déserté la côte basque. On en a débarqué, cette année, 50 tonnes de moins qu'en 1975, la dernière campagne.

Les poissons ont des comportements bizarres. On le savait antérieurement en des temps plus sereux et l'on s'accommodait mieux de leurs caprices. Si une saison avait été mauvaise, on attendait la suivante, pauvrement, et le poisson finissait toujours par revenir. Il n'en est plus de même aujourd'hui, car la commercialisation, le traitement sur place des productions, les

acquis sociaux, le mode de vie, ont considérablement modifié le rythme de la pêche. Les répercussions des variations saisonnières sont plus sensibles qu'autrefois. Etant donnée l'incertitude des ressources des fonds, il suffit à présent qu'intervienne un facteur « extérieur » pour que tout se décompense.

Voilà, par exemple, les Marocains qui décident d'entraver les activités des bateaux basques jusque-là opérant — illégalement — dans leurs eaux territoriales : du coup, les conservateurs à qui ces sardiniers apparaissent se trouvent dans des embarras financiers considérables. Certains sont au bord de la faillite. La conserverie de pêcheurs Itasakoa (de la mer), qui avait armé l'un de ces bateaux, est fermée depuis six mois à cause des nouveaux accords passés avec le Maroc, qui trop contraignants, ne lui permettent

plus d'écouler ses stocks. Aujourd'hui, deux cent cinquante personnes sont mises en chômage partiel.

C'est que la loi du marché s'adapte mal aux fantaisies de l'océan. Par exemple, en 1974, les prix de l'anchois, très élevés, ont incité les salueurs à approvisionner à l'étranger : en 1975, les pêcheurs luxembourgeois ont produit au moins 4000 tonnes d'anchois de très bonne qualité, mais les salueurs n'en ont commandé que 3000 tonnes. Cette année, il leur en fallait 4000 tonnes, et la production locale n'a pu en fournir que 600 tonnes.

Aussi les pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz tentent-ils avec appréhension de protéger leurs lieux de pêche. Ils ont obtenu déjà l'extension de leur zone réservée à 6000 milles marins. Ils ont fait la chasse aux Espagnols qui venaient dans les eaux du quartier de Bayonne avec des flottilles importantes. Il y a deux ans, les gros thoniers japonais ont fréquenté les eaux internationales et ont posé des palangres. Les thons pris qui restaient accrochés pendant des heures faisaient fuir les basques.

CHRISTIAN COLOMBAN.  
(Lire la suite page 25.)

**Ligne directe**

François Grosrichard à Bordeaux :

**Le Goncourt sur les allées**

Jacques de Barrin à Agen :

**Un nouveau « trois étoiles » en Lot-et-Garonne**

● Lire page 25

**Région Aquitaine:**

**Notre terre fait de bons produits...**

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE



## Points chauds

le vin

## Petits jaloux

● Ils rêvent d'inscrire en grosses lettres la mention « bordelais » sur leurs étiquettes. Ces petits vins du Sud-Ouest ont pourtant leur mérite

ILS ont un nom, ils voudraient en porter un autre. Ils s'appellent, par exemple, Bergerac, Monbazillac, côtes-de-saunac, côtes-de-buzet, côtes-de-duras, côtes-de-montravel, montravel, rosette ou pécharmant. Ils rêvent d'inscrire en grosses lettres la mention « bordelais » sur leurs étiquettes. Tous ces petits vins du Sud-Ouest, qui sont-ils ? Des enfants naturels, non reconnus du

vignoble girondin ? Les cousins germains des saint-émilion et sauternes ? Ils ressemblent beaucoup au bordelais. Beaucoup trop même pour que le négoce régional ait pu résister dans le passé à la tentation de s'en servir, surtout comme d'un produit de fraude et de substitution. Les voici pourtant aujourd'hui repartant de l'avant en quête d'identité et d'originalité grâce à l'action exemplaire

de coopératives de producteurs. Le côtes-de-buzet par exemple. C'est un peu le châteauneuf-du-pape du Sud-Ouest. Un vin anonyme, quasi inexistait, en 1955, et qui maintenant est presque vendu au prix d'un médoc. Tout cela, parce que voilà des lustres ces messieurs de Rothschild se brouillèrent avec leur maître de chai de châteauneuf, un jeune ingénieur français émigré de l'école de viticulture de Montpellier, appelé M. Mermillod, lequel se jura de prendre sa revanche en faisant du côtes-de-buzet un vin égal aux plus grands.

C'était en 1953. Cette année-là, des viticulteurs du Lot-et-Garonne créent une coopérative et embauchent M. Mermillod pour la diriger. Celui-ci impose aussitôt une politique de qualité. L'homme ne manque pas d'arguments à l'appui de ses exigences. Les côtes de Buzet, bien exposés et d'une nature géologique favorable, peuvent donner de bonnes bouteilles à condition qu'ils soient replantés avec des cépages sélectionnés. Seulement replanter coûte cher, réclame du travail, bouleverse les usages locaux. Les vignerons vont rechigner. M. Mermillod — c'est son astuce — met alors au point un système d'incitations et de contraintes qui valent les réticences, d'autant plus aisément que la coopérative, faite de négociants concurrents, monopolise l'appellation Buzet.

De fortes primes seront versées aux coopérateurs apportant une vendange provenant des plants recommandés. Le but est d'avoir sur les 27 communes formant le terroir de Buzet le

même ensemencement qu'à Bordeaux : merlot, cabernet, sauvignon, cabernet franc, malbec.

Toutefois, où trouver le financement de ces primes ? M. Mermillod crée dans toute la région un réseau de livraisons à domicile des vins de table ordinaires, que produit encore la coopérative. De la sorte, il vend ceux-ci à meilleur prix. Et si le gain réalisé est reversé par un système de péréquation aux vignerons engagés dans la politique de qualité, le gros rouge fait le lit du côtes-de-buzet.

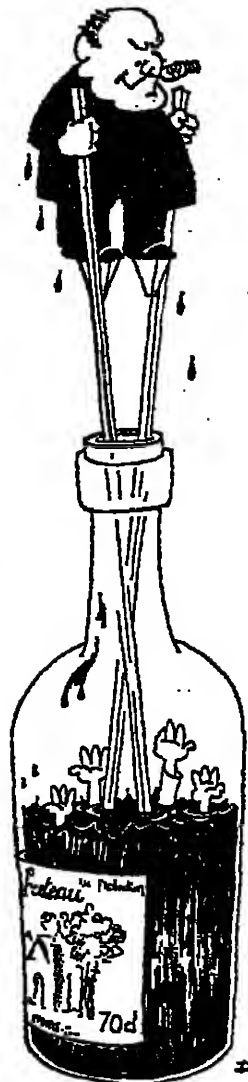
En 1955, sur une récolte de 12 000 hectolitres, la coopérative n'en produisait que 1 000 de bonne valeur, classé à cette époque en V.D.Q.S. (1). Cette année, sur 60 000 hectolitres, elle a vendagé 26 000 hectolitres d'appellation d'origine contrôlée (A.O.C.), dénomination à laquelle les pouvoirs publics lui ont donné en 1973 le droit de recourir. Voici le côtes-de-buzet parmi les bons vins de France.

Le côtes-de-buzet souffre de n'avoir pas de passé. Les vins de la Dordogne, au contraire, supportent le handicap d'une mauvaise réputation. Bergerac, monbazillac, saunac, toutes ces appellations riment encore avec vins blancs. Vins blancs moelleux ou liquoreux, de surcroît. Les aphrodisiaques de nos tendres grands-mères, les adjuvants des ouvriers du Front populaire. Bergerac, monbazillac, ça sent son 1936 de derrière les fagots.

Il a fallu, après 1960, convertir la production du Bergerac, lorsqu'il apparut que les vins blancs de l'Aquitaine n'avaient guère d'avenir. Tâche de longue haleine comme toutes les entreprises touchant à cette plante pérenne qu'est la vigne. Le mérite des coopératives de la Dordogne, groupées au sein d'une union appelée Unidoc, est de s'y être attelées.

Faire du Bergerac un vin rouge, la solution s'imposait.

(1) Vin délimité de qualité supérieure.



(Dessin de CHENEZ.)

Encore fallait-il pour ce produit nouveau trouver un créneau sur un marché encombré. Qu'est-ce donc le Bergerac rouge ? Un vin issu des mêmes cépages que le bordelais et tiré de terroirs un peu moins propices. Un vin pas très original en somme, auquel il n'était pas facile de faire une place entre les gros baillifons des petits bordelais, des côtes-du-Rhône et des V.D.Q.S. du Languedoc-Roussillon.

L'organisation Unidoc est l'habileté de croire, plus vite que d'autres, au développement des ventes de vins fins dans les grandes surfaces. Elle put leur fournir un rouge de qualité suivie, disponible en grande quantité et offert à un prix de vente inférieur de 10 à 15 % aux bordelais concurrents.

La production de Bergerac rouge atteint aujourd'hui la quantité de 100 000 hectolitres. L'objectif à dix ans est de doubler ce chiffre. Cela fera autant de vins blancs en moins à brader : car de ces Bergerac et monbazillac moelleux de l'avant-guerre, il s'en produit encore plus de 150 000 hectolitres. Diable, que deviennent ces vins dont personne ne veut plus, malgré les efforts d'amélioration accomplies par les producteurs ? Et qui les boit ?

Il faudrait, dit-on, déclasser en vins ordinaires comme beaucoup de bordelais blancs d'ailleurs, et partir vers l'Allemagne en raison de l'intérêt que leur porteraient des spéculateurs habiles à user et à abuser des subtilités de la législation européenne sur les montants compensatoires. Encore un mystère du vin, encore un trafic.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

# BAYONNE

CARTE D'IDENTITE REGIONALE

## AU COEUR DES ECHANGES

Nom : BAYONNE

Née : au V<sup>e</sup> Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille :  
- 8<sup>e</sup> Port de France (2500000 T),  
- 1 Aéroport International.

Signes particuliers :

- Croisement géographique des axes Nord-Sud (Paris-Bordeaux-Espagne) et Est-Ouest (Bilbao, Saint-Sébastien, Bayonne, Pau, Tarbes, Toulouse, Méditerranée). Ces deux axes seront empruntés par les autoroutes A 63 et A 64 faisant ainsi de Bayonne un grand carrefour autoroutier.
- Trafic Paris quotidien ou bi-quotidien en saison (1 h 15) liaisons avec Toulouse, Lyon, Londres, Madrid.
- S.N.C.F. : 2 trains rapides Paris-Espagne par jour.

Dr Grenet

Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la  
VILLE DE BAYONNE

(PUBLICITE)

## Les bons Bordeaux des 1<sup>ères</sup> Côtes

Dès la sortie de Bordeaux, sur la rive droite, tout au long de la Garonne : une curiosité fautive ! C'est là que j'ai découvert les vignobles des Premières Côtes de Bordeaux Rouge.

Plusieurs centaines de petits propriétaires y font tout simplement du très bon vin.

Je l'ai goûté jeune, un peu frais et remplissant la bouche d'un bon goût de raisin.

Je l'ai dégusté vieux, plein de bouquet et ayant remarquablement profité des années.

Mon seul souhait : que vous découvriez ces mêmes joies.

Ph. B.

AMEL, Château Peconnet, QUINAC, 33360 LATRESNE  
CATHALA, TABANAC, 33550 LANGOIRAN  
CAUBOU-ARRIVET, Château Genisson, ST GERMAIN DES GRAVES, 33480 ST MACAIRE

CAVE COOPÉRATIVE DE QUINAC, 33360 LATRESNE  
DALLEAS, "Le Brac", RIONS, 33410 CADILLAC  
ESTANSAN Ch, Domaine de Castagnon, QUINAC, 33360 LATRESNE

FOURES, Château Haut-Brignon, CENAC, 33380 LATRESNE  
GAVINI, Montjón-le-Gravier, STE EULALIE, 33560 CARBON BLANC

GUILLOT, Domaine de Boutellier, YVRAC, 33370 TRESSIES  
GUILLOT de SUDURAUT, Château Jourdan, RIONS, 33410 CADILLAC

LAMBERT, Château de Peyrat, CAPIAN, 33550 LANGOIRAN  
MOYSSON, Château Barban, CAPIAN, 33550 LANGOIRAN

De SONNEVILLE, Château La Tour Gueyraud, STE EULALIE, 33560 CARBON BLANC

VERDIER, Château Brethous, CAMBLANES, 33360 LATRESNE  
VIOLET, Château Barreyre, 33550 LANGOIRAN

Renseignements complémentaires : Syndicat des Premières Côtes de Bordeaux Rouge, MAIRIE DE QUINAC-VILLAGE, 33360 LATRESNE

"Ne vous levez plus à 5 h  
pour aller voir votre banquier à Paris".

## La Société Générale a une nouvelle capitale: Bordeaux.

Après Lyon (et avant Marseille) la Société Générale vient de créer à Bordeaux une Délégation Régionale, représentant la Direction générale de la banque dans la région de programme. A ce titre, elle coordonne les 9 succursales de la Société Générale en Aquitaine. Ainsi, un très grand nombre d'opérations est désormais autorisé à l'échelon bordelais sans recours aux instances parisiennes.

Le Directeur délégué dispose d'une équipe de collaborateurs spécialisés dans différents domaines de l'activité bancaire : le financement des investissements industriels et commerciaux, le préfinancement et le financement des opérations de commerce international, ainsi que la rémunération de l'épargne et des disponibilités des sociétés, ainsi que la rémunération de l'épargne et des disponibilités des sociétés.

Il ne sera donc plus nécessaire de prendre le premier avion du matin pour monter des opérations financières délicates aussi bien dans le domaine du commerce extérieur que dans celui des investissements.

Une délégation régionale : Bordeaux.

9 succursales :

Bordeaux (Intendance-Georges V)-Arcachon-Agen  
Bayonne-Dax-Libourne-Pau-Périgueux.  
80 agences.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.  
Délégation Aquitaine: 30 Cours de l'Intendance, Bordeaux. Tél. (56) 90.91.74

Mais l'enseignement de base doit normalement conduire au diplôme national d'œnologie (créé en 1955), qui couronne deux années d'études après le baccalauréat (ou une année pour les titulaires d'une licence, d'une maîtrise ou d'un titre d'ingénieur). L'Institut compte dix-sept étudiants de première année et soixante-dix en seconde, dont une quinzaine d'étrangers. Il prépare d'autre part à un certificat de maîtrise et, depuis l'an dernier, à un doctorat de troisième cycle « d'œnologie et ampélogie ».

● Le service de répression des fraudes examine chaque année, dans des laboratoires spécialisés, environ quatre mille échantillons prélevés par des inspecteurs. Il s'agit de contrôler la conformité aux règlements de produits variés que le lait, les conserves d'origine végétale, le café, les confiseries, les engrais, les boissons (bière et cidre exceptés), et, bien sûr, le vin, qui représente la part majeure de l'activité. La compétence du service s'étend généralement à une douzaine de départements, mais, pour les produits notamment, l'ensemble du territoire national. La plupart des analyses sont faites sur des produits prélevés par sondages, une petite partie effectuée à la suite de dénonciations. Selon son directeur, le pourcentage d'échantillons non conformes est à peu près constant : environ 15 %. Dans le cas du vin, c'est la chaptalisation (addition de sucre), très réglementée, qui occasionne le plus de contrôles.

● La recherche. — Elle touche tous les stades de la fabrication et de la conservation du vin. Quelques exemples : c'est à l'Institut qu'on a découvert la notion de fermentation malolactique, détruisant les hypothèses de Pasteur. M. P. Ribère-Gayon a, pour sa part, pu mettre en évidence la différence de nature entre les cépages nobles et les hybrides (ce qui a permis, par la suite, de mettre un frein à une concurrence jugée déloyale).

Par ses découvertes, l'Institut a influencé toute une technologie en formant des professionnels. Il a favorisé la création d'emplois : « Le diplôme a vu le jour dans l'indifférence, commenté M. Ribère-Gayon. Mais les professionnels qui pensaient savoir faire le vin par tradition ont compris que les techniciens sortis de l'Institut allaient leur permettre de gagner de l'argent ».

YVES AGNIS.

صكرا من الامل



## Le vin

(Suite de la page 19.)

Avant de boire, pardon de  
éguster, il vous faudra encore  
apprendre à vous extasier sur  
à bouche, la robe, la jambe,  
à chair, la charpente, la grâce,  
à rondeur, l'épanouissement du  
in Car, pour savoir boire à  
à jordeau, il faut savoir parler.  
Les amateurs vont parfois re-  
cueillir les commentaires des  
grands prêtres de l'œnologie  
comme on allait écouter les  
sermons de Bossuet.

[illegible]

« Mais le produit à 80 %, que des  
californiens, sud-africains  
et italiens peuvent rivaliser avec  
les plus grands ? Vous estimez  
que les chers du bordeaux  
sont trop plats pour le com-  
merce ? »

Décidément, vous êtes ingrat.  
Certes, il n'est plus de mise de  
faire des repas arrosés par cinq  
ou six vins. Mais qui, de nos  
jours, ne peut dépenser 50 F  
pour marquer une fête d'un cru  
de prestige ?

« Mais le tact. Rappelez-vous le  
tact de quelques-uns revient à  
appuyer mécaniquement sur le foin  
d'un hépérique. Pourtant, c'est  
faible, le malade est désintoxiqué.  
Mais, vous en doutez ? C'est que  
je suis un bon Soûlard, une  
bonne débaute. Bordeaux  
c'est, beaucoup, beaucoup. Vraiment, c'

## Tout faire passer

D'abord pour ce qui est de la qualité. Ecoutez les histoires de chaptalisation. Ici dit-on uniquement, — le sucre sert à corriger les écarts de la nature. Pas à fabriquer des degrés. La preuve : le vin ne saugnera sur tonneau (800 litres) et non au degré-hectolitre. Les problèmes de qualité sont avant tout liés au rendement. En troisième comme ailleurs, on a tenté et de faire pisser la vigne. Mais on est revenu à des pratiques plus sages. Finit le chaptalisation en cascade qui permettait de teneur le sucre à volonté. Désormais le titreur fixe d'un coup le degré et fixe pour l'ensemble l'appellation — produite, contrôlée, vendue, maximum autorisée ; le surplus doit partir à la chaudière. Bien sûr, le

viticulteur peut répartir sa production à posteriori, puisqu'il n'y a pas de cadastre viticole des châteaux. En se donnant la peine de faire une règle de trois, il peut aboutir à un résultat qui n'est pas forcément celui du déclassement en cascade. Toutefois, le mécanisme ne lui permet plus d'augmenter indéfiniment ses rendements. Et il y a désormais les épreuves de dégustation qui conduisent chaque année à éliminer les vins qui ne sont pas jugés dignes d'un 100 %. Est-on assez sévère ?

Quelqu'un vous a dit néanmoins que le « système » revenait à appliquer à toute la production de la Gironde les méthodes des grands crus ; que c'est désolablement, car les terroirs et les pratiques enologiques ne sont pas adaptés ; qu'il serait préférable de faire avec les crus bourgeols ou paysans des « assemblages » — en clair des mélanges — pour composer un produit plus régulier, comme les Champenois. Est-ce Bruno Prats ? C'est un jeune homme « très avisé » qui gère un simple domaine familial de deux hectares, dont un demi-hectare en cluse, qu'il choisit de vendre lui-même directement. Il a sans doute raison.

## Chartronophobie

Si vous passez à Châteaugis-Giscours, Pierre Tari vous expliquera qu'il y a une valse infernale des étiquettes, qu'on berne l'amateur en lui offrant des deuxièmes vins « mis en bouteille au château X », des vins se dissimulant sous les pseudonymes moites de « châteaux Y et Z ». Il vous assurera que la polémique du « bon petit châteaugis » est une affaire grave, que trois mille qui n'ont dans les appellations génériques aucune originalité propre - doit faire place à une distribution sous marque recoupant grosso modo les cinq sous-régions de production : Médoc et Graves, Baysals et première côte de Bordeaux, Saint-Émilion et Fronsac pour les rouges ; les deux-milles Sauternes et Barsac pour les blancs.

Le président des vins d'appellations contrôlées, Paul Giolien, précisera que ces réformes sont en route, qu'on y verra plus clair lorsque l'I.N.A.O. se sera prononcé. D'ailleurs, passez à Châteauneuf-Loudun, en Médoc, et vous constaterez que c'est dans ce canton britannique, Gilly, qui est implanté dans le vignoble depuis un siècle, a entrepris ce type d'opération. Il distribue sous marque du saint-émilion, du médoc et du bordeaux générique. L'opinion s'est répandue à Bordeaux qu'il faudrait généraliser ce type d'action commerciale, que le monde n'en est pas encore là.

Pour l'instant, quelques hommes essaient de redonner au vignoble des mesures écono-

miques normales. Pourquoi ? Jusqu'à ces derniers mois, Bordeaux a vécu dans la spéculation. Et il a failli en mourir d'étouffement. On a dû vous conter, à ce propos, des histoires effrayantes, mais authentiques.

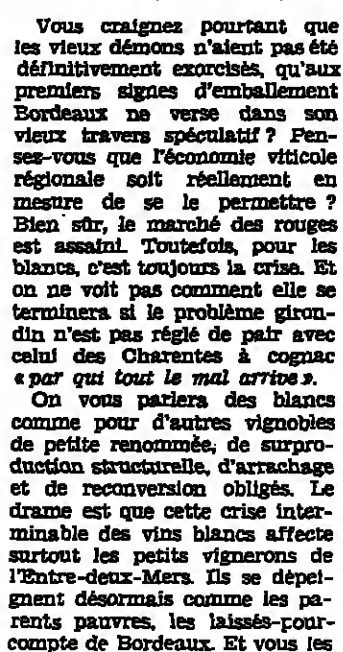
Un propriétaire a fait une affaire avec un négociant : celui-ci lui demande de rapporter chez la vente a porté sur plus de tonneaux qu'il avait réalisé, et à un prix plus élevé, dans l'espoir de pousser ses concurrents à acheter plus et plus cher pour ne pas manquer. Un chahutier *vernaculaire* chez ses voisins et collègues ne peut connaître les clients en visite, il les invite ensuite pour leur proposer des rabais. Bref, les négociants ne pensaient qu'à acheter au plus bas, les producteurs ne cherchaient qu'à tirer un bon coup de fusil. Puis un jour la machine s'est emballée.

La récolte de 1972, pourtant de qualité médiocre, est devenue comme de l'or liquide. Tout était bon, tout était cher. On se disputait le moindre tonneau du plus simple des bordeaux génériques à près de 4 000 F. Un an avant, il n'en valait pas 2 000. Quant aux grands crus, leurs prix triplèrent, quadruplèrent. Qu'est-ce qui a provoqué cette flambée des cours ?

Le négocio bordelais a « tout mis sur la dos » des acheteurs américains, anglais ou suisses qui auraient taillé d'importe quoi à d'importe quel prix, pour ne pas laisser la parole et oublier la poudre. Car les vendeurs de négocio, trop éhiqués, trop routiniers, sont incapables de fournir de grosses quantités. Qu'une maison des Chartres achât 30 000 hectolitres, et aussitôt les prix flambaient. Tout ce petit monde ne pouvait résister au moindre vent de foule. Quatre mois après l'envoi des négocio, les vendeurs de la famille Curu et du couvent Bert sont révélés. Siffler, pour le scandale, les émissaires étrangers ne sont retirés discrètement. Les ours se sont effondrés. Les négociants étaient pour le plupart au bord de la ruine. Les vouteurs, les trafiquants, les courtiers interposés à Monsieus, ont disparu. Ils plaquaient une nouvelle crise de « churru-morhué ».

## Bête noire

« **Bordeaux** payait le salaire annuel, » a écrit un journaliste. On connaît les affaires d'argent, les intrigues, les articles. Le temps de l'abolition est-il arrivé? Les vieux caques qui présidaient aux destinées du C.I.V.B. (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux) — ce dinosaure im-  
mense, — trop occupés de poli-  
tique, d'ambitions et d'intérêts  
personnels, se sont effacés. On se  
souviendra de l'ancien président  
qui a quitté l'été dernier. Pour la pre-  
mière fois, un négociant a été  
 élu président allée de Tourney,  
 Jean-Paul Jauffret, de la mai-  
 son Dourthe. Si vous le rencon-  
 trez, il vous indiquera quels  
 efforts ont été faits pour que les  
 producteurs aient pour ce se res-  
 pect à la même table que les  
 négociants. On a vu les deux  
 cadres d'une organisation écon-  
 omique interprofessionnelle, de  
 moraliser les transactions. Fina-



caïendres protester contre l'Office des vins de table, qui ne s'occupe pas de leur production. « Si l'on n'y prend garde, nous lanceront les plus amers, il se passera ici la même chose que dans le Midi ». En Gironde, comme à Bédouix ou à Narbonne, la même note du produit producteur est entendue.

Reste que la situation de cette corporation n'est pas forcément enviable. Marqués au fer rouge de la suspicion, ses membres dépendent presque tous de la bonne volonté des régions. Le nombre de commerces d'importation de vin de France de la Banque de France dressent d'ailleurs des plans de reconstruction — c'est-à-dire de fusion et de concentration — des principales maisons pour leur donner une dimension à la mesure du marché.

Le problème sera sans doute grincement de dents. D'autant que des groupes financiers, anglo-saxons ou suisses, qui se

sont déjà taillé une place de choix en prenant le contrôle de maisons comme Barton et Gues-trier, Delor, Eschenauer et De Luze, regardant avec convoitise ce négocés en déroute. Voyez, ce « pauvre » Bernard Ginstet qui, après avoir voulu révolutionner l'organisation des marchés, n'a d'autre solution, pour sauver son affaire, que vendre, ou plutôt essayer de vendre, châteauneux-margaux, l'un des plus prestigieux crus du Médoc.

A propos des grands châteaux, les propriétaires vous diront d'ailleurs qu'ils sont écrasés par les charges d'exploitation : les barriques neuves pour loger chaque vendange, les chais qui gardent au moins les quatre dernières récoltes, les « gens » qui font le travail du vin, les agios qu'il faut payer aux banques, les frais de représentation qui sont indispensables... tout revient cher, très cher.

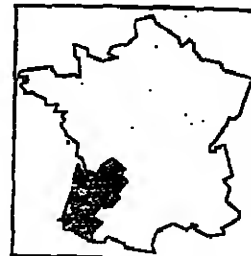
A. G.

**Notre terre  
fait de bons produits...  
Le monde entier  
en demande.**

A première vue, l'Aquitaine évoquerait plutôt un immense vignoble. De Saint-Émilion à Jurançon. De Bergerac aux Coteaux de l'Armagnac. Qu'on ne s'y trompe pas, l'Aquitaine est aussi le plus grand potager et le plus grand verger de France. Légumes des Landes et du Marmandais, fruits de l'Agenais et de la Dordogne. L'Aquitaine, avec le département des Landes est également le premier producteur français de maïs.

Enfin, l'abondance des cultures  
et les conditions naturelles favorisent l'élevage :  
des bovins et des ovins dans les Pyrénées et le Lot-et-Garonne,  
des oies et des porcs dans le Lot-et-Garonne,  
en Dordogne, et dans les Landes.  
Tous ces produits, nés de la terre et du Soleil,  
l'Aquitaine les disperse généreusement à tous ceux  
qui, en France et dans le monde entier,  
lui font le plaisir d'aimer son jardin.

## Aquitaine, le pays de qualité



**S.A.E GUY FARGAMEL**  
GREFMENT INDUSTRIEL ET NAVAL  
28-30, rue Chantecrit  
33300 BORDEAUX

**CABLES ACIERS français et anglais**  
dans toutes leurs transformations.  
**ELINGUES** épissées  
manchonnées

**CORDAGES** synthétique,  
naturel..  
**POULIES** cordage,  
acier

**ACCESSOIRES DE LEVAGE**  
manilles, serre-câbles,  
tire-câbles, cosses, tendeurs,  
boîte à coins, ridoirs,  
anneaux, crocs, chaînes  
Fabrication, acier allié.

**FILES PROTECTION  
PALONNIERS  
ACCORAGES**





## Banque de Paris et des Pays-Bas

dans le Sud-Ouest  
au service des entreprises  
et des particuliers

**Bordeaux**  
succursale :  
50, cours du Chapeau-Rouge  
44.80.05

**Toulouse**  
succursale :  
24, rue de Metz  
52.64.92

agence Saint-Jérôme  
6, rue Saint-Jérôme  
23.37.07

## Points chauds

le vin

## Châteaux en Amérique

● Le bordelais plaît au goût des Américains. Notre correspondant à New-York nous dit : lorsqu'ils achètent du vin français, ils achètent aussi une romance !

Le recul enregistré par les vins de Bordeaux sur le marché américain en raison des scandales en 1970 est aujourd'hui largement comblé, et l'engouement traditionnel des Américains pour le bordelais a été indéniablement, depuis deux ans, un facteur de la nette reprise de la vente de ce dernier. Il est vrai, cependant, que le désenchantement manifeste enregistré en 1970 et au cours des années suivantes, aux Etats-Unis, résultait moins des scandales que de la hausse vertigineuse des prix.

« L'optimisme impétueux des marketistes américains était venu se greffer alors sur la réputation des exportateurs français », nous dit un importateur français particulièrement bien placé, et d'ajouter : « On pensait que jamais les Américains ne cesseraient d'acheter leurs bordelais et qu'aucun prix ne les ferait reculer. » La récession aidant, les Américains, n'ayant plus les moyens de payer ces prix insupportables pour la bourse moyenne et estimant — à la suite des scandales — qu'ils avaient été « abusés », se rabattirent sur les vins californiens. Aujourd'hui, au contraire, les consommateurs bénéficient, en ce qui concerne les bordelais, de prix tellement intéressants qu'un importateur a pu nous dire qu'« ils permettaient à ces vins d'être réexportés en France et vendus là-bas avec profit ».

Le bordelais a été depuis très longtemps le vin français préféré des Américains. D'abord, en raison des excellentes campagnes publicitaires qui ont propagé son image de marque, et l'ont ancrée dans l'esprit des Américains. Ces derniers achètent aussi un rêve, une romance, une idée lorsqu'ils achètent du vin, et particulièrement du vin français. Par ailleurs, le bordelais plaît au goût américain. Il permet de s'y reconnaître plus facilement. Il se garde mieux dans les appartements. Et c'est ici qu'entre en jeu une modification du goût américain, résultant elle-même d'un changement de style de vie. La clientèle américaine est de moins en moins orientée vers les vieux millésimes et de plus en plus vers les vins qui vieillissent rapidement.

## Grandes caves

La tendance est, non pas à la piquette ni aux grands crus, mais à des vins comme « grande marque » (3,75 dollars) et moult-cadet (3,50). Ces vins, produits soigneusement, ne sont jamais excrables, mais n'atteignent pas non plus des cimes de raffinement. Comme le vêtement et l'éducation, la cuisine se standardise de plus en plus dans les sociétés monétarisées. La nouvelle génération (de vingt à trente-cinq ans) préfère les vins légers, qu'on garde peu de temps, qu'on boit au cours d'un dîner à la maison ou d'une petite réception. Elle préfère les vins un peu fruités aux vins majestueux.

Sur les 334 988 hectolitres de vins (y compris les mousses) français vendus aux Etats-Unis, 85 331 hectolitres étaient des bordelais. Au cours des six premiers mois de 1976, 64 878 hectolitres de vins de Bordeaux ont pris le chemin de l'Amérique. C'est-à-dire qu'on a enregistré d'une année à l'autre une hausse d'environ 60 % des ventes.

Les vins de Bordeaux continuent à tenir une place privilégiée dans les grandes caves américaines. Arthur Cohen, le romancier qui possède mille deux cents bouteilles dans sa cave, à New-York, est particulièrement fier de ses crus de 1958, 1959 et 1961 et préfère les beycheville, les calon-segur, les nenin et les figeac. L'éditeur Arthur Knop, qui hérite sa cave de son grand-père (il passe pour être l'un des hommes les plus civilisés de New-York), estime que les lafite-rothschild, les margaux, les haut-brion de 1945 et 1959, que les cheval-blanc de 1949, les la tache de 1949 sont les joyaux de sa couronne. Un autre éditeur (la revue économique Forbes), Malcolm Forbes, dont la cave contient deux mille cinq cents bouteilles, ne dédaigne pas les bourgogne, mais s'enorgueillit particulièrement de bordelais tels que ses

margaux 1949, 1962, 1964, 1966 et 1967, ses lafite-rothschild 1947, 1955 et 1967, ses haut-brion allant de 1929 à 1967. Il aime les margaux plus que tout et leur a réservé une niche spéciale (quarante bouteilles achetées au cours d'une vente aux enchères à Londres) dans sa cave. William Zeckendorf, multimillionnaire (roi de l'immobilier), possède l'une des plus fameuses caves américaines.

Les vins de Bordeaux (petrus 1961, margaux 1955, lafite-rothschild) y occupent une place de choix. Dans la cave, également célèbre, de Lee et Pilar Turner, à New-York, on trouve des chateau-beaumont, ranson-segla, la lagune, latour-pomerol, par dizaines. Mais ces caves, bien sûr, sont des vestiges d'un autre âge et deviennent de plus en plus rares.

Ce qui est sûr, c'est que les Américains sont encouragés à découvrir les vertus du vin par les voyages qu'ils font à l'étranger et toute une littérature. Presque tous les grands journaux — le New York Times, le Washington Star, le San Francisco Chronicle, le Chicago Tribune, etc. — publient chaque semaine des articles consacrés au vin. Une douzaine de livres paraissent chaque année sur le même sujet. On compte plusieurs revues telles que *Vintage*, entièrement consacrées au vin.

LOUIS WIZNITZER.

## Vieillir à Hambourg

● Les protestants bordelais réfugiés au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les villes hanséatiques ont-ils introduit le vin rouge en Allemagne du Nord ?

JUSQU'À l'année dernière a subsisté dans Hambourg, la capitale hanséatique, une « église réformée de Hambourg », maintenue par les descendants des huguenots français ou suisses où l'on célébrait encore des cultes en langue française et où l'on entretenait la tradition calviniste. M. Pierre Boué est l'un des « anciens » de cette église. Depuis dix générations sa famille est installée à Hambourg, mais elle est d'origine bordelaise. Plus exactement elle vient de Chalais dans le Lot-et-Garonne. A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, elle s'était installée à Bordeaux, avant de fuir vers la Hollande, le Danemark puis Altona (aujourd'hui une banlieue de Hambourg) qui était alors danoise après la révocation de l'édit de Nantes. La famille Boué n'est pas une exception. Une cinquantaine de protestants de l'Aquitaine se sont « réfugiés » (c'est le nom

qu'ils se donnaient alors) dans les villes hanséatiques de Hambourg, Brême et Lübeck au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Malgré les vicissitudes de l'histoire ils restent très attachés à la terre de leurs ancêtres, et M. Boué regrette un peu que Hambourg soit jumelée avec Munich. Il préférerait de beaucoup que ce soit l'inverse, afin de faire revivre les liens traditionnels commerciaux et historiques entre les deux ports. Il songe à organiser, avec l'aide du Musée de l'Aquitaine et du Musée historique de Hambourg, une exposition sur le passé commun des deux villes.

Les huguenots de Hambourg sont depuis des générations intégrés dans la vie politique — et surtout industrielle et commerciale — de la ville, mais ils n'oublient pas qu'un jour leurs ancêtres ont été déracinés.

Cent cinquante ans après l'« exil » on parlait français — comme dans tous les salons européens de l'époque, — mais on se mariait aussi entre « Français », et évidemment entre huguenots.

Ces protestants bordelais ont-ils introduit le vin rouge en Allemagne du Nord ? La renommée de la place de Brême pour les vins, remontée, dit-on, au XVII<sup>e</sup> siècle, mais c'est à partir de l'émigration des huguenots que le commerce a vraiment pris son essor. La vente des vins à Amsterdam ou dans les villes hanséatiques, dont le produit n'était pas toujours « rapatrié », constituait un moyen pour les familles bordelaises de faire passer des capitaux à l'étranger.

En sens inverse, les négociants du bordelais qui portaient aujourd'hui des noms à consonance

germanique sont souvent des descendants de jeunes Allemands qui, partis un jour comme compagnons vers l'Aquitaine, y rencontrèrent une riche héritière et y restèrent. Les grands importateurs de vins de Bordeaux en Allemagne se trouvent à Hambourg et surtout à Brême, puisque, il y a deux ou trois siècles, la voie maritime était le seul moyen de transporter les vins, mais aussi parce que le climat humide de ces villes — comme celui de Lübeck — est, paraît-il, très favorable à l'épanouissement des vins de Bordeaux. Certains marchands brémois ou hambourgeois s'installèrent aussi dans le bordelais : jusqu'en 1918, la famille Segnitz, de Brême, possédait le château Chasse-Spleen, et la famille Lorenz-Meyer, de Hambourg, avait à Bordeaux le palais qui porte son nom, où Röderlin fut précepteur.

Peut-être est-ce en raison de ses relations traditionnelles personnelles et onologiques que l'université de Hambourg est jumelée avec celle de Bordeaux, bien que les échanges se heurtent à des difficultés financières croissantes.

DANIEL VERNET.

## En toute liberté

## Quelle qualité ?

par PAUL GLOTIN (\*)

COMME on le sait les vins de Bordeaux émergent d'une crise très grave, véritable désastre économique sans doute sans précédent dans leur histoire. Pendant les quatre longues années de sa durée, les viticulteurs et leur organisation professionnelle, refusant de céder au découragement, malgré les coups du sort successifs qui frappèrent l'économie viticole régionale se sont attachés à préparer les bases d'une nouvelle organisation de cette dernière.

Mais surtout, Bordeaux, chef de file pour le prestige et la qualité de ses vins, veut préserver et renforcer cette image justifiée durant des siècles. Certes les réglementations communautaires et nationales ont fixé, au cours des temps, et avec un soin parfois taillonné, des normes aussi précises que complexes concernant l'étiquetage.

Un point spécifique aux vins de Bordeaux resta cependant à régler afin de compléter la garantie dite « d'authenticité » au consommateur : il s'agit de la règle d'utilisation du mot *château* sur les étiquettes.

D'abord utilisé par les grands crus, « château », au cours des temps est devenu étroitement associé à un synonyme de « bordelais » aux yeux de nombreux consommateurs. Ce terme, à l'évidence, désigne la propriété viticole et qualifie naturellement les vins qui en sont issus.

Il est donc indispensable que l'usage de ce terme soit réservé aux vins mis en bouteilles à Bordeaux par les exploitants viticoles et sous la signature du responsable. C'est la garantie d'authenticité.

Cette dernière et la « vente directe » par les producteurs à laquelle elle s'apparente étroitement restent, il faut le souligner, parfaitement compatibles avec une expansion continue de la distribution des vins de Bordeaux par les circuits habituels.

En effet, et contrairement à ce qu'il serait trop facile d'objecter, elles ne viennent aucunement réduire les chances de la distribution classique. Le terme « château », avec la garantie d'authenticité qui l'accompagne justifie aux yeux de nombreux consommateurs, et la vente directe, son vecteur naturel, constituent un puissant stimulant du marché en général et contribuent fortement à son élargissement. Il est donc indiscutable que cet élargissement serve aussi la distribution habituelle.

(\*) Président de la Fédération des syndicats des grands vins de Bordeaux à appellation contrôlée.

## Quel prix ?

par PHILIPPE COTTIN (\*)

QUI n'a formulé cette double interrogation depuis cinq ans concernant les vins de Bordeaux : quel prix, quelle qualité ? Appliqués aux vins, et singulièrement aux vins fins, la simplicité de cette situation s'enrichit des caprices de la nature, du génie créateur des hommes et des raffinements d'une culture et d'un savoir-boire.

Depuis des siècles, viticulteurs et négociants bordelais se sont partagés cette part du hasardeux, de la liberté et du talent, cette part de l'homme, dans un produit qui a essaimé avec générosité sur les cinq continents.

Au début des années 70, cette communauté d'intérêt entre producteurs, négociants et consommateurs a volé en éclats. Les règles du jeu de la place de Bordeaux, l'importance et la variété de la production du vignoble, sa réputation et sa présence de rang mondial, ont été de faibles secours face à l'intervention inopinée des opérateurs étrangers à la place, décidés à intégrer pour un temps les vins de Bordeaux parmi les valeurs spéculatives contribuant à la gestion de leurs capitaux flottants.

Le flux comme le reflux tirant le grand cône des vins de Bordeaux. Aujourd'hui, viticulteurs et négociants ont tiré les leçons de ces années noires. Ils renouent d'ambition avec une solidarité de place et travaillent à la seule tâche réaliste : restaurer la vérité des prix et de la qualité, après l'anarchie provoquée au niveau de la consommation par le « coup de folie » et les comportements suicidaires qui l'ont suivi.

Si révolution il y a, elle est d'abord dans les esprits. Le principal bénéficiaire en sera le consommateur. A partir de prix stabilisés, l'animateur des vins de Bordeaux retrouvera, en effet, une hiérarchie naturelle des prix, suivant la qualité, le vieillissement, son engouement personnel pour telle ou telle appellation ou château. Maintenant que l'ordre est rétabli en bordelais, cela prendra sans doute encore plusieurs années à remettre de l'ordre hors de la maison, sur tous les marchés de consommation, traditionnels ou nouveaux des vins de Bordeaux.

Les négociants bordelais ont, certes, un passé prestigieux, leur espoir essentiel réside cependant dans l'opportunité offerte par la nouvelle organisation de marché de moderniser leur structure et leur gestion, de poursuivre plus loin des politiques commerciales modernes engagées bien avant la crise, de renouveler les bases et les moyens de la mission qualitative qu'ils assument en prolongement de la viticulture, au bénéfice des consommateurs français et étrangers.

(\*) Directeur d'une maison de négoce.

Une entreprise  
ne fonctionne bien que quand  
ses employés vivent heureux.

Venez à Bordeaux.  
(La mer est à côté.)



COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX  
SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 90.91.92



## Un chômeur au prix d'un paysan ?

(Suite de la page 19.)

Bien que leur nombre ait diminué (— 33 % entre 1955 et 1970), plus rapidement que dans le reste de la France (— 33 %), la surface moyenne cultivée reste médiocre : 13,4 hectares, contre 18,8 hectares pour l'ensemble du pays.

L'action sur les structures d'exploitation, qui a été engagée dans le cadre de la politique nationale amorcée en 1960, n'a pas permis de corriger ce déséquilibre : les dix mille quatre-vingt-dix agriculteurs, auxquels les trois SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) de la région ont rétrogradé des terres, n'ont pu, en moyenne, augmenter leur surface moyenne que de 6 hectares ; le remembrement, amorcé plus tard en Aquitaine que dans d'autres régions, ne portait à la fin 1974 que sur 11,4 % de la surface agricole (199 000 hectares) alors que le taux était de 27,4 % pour l'ensemble de la France. De surcroît le marché des terres agricoles est étreint. Quarante à cinquante mille hectares seulement changent de mains chaque année. Agriculteur et citadins se livrent une vive concurrence, notamment en Dordogne, en Lot-et-Garonne et dans les Pyrénées-Atlantiques, ce qui a provoqué des hausses de terrains supérieures à 20 % ces dernières années. Enfin, les aménagements hydrauliques, qui sont nécessaires à l'intensification des productions, portaient au total sur 150 000 hectares fin 1975. L'objectif du VI<sup>e</sup> Plan était de deux fois supérieur.

Traditionnellement, les paysans de la région ont compensé les handicaps économiques que constituent les mauvaises structures d'exploitation en pratiquant ce que les technocrates appellent « des cultures à forte valeur ajoutée ». En clair, des animaux de basse-cour élevés au maïs, des « gras » d'oies et de canards, des poulets jaunes, du tabac, des prunes d'Ente, des fraises, des haricots, des asperges, des pommes de terre primeurs, des vins d'appellation, des noix... Cela a permis à la région d'atteindre un revenu brut à l'hectare des plus élevés de France : 1 510 F, contre une moyenne de 1 190 F en 1970.

Toutefois, la conjugaison de structures foncières étroites et d'une population relativement importante fait que le revenu par personne active dans la famille est inférieur de 35 % à la moyenne nationale : 19 750 F contre 30 000 F en 1975.

### Les métayages

Des responsables professionnels de Lot-et-Garonne (Jean Baudouin) et des Landes (Bernard Laborde) réitèrent cette argumentation. Pour eux, la dégradation du revenu paysan aquitain tient à ce que les exploitations familiales n'ont pas été convenablement défendues par les organisations professionnelles nationales. Ils mettent essentiellement l'accent sur trois facteurs :

— Les marchés des fruits et légumes et du vin — qui représentent respectivement 920 millions et 1 200 millions de francs de recettes pour un chiffre d'affaires global de l'agriculture aquitaine de 6 305 millions en 1975 — sont périodiquement secoués par des poussées spéculatives qui se retournent la plupart du temps contre les petits producteurs ;

— les charges de production ont quasiment doublé au cours des cinq dernières années, alors que la valeur de la production n'a progressé que de 58 % ;

— la géographie et le climat font que la région est souvent sinistrée. « C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les exploitants de la région n'ont pas intensifié l'élevage bovin », remarque également Louis Lauga, l'ancien président du C.N.J.A. (Jeunes Agriculteurs), actuellement à la tête des syndicats d'exploitants agricoles. A ces facteurs économiques défavorables s'ajoute une équation psychologique propre aux paysans aquitains. Plus que dans le reste de la France peut-être, l'attachement à l'exploitation familiale domine, comme en témoigne l'importance du faire-valoir direct et la subsistance du métayage. Or la forme ancestrale de ce type d'exploitation a été mise en cause en 1960 et en 1962 lors du vote des lois d'orientation agricole. C'est l'époque où le Girondin Joseph Courau, leader national de la Fédération des exploitants, tenta d'entraver l'ascension de Michel Debatisse, aujourd'hui à la tête de la F.N.S.E.A., inspirateur de ces textes. C'est l'époque où le

MODEP (Mouvement de défense des exploitants familiaux), qui vient de se créer pour marquer l'opposition de la petite paysannerie à l'« Europe verte », s'implante fortement dans les Landes, dont il gagnera la chambre d'agriculture, dans les Pyrénées-Atlantiques, en Gironde et en Dordogne.

En clair, une forte partie de la paysannerie aquitaine s'est inscrite en faux contre l'orientation de la politique agricole du début de la V<sup>e</sup> République. Un « comité d'Agén » a même été créé, sur le modèle du comité de Gouret. Or cette « résistance » est toujours présente. Cela n'a sans doute pas été pour plaire à Paris. Le montant des subventions par agriculteur a été moindre ces dernières années, pour l'Aquitaine que pour le Breton, l'Auvergnat ou le Charentais. Beaucoup de petits paysans de la région ne sont pas loin de penser qu'« on » veut délibérément les chasser de la terre.

### Chasser les faibles

Dès lors, ne paraît-il pas douteux et paradoxal qu'un secteur vieillissant, disposant de structures médiocres, puisse être un des éléments moteurs du développement régional ? Quelles que soient les actions de relance entreprises, les jeunes ne se détournent-ils pas d'une activité qui paraît vouée à périr ? Ne vaudrait-il pas mieux envisager froidement la poursuite d'un ardeur massive qui permettrait aux plus dynamiques de se tailler des exploitations rentables ?

Une expérience amène à nuancer le propos : le bassin de l'Adour. Un triangle dont les sommets sont grosso modo Pau, Dax et Saint-Sever. Les jeunes ne partent plus. La coopération céréalière (CACBA) est puissante et avisée, l'élevage bovin dynamique. Ce n'est pas le fait du hasard. Depuis quelques années, le développement des infrastructures a été mené avec application. Les regroupements encouragés, l'organisation économique des producteurs améliorée, le tout sous l'impulsion de la Compagnie d'aménagement rural d'Aquitaine (CARAI).

Pourquoi ce qui est bon pour le bassin de l'Adour ne le serait-il pas pour l'ensemble de l'Aquitaine ? Partant de cette réflexion, les responsables professionnels ont battu la campagne pour faire admettre que « le rythme de l'exode agricole n'est pas inéluctable, il peut être plus ou moins important selon les politiques mises en œuvre... un développement agricole attentif suppose l'existence d'une agriculture diversifiée à fort rendement et forte valeur ajoutée ; il implique l'existence d'un grand nombre d'exploitations petites et moyennes, ainsi que le maintien de systèmes de production intensive... Il est souhaitable de freiner l'exode en facilitant notamment la reprise des exploitations par de jeunes agriculteurs... » Ces propos, répétés comme des incantations, ont été entendus. Le 29 septembre 1975, M. Chaban-Delemas lançait devant le conseil régional : « Il faut que nous installions un agriculteur par jour dans chaque département pendant les cinq années du VII<sup>e</sup> Plan. » C'était gagné pour les représentants professionnels. L'agriculture allait s'inscrire « au premier rang des préoccupations régionales » avec l'emploi.

Encore fallait-il définir les moyens à mettre en œuvre pour concrétiser l'ambition. Ils ont été inscrits noir sur blanc dans le programme d'action prioritaire (PAP) régional. Quatre grandes lignes d'action ont été dégagées :

- 1) Redistribuer 55 000 hectares par l'intermédiaire des SAFER pour accroître la taille des exploitations ;
- 2) Stocker 10 millions de mètres cubes d'eau pour pouvoir irriguer 20 000 hectares supplémentaires tout en assainissant et drainant 35 000 hectares nouveaux ;
- 3) Donner aux exploitations d'élevage des productions légumières, fruitières et tabacoles des équipements modernes ;
- 4) Développer l'implantation des Groupements d'exploitation des Groupements fonciers agricoles (G.F.A.), ainsi que des Groupements fonciers agricoles (G.F.A.) et des coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.).

Au total, il en coûterait 11 750 000 F en dotations diverses pour l'installation des jeunes agriculteurs, 325 920 000 F en crédits de paiement pour la modernisation des appareils de production et les aménagements

hydrauliques. Deux fois plus que les dépenses engagées au cours du VI<sup>e</sup> Plan. « Il y a peu de chances que cela soit jamais accepté à Paris », avoue-t-on dans les bureaux de l'administration régionale. Guère plus d'illusions du côté des organisations professionnelles.

Les espoirs nés lors de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan resteront-ils vains par manque de crédits ? L'agriculture, « chance pour la région », ne sera-t-elle qu'un thème de discours, qu'un thème de rapports voués à l'oubli ?

Certes, les projets d'intensification des productions peuvent prêter à la critique, notamment lorsqu'ils proposent le développement des productions fruitières, alors que les conjonctures régionale, nationale et internationale n'apparaissent pas très favorables pour les producteurs français au cours des prochaines années. D'autres réserves peuvent tenir au fait que la transformation sur place des productions régionales par un développement des industries alimentaires n'est pas forcément une orientation favorable aux agriculteurs dans le contexte régional.

Reste que ce projet a le mérite de constituer un palliatif à la désertification rurale de la région à laquelle a conduit le laisser-faire passé. Des mises en œuvre dépend pour une très large part le succès du pari agricole aquitain. S'il ne voit pas le jour, les paysans manqueront pour le second fois le train du développement. Mais ce ne sera pas de leur faute.

ALAIN GIRAUDE.

## Des champs à l'usine

LA DATAR, la préfecture de région, la chambre d'agriculture, se lamentent : il n'y a pas assez d'industries agro-alimentaires en Aquitaine. Pennez : une région qui assure 6,5 % de la production agricole, mais qui n'arrive à faire que 2,6 % du chiffre d'affaires des industries agricoles !

Avec trente-trois mille emplois, un chiffre d'affaires global de 2,3 milliards, les experts estiment que l'alimentation est nettement sous-développée dans la région. De fait, les entre-

prises sont de petite taille, les deux tiers ont moins de cinquante salariés, réalisent moins de 10 millions de francs de chiffre d'affaires, font surtout de la transformation de produits. Quelle aubaine pour la région si le secteur se développait ! Valorisation des productions agricoles, créations d'emplois... Mais il semble que les industriels soient assez réticents. Ils ont franchement boudé un vaste projet de transformation de fruits. Alors, en attendant les bonnes volontés, l'administration finance des études...

## Tabac à l'économie

● Le Lot-et-Garonne avec 16 000 tonnes par an demeure sans doute le premier département producteur de tabac de France

LES agriculteurs planteurs de tabac du Lot-et-Garonne n'ont jamais manifesté de grandes inquiétudes devant les campagnes antifumeuses qui se succèdent depuis quelques temps. Des ronds de fumée, disent-ils, vite dissipés.

Ils ne redoutent guère de devoir se convertir. Les besoins de leur acheteur privilégié, le S.E.T.A., restent les mêmes, la consommation de tabac se maintenant au total. Si les superficies plantées en tabac ont sensiblement diminué au cours des dernières années, ce n'est pas à cause de Mme Simone Veil. Le tabac a tout simplement perdu du terrain jusqu'en 1975 parce que d'autres productions comme la tomate de Marmande se sont révélées plus rentables.

Déclin provisoire et qui n'a pas duré plus longtemps que la chute des prix proposés aux planteurs. Les superficies qu'il occupe se sont accrues de 42 hectares en 1976 et, malgré des rendements moyens, le Lot-et-Garonne, avec une récolte de 16 000 tonnes, demeure sans doute le premier département producteur de tabac de France. Il faut dire que, tel comme ailleurs, il s'agit plus d'une petite production parmi d'autres.

La plupart des agriculteurs se sont véritablement spécialisés dans le tabac qui bien souvent est associé à une culture maraîchère ou à l'élevage. Parallèlement, le S.E.T.A. a beaucoup simplifié ses exigences ; la mécanisation, au moins partielle, de la récolte est devenue possible. Apparaissent aujourd'hui, notamment dans la vallée du Dropt, des séchoirs dits « économiques » qui ne demandent que des investissements peu élevés. A Gontaud-de-Nogaret, un jeune planteur très connu dans la région, Michel Pinasseau, cultive, avec son épouse, 4 hectares de tabac, ce qui correspond à cent quarante mille plants qu'il faut mettre en terre, traiter, récolter, effeuiller. Les machines dont il s'est équipé lui permettent de réduire de moitié environ ses temps de travail. La culture du

## Belles de Bazas

● Il y a encore des éleveurs qui croient aux vertus de cette race rustique oubliée mais précieuse : la bazadaise

BONDE d'Aquitaine, gasconne, bazadaise sont les races bovines régionales. Des trois, seule la blonde d'Aquitaine, bonne reproductrice, paraît conserver un avenir. Les deux autres, plus rustiques, détrônées par le tracteur, n'ont cessé de régresser depuis la dernière guerre mondiale. La gasconne représente encore près de 1 % des 28 millions de bovins qui constituent grosso modo le cheptel français. En revanche, la bazadaise ne se compte plus qu'en milliers de têtes : 6 000 à 7 000 au mieux, quelque 2 000 inscrites au livre généalogique de la race, le *Herd Book*. « C'est du folklore », disent certains.

Taille moyenne, robe claire nuancée d'ocre, poil proéminent auréolé de rose et frangé de poils gris clair, muque rose semé de taches brunes, les reins courts, horizontaux, larges, la culotte musclée, rebondie et tendue sur le jarret : on peut identifier facilement la bazadaise. Le nom lui vient de la cité girondine qui a été le berceau de la race : Bazas.

Ses mérites ont été loués par les spécialistes de l'élevage au siècle dernier, qui, outre son aptitude aux travaux de trait, lui reconnaissent de très bonnes qualités bouchères. Pourtant

aujourd'hui, les effectifs sont parmi les plus faibles des races bovines françaises : au mieux, trois cents à quatre cents élevages concernés ; six mille à sept mille bêtes de race pure. Elles se trouvent généralement dans des exploitations moyennes de polyculture, en bordure des forêts, qui en consacrent une dizaine au cheptel ouvrier-paysan qui gardent une couple de bêtes autotrois destinées au trait. Et quelques fanatiques en élevant... ont une trentaine d'animaux de race pure, après de longs travaux de sélection.

Car il y a des éleveurs qui « croient » à la bazadaise : ils gommant un peu le insuffis. Ces de la production laitière et la relative lenteur de la croissance pour souligner les faci-

lités de vêlage, la rusticité, qui permet de faire brouter des pâturages pauvres et qui fait supporter les fortes chaleurs, les bons rendements en viande.





« Quelques expériences laissent entrevoir des possibilités intéressantes en ce qui concerne l'élevage en plein air, l'exploitation en sous-bois ou en alpage d'été, et la production de viande de boucherie en croisement avec des races laitières », notent les responsables du *Herd Book*. Mais une relance de la race ne peut s'appuyer que sur une sélection rigoureuse. Les éleveurs concernés ne sont pas assez nombreux pour en supporter le coût financier. Les pouvoirs publics ont paru disposés à intervenir. Un programme pour la conversion et l'amélioration de la race bazadaise a été élaboré : coût approximatif : 3,5 millions de francs.

Depuis, les encouragements publics sont restés essentiellement verbaux. Heureusement, l'intérêt des éleveurs pour la race semble se ranimer ; on a noté une progression assez sensible des inscriptions ces derniers mois. — A. G.



les Sociétés  
**SHELL**  
de France

### ACTIVITES PETROLIERES

-  EXPLORATION PRODUCTION
-  TRANSPORT MARITIME
-  RAFFINAGE
-  DISTRIBUTION DE TOUS LES PRODUITS PETROLIERS

### ACTIVITES CHIMIQUES

-  FABRICATION DISTRIBUTION DE PRODUITS CHIMIQUES

SHELL FRANÇAISE ■ 29, rue de Berli ■ PARIS VIII<sup>e</sup>  
SHELL CHIMIE ■ 27, rue de Berli ■ PARIS VIII<sup>e</sup>

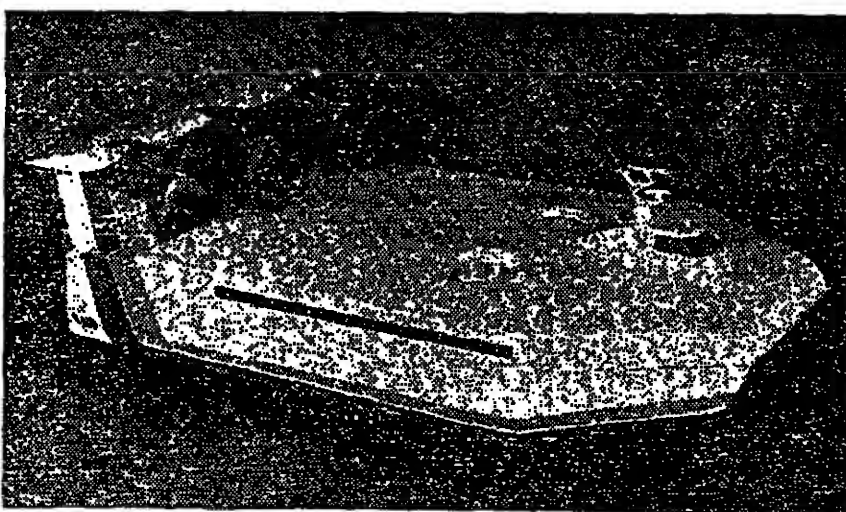
Pour tous renseignements :  
TELEPHONE : 256.82.82

### LE PLUS GROS AÉROGLISSEUR DU MONDE

## LE NAVIPLANE N 500

Construit à Pauillac

SERA LE MEILLEUR CRU DU MÉDOC 1977



Le dernier des aéroglisseurs marins français de la SEDAM est né. Il transportera, en été 1977, sur la Manche, jusqu'à 400 passagers, 65 automobiles ou 4 autocars, selon le mode de chargement choisi. Avec ses 16 000 chevaux obtenus par 5 turbines, ses 50 mètres de long, 23 mètres de large et ses 250 tonnes de déplacement, le N 500 sera le plus gros engin du monde se déplaçant sur un coussin d'air.

Les passagers situés dans la partie centrale du pont supérieur, à 15 mètres au-dessus du niveau des vagues, pourront voir la mer et bénéficier d'un confort accru grâce au système de multiples souples. La vitesse de l'appareil atteindra 130 km/h, en moins de 200 secondes. Cet appareil, très compétitif par rapport aux modèles existants, est réalisé en léger entièrement soudé. Il est non polluant et peut être utilisé partout.

Constructeur : SEDAM

Usine à Pauillac.  
Siège Social : 80, avenue de la Grande-Armée - 7



(PUBLICITÉ)

# La Gironde.

## Pays d'accueil.

### la mesure

Pays de mesure où le midi n'est pas encore tout à fait lui-même et le nord ne l'est déjà plus, pays de mélange où les concepts romains ont laissé la vigne et le vin tant apprécié des Anglais depuis l'époque de l'Union du Duché Aquitain à la Couronne d'Angleterre, la Gironde est un pays où il fait bon vivre.

Constatation banale s'il en est, mais qui d'autre peut vraiment rivaliser avec la conjonction de ces richesses naturelles que sont la mer et ses nombreuses plages dorées, l'estuaire, le Bassin d'Arcachon, les lacs et les fleuves gorgés de cette eau salée qui caresse tous les continents, la forêt et ses immenses plans, gardiens jaloux de la lande, les côtes escarpées porteurs des raies les plus célèbres du monde? Qui peut s'écouter de posséder à la fois un Montaigne tourné vers l'indivision et un Montesquieu à la recherche de la société idéale, un Molière enfin, tout imprégné et chantre d'un terroir au goût de résine et de vignes? C'est à la fois une bien lourde charge et une mission exaltante que les habitants d'un tel département collectif ont voulu confier en mars dernier à une majorité politique de gauche au sein du Conseil Général.

La nouvelle majorité du Conseil Général se prépare à assumer ses responsabilités dans les choix budgétaires qui lui seront proposés lors de l'établissement du premier budget primitif dont elle va avoir la charge, celui de 1977.

Pourtant n'est besoin d'intervenir les actions utiles entreprises dans le passé qui avaient d'ailleurs recueilli l'accord de la gauche, mais certaines politiques devront être améliorées comme celle des transports scolaires, d'autres prises tels le soutien efficace aux travailleurs en lutte, le développement au niveau de l'emploi en milieu urbain et en zone semi-urbaine, la défense de l'agriculture et la réalisation d'une politique publique vivable.

Il faut également mettre fin aux pouvoirs excessifs de la capitale qui place dans une étroite dépendance nos départements et nos communes. Que de retard pris, que de décisions inadéquates ont résulté d'un intenable aller-retour de milliers de documents entre les grandes villes de province et Paris!

Apportant son aide au décollage économique, à l'équipement en biens collectifs, le Conseil Général de la Gironde doit faciliter et inciter à l'installation de nouveaux gironnins, en faisant de ce département où il fait bon vivre celui du bon accueil. La parole est d'importance: l'Assemblée Départementale est prête à la jouer et à la gagner.

**Philippe Madrelle**  
Président du Conseil Général  
Député de la Gironde  
Vice-Président du Conseil Régional  
Maire de Carcassonne



### Tourisme en Gironde : Profitez de la diversité.

Avec 10.000 km<sup>2</sup>, la Gironde est le plus grand département de France; mais c'est aussi celui de la diversité sans heurt et de la douceur de vivre, dont le littoral et les vignobles fameux sont loin d'être les seuls atouts touristiques. Mais qui connaît les régions du Blayais, du Sauternais, du Médoc, du Bazadais, de l'Entre-Deux-Mers, du Libournais?

Vous y découvrirez le Gothique surprenant dû à un souverain pontife bordelais qui régna en Avignon, ici le roman souvent admirable dont fourmillent les petits villages enfouis dans la campagne, ailleurs l'insolite d'une des plus grandes églises souterraines de France ou des cités médiévales pittoresques, des ruines féodales ou des châteaux de même époque étonnamment restaurés.

Vous parcourrez plus de 60 km de plate cycloable en forêt. Des sentiers pédestres de grandes randonnées ou de mini parcs, des circuits équestres, permettent d'autres formes de découvertes. Vous profiterez de l'aménagement de nattes nautiques tout au long de la Gironde, de la Dordogne ou de la Garonne, au fil de la Leyre, de l'Isle, du Ciron ou du Dropt où abondent vieux moulins,

souvent fortifiés, retenues d'eau; anciens petits ports, partout des sites insoupçonnables depuis la route.

Plus de 50.000 possibilités d'hébergement.

Camping, caravanning et villages de vacances offrent en Gironde plus de 50.000 lits, presque toujours dans des sites privilégiés, en forêt, au bord de lacs ou de rivières ou tout près des plages océanes.

Parmi ces sites privilégiés, figurent deux expériences-pilotes: Bombannes, cité de la voile dont nous parlons par ailleurs, et Hostens. A Hostens, dans le Parc Naturel des Landes de Gascogne, 500 hectares de parc de détente et un centre de loisirs ont été aménagés en 1970. Ce domaine comprend d'une part, village de vacances, terrain de camping et centre équestre, et d'autre part, aires de pique-nique, plages aménagées pour baignades, terrain de jeux, sentiers pédestres en forêt et au bord du lac et parcours de pêche, permettant aux résidents de tirer entier bénéfice d'un séjour en plein air.

Voilà la Gironde, dans sa diversité, vous invitait à profiter de toutes ses ressources, à vous détendre.

### Au fil de l'eau...



Plus de 8 km à certains endroits entre les deux rives de l'estuaire de la Gironde, le désenclavement du Médoc impose un effort particulier, du département en attendant un hypothétique pont enjambant l'estuaire. La règle départementale des passages d'eau avec ses quatre bacs et sa vedette, assure les liaisons entre les ports de Blaye et Lamarque d'une part et de la Pointe de Grave et de Royan (Charente Maritime) d'autre part. En outre, elle permet d'organiser à bord de ses bâtiments tant de croisières d'agrément que des séminaires ou des conférences tout en remontant la Gironde.

Tél. à Bordeaux: (56) 52.63.76  
Tél. au Verdon: (56) 59.60.84  
Tél. à Blaye: (56) 42.04.49

#### ADRESSES UTILES

Maison du Tourisme:  
12 cours du XXX Juillet.  
Bordeaux - Tél. 44.28.41

Bureau de recherches et d'accueil (B.R.A.):  
12 place de la Bourse.  
Bordeaux. Tél. 52.61.95

Rectorat de l'Académie de Bordeaux:  
29 cours d'Albret.  
Bordeaux. Tél. 90.92.65

### Groupes et congrès, nous avons préparé votre venue.

La Gironde est un pays d'accueil. Pour en faire une fois encore la preuve, nous avons créé une organisation, le GAVA (Groupement des Agences de Voyages d'Aquitaine) dont le but est de préparer les structures d'accueil des groupes et des congrès.

Le GAVA peut, à la fois, être un producteur de voyages ou le correspondant capable d'assister un organisateur extérieur, pour faciliter l'accueil touristique en Bordelais et en Aquitaine.

Ainsi, depuis deux ans, le GAVA a permis le déroulement d'une quinzaine de congrès, accueilli une centaine de groupes et programmé quelques 350 visites guidées; grâce à lui, près de dix mille visiteurs ont ainsi découvert la région dans les meilleures conditions.

En 1977, le GAVA proposera une gamme étendue de séjours, tant pour individuels que pour les groupes, sur des thèmes tels que "découvertes du vignoble de Bordeaux", "week-ends au festival" (Mai Musical de Bordeaux), "Vallée de la Dordogne", "Promenades gourmandes" en Aquitaine, etc...

Capable par vocation de travailler "à la carte", le GAVA est en mesure de proposer rapidement des programmes originaux adaptés aux possibilités financières de tout organisateur, aussi bien pour des groupes touristiques classiques que pour les congrès ou responsables de stimulation.

#### G.A.V.A.

l'accueil en Gironde, Maison du Tourisme  
cours du XXX Juillet, Bordeaux. Tél. (56) 44.28.41

agence  
6, rue S...  
23300

### Venez faire de la voile avec les champions.

Les champions français s'entraînent à Bombannes. C'est là où Serge Maury a préparé les Jeux Olympiques, c'est le berceau de la voile en France. Venez tirer des bords sur le plus grand lac de France: Carcassonne-Tourbière, que vous soyez débutant ou déjà un barreur confirmé.

En dehors des heures de voile, ou pour ceux qui n'en raffolent pas, vous bénéficiez d'installations qui font de Bombannes un complexe de loisirs exceptionnel:

- une vingtaine d'aires de jeux et de terrains de sport;
- dix courts de tennis;
- un parcours d'éducation physique;
- une piscine olympique;
- une école de ski nautique;
- une bibliothèque et des salles d'activités nouvelles ou culturelles.

Sans oublier la plage de sable blanc des bords du lac et de l'océan qui n'est qu'à trois kilomètres. Pour vous y accueillir, que vous y séjourniez ou n'y passiez que quelques heures, des appartements à louer dans de petits immeubles dispersés au bord du lac, un centre U.C.P.A. pour accueillir les jeunes, des emplacements de camping et de caravanning, des aires de pique-nique et bien sûr, une garderie et un jardin d'enfants, pour vous permettre de profiter au mieux des activités sportives.



**Réservez votre appartement:**  
- Location d'un appartement (4 à 6 personnes)  
- Week-end: 105 F - Semaine: 550 F.  
Pension complète: 40 à 65 F par jour et par personne.  
Réductions de 10 à 15 % de septembre à juin.  
Renseignements et réservations:

Base de Bombannes.  
33121 Carcans. Tél. (56) 60.31.03

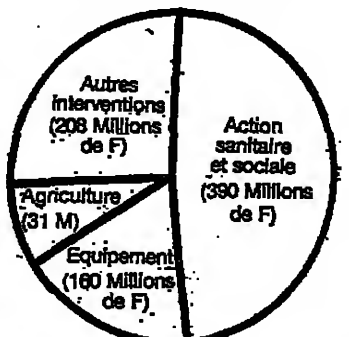
Base de BOMBANNES

### Le conseil Général: construire l'avenir

Le département de la Gironde, 57 cantons groupant 543 communes et 1.067.500 habitants, a géré en 1976 un budget de 790 millions (contre 285 en 1970) qui lui a permis entre autre:

- de poursuivre l'équipement en biens collectifs dont il a la charge ou l'Etat et pouvant difficilement faire face à leurs charges;
- d'aider les particuliers à construire et les jeunes agriculteurs à installer;
- à lutter contre les inégalités par le biais de l'aide sociale.

#### BUDGET 1976:



Pour compléter l'effort de l'Etat et des autres collectivités, afin que vous puissiez mieux vivre ou vous installer en Gironde, le Conseil Général veille à l'équipement des voies de communications. Il gère déjà 5.900 km de chemins départementaux et projette:

- la liaison modernisée Bordeaux-Le Verdon;
- la liaison routière de la presqu'île d'Arles;
- la mise à quatre voies de Bordeaux-St-Médard;
- l'aménagement de la route St-André-de-Cubzac, Libourne, Bergerac;
- la participation au réseau routier régional: Langon-Bazas-Mont-de-Marsan.

Dans le domaine scolaire et culturel le conseil général a réalisé 120 M. de travaux scolaires en trois ans, participé aux dépenses de rattachement scolaire, à l'entretien des écoles normales et à de nombreuses dépenses culturelles (Maison de la promotion sociale d'Arques, monuments historiques, équipements sportifs...).

En secteur rural l'amélioration de l'habitat, le renforcement du réseau d'électrification et surtout l'énorme effort consenti dans le

domaine de l'alimentation en eau potable (5 fois plus de personnes desservies en 1976 qu'en 1953), font de la Gironde un département où devenir acquiescent d'une "campagne" est chose tentante et de plus en plus vécue auprès de citadins pourtant sollicités par les villes côtières ou celles du Bassin d'Arcachon.

Pour lutter contre les inégalités et la mauvaise répartition des chances, le budget des dépenses d'aide sociale (330 M de francs) représente près de la moitié du budget général et concerne plus de 37.000 personnes. L'aide à l'enfance, aux infirmes, aux personnes âgées, l'aide médicale, l'hygiène et la protection sanitaire constituent les dépenses les plus importantes de ce budget qui comporte, grandement l'effort de l'Etat et des communes.

Objectifs pour 1977

Les objectifs de 1977 et des années suivantes sont résumés:

- le développement de la politique des équipements et collectifs à la progression que l'on est en droit d'attendre d'une collectivité départementale chargée d'animer la vie de ses mandants tout en complétant par un réajustement judicieux les efforts consentis par un Etat

encore trop centralisateur et par des communes trop sollicitées. Facteur de pondération, le département doit veiller à la juste répartition du produit de l'impôt dont il bénéficie. Certes, cette action serait facilitée si, aux côtés du préfet représentant du gouvernement, le département possédait en propre, un exécutif, fonction dévolue à l'heure actuelle au corps préfectoral. Maître de ses choix budgétaires et chargé de leur mise en œuvre, le Conseil général ou son émanation, la commission départementale, pourraient plus facilement adapter le cadre de vie des Gironnins tout en rendant encore plus attractive pour les autres membres de la communauté nationale, une région qui déjà est loin d'être sans attrait.

#### OBJECTIFS DU BUDGET 1977

Participation à la promotion touristique de la Côte Aquitaine en respectant ses caractéristiques naturelles.

Amélioration des transports scolaires (création d'un office)

Contribution: - au maintien de l'emploi - à la création d'emplois nouveaux

Développement du tourisme rural

Promotion de l'action culturelle

صلى الله عليه وسلم



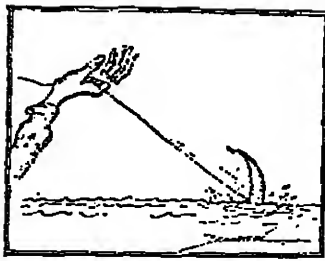
## Verrous au large

(Suite de la page 19.)

« Nous aurions bien accepté que les Japonais viennent, mais à condition qu'ils se battent avec les mêmes armes que nous ; ils n'auraient qu'à pêcher à l'appât vivant. » Les palangres ont été coupées ; des plaintes ont été déposées.

Les Lusiens ont aussi protesté contre les Arcachonnais qui « descendent » dans le quartier de Bayonne, avec des chalutiers équipés de chalins pélagiques — les chalins sans panneau qui grattent le fond. « Après leur passage, il y avait des poissons morts ou abîmés. Nous sommes hostiles à ce type de pêche, nous préférons manger du pain pendant dix ans que du gâteau pendant une seule saison. »

Malgré toutes les précautions et toutes les surveillances, les pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz sont aujourd'hui en péril. Après la campagne de l'année écoulée, qui, en principe, représentait à elle seule 50 % des revenus des unités armées pour cette pêche, plusieurs pêcheurs ont déposé leur rôle. Le syndicat des marins a demandé au gouvernement une subvention. « Pourquoi les agriculteurs seraient-ils indemnisés et pas nous ? », s'interroge-t-on là-bas. Un dernier, ils ont déversé quelques tonnes de thon sur les marches de la mairie. En août, il y a eu des manifestations. On a vendu vingt mille billets de loterie au profit des pêcheurs les plus atteints. « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il y en a qui n'ont pas gagné 500 francs par mois », dit Gérard Mendiburu, secrétaire du syndicat des marins. Déjà certains ont envisagé une conversion. Un pêcheur organise pour les touristes des parties de pêche au « tout gros », mais dans l'ensemble les pêcheurs ne sont pas d'accord. Ils souhaitent une meilleure organisation du marché, une revalorisation de leurs productions et des aides à l'investissement pour la flotte dont l'âge moyen est de dix-sept ans.



\* Dessin de Bonnard.

Avant l'industrialisation de la pêche, l'océan pouvait paraître intépissable. Il en va différemment aujourd'hui. Les imprévus de l'exploitation rendent fragile l'industrie de la mer.

Des entreprises (industrielles et puissantes) de pêche en haute mer, comme les pêcheurs de Bordeaux-Bassens, sont elles-mêmes confrontées à de telles difficultés et sont dépendantes de conditions imprévisibles comme les migrations des espèces, ou comme l'évolution — combien rapide aujourd'hui ! — du droit de la mer. « Si on étend les zones de pêche à 200 milles, comme nous sommes en droit de le réclamer », dit M. André Dezeure, P.-D. G. de Bordeaux-Bassens, nous ne saurons plus où aller. » Huit bateaux congélateurs, des milliards sur les mers, qui partent pour des campagnes de quatre mois dans l'Arctique jusqu'à 82° de latitude nord. Malgré cet équipement moderne, le patron dans son bureau de Bordeaux reconnaît : « Quand on décide de telles campagnes, c'est encore une question de flair ! »

Malgré les transformations récentes l'imprévu joue donc un rôle considérable, aussi bien pour la flotte de Saint-Jean-de-Luz un peu vétuste et artisanale que pour les navires-usines les plus « sophistiqués ». Si les techniques nouvelles mises aujourd'hui à la disposition des pêcheurs permettent de gagner quelques centaines, il n'en reste pas moins que le poisson, ressource vivante qui court sous l'océan, ne fera jamais de la pêche une activité « tranquille ». Pour l'organisation des marchés comme pour la sécurité matérielle des hommes de la mer.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Ligne

directe

## Le « Goncourt » sur les allées

Les prix littéraires sont des événements nationaux, même dans la métropole aquitaine, où pourtant on lit peu.

L'AQUITAINE se souvient d'avoir vu naître au cours des siècles de nombreux écrivains qui devinrent vite des maîtres. Mais dans ces contrées — est-ce le climat doux et la nature accueillante qui incitent plutôt à la promenade ? — on lit peu. M. Léger, qui tient la belle librairie à l'écritoire d'or, explique : « Lorsqu'on fait des inventaires dans les bibliothèques des grandes familles de Bordeaux, on trouve des collections fort riches jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Et puis, un trou, pour revoir tout à la fin un Sagan ou un M. de La Fayette. »

On vient juste apprendre ici que Patrick Grainville a eu le Goncourt et que le Renaudot est allé à Michel Henry. Les grands libraires de Bordeaux refont leurs vitrines et regardent les piles. « J'ai eu la chance de pouvoir acheter une réserve de trois cent cinquante Grainville. Le fait qu'un professeur soit lauréat est une bonne chose, cela nous amène une clientèle d'étudiants, et d'universitaires, qui sont de bons consommateurs. Les prix des romans, 45 à 50 F, ne sont pas un obstacle », dit-on chez Mollet. Les prix. Pour contourner la difficulté du coût, inscrivent-ils à la bibliothèque municipale 1 Organisée autour d'un établissement central dans un ancien couvent et de quatorze annexes dans les quartiers, la bibliothèque compte quatorze mille cinq cents lecteurs, qui chacun empruntent trente ouvrages en moyenne par an. Mais pour une métropole comme Bordeaux, ce n'est pas une très bonne performance. « On a ici traditionnellement plus de goût pour le théâtre, la poésie, la musique », regrette le conservateur en chef Jacques Yvon et ses quatre adjoints. L'Alsace et le Nord paraissent plus studieux. En Aquitaine, Agen et surtout Pau ont fait des efforts significatifs.

tifs. Le département des Landes n'a pas de bibliothèques. M. Yvon avait demandé pour 1977 un budget en augmentation de 20 %. On lui a dit : « Ne dépassez pas 6,5 %. » Il ne pourra pas dépasser une trentaine de Grainville et un peu moins d'Henry. La ville de Tours, croit-on savoir, fera des acquisitions deux fois plus importantes. « Ce qui nous attriste le plus, c'est de ne pouvoir acheter, faute d'argent, tous les livres d'art et compléter les collections. » Quand une occasion se présente,

comment résister ? Bien sûr, on risque d'engloutir en quelques mois tout son budget. Mais l'acquisition par la bibliothèque municipale du manuscrit de l'Histoire véritable, de Montaigne, ne vaut-elle pas une petite rallonge ? Histoire, souvenirs, témoignages, livres, choses et gens, qui, par leur présence échangée, prouvent que l'existence des hommes est plus durable que leur vie. Vraiment, Mauriac

avait-il tout à fait raison d'écrire : « Ce que la redoute de la mort, c'est qu'elle est ce qui n'existe pas ? »

Les racines du passé, parfois le simple rétro, plongent aussi ces jours-ci sur l'espionnage des Quinconces, où se tient la Foire à la brocante. Un démarrage sur les chapeaux de rose. Un vendeur de meubles rustiques a écrit : « Il y a du monde. Les gens ont de l'argent. Je n'ai jamais fait une foire comme Confort-Expo, qui vient de s'achever. Sur cent dossiers de vente, un seul avec crédit. » Chénets, poètes à chapeau en fonte émaillée, vaisseliers, siphons, mailles de forban, abondent. « Je peux vous offrir aussi des objets authentiques du temps de la traite des Noirs », propose l'antiquaire. Déjà des rabais, sont affichés la paire de fauteuils Louis XVI, médaillon ou gendarme (imitation évidemment), est offerte pour 1 000 F.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Trois étoiles à Agen

Le Lot-et-Garonne veut vendre son tourisme sous le label Aquitaine.

En croire Stendhal, « c'est un pays aussi beau que l'Italie ». Les connaisseurs le disent : le nord du Lot-et-Garonne a un petit air de ressemblance avec la Toscane. Et pourtant, le plus grand nombre jugent ce département sans caractère. « Nous n'avons pas grand-chose pour asseoir notre notoriété. Ni la mer, ni la montagne, ni la préhistoire », admet M. Louis Jamet, maire d'Agen et président du comité départemental du tourisme qui s'est réuni à Agen le lundi 15 novembre pour « penser » la saison prochaine. Une conclusion : mieux vaut désormais vendre le Lot-et-Garonne sous le label Aquitaine. Les gens sauront mieux l'offre qui leur est faite.

Rien d'autre que la campagne, toute simple. Aujourd'hui, il n'y en a que pour la Gironde, les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. Le Lot-et-Garonne ne perd rien pour attendre. « Chassés par la pollution de la mer, les baigneurs reflueront bientôt vers l'intérieur », assure M. Jamet.

Il sont trente-six bénévoles — élus, hôteliers, transporteurs, membres d'associations diverses, représentants d'assemblées consulaires, etc. — qui cherchent à sauver de l'oubli le Lot-et-Garonne. « L'hiver, on réfléchit ; notre plan de bataille doit être prêt pour le 1<sup>er</sup> février », note M. Jamet. Ce plan se réduit trop souvent à l'édition de brochures, se plaint un professionnel. « Il y a un géométrisable de papier, car chaque commune — Aguilon, Fumel, Nérac — veut avoir son propre dépliant. »

Le comité départemental aurait pu s'intéresser au développement du tourisme fluvial. C'était prendre trop de risques. Toujours est-il qu'une compagnie britannique, la Beaver Fleet, s'est saisie de l'idée en 1974. Elle exploite quarante house-boats sur le canal latéral de Bordeaux à Béziat. Deux mille « marins » ont ainsi croisé sur ses eaux la saison dernière. « C'est un bon filon. Nous accueillons en période estivale une soixantaine d'étrangers par se-

maine », souligne M. Pierre Esquirol, maire (républicain indépendant) d'Agen.

Le comité départemental du tourisme se défend de vivre replié sur lui-même. Au contraire, ses représentants ne cessent de travailler les marchés français et étrangers. Il n'est pas une foire d'Europe du Nord où le Lot-et-Garonne n'ait son stand. Au programme des prochains mois : Charleroi, Utrecht, Amsterdam, Essen, Birmingham, Lille. « En 1977, nous consacrerons aux Pays-Bas 10 000 francs de publicité », précise M. Jamet. « Beaucoup d'argent pour rien », affirment certains.

Et pendant ce temps-là, les caniches locales empêchent de préparer le meilleur accueil à ceux que l'on a sollicités à l'autre bout de l'Europe. Ainsi existe-t-il dans le département deux syndicats de hôtellerie. Ils se voient des adhérents et s'emploient à empêcher l'installation de nouveaux venus. « Leur entente n'est pas totale, laisse-t-on entendre à la préfecture sous forme de litote, ce n'est pas très bon. » Le maire d'Agen a donné son accord à la construction d'une trois étoiles, mais veut tenir la nouvelle cachée jusqu'au lendemain des municipales.

JACQUES DE BARRIN.

## De l'Institut d'Oenologie au Laboratoire de Physique Nucléaire, découvrez l'enseignement en Gironde.

### Une large gamme de moyens de formation.

En dehors des lycées classiques et modernes et des lycées techniques répondant au besoin de formation de Bordeaux et de sa banlieue, plusieurs établissements jouent un rôle régional ou interrégional : un lycée hôtelier très moderne, des sections de B.T.S. très diversifiées, d'importantes classes préparatoires aux Grandes Ecoles. Au niveau de la formation universitaire, les trois universités girondines et leurs deux I.U.T. accueillent près de 40.000 étudiants. Elles sont complétées par un dense système de grandes écoles et établissements relevant de divers Ministères : Institut d'Aménagement du territoire et de développement régional, Institut d'Oenologie (qui forme les techniciens locaux, mène une recherche active et a un large rayonnement international par l'accueil de stagiaires étrangers), l'Institut Pin, le Laboratoire des Corps Gras, contribuent à la mise en valeur des ressources naturelles locales comme aussi la Station Agronomique de la Grande Ferrade de l'I.N.R.A. La Commission du milieu naturel est le domaine d'action de l'Institut de Géologie du Quaternaire et de la Préhistoire, de l'Institut de Géologie du Bassin d'Aquitaine, du Laboratoire d'Ecologie montagnarde de Gabas, de l'Institut de Biologie Marine. Les Sciences Economiques et Humaines sont traitées par l'Institut des Sciences Humaines appliquées qui s'est spécialisée, avec le Professeur Sicard, dans la sociologie du développement et par l'Institut d'Etudes Régionales du Sud-Ouest. Les Sciences fondamentales disposent d'un Institut de recherches en Mathématiques (très actif dans la formation des enseignants), l'Observatoire astronomique de Floirac, le Centre Paul Pascal de Chimie du Solide, les Laboratoires de Physique Nucléaire et de Physique Théorique de Gradignan qui relèvent du C.N.R.S., l'Institut du Pin, le Laboratoire d'Essais des Métaux. Dans ces domaines, la recherche universitaire est étroitement liée aux recherches poursuivies par le Laboratoire des Poudres et par des Laboratoires indus-

En ce qui concerne la formation permanente, l'existence d'une Association régionale pour l'éducation permanente en Aquitaine, d'une Association pour le développement de l'enseignement et de la recherche en Aquitaine et d'une Union régionale des Ingénieurs d'Aquitaine, assure avec le concours du C.N.A.M. une conjugaison efficace des efforts des Services Publics et des Entreprises privées pour l'organisation de la formation.

### Un important potentiel de recherche.

Bordeaux dispose d'un très important potentiel de recherche et d'innovation scientifique. Quelques exemples montreront l'ampleur du champ ouvert : L'Institut d'Oenologie (qui forme les techniciens locaux, mène une recherche active et a un large rayonnement international par l'accueil de stagiaires étrangers), l'Institut Pin, le Laboratoire des Corps Gras, contribuent à la mise en valeur des ressources naturelles locales comme aussi la Station Agronomique de la Grande Ferrade de l'I.N.R.A. La Commission du milieu naturel est le domaine d'action de l'Institut de Géologie du Quaternaire et de la Préhistoire, de l'Institut de Géologie du Bassin d'Aquitaine, du Laboratoire d'Ecologie montagnarde de Gabas, de l'Institut de Biologie Marine. Les Sciences Economiques et Humaines sont traitées par l'Institut des Sciences Humaines appliquées qui s'est spécialisée, avec le Professeur Sicard, dans la sociologie du développement et par l'Institut d'Etudes Régionales du Sud-Ouest.

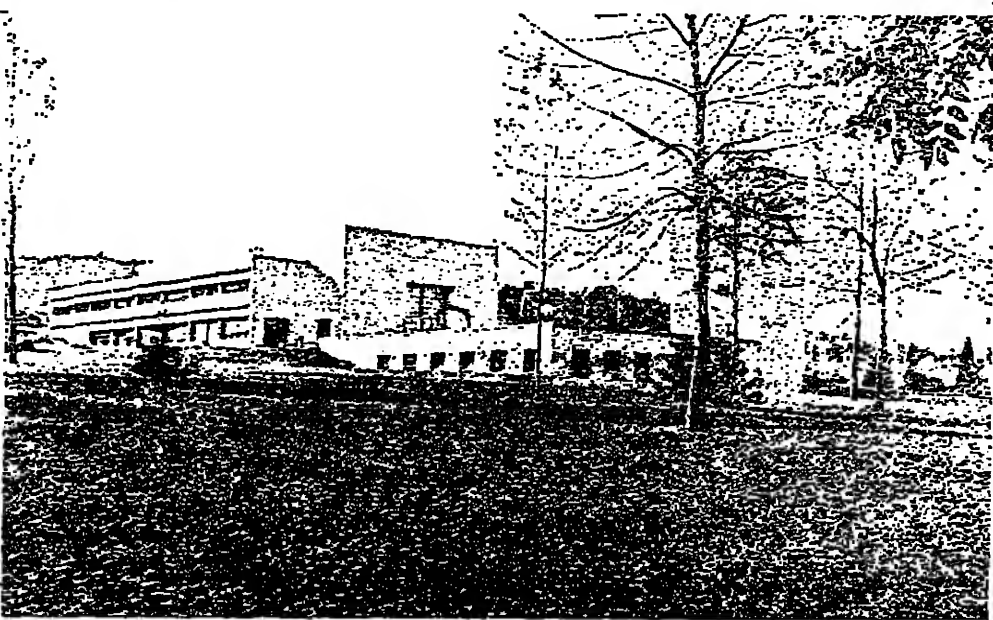
Les Sciences fondamentales disposent d'un Institut de recherches en Mathématiques (très actif dans la formation des enseignants), l'Observatoire astronomique de Floirac, le Centre Paul Pascal de Chimie du Solide, les Laboratoires de Physique Nucléaire et de Physique Théorique de Gradignan qui relèvent du C.N.R.S., l'Institut du Pin, le Laboratoire d'Essais des Métaux. Dans ces domaines, la recherche universitaire est étroitement liée aux recherches poursuivies par le Laboratoire des Poudres et par des Laboratoires indus-

triels. Cette liaison est concrétisée par des contacts de recherche, des programmes communs, l'attribution de bourses de boursiers crées par diverses entreprises industrielles ou techniques. Le domaine médical, s'appuyant sur une Université médicale au très large rayonnement, participe à la recherche entre autres par son Laboratoire de Biochimie, par son Institut de Recherches Chirurgicales Expérimentales et par son Unité d'Education Physique et Sportive.

### Un enseignement ouvert sur le monde.

Enfin Bordeaux n'a jamais renoncé à son rôle de porte ouverte sur le monde. L'existence d'un Centre d'Etudes Canadiennes, d'un Centre d'Etudes d'Afrique Noire, d'un Centre d'Etudes Géologiques et de Développement du Territoire des Aïres et des Iles correspond à certaines actions plus organisées et plus spécifiques. La présence à Bordeaux de l'Ecole Internationale relevant de l'Agence de Coopération culturelle et technique complète ce dispositif d'établissements spécialisés. Mais la plupart des autres centres de recherches ont aussi une action sur le plan extérieur, ainsi que des départements Universitaires, comme celui des Etudes hispaniques. De très nombreux accords de jumelage intéressent les trois Universités de Bordeaux. Une place a part doit être faite au Centre d'Etudes de Géographie tropicale du C.N.R.S., qui accueille et forme des stagiaires étrangers, coordonne la recherche géographique tropicale et est chargé de l'élaboration d'Atlas régionaux en cours d'édition. Enfin l'Ecole de Santé Navale joue un rôle capital dans la formation des médecins français, mais aussi dans celle des médecins des pays africains et malgaches de tradition francophone.

La Gironde, siège de l'une des plus anciennes universités françaises, est ainsi à même de répondre à la double finalité de la formation des jeunes et de la préparation des Cadres.



## ... Tout près de Bordeaux, des zones industrielles à la campagne.

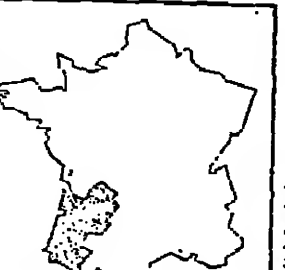
Depuis plus de 15 ans une politique active d'industrialisation a été menée en Gironde et les zones industrielles des villes moyennes résultant de la volonté des responsables régionaux d'éviter tout autant une concentration anarchique qu'un développement anarchique. Ces zones industrielles peuvent suivre leur situation suivant divers types d'industries. Hors de la Communauté Urbaine de Bordeaux, elles couvrent l'ensemble du département et sont situées à : Arcachon/La Teste - Audence - Bazas - Belin-Bellet - Blaye - Cadillac-la-Bataille - Carbon-Blanc (en projet) - Cauteris - Langon - Libourne - Pauillac - La Réole - St-André-de-Cubzac (en projet) - Saint-Loubès - Le Verdun. Certaines des localisations, comme Blaye et Pauillac, sont également des ports et Libourne un port fluvial.

Plusieurs de ces zones sont rattachées à la zone d'emploi de Bordeaux et il est important de savoir que les plus éloignées comme Bazas et La Réole ne se trouvent même pas à 100 km de la Métropole d'équilibre de la Gironde qui peut donc mettre à leur dispo-

sition tous ses services notamment un Aéroport International. Les prix des terrains présentés vont de 2 à 24 F le m<sup>2</sup> équipé les plus partiellement développés. De plus, dans le cadre des Aides de l'Etat (Prime de Développement Régional), la plupart des industries désireuses de s'implanter sur ces zones peuvent recevoir une aide correspondant à : - 25.000 F par emploi permanent créé, en cas de création ; - 20.000 F par emploi permanent créé, en cas d'extension, ceci pour un minimum d'investissement de 300.000 F avec création d'au moins 10 emplois (800.000 F et 30 emplois dans les agglomérations de plus de 15.000 habitants). Une partie des zones citées bénéficie également de la Prime d'équipement hôtelier, de l'Aide spéciale rurale, de la Prime d'orientation agricole, de la Prime d'installation artisanale et des allègements fiscaux. Il est à noter que certaines autres villes, comme Lesparme, ne possèdent pas encore de zone industrielle mais peuvent cependant accueillir des petites industries ou des sociétés de services.

Les recensements effectués concernant les entreprises déjà implantées sur les zones de la région font ressortir que tous les types d'activités sont représentés à peu près partout sans qu'une branche ou une autre soit dominante et que la taille des affaires en question va de 10 à 200 emplois, ce qui prouve bien que dans beaucoup de cas une étude approfondie doit permettre à pas mal d'entreprises de créer leur installation dans des zones où finalement il leur sera aussi aisé de travailler que dans de grandes métropoles.

Le Bureau de Recherches et d'Accueil a dressé un inventaire de tous les terrains disponibles signalés par les municipalités et est en mesure d'aider d'une façon efficace à l'aboutissement de tous les dossiers.



1/250 000

Aquitaine, le pays de qualité.



Dans les détours

de l'artisanat

Le soleil donne sur les vignes mordorées. « Saint-Emilion : zone d'appellation contrôlée », dit le panneau. Les vignes sont basses, plantées serrées — on compte cinq mille cinq cents pieds à l'hectare — et si soignées que leurs propriétaires font pousser entre les rangs des rosiers.

Des toits pâles à cheval sur deux collines : Saint-Emilion est une petite ville très ancienne. Un pan de donjon s'élève parmi les maisons. Dans le cloître gothique des Cordeliers, depuis quatre ans, pendant une semaine à l'automne, est organisée une exposition des artisans d'Aquitaine. Le but de la MIACA (Mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte d'Aquitaine), un des responsables de la manifestation est de lier l'arrière-pays à l'aménagement de la côte et de créer parallèlement au « tourisme de soleil » un tourisme plus culturel. C'est donc sous le double signe de l'artisanat et

du tourisme que se déroulera cet itinéraire à travers trois départements : Dordogne, Lot-et-Garonne et Landes.

Cap sur Bergerac. Sur la route nationale bien mornie, salons, au passage, avec joie, Michel-de-Montaigne. Le village de l'écrivain porte son nom et dans sa tour, que l'on visite, on a conservé les selles de ses chevaux. A Mouleydier, après Bergerac, on se rapproche de la Dordogne, large et calme où se reflètent de gros bouquets d'arbres. Lalande et les bords de la Couze sont jalonnés de petites mines de papier. Georges Duchêne fabrique le sien à la main au moulin de Larroque, ouvert au public, près de Couze-Saint-Front.

Eglises fortifiées et bastides. A Saint-Avit-Sénieur, un chemin de ronde court à l'intérieur de la nef. Les bastides, « basties » au treizième et au quatorzième siècle, étaient françaises ou anglaises. Villeneuve-sur-Lot, Monflanquin,

Villefranche-du-Périgord « marchaient » pour Alphonse de Poitiers. Beaumont, Lalinde, Monpazier brandissent la bannière d'Edouard I<sup>er</sup> roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine. Toutes sont construites sur le même plan, les rues se coupant à angle droit pour faciliter la défense. Au cœur de la bastide, on trouve toujours la même place bordée d'arcades, que dans le pays on appelle les « cornières ». Avec des maisons seigneuriales, percées de baies gothiques et sa longue halle, la place de Monpazier est de loin la plus belle. C'est là, sous les « cornières », s'ouvrent dans un magasin à volets de bois, ouvert de Pâques à octobre, que Renaud et Christine Bazas présentent un artisanat végétal.

Leurs bougies sont décorées de fleurs séchées qu'ils cueillent dans leur jardin. A Villers, la « ville royale », sur la place de la halle, charmante avec son belvédère de tuiles, une galerie moderne au nom bien choisi :

« le Soc ». Dans la vitrine, des abat-jour rustiques faits avec des spathe de maïs, des tentures légères tissées avec des fougères et des grès. « Nous sommes huit artisans qui travaillons la terre, la laine, le fer et le bois », expliquent Roger et Valentine Garrigue, qui ont créé « le Soc ». Les Garrigue sont tisserands. Leur dernière commande ? Le manteau d'un lama qui a ouvert un centre de méditation tibétaine au château de Chaban (Dordogne).

Sur la route de Villers à Monflanquin, un détour par Aiguapasses. Après Biran, formidable château où se sont succédé quatorze générations de Gontaut-Biran, après Soulaures, à la sortie d'une forêt, voici Aiguapasses. Petite église en pierre grise, presque aveugle tant ses ouvertures sont étroites. Seule en face d'une grosse ferme.

Bertrand Lèbe, céramiste, habite Monflanquin mais expose à Paris. On peut pourtant voir une statue de lui devant le C.E.S. de Villeneuve-sur-Lot, sur la route de Fumel. Deux blocs de pierre, le professeur et l'élève, qui s'appellent « presque » l'un contre l'autre. Parce qu'ils sont amis de Bertrand Lèbe et potiers, Alsaku Suzuki et sa femme Gerda — un Japonais et une Autrichienne — sont venus s'installer à Frespech-la-Colline-Fralche. Alsaku, en japonais, veut dire « créateur d'idéogramme » ; aussi les vases et les plats de Suzuki ont-ils souvent un pan de ciel bleu sur un fond de grès mat. L'atelier-magasin de Frespech — drap blanc tendu sur un mur de pierre — est ouvert

au public. « Les gens, dit Gerda, cherchent le contact avec celui qui fait l'objet ».

A l'entrée de Galinosa, en venant de la Croix-Blanche, il faut prendre la première à gauche. Au bout de 1600 mètres — le chemin est indiqué — on arrive chez Françoise et Jean-Etienne Soulié. Françoise est seule avec ses trois enfants, Eudes, Radegonde et Adrien. « La peinture sur soie nous permet de vivre, avoue-t-elle gentiment, mais nous préférons la marquerie pour le plaisir de créer ». Françoise et Jean-Etienne Soulié composent des tableaux abstraits ou des plateaux de tables. Ils font jouer les bois, les teintes et les textures. Bois de rose, citronnier, palissandre, loupe d'ormeau, bois du Brésil. Bois bruns, blancs, écarlates et parfois... verts.

Clermont-Dessons, malgré son nom, domine la plaine d'Agen, les arbres fruitiers et les vergers. Petit village bien mis en valeur par ses habitants. Eglise romane discrète, simplement décorée de chapiteaux à motif végétal et d'un cordon à trois rangs de billettes.

Les volets entrouverts des séchoirs à tabac laissent voir des liasses de feuilles jaunes. A Port-Sainte-Marie, on tourne à gauche vers Villars et Lavardac. A Lavardac, les premiers plus apparents. Le Lot-et-Garonne vous dit : « A bientôt ! »

Trois maisons dans une clairière, à côté de Roquefort (Landes). Une dizaine de voitures, au moins, sont arrêtées sous les arbres. Aujourd'hui, on tue le

canard gras et toute la famille est venue aider à plumer. Un peu plus loin, dans la prairie, une sculpture en terre cuite annonce que, des potiers habitant là, Erika et Benoit Moncreau-Lohoff ne souhaitent pas les visites. Mais leur poterie mérite d'être signalée. On pourra la voir à Chartres, chez Pénélope, du 15 au 22 décembre. Ce sont des grès pour la table ou des objets. Galea, « champignons », grenades pleines et fendues, très belles.

De nouveau, les plus défilent. On ne voit plus, comme autrefois, la saignée rougeâtre et le bol attaché au tronc. « Oui, c'est vrai, le gommage est en train de disparaître », dit Jean Tucco-Chala, un des responsables de l'Eco-Musée de Marquèze. En 1920, la France produisait 178 millions de litres de gomme. En 1975, elle n'en produit plus que 12 709 000 litres, dont 8 800 000 litres pour le seul département des Landes. Il y avait 16 135 gommiers en 1942, ils ne sont plus que 1 320 en 1974. La disparition du gommage a des conséquences graves, voire dramatiques. Le bois qui n'est pas gommé perd de ses qualités. Qui plus est, les risques de propagation des incendies augmentent. Le gommier, si dans la forêt et la connaît, il est sur place pour éteindre le moindre feu qui naît. Si le gommier, en cas d'incendie, se sont 1 000 hectares qui brûleront d'un seul coup. « Qui pense les responsables de la région ? »

La forêt reprend. Elle s'éclaircit par endroits. Maisons basses et carrées des Landes sous les chênes. Des dindons se promènent. La route grise file tout droit entre les trunks noirs et les fougères.

FLORENCE BRETON.



**en**  
**AQUITAINE**  
du 22 au 27 novembre 1976

**Jacques BAL - Pierre BOUTELLER - Louis BERIOT**  
**Jean SAS - Louis BOZON - Anne GAILLARD**  
**Bernard GOLAY - Lucien JEUNESSE**  
**Jean-Pierre ELKABACH - Jean-Claude MANGEOT**  
**Pierre ALAIN - Jean-Michel DAMIAN - Jacques CHANCEL**  
**Patrice BLANC-FRANCARD - François BONNEMAIN**  
**Gilbert DENOYAN - Bernard SEGARRA - Emile TOULOUSE**  
**Jean GIRARDOT - Hugues DUROCHER - Claude VILLERS**  
**José ARTUR - Jean-Louis FOULQUIER - Jo DONA**

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL AQUITAINE - COMITÉ D'EXPANSION AQUITAINE

Les curiosités

d'un gourmet

## Poissonnades

B IEN sûr, en rivière, il y a les truites (lorsqu'il y en a encore en des eaux trop polluées pour être honnêtes). De toute façon, les restaurateurs n'ont pas le droit d'en servir, on le sait. Mais si vous avez de la chance, une authentique fario, sachez qu'en Périgord on vous la fera tout simplement au grill (à l'huile de noix) et, au Pays basque, à l'ail.

Venons-en aux migrants. En Gironde, vous rencontrerez l'aloise (braisée au vin blanc et à l'échalote) et surtout la lamproie, prise aux filets piégés du printemps. Elle a ses « fans », cuite à son sang et au vin rouge, avec les tronçons de poissons surdégorés. Et n'allez pas dire ici, même pour le plaisir du mot, que vous lâchez volontiers la lamproie pour l'ombie. Ce serait mal vu ! Si l'on prend la lamproie dans la Gironde, la Dordogne et la Garonne, le saumon ne hante que l'Adour et les gaves du Sud-Ouest. Encore est-il assez rare et nombre de saumons de l'Adour des cartes restauratrices viennent d'Ecosse ou du Canada. Depuis quelques années, on le fume sur place. Cela a conduit André Daguin (Mapotel de France, à Auch), à le servir « à la Courvine » avec un verre d'armagnac blanc glacé. Mais l'armagnac, alors, n'a pas droit à son nom. Il faut dire la « blanche ». On l'a imité un peu partout. De même, on propose des brochettes de saumon en dés, pruneaux et lardons.

Enfin, l'anguille complète l'échantillonnage des « migrants ». Son frai (les civelles en pays de Loire) est ici baptisé « pibelles ». L'omelette basque aux pibelles est fort prisée.

Arrivons-en à l'esturgeon (le créac, dont la chair est mésestimée à tort, car on peut en faire d'excellents rôtis braisés). Depuis la fin de l'autre guerre il donne ce caviar de Gironde qui, bien traité et frais, vaut largement tous les autres. Las ! l'animal antédiluvien tend à disparaître et la production de caviar française, de quelque 4 tonnes en 1930, atteint aujourd'hui péniblement sa tonne et demie. A Paris, en saison, vous en trouvez notamment chez Prunier. Sur place, les meilleurs restaurants en savent proposer.

Directement de la mer à l'assiette, voici les soupes de poissons. Celle d'Andorre avec cresson de bassin, liée aux jaunes d'œufs et enrichie d'une larve de vinaigre. Celle du Pays basque (tirod), qui est une bouillabaisse aux poissons. Mais aussi la soupe biarrotte aux poivrons maigres, quelquefois simplement au mariu (colin).

Dans tous les ports, au temps de la marine à voile, les marins du Nord trouvaient, à l'échelle, le stockfish contre de la nourriture fraîche. C'est à Bordeaux qu'arrivèrent ainsi, avec les péniches de minerais, jusqu'à Decazaville, ce qui allait donner l'estofinado. Les souvenirs de ces temps se retrouvent dans la morne biscaillonne, la morne pil-pil (pimentée), la morne à la gasconne. Et dans la cassoulet de morue, où celle-ci fait office de confit. A Paris, vous retrouverez ce cassoulet de morue aux cartes de l'Aquitaine (54, rue de Dantzig) et de la Bonne Table (119, bd Jean-Jaurès, à Cligny). Ce sont plats « de femme » !

L E bassin d'Arcachon fournit deux sortes d'huîtres à la table aquitaine : les gravettes, qui sont plates, c'est-à-dire de vraies huîtres (ostrea edulis) et qu'on envoie déjà à son empereur, à Rome (chaque huître enfouie dans une boule de neige), et les noisettes, qui ne sont que des portugaises acclimatées là depuis plus d'un demi-siècle. Chaque 25 mars, on fête Notre-Dame d'Arcachon et l'on bénit la mer en souvenir d'une statue apportée par elle, vierge en albâtre de Nottingham du seizième siècle. Les huîtres se dégustent « à la bordelaise », c'est-à-dire accompagnées de crêpilles truffées cuites au vin blanc ou de petites saucisses pimentées grillées. Le blanc sec des Graves semble né pour accompagner ce plat. A Paris, on sert les huîtres ainsi au Châtelet (94, bd des Batignolles), et là seulement, je crois bien !

On l'a vu, l'expression « à la bordelaise » implique le vin blanc (ou rouge) et l'échalote. Ne vous étonnez point alors des moules à la bordelaise, des écrevisses à la bordelaise.

LA REYNIÈRE.

# Le Crédit Agricole Mutuel et l'Aquitaine: un mariage d'ambition.

Caisses régionales de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne, des Pyrénées Atlantiques.

150 000 000



# GIRONDE

## Le plus grand des 96

Le département de la Gironde (10 000 km<sup>2</sup>) est le plus grand de France. Son chef-lieu, Bordeaux, capitale de la région Aquitaine, cœur d'une vaste agglomération de 612 000 habitants, marque de son empreinte la vie des deux régions géographiques qui, avec lui, composent le département : la vignoble bordelais, la forêt gironnoise avec sa façade océanique.

Le port de Bordeaux, en pleine métamorphose lui aussi, s'allonge sur 100 kilomètres de Bordeaux à l'océan. Quatre grands ensembles portuaires s'échelonnent jusqu'à la pointe de Grave. Le port historique de Bordeaux, sur la rive concave d'une courbe de la Garonne, cache de ses entrepôts disgracieux — qui doivent disparaître — la façade monumentale des quais : il reçoit encore les bateaux des lignes régulières, tandis que, à l'avant, les bassins à flot sont surtout voués au trafic des bois. Le port de Bassens, sur la rive droite, capable de recevoir des bateaux de 10 mètres de tirant d'eau, est remarquablement équipé pour accueillir et stocker les produits pondéreux (dont les bois tropicaux), les céréales, les engrais et les conteneurs.

### Seigneurs en terrasses

Deux ports pétroliers, Ambarès et Pauillac, desservent les raffineries. Enfin, le Verdon peut recevoir, grâce à ses dragages, les grands navires pétroliers d'un tirant d'eau de 15 mètres, ce qui correspond à des unités de 350 000 tonnes de port en lourd (mais pas à pleine charge) : un poste pour navires porte-conteneurs, le premier de notre façade atlantique, vient d'être mis en service : une vaste zone industrielle est en voie d'aménagement. Le trafic de l'ensemble portuaire bordelais en provenance ou à destination de la haute mer a été en 1975 (année de crise) de 11 610 000 tonnes (dont 9 412 000 d'hydrocarbures), les importations (9 127 000 tonnes) l'emportant de beaucoup sur les exportations.

Le vignoble de Bordeaux est né du négoce, et son essor a été favorisé par les privilèges accordés par des ducs d'Aquitaine qui étaient, aussi, d'Angleterre. La vigne couvre en Gironde environ 105 000 hectares, fait vivre quelque trente-deux mille viticulteurs et produit annuellement 3 à 5 millions d'hectolitres. C'est un monde fort complexe que celui de la viticulture bordelaise. Y voisinent des « châteaux » de grand renom aux parcs des moutons capiaux et qui font vieillir leur vin dans des chais, et de petites exploitations familiales en faire-valoir direct et liées à une coopérative. Des vignobles admirablement tenus touchent à des terres abandonnées à la friche. La gomme

des vins est infinie : depuis les grands crus rouges ou blancs, dont on peut penser qu'ils n'ont pas d'équivalent au monde, jusqu'à des vins courants de qualité fort moyenne. Les pays du Bordelais viticole s'étendent sur les grands axes fluviaux au long desquels se pressent les villes et les bourgs.

Trois ensembles peuvent être discernés. Les vignobles de rive gauche sont disposés sur des terrasses caillouteuses en un long liseré plus ou moins continu entre la forêt landaise et le fleuve. Garonne et Gironde se succèdent du nord au sud le Haut-Médoc et ses grands vins rouges, les Graves de Bordeaux ou un vignoble de qualité se défend bien, le Sauternes producteur de vins liquoreux. L'Entre-deux-Mers est un plateau calcaire très dissecté, entre Garonne et Dordogne : c'est un pays pittoresque et très attachant où sont associés vignobles, vergers, prairies et bois : si les vins blancs de qualité courante, vinifiés dans des coopératives, sont l'essentiel de la production de l'Entre-deux-Mers, les quelques terroirs privilégiés nourrissent des vignobles fameux : les premières côtes de Bordeaux, Sainte-Croix-du-Mont.

Les vignobles d'entre-Dordogne, enfin, occupent jusqu'aux confins boisés des pays charnais des terrasses fluviales et des coteaux caillouteux doucement modelés par l'érosion ; autour de Libourne, ville du négoce des vins, et qui s'industrialise peu à peu, triomphent en monoculture des vignobles dont les seuls noms de Saint-Émilion, de Pomerol, de Fronsac, disent la haute réputation : vers le nord les côtes de Bourg et de Blaye, dans le cadre d'un des paysages les plus nobles de toute l'Aquitaine, donnent d'excellents vins rouges. Au-delà des pays du vignoble, la Gironde englobe vers l'est des terres qui, par l'histoire et l'économie rurale, sont déjà extérieures au Bordelais : à l'est du méridien de Langon, l'arboriculture fruitière, l'élevage des bovins, la culture du tabac, rattachent le Réolais et le Bazadais aux pays de la Moyenne-Garonne.

### Papier de pin

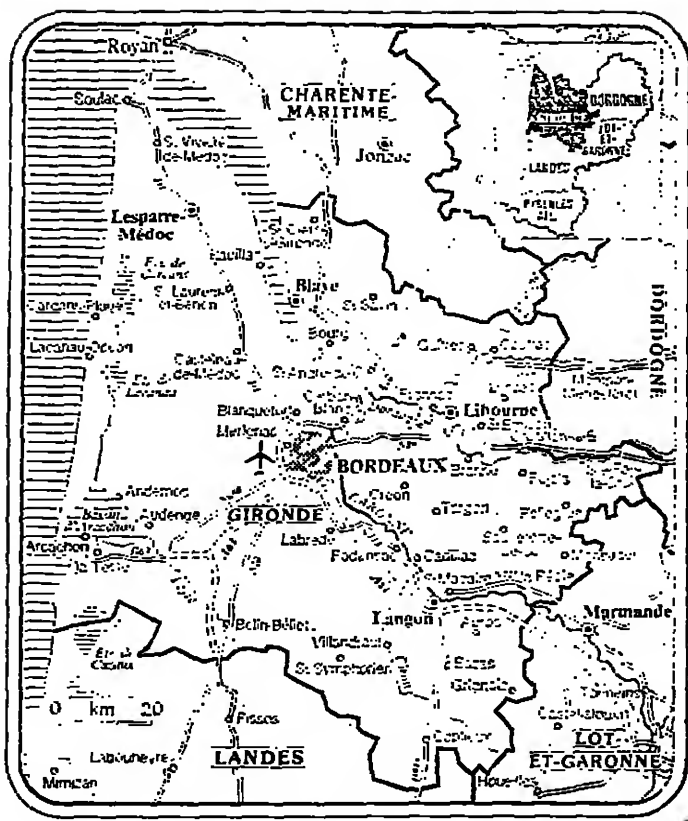
Le département de la Gironde englobe la moitié nord des Landes de Gascogne. L'assainissement du pays, au siècle dernier, a permis à la forêt de pins, jusqu'alors cantonnée avec les cultures aux versants des vallées, de conquérir l'immense domaine des Landes routes aux parcs des moutons. Si l'industrie de la gomme est en voie de disparition, si le commerce des bois a connu des crises, le pin a trouvé un débouché assuré : l'industrie papetière, dominée par une puissante société, et dont deux usines (Fauriol et Bégès) sur

cinq sont situées en Gironde, absorbe la moitié de la production de bois du massif forestier : les épaveurs, s'ils apprécient la sécurité que leur donne cet essor des papeteries, ont le souci, pour éviter les dangers d'un monopole, de diversifier leurs débouchés. La forêt est en pleine transformation : des méthodes nouvelles de sylviculture, fondées sur la pratique des labours, l'apport d'engrais et des techniques nouvelles de conduite du boisement, sont appliquées. Mais, comme l'agriculture ancienne a été abandonnée et que ni la nouvelle économie forestière ni l'insertion au milieu de la forêt de grandes exploitations d'agriculture mécanisée productrice de maïs, ne demandent beaucoup de main-d'œuvre, le pays se dépeuple : il est, aux lisières du département des Landes, des cantons presque déserts.

La façade atlantique de la Gironde connaît depuis la der-

nière guerre un essor remarquable. Le Médoc n'accueille encore sur les plages de l'Océan et sur les rives de ses étangs aux magnifiques plans d'eau que de faibles effectifs d'estivants, mais le bassin d'Arcachon, centre d'une ostréiculture de qualité qui résiste aux crises, est devenu tout entier une annexe touristique de Bordeaux où affluent l'été des foules venues surtout du Nord. La ville d'Arcachon, en plein essor, est la capitale de cette petite mer intérieure, dont les bords sont aujourd'hui jalonnés de stations balnéaires de tous types, et qui est équipée pour recevoir quelque cent cinquante mille personnes, soit le double de sa population résidente. Fût-ce cette splendide façade océanique — qui se prolonge sur 200 kilomètres, jusqu'à l'Adour — ne présente-t-elle pas le spectacle de tant de rivages. De lourdes menaces pèsent sur elle, mais rien n'est encore perdu.

LOUIS PAPY.  
agréé de géographie,  
dépens honoraires  
de la faculté des lettres  
de Bordeaux.



### L'homme du jour

M. PHILIPPE MADRELLE, trente-neuf ans, député socialiste de la Gironde, président du conseil général.

### BORDEAUX-VILLE 1965

de Gaulte	43,61 %
Mitterrand	28,01 %
Lecanuet	16,14 %
Tixier-Vignancour	8,82 %
1969	
Pompidou	43,71 %
Pobier	28,19 %
Duclos	16,38 %
Defferre	5,98 %
1974	
Giscard d'Estaing	17,48 %
Mitterrand	36,79 %
Chaban-Delmas	35,51 %

### LES PARLEMENTAIRES

Quatre sénateurs : MM. Jacques Boyer-André (rep. ind.), Raymond Brun (payan), Max Montheilhon (payan), Jean-François Piat (rep. ind.).  
Dix députés : MM. Jean Vallet (U.D.R.), Jacques Chaban-Delmas (U.D.R.), Henri Deschamps (P.S.), Philippe Madrelle (P.S.), Guy Laroche (rep. ind.), suppléant de M. Achille-Pol (démocrate), Michel Sainte-Marie (P.S.), Emile Durand (app. rep. ind.), Pierre Lagorce (P.S.), Gérard César (U.D.R.), Gérard Delaune (U.D.R.).  
Le conseil général est présidé par M. Philippe Madrelle, député socialiste.

maire de Carbon-Blanc, est assis à la place d'honneur. A sa droite, Mme Renée Cassagne, veuve de l'ancien député socialiste de cette

## Un socialiste sur la rive droite

circonscription, dont M. Philippe Madrelle fut le suppléant en 1967, avant de le remplacer en 1969. Autour d'eux, les personnalités socialistes du département, auxquelles se sont joints deux radicaux de gauche, mais relégués en bout de table.

Chacun est accompagné de son épouse, et ils forment une immense table d'honneur, garniment endimanché, face à cinq autres tables, le long desquelles se serrent deux cent cinquante personnes.

Cela pourrait être un repas de première communion, un mariage de campagne ou un banquet du comité des fêtes. La section du P.S. a organisé ces agapes en l'honneur de l'élection de M. Philippe Madrelle à la présidence du conseil général de la Gironde.

Le héros du jour n'est nullement intimidé.

« C'est que, voyez-vous, monsieur, en Gironde, les sections socialistes de la rive droite, ce sont les pures, les dures. Celles qui n'ont jamais failli. Alors, de temps en temps, elles se retrouvent, histoire de faire la fête, de se réchauffer un peu ».

Tandis que les plateaux de « cochonnailles variées » passent au-dessus des têtes, Philippe est exhorté à bien faire connaître le rôle du conseil général, son action, et à lui donner des orientations plus socialistes que sous l'ancienne majorité. « N'en déplaise au prélat, qui doit cesser d'être le représentant du départe-

tement pour être celui de l'Etat ».

Le Dr Dartigues, conseiller général radical de gauche, commence à s'animer. Sa mâle assurance, son apparente concentration, sa mâchoire puissante doivent lui permettre de ne pas passer inaperçu.

Alphonse Vandenbroucke, quatre-vingt-six ans, venu à pied depuis les fins fonds de Bassens, à plusieurs kilomètres de là, chante « Ramona ». Cela fait par là du folklore de la rive droite. Dr Dartigues en tête, le refrain est repris en chœur par toute la salle.

Le rosé de Crémont est fini depuis longtemps. Un châteaude-lisennais, bordelais rouge, a accompagné fort dignement le gigot de mouton et nous a conduit jusqu'au fromage.

M. Pierre Lalumière intervient : « Nous avons repris le conseil général après une longue marche. — Il fallait au moins un professeur à la Sorbonne pour calmer ce tohu-bohu sans forcer sur les décibels ».

Puis, à l'heure grave qui suit le café et précède l'armagnac, c'est M. Philippe Madrelle. Pas de fioritures. Pas de clin d'œil. Il ne cherche ni à séduire ni à convaincre et dresse un bilan sans chaleur excessive, sans ironie non plus.

Le parti socialiste est devenu la première force politique de la Gironde. Depuis trente ans, il s'est efforcé de diminuer l'influence de Chaban. Il l'a encerclé dans sa ville. Maintenant il va tel-

loir lui arracher la Communauté urbaine, et la mairie de Bordeaux, et le conseil régional.

Puis l'accordéon ouvre le bal. Les jeunes se lèvent et vont danser dans le fond de la salle. Des groupes se forment à chaque table. Debout dans un coin, M. Philippe Madrelle consulte.

Cette fête que vous avez vue, il ne voudrait pas que vous en tiriez des conclusions hâtives. N'allez pas croire que ce n'est pas sérieux chez lui. Il a peur que vous ne compreniez pas. Cette fête, c'était une fête de famille et vous avez peut-être été indiscret en restant si tard chez lui.

Lui, l'enfant du pays, est fier par ceux qui ont reconnu dans ce jeune professeur de C.E.T. le fils spirituel de René Cassagne et lui ont confié un siège qu'il n'a pas eu à conquérir. Cette reconnaissance tacite, ce droit d'ainesse, ça compte beaucoup plus qu'une élection.

El René Cassagne était lui-même le fils spirituel de Gaston Cabannes, « ce joyau du socialisme », le seul député de la Gironde à n'avoir pas suivi, en 1953, Adrien Marquet le renégat qui, maire de Bordeaux, membre de la S.F.I.O., fut en juin 1940 l'un des protagonistes de l'armistice avant de devenir ministre du maréchal Pétain.

« C'est qu'il nous sommes sur la rive droite, la rive de la fidélité ».

PIERRE CHERRUAU.

### SAINT-JEAN-DE-LUZ

Quartier Urdazuri

### Résidence ESKUALDUNA

500 mètres du port - Bon standing  
Studios à partir de 90.000 francs  
et 2, 3, 4 pièces

### PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

Documentation et renseignements sur simple demande :

IMMOBILIA, 20, rue Gambetta  
64500 Saint-Jean-de-Luz  
Tél. : 26-10-88

Courtois Immobilier  
17, boulevard Maiesherbes (8°)  
Tél. : 266-27-87/265-21-39

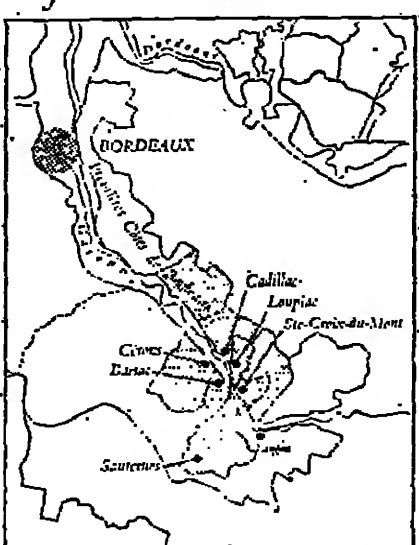
### à ARCACHON GAUME

vous propose des Appartements  
au  
CENTRE GAMBETTA  
et directement sur mer  
LES FLOTS

55, Avenue Lamartine - 33120 ARCACHON

## Petit Guide des Vins de Bordeaux

### II. Les vins blancs liquoreux : les fabuleux Sauternes



Fabuleux... Lorsque vous aurez goûté la douceur de vin, ce n'est pas tout, vous devez aussi goûter le parfum de Sauternes à mi-voix, lorsque vous êtes en train de goûter ce vin, cette saveur spéciale, précieuse pour connaître avec nous qu'il n'est pas de vin plus juste que celui qui fait la réputation de Sauternes. On ne peut donc pas en dire de trop, comment grandirait-il sans que Richard Cote de Lutz célèbre dignement il y a tant de siècles ?

Un petit terroir, 2000 hectares seulement, en sols de grès, sur les rives de la Garonne, à 40 km au Sud de Bordeaux. Cette ravissante région Sauternaise, parsemée de châteaux et de demeures anciennes, aux collines basses et crues de minuscules vallées, est traversée par le Ciron, modeste affluent de la Garonne. Grâce à cette confluence, elle jouit d'un microclimat qui fait son unité. Ce microclimat est généralement en automne de brouillards matinaux, auxquels succèdent rapidement un chaud soleil. Dans un instant, vous saurez toute l'importance de ce phénomène sur la nature et la qualité des Sauternes.

Les appellations. Dans cette région on trouve les appellations contrôlées Sauternes et Barsac naturellement, mais aussi Cérons, Sainte-Croix-du-Mont, Loup, Cadillac, Graves Supérieures, Premières Côtes de Bordeaux, Côtes de Bordeaux St-Macaire.

D'autres régions produisent aussi d'excellents vins moelleux comme St-Foy-Bordeaux et Bordeaux Supérieurs. Les gamas des crus. Les grands crus classés (classification de 1855). Les Crus Bourgeois et autres (la mise en bouteilles à lieu au Chateau). Pour plus de commodité, nous les appelons : Châteaux.

La pourriture noble. En Sauternes, il ne suffit pas que le raisin soit mûr pour être cueilli. Il faut qu'il ait atteint un degré très avancé de maturité et soit attaqué par une minuscule champignon, Botrytis Cinerea, provoquant ce que l'on appelle ici joliment « la pourriture noble ».

Le botrytis attaque à la fois l'intérieur et la peau du grain, qui va prendre une couleur de prune, brun-violet, et bientôt se rider, se friter.

A ce moment s'opère la réduction de volume qui provoque l'élevation de la teneur en sucre dans les baies. Nous parlons tout à l'heure du microclimat régnant sur la région. C'est lui qui, par l'alternance quotidienne de l'humidité et de la sécheresse, favorise le développement du Botrytis.

Des vendanges uniques au monde. La pourriture noble n'apparaissant pas en même temps sur toutes les grappes, il en résulte que les vendanges doivent se faire en « vintages » successifs, la vendangeuse ne récoltant à chaque trique que les grappes atteintes. Les vendanges vont donc durer un mois ou un mois et demi ou davantage... D'autre part

le raisin devant être cueilli sec, la moindre pluie interrompt immédiatement les cueillettes. Ainsi récolté, le raisin perd une part considérable de son volume, et donc de son jus. Ne dit-on d'ailleurs pas en Sauternes à ce propos : un cep de vigne, un verre de vin ?

Les caractères des Sauternes. Toutes les ressources du vocabulaire vineux ne suffiraient pas pour parler des Sauternes et Barsac. Nous avons dit fabuleux, il vous reste à juger sur pièce. Vantons encore leur belle couleur de vieil or jaune, leur moelleux, leur finesse, leur délicatesse, leur parfum et leur saveur, absolument inimitables.

Le vieillissement. Bus jeunes les Sauternes sont fruités et nerveux, ils développent ensuite l'harmonie, la race et le corps qui leur sont si particuliers. Les grands millésimes peuvent vieillir plusieurs décennies.

Comment les boire. Les Sauternes doivent se boire très frais mais non frappés. Contrairement à une idée très répandue, ces vins ne sont pas seulement vins de dessert. Ils conviennent à merveille à l'heure de l'apéritif (où ils sont même délicieux en base de cocktail), mais ils peuvent être servis tout au long du déjeuner ou du dîner. Évitez toutefois de les déguster sur des mets très sucrés ou très relevés qui les contrarieront.

Avec quoi les boire. Les entrées, tous les poissons fins en sauce, les viandes blanches, les volailles, le foie gras, le roquefort et autres fromages à pâte fondante, certains desserts (sorbets, tartes), les fruits au naturel ou rafraîchis, les fruits secs.

Pour en savoir plus. Nous n'avons pu vous donner ici dans ce deuxième volet qu'un aperçu très succinct sur ce groupe des vins de Bordeaux. Nous vous suggérons de le garder précieusement, d'autres pages vont suivre et le petit guide pourra vous être fort utile.

Cependant, si vous désirez obtenir de plus amples informations sur le sujet, le C.I.V.B., Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux se fera un plaisir de vous faire parvenir dans les plus brefs délais les diverses plaquettes et documents récemment édités concernant les Sauternes. Il vous suffira d'écrire à l'adresse suivante : C.I.V.B., 1 cours du 30 Juillet, 33075 Bordeaux Gex. Tél. (56) 44.37.82

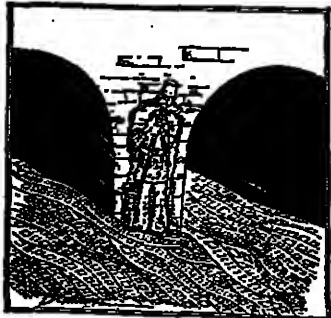
Les Vins de Bordeaux  
Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux



## ARTS ET SPECTACLES

### Cinéma

AU FESTIVAL DE PARIS



#### Un Comencini inédit

On n'en avait jamais vu de découvrir Luigi Comencini (soixante et un ans), bien qu'il soit aujourd'hui, en France, après des années d'incompréhension, un réalisateur populaire et apprécié. Lorsque le Festival cinématographique international de Paris présente « Le Scapone scientifico », on s'aperçoit que cet inédit est une œuvre maîtresse.

Tourné en 1972, « Le Scapone scientifico » est un film à vedettes : Silvana Mangano et Alberto Sordi, Betty Davis (monstre sacré hollywoodien) et Joseph Cotten. Réalisé avec cette maîtrise classique du récit romanesque qui caractérise Comencini, c'est aussi un film qui s'adresse à un large public. Alors, on ne comprend vraiment pas pourquoi il n'a pas encore trouvé de distributeur en France, alors que des sous-produits du cinéma italien comme « Africa Express » et « Bluff » arrivent sur nos écrans, qui pourraient s'en passer.

Chronologiquement, « Le Scapone scientifico » se situe entre « Pinocchio » et « Un vrai crime d'amour ». Et s'y relie d'ailleurs parfaitement, le scénario de Rodolfo Sonego ayant apporté à Comencini un terrain pour le double thème de la fatalité sociale et de l'enfance affrontant la vie des adultes, qui marque tout son univers cinématographique. « Le Scapone scientifico » est une fable tragique — et réaliste — sur les rapports des pauvres et des riches avec l'argent. On ne peut pas supposer que ce sujet fasse peur à nos distributeurs.

Chaque année, depuis huit ans, une milliardaire américaine, vieille dame indigne au sourire faux, vient passer des vacances à Rome, dans une somptueuse villa proche d'un bidonville. Elle a la passion des cartes et fait venir chez elle, pour des parties de « scapone scientifico », jeu italien, un couple qui végète dans la misère de ce bidonville avec cinq enfants. La vieille dame met ses millions sur la table et le couple espère toujours gagner une fortune.

Il y a, bien sûr, le suspense du jeu, entretenu dans une atmosphère de fièvre. Mais ce qui compte pour Comencini, ce sont les liens qui unissent cette puissance sociale qu'est la richesse « signora » au couple et à tous les pauvres du bidonville, passionnés par ces matches répétés comme s'il s'agissait, pour eux, de gagner par procuration. Paralysés des jambes et poussant l'échecement jusqu'à frôler la mort, la vieille est, en fait, indestructible et vouée au gain (elle a les moyens), tandis que ses partenaires, à vouloir jouer son jeu, se cognent éperdument au mythe du capitalisme et de la réussite individuelle. Semé de détails humoristiques et grotesques dans la tradition de la comédie italienne, le film est empreint d'une lucidité amère, d'une profonde sensibilité devant la misère et le « mauvais sort » des humains. Personnage typiquement comencinien, personnage essentiel, une adolescente boiteuse, fille du couple de joueurs, observe tout de ses yeux tristes et juge. Petit être marqué, elle a, pour sauver sa famille de l'empire de la vieille et de son argent, sa solution à elle qui est, d'une certaine manière, un « vrai crime d'amour ».

JACQUES SICLIER.

L'Association française de la critique de cinéma a décerné le prix Média pour 1976 à « Histoire d'Adèle H. », de François Truffaut, et le prix Léon-Moussinac à « Cris Cuervos », de Carlos Saura.

En raison du décès d'Alexandre Calder, l'exposition de ses œuvres récentes, prévue à la galerie Magasin le 21 novembre, est reportée au mercredi 1<sup>er</sup> décembre.

#### Rouge comme le rêve

Journée croisée avenue de Wagram, seul pour un film de Comencini inédit en France (lire ci-contre), et le second film de Michèle Rosier, « Mon cœur est rouge ». Après George, assez fraîchement accueilli à sa sortie à Paris, Michèle Rosier quitte le dix-neuvième siècle pour notre époque, pour d'autres femmes, pour Clara (Françoise Lebrun), une femme libre, qui travaille, aime, milite par son entêtement, son humour, sa parfaite décontraction, son art de toujours faire front sans rien laisser paraître.

Dans la rue, elle recueille une jeune motocycliste (Hermine Kharagouz, cette merveilleuse comédienne dont il faudra un jour plus longuement parler), victime d'une chute, l'amène à l'hôpital : Clara, comme son metteur en scène Michèle Rosier, observe, documente tout d'un œil inépuisablement sans souffler mot. L'histoire de Clara : un garçon rencontré dans la rue avec qui on fait de longs voyages en bagnio, l'amour, c'est drôle. La vie quotidienne, c'est drôle. Puis, aux dernières images, c'est la fête de fin d'année au pensionnat de jeunes femmes, à l'ombre des héroïnes en bijou ou en jupe de « l'histoire et de l'art ». Elles sortent d'un peu partout, il y a même Mal Zetterling, Anne Wiazemsky — Michèle Rosier avait organisé une party pour l'occasion — des tas de jeunes personnes jouent l'histoire, Marx, Nietzsche, un charmant Rimbaud.

Tout ça ne tient pas debout et nous touche d'autant plus fort : révérence bourgeoise qui rêve... de révolution.

En dehors du Comencini, la grande salle accueillait un film d'art sur « la révolution » : « Expropriation », d'ancien, de Mario Robles, natif de New-York, mi-péruvien, mi-cubain par sa famille. Robles reprend exactement le thème mais aussi des images du « Courage du peuple », de Jorge Sanjines. Il cueille en contre-jour, à la Eisenstein, d'admirables visages d'indiens. En toute sincérité, il chante, par l'image raffinée, par la parole « poétique », l'exploitation des indiens par les « gringos », pour découvrir à la dernière seconde « la lutte des classes ».

La décalage entre l'intention et l'esthétique puéril est tel qu'on a de la peine à rester dans son fauteuil. La « révolution », visiblement, est une idée rassurante.

LOUIS MARCORELLES.

### Café-théâtres

PARTOUT  
DANS RENNES

Avec le Festival des arts traditionnels, le Festival international de café-théâtre constitue désormais un temps fort de l'activité de la Maison de la culture de Rennes, dirigée par M. Chérif Schamadar. La troisième édition a été élargie aux jeunes compagnies du théâtre en marche.

Du 10 au 20 novembre le théâtre va au-devant des spectateurs : dans tel hypermarché, à la cafétéria de l'URSSAF, Pierrette Dupuyet, qui a laissé dans la capitale bretonne le souvenir d'une extraordinaire Jaccouère, interprète son nouveau « woman-show », At Cost O'Clock, de G. Leauté. Hors services, psychodrame burlesque joué pour la première fois par Elle-Georges Berberby, fait le plein des cinquante places que peut contenir le petit bistrot des Palestiniens.

Café-théâtre et théâtre de recherche éclatent aussi dans les communes rurales. Au café de Mélesse on refuse du monde pour le mime-chausson suisse Benoît Gampert (Conférence sur la silence et Garçon, l'addition). Au Rheu, le Théâtre de l'Ollivier, éditons de comédiens, acteurs d'Aix-en-Provence, fait le plein de la salle polyvalente du C.E.S. avec le Temps des cerises. Lundi 15 novembre, à la seconde représentation à la maison de la culture de Je te le dis Jeanne, c'est pas une vie, la vie qu'on vit, par les Jeanne (Eva d'Arlan, Eliane et Martine Boert). Il a fallu changer de salle, celle prévue initialement risquant d'être littéralement envahie. « Le public a répondu à nos propositions au-delà de nos espérances », commente M. Gilles Fournel, animateur de la section théâtre de la maison de la culture. Les spectateurs sont bien sûr différents selon qu'il s'agit de théâtre d'avant-garde ou de café-théâtre. Il se représente cependant de façon à peu près égale entre les deux genres. Il existe incontestablement une faim de théâtre.

Certains ont cependant critiqué l'excès d'amateurisme de quelques-uns des vingt et un spectacles présentés, mais le Festival aura en tout cas mis l'accent sur le vide théâtral de l'Ouest.

DANIEL MORNET.

### Rock

Linda Ronstadt

La musique rock a une pléiade de grandes chanteuses : Carly Simon, Joan Baez, Candi King, Judy Collins, Joan Bea, Mikiel, d'autres encore. A ce groupe prestigieux s'y ajoute maintenant Linda Ronstadt qui chante depuis dix ans mais qui collabore aujourd'hui avec Peter Asbar.

Linda Ronstadt est une jeune fille au visage un peu rond, née à Tucson, dans l'Arizona, mais vivante depuis longtemps en Californie où elle fonde d'ailleurs son premier groupe, le Stone Poneys. En 1971, dans le but d'enregistrer un album, elle constitue un orchestre composé entre autres de Glenn Frey et Don Henley qui créent eux-mêmes bientôt leur propre groupe (sous le nom d' Eagles, celui-ci connaît une grande carrière commerciale). C'est avec de nouveaux et bons musiciens, un groupe rock au parfum « country » prononcé qui se limite discrètement au rôle d'accompagnement que Linda Ronstadt s'est produite lundi soir au Théâtre des Champs-Élysées.

Ici, tout est coordonné en fonction d'une voix qui a la place privilégiée, qui est générale, qui éme les moes avec un son en douceur, avec beaucoup de limpidité, avec la pureté des grands espaces et des rivières marines, avec un lyrisme qui n'est pas sans rappeler parfois celui de Simon et Garfunkel. Le répertoire de Linda Ronstadt est formé de ballades signées Neil Young, James Taylor, John David Souther, de chansons dont elle est parfois co-auteur. Un beau spectacle qui nous laisse dans la rue comme avec une sorte de décalage.

CLAUDE FLEOUTER.

Linda Ronstadt a publié un récent album, Prisonner de l'Espérance. (W.E.A., Philips/Musica).

### Théâtre

« LA CHARRETTE », par les Comédiens émigrés de Grenoble

Les Comédiens émigrés de Grenoble ont joué la Charrette, et c'est peut-être la meilleure troupe que nous ayons vue au cours de ce festival. Ils ont joué à la M.V.C. de Boulogne-Billancourt, au Théâtre Mémorial de l'Éclaireur effrayantement littéraire la pièce, au Théâtre des Deux-Frères, et c'était là qu'il fallait les voir — quinze les travailleurs arabes aient été quasiment absents — dans une lumière qui respectait la poussière, les bouts de fils, les sacs en plastique, les cages, les cartons, les verres plés, les vieux papiers, les boîtes de conserve et les peines au milieu desquels se décomposait, accrochée à une charrette et en s'entrechâillant, un père et ses deux fils.

On ne comprenait pas le texte, qui est en arabe, mais on voyait, on touchait le fond du drame qui se déroulait. On nageait dans les peines et on ne pouvait pas s'en sortir ; quand ils mangèrent des croûtes de pain, on suivait une à une les miettes qui tombaient par terre ; quand ils se touchaient il y avait de la poussière qui sortait des vêtements, des bouts de laine qui s'échappaient des manches, une décomposition d'autant plus terrible qu'elle se faisait dans le rire, l'univers réréé à l'élégance et que transmettaient, avec une sorte de tendresse méchante, des bouffées d'espoir qui n'étaient dues qu'à la folie, les trois comédiens de la troupe.

La Charrette, inspiré d'une pièce tunisienne entièrement réécrite et adaptée par les Comédiens émigrés de Grenoble, raconte le drame de l'exode rural, du chômage et de la délinquance en pays maghrébin.

Un paysan, obligé de quitter la terre pour survivre, part avec ses deux fils, Hamad et El-Mida, en ville où se trouve Bouchaib — un autre de ses fils — et sans doute aussi le bonheur du travail. Ils ne trouvent ni Bouchaib ni travail, mais à trois, dans un affrontement dur, les deux fils tantôt soumis, tantôt ligés contre le père autoritaire et avengé, découvrent et avertis, insolents, se détruisent, détruisent leur propre famille, le père mourra après que son fils ait été fumer devant lui, Hamad et El-Mida décideront de partir. Ils seront les immigrés de demain.

Drame psychologique, sociologique, traité dans l'amertume et le désespoir, étonnamment interprété par Chakir Abdelham (Hamad), Mohamed Boumeghira (El-Mida) et Dider Bermandane (le père). Les Comédiens émigrés de Grenoble sont des professionnels, tous ont travaillé au Théâtre populaire maghrébin de Grenoble, avant de fonder, il y a neuf mois, la troupe. Ils ont déjà joué à Rennes, à Roubaix et au Printemps des peuples présents chez Silvia Monfort. Ils vivent en faisant « la plongée ».

Au Théâtre Mémorial, des militants algériens et marocains leur ont reproché de n'avoir aucune vision politique, de n'expliquer ni les raisons de l'exode rural et de l'immigration, ni les solutions possibles, bref de ne pas être révolutionnaires par le théâtre. « Il n'y a pas de théâtre révolutionnaire », a répondu un des comédiens, il nous appartient de poser les problèmes de façon modeste : aux travailleurs ensuite de débiter des solutions. Elles ne furent pas débattues ce jour-là, d'autres manifestations sui-

valent, mais des adresses furent échangées, pour continuer le travail, les discussions.

CATHERINE HUMBLLOT.

La mort de Jean Gabin

#### UN TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à Mme Jean Gabin un télégramme de condoléances : « Madame, c'est avec une vive émotion que j'ai appris la disparition brutale de Jean Gabin. Au cours de sa exceptionnelle carrière de grand artiste, son nom a été associé, pendant cinquante années, aux principaux chefs-d'œuvre du cinéma français. La force de sa personnalité en faisait un personnage en lui-même, dépassant son rôle, et exprimant un aspect caractéristique du tempérament français, humain, vaillant, et direct.

En vous faisant part de mes sentiments de sympathie, je vous prie de trouver ici, madame, pour vous-même et pour votre famille, l'expression de mes sincères condoléances. »

Les obèques de Jean Gabin auront lieu mercredi 17 novembre, à 15 h. 45, au Père-Lachaise ; il s'agit d'une cérémonie de création, le comédien disparu ayant exprimé la volonté que ses cendres soient dispersées au large du Finistère en souvenir de son engagement en 1943 dans les Forces navales françaises libres.



Winston. Quand on sait ce que le plaisir veut dire.

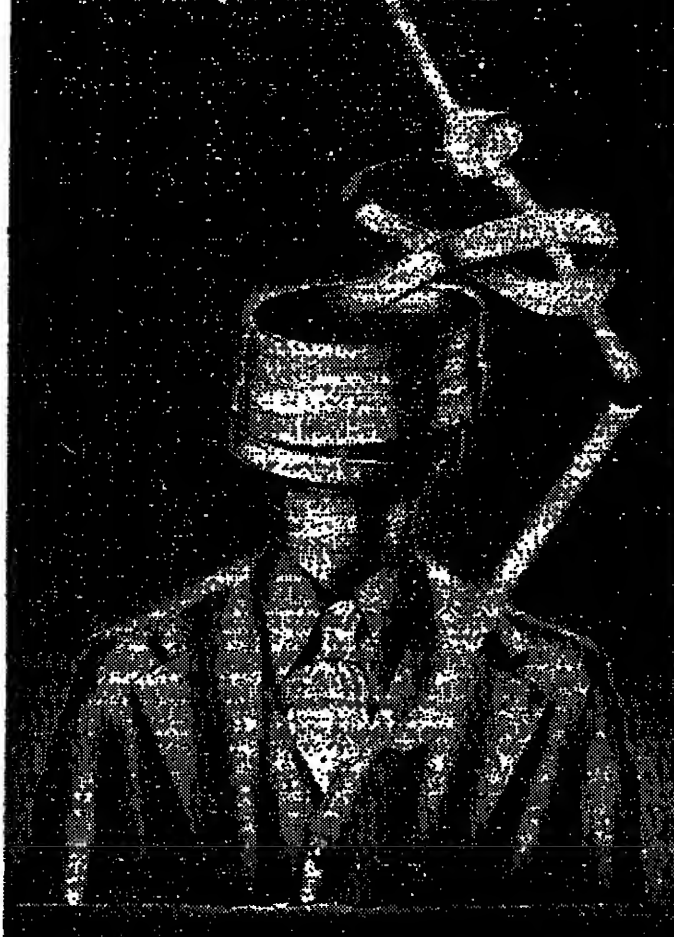






# FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS

13 AL 20 NOVEMBRE EMPIRE 11 AV. DE WAGRAM



## MERCREDI

**SELECTION OFFICIELLE : L'AGNESE VA A MORE**  
de Giulino Mantello / Italie / 9 h - 13 h - 20 h  
**XICA DA SILVA**  
de Carlos Diegues / Brésil / 11 h - 15 h 30 - 22 h

**PREMIERE VISION EN FRANCE : PRIVATE ROAD**  
de Barney Platts-Miles / G.B. / 11 h - 17 h 30 - 20 h

**PANORAMA 76 : LE DENIER D'ARGENT**  
de Jaroslav Balík / Tchécoslovaquie / 9 h - 15 h - 17 h 30

**INCUNABLES : FEMMES FRIVOLES**  
avec Rudolph Valentino / U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 20 h

**PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :**  
**VERA ROMEKE IST NICHT TRAGBAR**  
de Max Wilutski / 11 h - 17 h 30 - 20 h

**REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS :**  
**QU'EST CE QUE TU VEUX JULIE**  
de Charlotte Dubreuil / 13 h - 15 h 30 - 22 h

**REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :**  
**L'EAU VIVANTE**  
de G. Kokhan / 13 h - 17 h 30 - 22 h

**REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :**  
**UNE PAGE FOLLE - LE CARREFOUR**  
de Teinosuke Kinugasa / 9 h - 13 h

**CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :**  
**UOMINI SUL FONDO**  
de F. de Robertis / 11 h - 22 h

## JEUDI

**SELECTION OFFICIELLE :**  
**WELCOME TO LOS ANGELES**  
de Alan Rudolph / U.S.A. / 11 h - 15 h 30 - 22 h  
**TODO MODO** de Elio Petri / Italie / 9 h - 13 h - 19 h 45  
avec M. Mastroianni - G.M. Volonte - M. Melato - M. Piccoli

**PREMIERE VISION EN FRANCE**  
**VERA ROMEYKE IST NICHT TRAGBAR**  
de Max Wilutski / R.F.A. / 11 h  
**LA DÉCHÉANCE DE FRANTZ BLUM** / 20 h

**PANORAMA 76 : LES DÉRACINÉS**  
de Lamine Metchah / Algérie / 9 h - 15 h 30 - 17 h 30

**INCUNABLES : U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 17 h 30 - 20 h**  
**THE BOND** de Charlie Chaplin  
**THE SAPHED** de Herbert Blache

**PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :**  
**PROFESSEUR HOFER**  
de Peter Lilienthal / 11 h - 17 h 30 - 20 h

**REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS**  
**LE FOU DE MAI**  
de Philippe DeFrance / 13 h - 15 h 30 - 22 h

**REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE**  
**NE SOIS PAS TRISTE**  
de Georgie Daniela / 13 h - 17 h 30 - 22 h

**REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :**  
**ET POURTANT NOUS SOMMES NÉS**  
de Yasujiro Ozu / 9 h - 13 h

**CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :**  
**LA NAVE BINACA**  
de Roberto Rossellini / 11 h - 21 h 45

**HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT**  
Mer. : Quai des brumes - Jeudi : La bête humaine  
**THEATRE 71 / Tél. 655-43-45**  
Mer. : 20 h 30 The Saphed - 22 h Le mécano de la générale  
Jeudi : 20 h 30 Die wild lente - 22 h Stadt, Land und so weiter  
**STUDIO LOGOS / HOMMAGE A MARCEL PAGNOL**  
Mer. : Angèle - Jeudi : Marins

**RECAMIER**  
**PHEDRE**  
de Jean Racine  
20 h 30 : 17-18-22-27 novembre  
17 h : 21-28 nov.  
**EN ALTERNANCE**  
**TOUT CONTRE UN PETIT BOIS**  
de Jean-Michel Ribes  
20 h 30 : 18-20-24-25-28-29-30 novembre

**U.G.C. OPERA**  
**LUXEMBOURG**  
**STUDIO 611 LE COEUR**

**"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."**  
un film de rené allio  
"Une date dans l'histoire du cinéma..."  
NOUVEL OBSERVATEUR

**Théâtre DAUNOU**  
Raymond GÉROME  
Denis MANUEL  
Patrice ALEXANDRE

# LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY

d'Oscar WILDE

## CRITIQUES UNANIMES

« C'est inquiétant, c'est troublant. » — P. Marcaru, *Le Figaro*.  
« Troublante performance. » — F. Chalais, *France-Soir*.  
« Une résurrection réussie de Wilde. » — Ph. Tesson, *Le Canard Enchaîné*.  
« C'est un spectacle de qualité. » — D. Jamet, *L'Aurore*.  
« La révélation de la soirée : Patrice Alexandre. » — J. Vigor, *La Croix*.  
« L'adaptation et la mise en scène sont un modèle d'intelligence, de goût et de fidélité. » — D. Jamet, *Le Journal du Dimanche*.  
Location au théâtre, dans les agences, par correspondance.

MARSHMAN PATRICK - ELYSÉES LINCOLN - QUARTIER LATIN - QUINETTE - IMPÉRIAL PATRICK - REX - MONTFARASSE 83 - ST-LAZARE PASQUIER - LES NATION - FILM ST-JACQUES - CAMBRIENNE - ROYAL PASSY - ELICITY PATRICK

**LE MONDE FOU, FOU, FOU DE MEL BROOKS**  
UN CHEF D'ŒUVRE DU BURLESQUE ECHEVELÉ  
VERVE, FORCE VISUELLE DES GAGS  
FRANCE 2

**DERNIERE FOLIE MEL BROOKS**

**MERCREDI**  
**NORMANDIE - UGC OPÉRA (angle Capucines/Dauphine)**  
**SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT - 14-JUILLET PARNASSE**

**SERAIL**  
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

LESLIE CARON  
BULLE OGIER  
MARIE-FRANCE PISIER  
CORIN REDGRAVE

## SPECTACLES

### cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans. (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La cinémathèque**  
Chaillet, 15 h. Tovaritch, de J. Deval; 18 h. 30, Le Piano, la Comédienne et la Magicienne, de J.-M. Straub; 20 h. 30, Introduction à la musique, de Schoenberg, et Mols et Aaron, de J.-M. Straub; 22 h. 30, Le Cercle rouge, de J.-P. Melville.

**Les exclusivités**  
L'AMOUR OU LA CUISSE (Fr.): ABC, 2\* (223-03-54), Berlitz, 2\* (742-80-33), Cluny-Palace, 5\* (023-07-76), Quinze, 5\* (023-35-40), Souquet, 7\* (031-44-11), Ambassade, 5\* (223-10-08), Marbury, 5\* (223-78-80), Gaumont-Sud, 14\* (231-51-18), Montparnasse-Palace, 14\* (223-03-12), Cambodge, 15\* (734-42-96), Victor-Hugo, 18\* (727-49-75), Wapler, 18\* (237-50-70), Gaumont-Cambodge, 20\* (797-02-74).

**ANATOLIE D'UN RAPPORT (Fr.):** Vidéo, 5\* (223-60-54).  
**AROUND THE STONES (A. v.o.):** Vidéo, 5\* (223-60-54).  
**GARRY LYNDON (Ang. v.o.):** Hautefeuille, 5\* (023-78-38), Gaumont-Rive-Gauche, 5\* (049-94-58), Gaumont-Champs-Élysées, 5\* (359-04-07), V.F.: Impéria, 5\* (743-72-33), Gaumont-Sud, 14\* (231-51-18), Sluff (It. v.f.): Caméo, 5\* (770-20-89).  
**LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It. v.o.):** Studio Média, 5\* (023-25-97), Biarritz, 5\* (723-03-22).

(723-03-22) - V.F.: Cinémond-Opéra, 5\* (770-01-90), Albéa, 15\* (933-07-48), Miramar, 14\* (223-41-02), Grand-Favola, 15\* (531-44-58).  
**CIAO MANRATTAN (A. v.o.):** Acquis-Christine, 5\* (223-03-18).  
**COMPTON DE FAMILLE (A. v.o.):** Marbeuf, 5\* (223-47-19) - V.F.: Hausmann, 5\* (770-07-33).  
**CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.):** Le Marais, 5\* (278-47-86).  
**LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr.):** Rax, 5\* (234-53-03), Bretagne, 5\* (223-27-97), UGC-Opéra, 5\* (232-71-08), Normandie, 5\* (239-41-18), Paramount-Opéra, 5\* (078-34-37), Liberté, 15\* (243-01-59), UGC-Gobelins, 15\* (231-06-19), Paramount-Bellevue, 15\* (231-06-19), Orfèvre, 14\* (240-43-51), Magic-Convention, 15\* (223-92-84), Minerva, 15\* (223-92-75), Paramount-Malliot, 17\* (758-24-34), Paramount-Montmartre, 18\* (209-34-25), Secrétan, 18\* (209-71-33).  
**COURS APRES MOI QUE JE T'ATTRAPE (Fr.):** Emillage, 5\* (232-15-71), UGC-Opéra, 5\* (231-06-32), Paramount-Gaîté, 15\* (223-99-34).  
**CRIA CUERVOS (Esp. v.o.):** Saint-Germain-Huchette, 5\* (023-67-39), Elisée, 15\* (239-39-14), V.F.: Saint-Lazare-Pasquier, 5\* (237-33-43), 14-Juillet-Parnasse, 5\* (238-38-01), Calypso, 17\* (754-10-81), Hausmann, 5\* (770-47-33).  
**LA DERNIERE FOLIE (A. v.o.):** Quinze, 5\* (023-35-40), Quartier-Latin, 5\* (232-34-03), Rive-Gauche-Latin, 5\* (232-35-14), Marignan, 5\* (239-32-82).

## BOBINO

Jean-Claude Dauzonne présente

**GEORGES BRASSENS**  
accompagné par PIERRE NICOLAS  
avec  
**LES WALGARDIS**  
**SYLVIE JOLY**  
**MICHEL MELLA**  
**JEAN SOMMER**  
**PIERRE DUDAN**

## MERCREDI

**DES ACTEURS PRESTIGIEUX...**  
**ROBERT DE MIRO... DOMINIQUE SANDA... GÉRARD DEPARDEU...**  
JEAN DE MARCCELLO / LE MONDE



**1900**  
DEUXIEME ACTE  
ROBERT DE MIRO - DOMINIQUE SANDA - GÉRARD DEPARDEU  
FRANCESCO REGINA - LALIA BETTI - WIGNER BRUNO - STEFANIA CAGNI  
STELING HADEN - ANNA HENKEL - ELLEN SCHMIDT - ALDO VALLI - ROMOLO VALLI  
et avec STEFANIA SANDOLI et avec DONALD SUTHERLAND et avec BERT LANCHESTER  
Musique de PIERRE MONTEUX. Scénario de ROBERTO UCCIARDI. Réalisé par ROBERTO UCCIARDI.  
Distributeur: LES FILMS DE LA REUNION INTERNATIONALE

مركز الفن العربي







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70	28,00	32,60
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04	34,00	39,70
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,93	38,00	44,37
	70,00	81,73	40,00	46,70
			L'AGENDA DU MONDE	28,00 32,60

## ANNONCES CLASSEES



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

LA SOCIÉTÉ GABONNAISE DE CELLULOSE recherche son

### contrôleur de gestion

Le poste est à créer dans une entreprise réalisant un projet industriel de grande envergure en 1980: 2400 personnes - 25 à 30 milliards C.F.A.

Dépendant du directeur administratif et financier, travaillant étroitement avec la direction générale, le titulaire sera chargé de la conception, de la mise en place et de l'exploitation d'un système intégré. Il sera responsable de la gestion budgétaire (établissement et suivi) à court et moyen termes.

Ces fonctions nécessitent :

- un diplôme d'études supérieures
- 5 ans d'expérience d'un système de gestion dans une importante entreprise industrielle
- des qualités d'animateur
- un esprit créatif
- des capacités pédagogiques.

Le poste est à pourvoir rapidement, dans un premier temps à Paris, puis au Gabon à compter du 2ème semestre 1977.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à SOGACEL, 183, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-s/Seine.

IMITE SIA MINIRE  
AFRIQUE  
FRANCOPHONE  
recherche :

UN CHEF  
APPROVISIONNEMENTS

Formation INGENIEUR  
et fonction d'expert sur trois  
plans (substantiel, agent)

- Magasinage gestion d'un stock de 45 millions de F.C.F.
- Achats
- Transit, transports locaux

Le candidat doit avoir une solide expérience de gestionnaire.

- Rémunération par intérim à 150 000 francs français/an
- Bonne condition de vie (famille, logement, école).
- Copie 2 mois par an.
- Volonté de service.

Adresser C.V. manuscrit et 2 photos à n° 45 004, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

ORGANISME MINIRE  
MAROC  
cherche

GÉOLOGUE

SPECIALISÉ EXPLOITATION  
spécialiste mines granit, opale, technol. et commerciale

Contacteur B.R.P.M., 5, avenue Moulay-Hassen, Rabat, MAROC

RECHERCHONS  
INGENIEUR ou AUTODIDACTE

Cadre supérieur d'expérience, 40 ans minimum, très bonne santé, très actif, sans autre organisation et commandement, de préférence connaissances T.P. et construction, gestion automatisée. Aspects techniques, (télécom) souhaités. Nationalité indifférente et francophone.

POUR TRÈS IMPORTANT CHANTIER AFRIQUE FRANCOPHONE RÉALISÉ PAR CONSORTIUM INTERNATIONAL DE 1<sup>er</sup> ORDRE

- Volume estimé des travaux : 200 milliards de F.C.F.A. durée 6 ans ;
- Valeur du matériel : 17 milliards de F.C.F.A. ;
- Valeur des stocks : 3 milliards de F.C.F.A. sur 80.000 articles répartis en 5 magasins.

POSTE A POURVOIR :  
**RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS ET MAGASINS**

Pouvant justifier des qualités et de l'expérience nécessaires à ce poste. Résidence au pays à proximité capitale. Logement, voiture de fonction. Rémunération à l'échelle des responsabilités. Avantages divers. Régimes sociaux. Discrétion assurée.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et références sous référence 5586 à PUBLIPANTEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

directeur  
général

Un groupe financier qui crée une nouvelle affaire au Pays Basque recherche un homme de premier plan capable de développer une société d'investissement. Il aura pour mission de prendre des participations dans des sociétés régionales, de faire les études préliminaires, d'assurer le montage financier et le contrôle. Agé d'au moins 30 ans, d'origine Basque, le candidat retenu sera de formation supérieure et joindra à une expérience acquise au sein d'une banque d'affaires ou d'une grande entreprise, le sens des opportunités et une grande créativité. Lieu de résidence : Bayonne.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 1023/M (à mentionner sur l'envoie).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Société Française appartenant à un important Groupe Multinational recherche

### UN MICROBIOLOGISTE INDUSTRIEL

Le candidat retenu, d'au moins 30 ans, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un Doctorat de Sciences.

Il devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans le domaine de la sélection et l'adaptation des souches microbiennes destinées à la production industrielle de métabolites secondaires.

Reportant au Directeur des Recherches, il sera responsable d'un Service et disposera d'une large autonomie sur le plan de l'organisation et du travail.

Env. C.V. liste des travaux scientifiques et prêt au « MONDE » - Réf. 7918, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES recherche pour son unité de fabrication (1000 personnes) située en HAUTE-NORMANDIE

### DIRECTEUR FINANCIER

Rendant compte au Directeur Général, il réorganisera, coordonnera et contrôlera les activités des différentes sections : comptabilité analytique, contrôle de gestion, informatique et procédures.

Les principales qualités demandées sont : tempérament d'animateur et sens des responsabilités.

DE FORMATION SUPÉRIEURE (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) le candidat retenu aura acquis une expérience d'au moins 5 années dans les services financiers d'un Cabinet d'Audit ou d'une Société multinationale.

La pratique de l'anglais courant est une condition indispensable.

Envoyer C.V. et références à No-85060, CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE MULTINATIONALE SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE VENTILATION RECHERCHE POUR SA

### DIRECTION RÉGIONALE DE NORMANDIE DEUX INGENIEURS DIPLOMÉS

DEBUTANTS ou 1 à 2 ANS D'EXPERIENCE Seront en contact avec la clientèle exclusivement industrielle et appelée :

- à étudier et résoudre les problèmes ;
- à leur proposer et vendre matériels et ensembles, correspondant à ses besoins.

Formation assurée et larges possibilités d'avancer au sein du groupe.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPELLE, B.P. 57, 75824 Paris Cedex 17, s/réf. 827, qui transmettra.

CHEF DE DEPARTEMENT INJECTION PLASTIQUE

STRASBOURG - 100.000 F.

La Société est No 1 dans son domaine. L'évolution de ses techniques l'amène à créer un département INJECTION PLASTIQUE. Elle dispose d'un parc de 30 presses et réalise elle-même une partie des moules. Elle confiera les responsabilités : conception et réalisation des outillages, sous-traitance, choix des matières, atelier presses à un Cadre très expérimenté dans cette technique, de plus de 35 ans, de formation Ingénieur mécanicien ou I.S. Industrie des Plastiques.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 679M.

France Cadres

Nos installations industrielles comprennent une ville de 4.000 habitants, dont une centaine de familles françaises.

Il s'y trouve, outre les habitations, des équipements sanitaires et sociaux, des installations de loisir et de sport, des écoles, restaurant et hôtel.

Cet ensemble a besoin d'un

### ADMINISTRATEUR

Bien entendu vous disposez d'un encadrement de gestion, d'une équipe d'entretien courant et vous supervisez les travaux importants et périodiques aux ateliers centraux.

Mais vous devez décider vous-même des points sur lesquels doit porter votre action et découvrir les grandes orientations à donner à la Vie de la cité et à ses installations nouvelles en vue du bien-être de ses habitants.

Que vous soyez de

### FORMATION SUPÉRIEURE SCIENTIFIQUE OU LITTÉRAIRE

vous aurez à observer, réfléchir, proposer, construire.

Cette opportunité vous est offerte assortie d'un contrat ferme et de solides garanties sociales. Vos enfants peuvent recevoir une instruction jusqu'en 3<sup>e</sup> incluse.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence M.L.M. à

**CETAGE**  
30, AVENUE AMINAL LEMONNIER 75010 MARLY LE ROY

Société Industrielle en développement, dépendant de groupes financiers importants et implantée en

PENINSULE IBERIQUE recherche

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de formation supérieure (Sup de Co. Expertise comptable, etc.). Agé de 35 ans minimum. Il doit avoir l'expérience d'une direction administrative et financière en milieu industriel et si possible directement en Espagne.

La connaissance de l'espagnol est exigée. La connaissance du Portugais et de l'anglais souhaitée. Il aura la responsabilité de toute la comptabilité, de la trésorerie, des plans de financement et de la facturation, ainsi que des divers services administratifs (personnel, achats, expéditions, etc.). Le lieu de travail est en permanence hors de France. Il existe de réelles perspectives d'avenir sur place pour le candidat qui saura démontrer avec compétence ses qualités d'organisation.

Ecr. av. C.V. déta. et prêtant sa réf. CA 80 à

5, AVENUE DU PULIS, 06000 NICE.

**PROFILS**

SOCIÉTÉ MINIERE AFRIQUE NOIRE

recherche d'urgence pour REMPLACEMENT de 6 MOIS minimum avec possibilité de contrat définitif :

### UN MÉDECIN OMNIPRATICIEN

EXPERIMENTÉ EN OBSTÉTRIQUE, PETITE CHIRURGIE, et si possible PATHOLOGIE TROPICALE

Petit hôpital bien équipé en personnel et matériel. Population d'environ 4.000 personnes.

Ecrire sous numéro 83.418, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION DE FOURS ET MACHINES POUR L'ALIMENTATION recherche pour sa filiale italienne installée à MILAN

### DIRECTEUR GENERAL

Cette filiale réalise un C.A. annuel de 2,5 milliards de Litres, dispose d'une unité de fabrication et emploie une soixantaine de personnes.

Connaissances parfaites de l'Italien exigées.

Envoyer CV et prétentions à SOCIÉTÉ PAVILLER - Z.I. - 26500 BOURG-LE-VALENT.

Importante banque RECRUTE

### UN OPÉRATEUR-PUPITREUR

confirmé - 2 ans d'expérience minimum sur 370 SUD DOS

Nationalité indifférente exigée

Poste à pourvoir à ABIDJAN

Adresser candidature man. avec C.V. et photo à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Direction Afrique, 20 bd Haussmann, 75009 PARIS

un nouveau service concernant l'emploi  
**Le Monde**  
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Je désire souscrire à la rubrique Informations de la ou les fonctions suivantes :

- ☐ Direction générale, fonctions multiples
- ☐ Direction financière et administrative
- ☐ Direction commerciale et marketing
- ☐ Direction technique et scientifique
- ☐ Direction des ressources humaines
- ☐ Direction des opérations
- ☐ Direction des études et de la recherche
- ☐ Direction des communications
- ☐ Direction des relations publiques
- ☐ Direction des affaires juridiques
- ☐ Direction des affaires internationales
- ☐ Direction des affaires locales
- ☐ Direction des affaires régionales
- ☐ Direction des affaires départementales
- ☐ Direction des affaires communales
- ☐ Direction des affaires scolaires
- ☐ Direction des affaires hospitalières
- ☐ Direction des affaires culturelles
- ☐ Direction des affaires sportives
- ☐ Direction des affaires artistiques
- ☐ Direction des affaires médiatiques
- ☐ Direction des affaires politiques
- ☐ Direction des affaires militaires
- ☐ Direction des affaires religieuses
- ☐ Direction des affaires sociales
- ☐ Direction des affaires sanitaires
- ☐ Direction des affaires environnementales
- ☐ Direction des affaires énergétiques
- ☐ Direction des affaires nucléaires
- ☐ Direction des affaires spatiales
- ☐ Direction des affaires aéronautiques
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des affaires ferroviaires
- ☐ Direction des affaires routières
- ☐ Direction des affaires fluviales
- ☐ Direction des affaires maritimes
- ☐ Direction des affaires terrestres
- ☐ Direction des affaires aériennes
- ☐ Direction des



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**  
(C.A. supérieur à 2 milliards de Francs)  
recherche pour son

## SECRETARIAT GENERAL

### CADRE DE HAUTE COMPETENCE

**VOTRE MISSION :**  
- Participer à la définition et à l'amélioration des méthodes administratives régissant les relations avec les unités.  
- Définir et contrôler l'implantation des méthodes et des moyens des services généraux (télécommunications, transports, entretiens...) et piloter les budgets de fonctionnement correspondants.  
- Etablir des prévisions de dépenses et budgets de l'activité gestion immobilière et suivre les dépenses.

**POUR REUSSIR, IL FAUT :**  
- Etre diplômé de l'enseignement supérieur  
- Présenter une expérience de plusieurs années dans l'organisation administrative et la gestion industrielle.

Déplacements circonscrits à la région parisienne.  
Adresser lettre, C.V. avec photos et prétentions sous le No 84913, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q.1r.

### SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

à vocation internationale

recherche

pour important chantier de Tunnel  
en **MÉTROPOLE**

### UN INGÉNIEUR

#### ELECTROMÉCANICIEN confirmé

ayant pratique travaux similaires.

Large possibilité évolution de carrière, dans divers secteurs d'activités France et étranger. Connaissances anglaises souhaitées.

URGENT - Ecrire avec curriculum vitae, p. 84902, CONTEXTE PUBL., 20, av. Opéra, PARIS (1<sup>re</sup>), qui tr.

## etap

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
3.000 PERSONNES - LYON - RECHERCHE

### CADRE DE PERSONNEL HAUT-NIVEAU

Formation supérieure, ayant 3 à 10 ans d'expérience industrielle et une bonne connaissance des problèmes de personnel.

En position d'adjoint au départ, il disposera d'environ quatre ans pour être en mesure d'assumer

**LA RESPONSABILITÉ DE LA TOTALITÉ DE LA FONCTION PERSONNEL.**  
POSTE IMPORTANT POUR CANDIDAT DE VALEUR.

Ecrire sous référence OD 254 AM.

**INSTRON**  
MACHINES D'ESSAIS POUR MÉTALLURGIE DE HAUTE RENOMMÉE.

RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE (BUC 78) POUR ORGANISER ET GÉRER PRODUCTION DE MATÉRIELS TECHNIQUEMENT ÉVOLUÉS DANS DOMAINE MACHINES D'ESSAIS DE VIBRATIONS PETITES SÉRIES

### INGÉNIEUR PRODUCTION

A.M. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE

Ce poste intéressant et d'avenir au sein d'une société en plein développement implique :

- Une expérience fabrication, usinage, gestion atelier montage, planning, sous-traitance d'environ 5 ans;
- Le sens marqué de l'évaluation des coûts et prix de revient;
- Des connaissances étendues et méthodes de séquences qualité d'autonomie.

**SITUATION Avenir pour CANDIDAT JEUNE, DYNAMIQUE et ORGANISATEUR.**

Ecrire sous référence NC 248 CM.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ FRANÇAISE - 3.000 PERSONNES - LYON - RECHERCHE

POUR L'INTÉGRER À SON ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE

### CADRE SUPÉRIEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Il sera chargé d'animer et contrôler les 4 secteurs :

- Comptabilité, organisation administrative, informatique;
- Juridique et administratif;
- Personnel;
- Approvisionnements.

**POSTE DE PREMIER PLAN POUR CANDIDAT** formation supérieure, ayant 10 à 15 ans d'expérience, l'habitude des responsabilités à un niveau de direction, de solides connaissances de gestion générale dans entreprises à caractère industriel.

Ecrire sous référence PE 251 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (10 USINES) - PARIS-LA DÉFENSE - RECHERCHE

### DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

HEC, ESSEC, ESCP + DIPLOME EXPERT COMPTABLE.

POSTE DE PREMIER PLAN

- Pour candidat 35 ans minimum disposant d'une expérience confirmée en comptabilité, fiscalité, contrôle de gestion;
- Avoir des qualités d'animateur et le sens du travail en équipe.

**ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 150.000 F +**

Ecrire sous référence TE 241 AM.

## etap

4, rue Massenet 75016 PARIS.

discretion absolue

## ingénieur commercial bâtiment

**La Société :** spécialiste du G.O., a une forte activité dans le domaine de l'habitat : logement social, promotion, modes.  
(C.A. 76 : plus de 350 millions). Elle est implantée à PARIS et à TOURS ; son développement est assuré en FRANCE mais aussi à l'ÉTRANGER.

**La mission :** de l'ingénieur commercial est globale : prospection de la clientèle, sélection des appels d'offre, direction de l'étude d'avant projet avec les services fonctionnels, remise de prix, négociation et signature du marché avec le client. Il est secondé en permanence par un technicien.

**Le candidat :** a une formation Grandes Ecoles (ENPC, ECP, ETP...), une expérience de 3 ou 4 ans de conduite de travaux et il souhaite s'adjoindre aux aspects techniques et de gestion qu'il a abordé antérieurement une dimension commerciale.

Envoyer C.V. et photo à No 84242 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## société générale de fonderie

**LEADER SUR LE MARCHÉ DU CONFORT DE L'HABITAT**  
C.A. consolidé 76 prévu : 2,2 milliards  
effectif 16.000 personnes  
recherche

### 1 AUDITEUR SENIOR

**MISSION :** sous l'autorité du chef du service audit interne il sera chargé de développer cette fonction dans les établissements et les filiales du groupe S.G.F.

**FORMATION :** les candidats devront être diplômés d'une grande école (HEC, ESCP, ESSEC).

**EXPERIENCE :** ils auront pratiqué pendant 4 ans minimum les méthodes modernes de l'audit dans un cabinet important.

Possibilité d'évolution dans un groupe en expansion. Lieu de travail Paris 16ème.

Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.F. Service du Personnel 6, place d'Iéna PARIS 16ème.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

### Plusieurs années d'expérience dans UN DÉPARTEMENT COMMERCIAL

ont fait de vous un Chef d'Entreprise véritable. Vous savez vendre et avec le tonnel du C.A., mais vous savez aussi à des qualités certaines d'organisateur et de gestionnaire vous permettez aussi de diriger efficacement.

Vous êtes enfin INGÉNIEUR électromécanicien ou électronique.

Notre société, spécialisée dans la vente, l'installation et la maintenance de biens d'équipement vous propose un poste de

### DIRECTEUR D'AGENCE

dans une

#### grande ville du Sud-ouest

où vous serez chargé, dans le cadre des objectifs définis par notre direction commerciale, de l'animation d'une cinquantaine de personnes.

Envoyez C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 8009 à AXIAL Publicité, 31, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra.

Site fabrication de bureaux flexibles recherche pour usine de Bray-sur-Seine (77) 100 km. de PARIS

### INGÉNIEUR

Art et Métiers ou équivalent.

Age : minimum 3 ans d'expérience.

Responsabilités importantes dans

travaux de

Possibilité de voyage de courte durée à l'étranger et en France.

Anglais ou allemand souhaités. Ecr. avec C.V., photo et prét. au no 7207, « Le Monde », P. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

trouve société 150 km. de Paris recr. pour service informatique

### CHEF D'EXPLOITATION

sur ordinateur 3<sup>e</sup> génération.

Qualités requises : méthodes et logique, sens du commandement et des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé et prêt. à no 230.232 M, Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société de Services Techniques recherche pour la région

### RHÔNE-ALPES (base Lyon)

#### UN MANAGER

35 ans minimum, pour gérer, animer et contrôler un effectif commercial, technique et administratif de 60 personnes.

Grande souplesse d'adaptation, sens de l'organisation, personnalité dynamique, excellents contacts humains.

Diplôme souhaité (Management), ainsi qu'une expérience dans les domaines : industriel, construction, assurances, finances, technique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 8.005.

**COFAP** 40, rue de Châteaufort 75010 Paris 9<sup>ème</sup>

### CIDIS

DISQUES PHILIPS ET POLYDOR

recherche

pour son usine de LOUVIERS

#### SERVICE INFORMATIQUE

#### PROGRAMMEUR

CONFIRMÉ

Formation I.U.T. ou similaire

Déjà des obligations militaires.

Réelles possibilités d'évolution pour candidat ayant des compétences certaines.

Salaires appréciables. Avantages sociaux importants.

Participation. Restaurant d'entreprise. Activités sportives variées.

Env. C.V., photo, prêt. à M. le Chef du Personnel CIDIS, 26 av. Winston-Churchill - 27400 LOUVIERS.

### Compagnie Minière

exploitant dans le Sud du Massif Central un gisement uranium qui emploie environ 120 personnes, recherche pour concevoir et mettre sur pied sa gestion comptable et son service du personnel un

### CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

Ce poste convient à un Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ayant environ 5 ans d'expérience de gestion.

Après avoir accompli sa mission, il pourra éventuellement former son successeur et évoluer dans d'autres Sociétés du même Groupe.

Ecrire avec C.V. expédier s/réf. MOLAU à :

**CETAGEP** 30, avenue ANGEL LEBLANC 76100 MARLY LE ROY

Très importante Groupe INFORMATIQUE, rech.

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

#### RÉGION SUD-EST

Téléph. pr. rendez-vous : (03) 87-20-85 ou adress. C.V. à n° 8.314 P.M.P., 63, r. de Provence, Paris-9<sup>e</sup>.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue Nord Paris

recherche pour tenir le rôle de

### Correspondant Informatique

dans une équipe de calcul de structure sur ordinateur

#### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul des structures par l'intermédiaire d'un système C.D.C. 7600 en traitement, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes;
- définir les procédures d'utilisation des matériels existants;
- assurer la maintenance des programmes existants;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthodes des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation Fortran et Assembler, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. av. C.V., photo et prêt. à n° 83.620, CONTEXTE PUBL., 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Une banque privée (Paris 8), liée à un important groupe financier, cherche son

### responsable informatique

Il prépare le choix du nouveau matériel, un ordinateur de classe 3 (IBM 3-15, HB niveau 82...), et assure le démarrage en formant l'équipe actuelle.

Ce poste convient à un chef de projet ayant une bonne expérience de la banque, ainsi que la mise en œuvre d'un moyen système, et désireux, aujourd'hui, d'élargir ses responsabilités.

Ecrire à J. THILY s/réf. 3127 LM

Carrières de l'Informatique.

**ALEXANDRE TIC S.A.**

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL SOLIDEMENT IMPLANTÉ EN FRANCE ET EN EUROPE RECHERCHE

## JEUNE INGÉNIEUR

(étudiant ou 2 ans d'expérience maximum) et si possible options électrotechnique industrielle ou génie chimique ou thermique industrielle.

Il débitera dans notre direction technique centrale ou participera à des études d'équipement et de procédé.

Non sollicités que son potentiel professionnel lui permette d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités techniques, ou de projection au plan national, ou international.

Anglais nécessaires

Affectation 100 km au sud de Paris

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à n° 83352 P.A. SVP, 37, rue du Général Foy, 75008 PARIS.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE de dimension internationale recherche

### PHARMACIEN

#### Directeur de Production

Diplômé I.P.I.

- Il sera responsable de l'atelier de production, 120 personnes (personnel féminin);
- Il devra participer à la croissance technologique de cet atelier et à son expansion constante.

Outre l'aspect technique, cette fonction implique un sens aigu des relations humaines. Expérience des formes stériles souhaitable.

Anglais indispensables.

Quelques déplacements à l'étranger sont à envisager.

Ce poste, placé sous la responsabilité du Directeur de l'usine, est à pourvoir à l'usine située à 70 km Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et prêt. à n° 84.676, CONTEXTE PUBL., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,27
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE  
fabriquant et commercialisant ses produits  
de haute technologie, utilisés dans les  
industries de pointe,  
Recherche pour son siège en France,  
proche banlieue ouest,

### 1 ingénieur technico-commercial

de formation d'ingénieur Electricité ou  
Electronique 30 ans minimum - bonne  
connaissance de l'anglais - expérience  
industrielle souhaitée.

Après un stage de formation dans ses  
usines en Europe, cet ingénieur aura pour  
mission la prospection et la négociation  
de contrats auprès des industries électro-  
niques professionnelles.

Salaire élevé, nombreux avantages, dont  
voiture de fonction.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo  
No 84.979 Contesse Publicité 20, av. Opéra  
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche  
pour le développement dans le sec-  
teur tertiaire d'importants projets in-  
formatiques utilisant des bases de  
données et du télé-processing, des

### analystes confirmés

le matériel actuellement installé se  
compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/168 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocéssing.

Envoyer CV (sous référence 11.430 M)

Service du Personnel,  
Tour Franklin, Cédex 11  
92081-Paris-La Défense.

**GIE**

### BENDIX POIDS LOURDS

DIVISION DE D.B.A.

recherche pour son usine de DRANCY (93)  
(effectif : 1.000 personnes)

### 1 INGÉNIEUR A. et M. ou équivalent

#### CHEF DE FABRICATION

EXPERIENCE EN FABRICATION MECANIQUE  
petite et moyenne série

Ecrire exclusivement à la Direction des Affaires Sociales de la Division  
B.P.L.-D.B.A., 126, rue de Stalingrad, (93) DRANCY.  
Discretion absolue assurée.

Société Française en pleine expansion,  
filiale d'un Groupe International, recherche pour  
le Siège de sa Division Internationale  
à PARIS

### ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

- chargé des missions suivantes
- Rapports mensuels des filiales,
  - Consolidation des comptes des filiales,
  - Suivi de la Trésorerie,
  - Contrôle Budgétaire, etc.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur  
disposant d'au moins 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction ou ayant  
3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit.

Anglais parlé et écrit exigé - un DECS serait apprécié.

Ce poste peut permettre à un élément de valeur de se prouver dans  
un environnement enrichissant et de faire carrière dans la Société.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à No 85.341  
CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01  
qui transmettra.

### GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE

Leader mondial en élastomères silicone  
recherche pour poursuivre son expansion

### 1 RESPONSABLE MARKETING (H. ou F.) DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure mécanique ou électricité
- EXPERIENCE DE LA VENTE (4 ans)
- ANGLAIS COURANT

- Responsable de plusieurs lignes de produits, il (ou elle) en assurera le développement technico-commercial.
- Participera à l'élaboration du budget et des objectifs il (ou elle) en assurera l'accomplissement.
- De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

EN PLUS D'UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE EN EUROPE PUIS AUX U.S.A. NOUS  
OFFRONS UN POSTE DE GRANDE RESPONSABILITÉ AVEC UN SALAIRE ATTRAYANT. UNE  
VOITURE DE FONCTION EST FOURNIE.

Adresser curriculum vitae détaillé + photo + rémunération désirée, à :

Monsieur le Directeur Général  
GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE  
B.P. 677 - 93004 - CERGY - Cedex

Import société de télécommunications

CADRE FINANCIER  
RESPONSABLE  
DE LA TRÉSORERIE

Minim. 3 ans expér. bancaire.  
Connaiss. gestion d'entrepr. souh.  
Appt à la négociation.

Formation E.S.C. ou équival.  
Adresser C.V. et photo à  
A.O.I.P., 8 & 14, rue Charles  
Fourier, PARIS (13<sup>e</sup>).

ORGANISME PATRONAL  
SES SERVICES TECHNIQUES  
DE PARIS

UN INGÉNIEUR  
en plomberie sanitaire,  
ayant une bonne expérience  
châtiers (10 ans minimum).

UN INGÉNIEUR  
30 ans minimum,  
expérience chantiers  
sous corps d'état  
pour restauration, amélioration  
de l'habitat ancien.

DE TOULOUSE  
UN INGÉNIEUR  
POLYVALENT

Grandes Ecoles  
(T.P., Arts et Métiers)  
ou équivalent  
pour notre antenne régionale,  
expérience bâtiment 5 ans min.

Ces personnes seront chargées  
de l'information, de l'assistance  
technique et de la formation des  
professionnels du bâtiment.

Adresser C.V. et prétentions  
sous n° 81.209 B.  
B.L.E.U. 17, rue Labat,  
4000 VINCENNES.

LES ENTREPRISES DATA rech.

INGÉNIEURS SYSTEMES  
pouvant apporter aide logicielle  
clients dans service gestion.  
Diplôme grandes écoles,  
17, rue Réaumur, 75002 Paris.  
22-43-15 - 22-43-21.

### telesystemes

recherche pour participer au développe-  
ment de ses activités dans le domaine  
des réseaux de téléinformatique :

#### INGENIEURS (réf.1)

- ayant une formation Grande Ecole ou  
Universitaire,
- possédant au moins 3 ans d'expérience  
pratique dans la conception et la réalisation  
de systèmes,
- possédant une bonne connaissance des  
matériels mini-ordinateurs et des logiciels  
d'exploitation en temps réel.

Ces ingénieurs participeront à l'élabora-  
tion de réponses à des appels d'offre, à  
l'établissement de devis techniques et à  
la réalisation des projets.

#### ANALYTES PROGRAMMEURS

(réf.2)  
• ayant une formation DUT informatique  
ou équivalent,

• possédant 1 à 2 ans d'expérience réelle  
sur miniordinateurs type TELEMECA-  
NIQUET 1800, CII MITRA 15.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à

TELESYSTEMES  
Direction des Systèmes de Téléinformatique  
117 rue du Bac, 75007 PARIS

### BAM

Société dynamique Franco-  
Allemande

700 millions de C.A., négociation  
et gestion de contrats  
biens d'équipement  
offre un poste de

#### CHEF DES SERVICES FINANCIERS

(10 personnes)  
• Superviser le suivi financier  
des contrats.

• Superviser la comptabilité.  
• Assurer relations avec les  
banques.

• Gérer la trésorerie.  
• Etablir les documents de fin  
d'année.

• Coordonner l'établissement des  
documents de bord.  
• Expérience de plusieurs an-  
nées.

• Langue allemande et bonne  
connaissance de l'anglais in-  
dispensables.  
• Esprit d'analyse et de syn-  
thèse.  
• Autorité.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à  
Christian Dulcy BAM recrut.,  
14, r. Gabriel-Péri, Montrouge,  
92121 ou téléphoner au :  
456-28-28 poste 244.

### BAM

Société de matériel électronique  
medical offre POURCENTAGE  
important de son chiffre  
de vente global à

#### COLLABORATEUR

d'ouverture, capable d'organiser  
réseau commercial français  
et international.  
(Proposé avec flexibilité)  
Ecr. n° 1245, à P. Lichau S.A.,  
10, rue de Louvois,  
75003 Paris Cedex 02, qui trans.

#### ETUDES TECHNO-ECONOMIQUES

souhaite s'adjoindre un

#### INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

ayant un intérêt marqué pour la technique.  
L'activité du département porte essentiellement  
sur l'évaluation de projets d'investissements non-  
reux et de plans de développement correspondant,  
dans le secteur privé et public, sur les analyses  
sectorielles, sur des scénarios décisionnels et leurs  
conséquences prévisionnelles dans le secteur public.

#### Le département MECANIQUE DES FLUIDES APPLIQUES

#### INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour assister le Chef de département dans ses  
tâches de négociation auprès de plus de 100 clients  
appartenant à toutes les branches industrielles  
avec lesquelles nous développons et améliorons des  
procédés nouveaux.

De grande école, complétée pour l'un par une  
formation économique, pour l'autre par une for-  
mation commerciale, ils auront de préférence âgés  
de 28 ans minimum et auront d'excellentes qua-  
lités de négociateur, si possible déjà expérimentés  
dans la vente de services.

Les ingénieurs intéressés envoient leur cur. vite  
rémunération souhaitée à M. LEMAIGNAN,

BERTIN et CIE  
recherche, développement, applications industrielles,  
Boite Postale n° 3 - 78170 PLAISIR.

Filiale d'un important groupe français,  
située dans la région parisienne, recherche  
pour sa DIRECTION INDUSTRIELLE

#### UN AGENT TECHNICO- COMMERCIAL

25 ans min., de niveau B.T.S. et ayant une  
expérience confirmée de la négociation dans  
le domaine de l'isolation thermique.

Déplacements fréquents en province. Salaire  
non inférieur à 70.000 F + frais.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., résumés, photo et prétentions  
sous réf. 6236 à

P.L. Pierre Lichau 10, rue de Louvois  
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

### SMITHKLINE

14.000 personnes-40 Filiales-2,5 Milliards de Frs

proposé pour l'une de ses filiales en France  
les Laboratoires GREMY-LONGUET  
la responsabilité de

### PHARMACIEN CHEF DE PRODUCTION

pour son  
USINE DE LIMAY - 78 (près de MANTES)

(150 personnes)

CE POSTE dépendra directement du Directeur  
de l'Usine. Le candidat retenu sera responsable  
des programmes de fabrication et de condi-  
tionnement.

LE TITULAIRE choisira une expérience  
de 3 années, au moins, dans une Usine  
pharmaceutique.  
Il devra être capable d'assumer avec maîtrise et  
efficacité, les problèmes techniques et les  
contacts humains de sa charge.

LA RÉMUNÉRATION sera résolument compé-  
titive en fonction des références acquises.

IL EST INDISPENSABLE D'ENVISAGER LE  
DOMICILE À PROXIMITÉ DE MANTES - 78.

Ecrire avec C.V., photo, desiderata et rémuné-  
rations actuelles à DIRECTION DU PERSONNEL  
rte. MEPE, 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.  
DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES.

### UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

cherche pour son siège à PARIS

### un responsable informaticien de haut niveau

susceptible, dans un délai de 2 à 3 ans de prendre  
la direction d'un ensemble de Services dans le  
cadre de l'Organisation et de l'Informatique de  
l'entreprise.

Il devra, au préalable, faire preuve de ses compé-  
tences, en réorganisant, gérant et animant  
efficacement l'équipe des Etudes qui comprend  
30 personnes.

Pour exercer les fonctions proposées, une solide  
expérience des techniques informatiques, de la  
conception d'applications et de la direction  
d'équipes est indispensable. 140.000 F+

Ecrivez, sous réf. M 376, à Hélène REFREGIER  
qui étudiera confidentiellement votre candidature.

### ISERTI

SELECTION 49, av. de l'Opéra  
75002 PARIS

Important Groupe Industriel Français  
à vocation internationale

### Prévisions économiques

Dans le cadre du développement de ses opérations à l'étranger ce Groupe crée,  
à son Siège de Paris, un nouveau poste d'Economiste.  
Assistant du Chef du Service Prévisions Economiques, il sera principalement  
chargé des études concernant l'exportation. Ce poste nécessite de nombreux  
contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

Un collaborateur rapidement opérationnel étant recherché, les candidats  
de formation économique, option économétrie exigée, auront au moins un  
à deux ans d'expérience, connaîtront l'allemand ou l'anglais, auront, si pos-  
sible, des notions en informatique.

Adresser lettre man. + CV + photo + rémunération act. sous réf. 206/B à  
SPERAR, 12 rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son SERVICE JURIDIQUE

### Un juriste d'entreprise

Sous l'autorité du Chef du Service Juridique, il aura pour mission de conseiller et d'assister les responsables du groupe en droit commercial français ou étranger.

Il participera à la négociation et à la rédaction des contrats ainsi qu'à la création et au suivi des sociétés du groupe.

Les candidats seront licenciés en droit et auront une expérience minimum de 3 ans acquise au sein d'un groupe multinational ou d'un cabinet de juristes internationaux.

excellente connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 11400 M PLEIN EMPLOI, 156, boulevard Hausmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

### Procofrance S.A.

ENGINEERING PETROLE ET PETROCHIMIQUE recherche dans le cadre de son expansion

#### CONTROLEUR BUDGETAIRE CONFIRME (SENIOR COST CONTROLLER)

Il sera responsable du suivi du budget et des prévisions de coût de contrats à l'exportation dans l'industrie de raffinage pétrolier et l'industrie pétrochimique.

Un ingénieur (A. & M.) possédant une expérience de 5 années minimum dans cette fonction auprès d'un engineering pétrolier ou une compagnie pétrolière aura la préférence.

Anglais lu indispensable.

INGENIEURS

- PROCÉDES, expérimenté
- MECANICIEN (machines tournantes)
- THERMISTE
- CHAUDRONNERIE

Pour tous ces postes une solide expérience en ingénierie pétrolière est exigée. Une pratique courante de l'anglais sera un atout.

Écrire avec curriculum vitae détaillé à : M. J. H. Mauduit-Larive, Chef du Personnel, PROCOFRANCE S.A., 8, rue de Penthièvre 75008 Paris.

### DIRECTEUR COMMERCIAL

90.000 F +

Nos clients nous ont confié la surveillance de leurs locaux et nous installons pour ce faire tout système de protection relié à des stations centrales qui nous permettent de faire intervenir immédiatement la police ou les pompiers.

Il nous faut maintenant restructurer notre entreprise, élargir du terrain, augmenter la qualité de nos services, resserrer nos liens avec nos clients.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous parlez couramment l'anglais, vous êtes à la fois un fouilleur et un bâtisseur, vous avez des relations dans tous les milieux, vous souhaitez trouver un poste où vos responsabilités croissent.

Dans ces conditions, nous aimerions faire équipe avec vous.

Merci d'envoyer votre curr. vite sous réf. 3.281 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

### INGENIEURS D'APPLICATION

Notre entreprise est de taille à vous assurer une brillante carrière et vous permettre d'affiner votre personnalité. Nous sommes difficiles parce que nous réussissons. Nous voulons engager 5 candidats de grande qualité. Ces jeunes cadres seront déchargés des O.M., débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience professionnelle. Ils doivent avoir une très solide formation d'ingénieur. A Paris, ils deviendront négociateurs à haut niveau dans un domaine à technologie avancée et en plein essor.

Ces ingénieurs auront l'initiative des contacts commerciaux ainsi qu'une activité dynamique et créatrice de type engineering.

Formation : 9 mois dont 3 aux USA.

Début : 3 janvier 1977.

Les dossiers de candidature seront examinés avec rapidité. Ils comporteront une lettre manuscrite avec CV détaillé, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone avec heures d'appel.

Ils seront envoyés à Monsieur ARNAUD, 149, rue Saint-Hippolyte - 75001 PARIS.

### HERTZ FRANCE

LOCATION DE VOITURES

recherche pour son service ASSURANCES AUTOS

#### UN RESPONSABLE SPÉCIALISTE

MATÉRIEL ET CORPOREL

Le candidat devra, entre autres, assurer les relations avec notre compagnie d'assurance.

Anglais courant souhaitable.

Env. C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel, 2, rue de Marly, 75150 LES CLIGNAN, Réponse et discrétion assurées.

### GENIE CIVIL - T.P. EXPORT

Une importante Entreprise filiale d'un groupe industriel de premier plan, recherche

#### ingénieur étude de prix

Afin de lui confier la responsabilité de l'élaboration des études de prix des projets à l'exportation, Homme d'entreprise, âgé au minimum de 35 ans, de formation supérieure (A. & M., T.P. ou équivalent), il devra posséder quelques années d'expérience acquise si possible sur d'importants chantiers à l'étranger.

Connaissances en matière d'études, de prix, de méthodes et de financement à l'exportation souhaitées.

Anglais apprécié et disponibilité pour voyages indispensables.

Env. C.V., photo et prêt s/ réf 304 M au Cabinet Jean-Claude MAURICE - Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre Paris 17e

### UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

nous confie le recrutement de

#### UN INGENIEUR SYSTEME DE HAUT NIVEAU

De formation supérieure, ayant une expérience de quelques années en DOS - VS sous VM (370/158 - 1500 K)

Il sera chargé :

- d'apporter un renfort à l'équipe système actuelle
- et surtout
- par une surveillance constante des besoins dans la société d'être le Conseil en matériel (terminaux et réseau en particulier). Une bonne connaissance du marché des périphériques et du télétraitement est donc souhaitée.
- outre des qualités techniques, le candidat devra avoir un excellent contact humain et une grande curiosité naturelle.

Adresser lettre manusc. CV détaillé, photo et prêt.

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Conseil en Recrutement 9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS



### LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

recherche pour son service

TÉLÉBANQUE

#### Collaborateurs

Intégrés dans une petite équipe, ceux-ci devront assurer les tâches de Conseillers auprès d'une clientèle privée de haut standing.

Les candidats devront donc :

- soit posséder un diplôme d'études supérieures type I.E.P., S.E.S. ou équivalent avec 2 ans d'expérience bancaire minima ;
- soit avoir acquis, au sein d'une Banque, une expérience professionnelle adaptée aux postes à pourvoir.

Env. C.V., lettre manusc. et photo (sous réf. 7) à S.F.P.B. - Direction du Personnel, Boite postale 141 - 75006 PARIS, CEDEX 02.

### CENTI

renforce son équipe SYSTÈME et fait appel à des professionnels ayant pratiqué OS/VS ou I.M.S. (D.B. - D.C.) ou GECOS Série 6000

SI VOUS ÊTES :

INGÉNIEUR SYSTÈME (Références IS. 2.)

PROGRAMMEUR SYSTÈME (Références PS. 2.)

Envoyez-nous votre C.V. et vos prétentions à CENTI, 124, rue de la Harpe, 75005 PARIS (5e)

des postes sont disponibles à Paris et en Province.

### IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

Grande banlieue Nord de Paris recherche

#### CHEF DU SERVICE

« Métaux en Feuilles »

Ingénieur Grandes Ecoles, 35 ans minimum, le titulaire du poste aura une solide expérience des problèmes pratiques et théoriques de la mise en forme des métaux en feuilles (découpage, emboutissage, chaudronnerie...).

Il dirigera une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de travaux de recherche et d'assistance technique dans ce domaine.

Ce poste de responsabilité nécessite, outre des connaissances techniques, une bonne aptitude à la conduite des hommes.

Anglais souhaité.

Adr. C.V., photo et prêt N° 84.433 CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS, CEDEX 01.

### UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

nous confie le recrutement de

#### DEUX UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

DESIREUX DE FAIRE UNE CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE

Les candidats recherchés ont effectué environ 3 années d'études supérieures scientifiques qui peuvent se passer dans des domaines variés.

LA SOCIÉTÉ LEUR ASSURE UNE FORMATION COMPLÈTE A CE MÉTIER

Adresser lettre manusc. CV détaillé, photo et prêt.

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Conseil en Recrutement 9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

### AUDIT

BSN-Gervais Danone recherche pour son service Audit un Diplômé d'études supérieures ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon, ou dans le service audit interne d'une société anglo-saxonne.

Il sera chargé d'élaborer et proposer des recommandations à la Direction Générale pour lui permettre d'améliorer le fonctionnement et les résultats des différentes sociétés du Groupe.

Il utilisera les techniques anglo-saxonnes d'audit pour l'analyse approfondie des différentes fonctions de l'entreprise (transport, achats, finances, export, etc.).

Le poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Adresser votre candidature avec C.V., détail, sous réf. 1204 M, à Jean Burel, BSN-Gervais Danone, 126-130, rue Jules-Guesde - 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

### DIRECTEUR COMMERCIAL

recherche

#### ADJOINT

jeune diplômé Ecole de Commerce

Adresser C.V. et photo Société FRUITDAM-ORANGINA, 46-50, rue Aristide-Briand, 92300 LEVALLOIS.

### SOCIÉTÉ À LA DÉFENSE

recherche

#### ANALYSEUR PROGRAMMEUR

bon niveau

Expérience analyse gestion nécessaire. Connaissance langage COBOL exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prêt, et photo, à : C.F.P. - Tour Franklin, CEDEX 11 - 82081 PARIS - LA DÉFENSE

Discrétion assurée.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE

à vocation internationale recherche

#### UN CADRE COMMERCIAL

DE HAUT NIVEAU

Ayant de 5 à 10 ans d'expérience dans les domaines du commerce et du négoce des métaux et déchets de métaux non ferreux.

Parlant anglais couramment et si possible allemand.

MISSION : après formation de 1 an en France, peut être chargé de la création puis du développement d'une antenne commerciale dans un pays européen.

Adresser C.V. dét. à No 84748 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### RESPONSABLE

COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Société chimique 100 personnes 70 km Ouest de PARIS

Ce poste nécessite une très bonne pratique de l'Anglais

Il conviendrait à un homme ayant déjà une expérience des procédures anglo-saxonnes et désireux d'élargir ses fonctions en participant à la gestion générale d'un établissement.

Adr. C.V., prêt, sous le n° 12.314 M à GEM Publ. 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

Grande entreprise implantée à RUEIL-MALMAISON (matériel IBM 370/158) offre carrière

### analyste-programmeur à débutants

formés ou non à l'informatique.

- Ayant fait au moins deux années d'études scientifiques après le baccalauréat
- libérés de leurs obligations militaires.

La C.G.I., chargée du recrutement et de la formation, recevra vos candidatures.

Envoyez C.V. et photo à Dominique JAMET, C.G.I., 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.



compagnie générale d'informatique

GROUPE D'IMPRIMERIES RENOMMÉES ET DE SOCIÉTÉS DE SERVICES

poursuivant son développement par l'acquisition de postes

#### attachés commerciaux

homme ou femme, résultats importants selon qualités de vendeur

perspectives très élevées pour l'avenir de l'industrie commerciale.

Introductions personnelles appréciées.

— lettre manuscrite, C.V. et photo

à CONTESSÉ PUBLICITÉ n° 84362 qui transmettra 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS, CEDEX 01 07h.



OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine 16
"Encadrés encadrés" 2 col. et +	40,00	40,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	40,04
CAPITAUX OÙ PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	91,73

# ANNONCES CLASSEES

LYMOLOGIE	La semaine	La semaine 16
"Encadrés encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Encadrés encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

## programmeurs

Cadre : Importation Banque Privée (1500 personnes).  
Matériel IBM 370/140 sous DOS/VS et terminal 3270 sous CICS/VS.  
Postes Participeront à la réalisation de projets informatiques sous MicroVMS en cours de développement.  
Il est demandé : une formation IUT ou équivalente, une bonne connaissance de C, COBOL, APL, ou d'un langage d'expérience professionnelle (3 ans à 1 an) sous DOS/VS de préférence.  
La connaissance de CICS/VS serait un atout supplémentaire mais n'est pas exigée.  
Adresser C.V. (photo si possible), références, sans référence 5705-M I.C.A. qui transmettra. Réponses rapides assurées.

**I.C.A.** International Computer Advertising  
10, rue d'Alsace-Lorraine - 75001 PARIS

## COMMISSARIAT AU COMPTE AUDIT

Vous possédez un ou deux ans d'expérience dans la supervision ou le contrôle de comptabilité. Vous disposez de bonnes bases en comptabilité et en fiscalité acquises en Cabinet et souhaitez exercer l'AUDIT en la COMMISSARIAT APPROFONDIE.

Nous vous offrons :

- une formation en profondeur,
- une équipe rigoureuse,
- une ambiance jeune sympathique,
- des techniques éprouvées ménageant l'initiative,
- une grande variété de dossiers,
- de réelles possibilités d'épanouissement.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé et niveau de rémunération souhaité à C.V. 20, boulevard de Courcelles, 75017 PARIS.

## SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES PERFORATEURS ET ENSEMBLES MÉCANIQUES POUR MATÉRIEL DE BUREAU

Bases à MONTROUGE (50 personnes) recherche

### INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

Responsable des fabrications et des services techniques (bureau d'études et méthodes). Expérience industrielle nécessaire.

Le poste conviendrait à une personne aimant la petite entreprise et désireux prendre des responsabilités et être à l'origine de projets.

Adresser C.V., photo et prétentions sous N° 84269 B à :

**HEL** 17, rue du Docteur Leduc 93300 VINCENNES ou Paris

## Ingénieurs, Cadres, Techniciens

Votre recherche d'emploi vous a-t-elle été facilitée ? Les problèmes humains vous intéressent ? Nous organisons

### STAGE DE TROIS MOIS (rémunéré)

prévoyant :

- acquisition des techniques essentielles de formation ;
- ouverture multi-linguistique ;
- connaissance de l'étranger ;
- préparation au départ.

Env. rapidement candidature et curriculum vitae :

**IFCE sifop**  
B.P. 70 - 92040 DUNKERQUE - Tél. (03-20) 65-16-11

## En vue d'Etudes de réseau LES TELECOMMUNICATIONS recherchent DES CANDIDATS pour postes

### Ingénieurs

Formation : Ecole d'Ingénieur ou maîtrise d'Informatique.

Prière d'envoyer demande manuscrite, CV et rémunération souhaitée s/réf 6175

**Kip** 31 Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

## IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION région parisienne cherche pour une de ses filiales

### UN GESTIONNAIRE

Formation Supérieure

- connaissance de l'informatique ;
- gestion par objectifs ;
- travaux de bureau ;
- coordination encadrement ;
- sens commercial.

Ad. C.V., photo et prétentions, à A. ROCHER, 24, rue A.-Chabrière - 75017 Paris Cedex 13.

## Importante société recherche pour BAGNEUX - 92

### assistant (e) du service juridique

Il est demandé :

- licence en Droit ou DES, option Droit privé,
- 2 à 3 ans d'expérience dans un Service juridique d'une entreprise industrielle (contrats commerciaux, assurance, droit du travail, droit des sociétés),
- bonne connaissance de l'Anglais (surtout écrit).

Envoyer CV et prétentions à M. HERBILLON, 1, av. Louis-Pasteur - 92220 BAGNEUX

## SI VOUS ÊTES DANS LA BRANCHE DE L'INTÉRIM

### UN PROFESSIONNEL DE PREMIÈRE FORCE

Une importante société financière vous offre la possibilité de devenir

### DIRIGEANT AVEC PARTICIPATION IMPTÉ sans apport personnel

### SOCIÉTÉ À CRÉER PAR VOUS-MÊME

Ce poste conviendrait à ancien chef d'agence ou technicien ayant eu une réussite commerciale dans la profession d'interim.

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE. Ecrire avec C.V. s/réf. 1779/N A.M.P. boîte postale 115 7572 - PARIS CEDEX 13

## M.I.T. INFORMATIQUE recherche ANALYSTES et PROGRAMMEURS confirmés

IBM DOS ou OS PLI ou ASSEMBLEUR

Se présenter ou adresser C.V. 5, rue du Helder - 75001 Paris. Tél. : 770-95-47.

## IMPORTANT ORGANISME (IMMOBILIER DE LA RÉGION PARISIENNE) recherche

### 1) UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

24 ans d'expérience d'analyse et programmation COBOL. Connaissance comptabilité méthode CORING et matériel 3<sup>e</sup> génération souhaitées.

### 2) UN PUPIER

2 ans minimum d'expérience sur matériel 3<sup>e</sup> génération. Travail en 2x8 sur ordinateur IBM 4370 sous GECOS et GAMMATRAN. Avantages sociaux, 12 mois. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. et prétentions à M. 85,075 CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 9. V.

## CHIEF SERVICE VENTES EXPORTATION

Seront examinées en priorité les candidatures répondant aux critères ci-dessous :

- Connaissance matérielle et milieu miniers ;
- 25 ans minimum ;
- Expérience ventes à l'exportation des biens d'équipement ;
- Parfaite connaissance anglaise, allemande souhaitée.

Le titulaire du poste résidera dans la région parisienne, mais devra pouvoir 50 % de son activité professionnelle à l'étranger.

Ad. C.V. détaillé et appointements souhaités à M. 84.142, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 9. V.

## TRADUCTEUR-REDACTEUR TECHNIQUE

Il sera chargé de la rédaction de notices commerciales et techniques à partir de documents allemands et anglais.

Nous souhaitons une expérience de plusieurs années et une formation scientifique à l'orientation biologique. La rémunération sera fonction du niveau de formation et d'expérience.

Envoy. C.V. en indiquant rémunération actuelle et références. ROUCAINE, 20, av. d'Europe, 75140 Villette - 946-95-32.

## Important Société PARIS nous cherche la redaction et la sélection de :

Il sera chargé de la rédaction de notices commerciales et techniques à partir de documents allemands et anglais.

Nous souhaitons une expérience de plusieurs années et une formation scientifique à l'orientation biologique. La rémunération sera fonction du niveau de formation et d'expérience.

Envoy. C.V. en indiquant rémunération actuelle et références. ROUCAINE, 20, av. d'Europe, 75140 Villette - 946-95-32.

## 4 PROGRAMMEURS APPLICATION

1 an d'expérience COBOL, I.L.T., ou équivalent.

Il participera au développement d'applications d'une équipe utilisant la méthode d'analyse PROTEGE.

- Formation théorique et pratique assurée
- Postes à pourvoir début décembre

Env. C.V. et prét. s/réf. P. 11 ORDIS RECRUTEMENT 15, rue Adler - PARIS 9

## UN CADRE SERVICE PERSONNEL

### COMPTABILITÉ

Expérience, références exigées. Réponse rapide.

Envoyer C.V., photo et prét. à M. 85.231 CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra Paris-1<sup>er</sup> 9. V.

Envoyez en développement recherche pour PARIS 9

## CHIEF DES ACHATS

Homme complet, expérimenté, à la fois à la technique, au commercial et à l'administratif. Aléman, Italien apprécié.

Ecr. avec C.V., photo et prét. à J. PAVAS CONTACT, 135, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sans réf. 32.096

## CHIEF D'ÉQUIPE MONT. CABLEUR

ET-12 ELECTRICITE-TELECOM Déplacements Paris et Province.

Tél. 84-38-52 LA SIGNALISATION D.I.T. 36, avenue du Docteur-Marie 94 - ORLY

INSTITUT MEDICO-EDUCATIF Directeur diplômé. Ecrire HAVAS PAU D 255 650.

## SECRETAIRES

### Important organisme à CLAMART-FONTENAY recherche une

### SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS

Sachant parfaitement rédiger en Anglais et Français.

Nous demandons en plus des qualités d'organisation, de minutie, de méthode, de la diplomatie, le goût des responsabilités et des contacts à tous niveaux ainsi qu'une grande disponibilité.

Nous offrons :

- un travail diversifié jouissant d'une grande autonomie dans une petite équipe assurée d'une sécurité d'emploi.
- une expérience de documentaliste et des problèmes d'édition seraient appréciés.

Adresser C.V. à :

**orgamatic**  
Conseil en recrutement  
125, boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris  
Tél. : 336-41.22

## SECRETAIRE GÉNÉRAL

42 ans

10 ans expérience Société multinationale GESTION, IMMOBILIER, JURIDIQUE ASSURANCES.

Spécialisé dans les programmes Cost Reduction, cherche situation en rapport.

Ecrire à N° 8.035

**COFAP** 20 rue Chaligny 75010 Paris

## PURCHASING MANAGER

18 years experience with American Multinational firms in the field of Consumer Products : Confectionery, Food, Feminine Hygiene, Personal Hygiene, Pharmaceuticals, Ethical and Hospital Products. Fluent : English, French, Spanish and Arabic. Will accept position in France, Belgium, Holland, Spain or Greece.

Write for C.V. to N° 3.671 et le Monde à Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris 9.

## SECRETAIRE DE DIRECTION

ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excellente sténodactylo indispensable.

Ecrire S.G.F. 13, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

## ORGANISME DE FORMATION PRIVEE recherche

### 1) SECRETAIRE DIRECTEUR

- Ordre et méthode ;
- Dactylo très bonne ;
- Très bons contacts ;
- Expérience indispensable ;
- Travail important mais varié ;
- Formation supérieure appréciée.

### 2) ATTACHE COMMERCIALE (25 ans minimum)

- Contacts haut niveau avec sociétés ;
- Organisation interne.

### IL FAUT :

- Dynamisme + méthode ;
- Très bonne présentation ;
- Formation supérieure ;
- Capacité faire passer image de qualité et développer centre par prospectif systématique.

Env. C.V. manusc. J. photo récente + présent. à CESTRADEL, 2, rue des Italiens, 75001 Paris.

## automobiles automobiles

### ALFA ROMEO

Exposition - Essais, vente - Crédit-leasing Mécanique, carrosserie - Pièces détachées

### SFAM-France

23 bd de Courcelles - 75008 Paris - Tél. 292 02 50  
40 ter av. de Suffren - 75015 Paris - Tél. 734 09 35

## CHEVROLET CAPRICE

Hard Top, 4 portes, 1500 cm. 225-76-64.  
Ecr. à P. de Maitre Baghera 5, fin mai 76, 1500 cm. 225-76-64. Toti courant, G.I. technique éléct. Prix : 37.000 F. 74. bureau : 965-40.00. P. 24-72, domicile : 964-74. après 18 h.

Part. vol Ferrari DAYTONA 31. Immaculée. Tél. 256-18-09, soir.

### MINIMATIC

MOD. 75 2700 km - Paris 14<sup>e</sup> arr. Tél. h. 807 - 738-22.11, p. 30-32. URGENT. Vend 694, 1976. Tél. après 20 h. : 657-82-03

## FIAT CAE

vous propose ses meilleures propositions :

MERCEDES 230	24
FIAT 127 GLS	76
BMW 200i T1	72
FIAT 127 S 1600	75-76
LANCIA 8 1600	74
VW Scirocco	73

C.A.E., 93, rue Petit (19)  
607-37-88 - M. Fouque

## PRODUCTEURS ou DISTRIBUTEURS de produits alimentaires P.G.C.

### Vous recherchez un DIRECTEUR COMMERCIAL ou RÉGIONAL pour

- Connaître vos marchés
- Stimuler vos ventes
- Distribuer efficacement et économiquement vos productions
- Lancer de nouveaux produits
- Établir vos investissements publicitaires
- Mettre en place une direction par objectifs

etc.

Adjoint de direction commerciale aux résultats (PROTEGE) dans le domaine alimentaire de grande consommation.

Je peux vous aider

Récompensation souhaitée : ± 104.890 (fixe + participation).

Curriculum vitae sur simple demande à N° 94.519 M. SMOUL-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

## 12 ANS EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE

### INGÉNIEUR E.C.P.

### COMMERCIAL/FABRICATION ORGANISATION/INFORMATIQUE

- Opérationnel et Conseil.
- Références de premier ordre dans Société de dimension européenne.

recherche poste

dans grande Société Industrielle, Société de Services, Cabinet Conseil

Ecrire sous le numéro T 94520 M., à Régis Pressé, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

## SECRETAIRE GÉNÉRAL

42 ans

10 ans expérience Société multinationale GESTION, IMMOBILIER, JURIDIQUE ASSURANCES.

Spécialisé dans les programmes Cost Reduction, cherche situation en rapport.

Ecrire à N° 8.035

**COFAP** 20 rue Chaligny 75010 Paris

## PURCHASING MANAGER

18 years experience with American Multinational firms in the field of Consumer Products : Confectionery, Food, Feminine Hygiene, Personal Hygiene, Pharmaceuticals, Ethical and Hospital Products. Fluent : English, French, Spanish and Arabic. Will accept position in France, Belgium, Holland, Spain or Greece.

Write for C.V. to N° 3.671 et le Monde à Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris 9.

## FINALISTE EXP. COMPT.

34 ans, cart. sup. rev. juriste fiscal, exp. compt. 15 a. exp. 5<sup>e</sup> chef compt. de entr. importantes incluant respons. organisationnelles, rech. poste chef mission, consultant ou poste à respons. de entr. base Paris, compte d'ordonn. Ec. à T 94.522 M. Régis-Pressé, 85 bis, r. Réaumur, 75001 Paris.

## PSYCHOLOGUE - 28 ans

Dipl. de l'Institut de formation des psychologues cliniciens, ch. emploi CADRE rég. Paris ou sud de la France dans entreprises importantes. Ec. à T 04.522 M. Régis-Pressé, 85 bis, r. Réaumur, 75001 Paris.

## JURISTE ENTREPRISE

DES. Dr. privé, Sc. Po. 1 certif. DES. 15 ans exp. prof. de droit, ch. compt. de entr. intéress. jur. adm. orienté de prêt. vers préparat. et négociat. contrats. Probl. respons. Assurances Droit Social. Ec. à 3.675, et le Monde à Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9.

## SECRETAIRE

Indispensable : parfaite connaissance de l'anglais, expérience minimum : 5 ans. Age minimum : 25 ans. Tr. apprécié : anglais et bureau. Lieu de travail : Sud-Ouest (Pays Basque). Ec. à J. PAVAS CONTACT, 135, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sans réf. 32.096

## SECRETAIRE

Indispensable : parfaite connaissance de l'anglais, expérience minimum : 5 ans. Age minimum : 25 ans. Tr. apprécié : anglais et bureau. Lieu de travail : Sud-Ouest (Pays Basque). Ec. à J. PAVAS CONTACT, 135, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sans réf. 32.096

## SECRETAIRE

Indispensable : parfaite connaissance de l'anglais, expérience minimum : 5 ans. Age minimum : 25 ans. Tr. apprécié : anglais et bureau. Lieu de travail : Sud-Ouest (Pays Basque). Ec. à J. PAVAS CONTACT, 135, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sans réf. 32.096











L'AFFAIRE DASSAULT - DE VATHAIRE

La C.G.T. : Dassault-Breguet a été dépossédé de la plupart des terrains usines et droits de licences au profit de sociétés immobilières

A l'issue d'une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise du groupe Dassault-Breguet, convoquée à la semaine dernière sur leur demande, les élus C.G.T. du personnel ont protesté contre « l'appauvrissement du potentiel technique et humain de la société aéronautique au profit d'une autre société immobilière » du groupe qui n'a rien à voir avec la branche aéronautique. Selon la C.G.T., la société Dassault-Breguet Aviation appartient pour 50 % à la Générale Immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.) et à elle se trouve dépossédée de la quasi-totalité des terrains, des locaux et des licences de fabrication des différents avions conçus par le personnel.

L'analyse de la C.G.T., qui est fondée sur des propos rapportés de source syndicale, de M. Jacques Estébe, directeur général adjoint du groupe aéronautique, au comité central d'entreprise, et de M. Hervé de Vathaire, le directeur-comptable des sociétés de M. Dassault, démontre dans le cadre d'une instruction ouverte après le détournement de 8 millions de francs. M. de Vathaire accuse, on s'en souvient, son ancien employeur d'avoir pratiqué une politique d'appauvrissement des actifs de ses différentes entreprises, subventionnées par des fonds de l'Etat, au profit d'autres sociétés.

Selon la C.G.T., M. Estébe a précisé que, seules, les usines de montage du Mercure à Istres (Bouches-du-Rhône), celles de Vélizy-Villacoublay, de Biarritz et de Toulouse — où se trouvent les chaînes de fabrication des avions militaires Jaguar et Alpha-Jet — appartiennent à la société aéronautique, ainsi que les terrains sur lesquels ces ateliers sont installés. D'autre part, à l'exception des usines de Cazaux (Gironde) et des centres d'essais de Melun-Villaroche et d'Istres, qui sont des bases appartenant à l'Etat, toutes les autres usines du groupe aéronautique sont édifiées sur un terrain d'autrui.

Il existe des usines Dassault,

autres celles déjà citées. A Poitiers, dans la région bordelaise (à Talence, Marignas et Mérignac), à Argonay, à Seclin et à Bologne-Billancourt.

**66 millions de francs de loyers**

Ces différentes usines, selon les déclarations de M. Estébe rapportées par la C.G.T., ont été vendues au gré à gré à la Fondrière des Immeubles Industriels, l'exception des usines d'Argenteuil (Val-d'Oise), qui appartiennent à l'Immobilière Argenteuil-Le Parc, et du siège social de l'entreprise (Hauts-de-Seine), qui est la propriété de l'Immobilière Les Mirages. Les trois sociétés en cause : la Fondrière des Immeubles Industriels (constituée le 3 juillet 1974 au capital de 54 460 000 F), l'Immobilière Argenteuil-Le Parc (constituée le 3 juillet 1974 au capital de 11 170 000 F) et l'Immobilière Les Mirages (constituée le 25 juillet 1974 au capital de 5 800 000 F), appartiennent au groupe de la G.I.M.D. à Cannes.

Selon la C.G.T., les usines vendues l'ont été à leur valeur réelle de 1971, exception faite des bâtiments construits depuis cette date. M. Estébe aurait indiqué que le montant des loyers versés en 1975 par le groupe aéronautique aux différentes sociétés immobilières, non cotées en Bourse et directement contrôlées par M. Dassault, était de 66 millions de francs, soit 8 % de la valeur bilan des bâtiments. L'essentiel de ces loyers, soit 80 % environ, reviendrait à la Fondrière des Immeubles Industriels.

On sait que M. de Vathaire avait indiqué, de son côté, que la société aéronautique versait, chaque année en moyenne, environ 80 millions de francs de loyers « indexés sur le S.M.I.C., conformément aux dispositions expressées de la loi ».

Au ministère de la défense, on indique que, l'an dernier, il a été retiré — et, donc, non payé — des factures de Dassault-Breguet

consacrées à des commandes militaires une somme de 87 millions de francs qui représenterait une intégration abusive — au-delà du simple canal des versements — des loyers versés par les usines aéronautiques dans les prix de revient de certains matériels achetés.

Le directeur général adjoint du groupe aéronautique a indiqué, selon les élus C.G.T., que les exercices financiers de Dassault-Breguet de 1964 à 1973 ont subi, à trois reprises, des contraires fiscaux qui ont eu pour effet de déclencher des redressements de l'ordre de 380 millions de francs. Le contrôle des exercices 1974 et 1975 serait en cours. Mais, selon la C.G.T., la majorité gouvernementale laisse Dassault dans le secret pour nager le poisson, masquer la portée des scandales en cours et éviter que toute la lumière soit faite.

Précédemment, la section C.F.D.T. des usines de Saint-Clément, où se trouvent les ateliers des prototypes, avait affirmé qu'en cas de nationalisation « elle exigera qu'il ne soit versé aucune indemnité car les bâtiments n'ont pas à payer une seconde fois l'entreprise que Dassault a développée avec leur argent ».

**Des redevances de licence**

A la société Dassault-Breguet, on déclare laisser l'entière responsabilité aux syndicats des propositions de M. Estébe rapportées par eux. On ajoute toutefois une précision sur l'affaire des droits de licence des avions.

Au moment de la fusion, en décembre 1971, de la société des avions Marcel Dassault avec l'entreprise Breguet-Aviation, la société Dassault International, chargée de l'exportation des matériels civils et militaires, s'est engagée à verser des redevances de licence à la maison mère (G.I.M.D.), propriétaire des droits de reproduction, sur les prototypes construits avant la fusion. La société Dassault International est une société de droit américain dont le capital de 1 480 000 dollars est détenu à 99,98 % par le groupe aéronautique Dassault-Breguet.

Il convient de préciser, d'ailleurs, que la direction de Dassault-Breguet, que la maison mère ne perçoit aucune redevance de licence sur les avions commandés par l'Etat français. D'autre part, la fusion, les droits de reproduction des nouveaux prototypes appartenant à la société Dassault-Breguet.

**Le Mirage et la G.I.M.D.**

A une question des membres du comité central d'entreprise sur les droits de licences qui seraient versés par le groupe aéronautique à la société mère G.I.M.D., et qui sont évalués à 500 millions de francs pour les cinq dernières années par M. de Vathaire, M. Estébe a indiqué, selon la C.G.T., que les droits de licences sont inclus dans les frais commerciaux de la filiale Dassault International, à l'exception de la licence de l'avion Mirage, qui appartient à la G.I.M.D., propriétaire à 50 % de Dassault-Breguet. La filiale Dassault International traite avec les clients étrangers et reçoit les redevances sur les licences 190 à 100 millions de francs en 1975.

« L'attitude de la direction qui masque ses responsabilités », a commenté la C.G.T. à l'issue de la réunion plénière extraordinaire du comité central d'entreprise, est identique à celle des partis de

JEAN KAY LE TACITURNE

Mais où est donc passé Jean Kay, aujourd'hui devenu le bouc émissaire de l'affaire Dassault ? L'âme du complot, ce serait lui. Le receleur du dossier Vathaire, lui encore. Le destinataire des 8 millions, toujours lui. Le silence de l'ancien mercenaire, parce qu'il sert trop de gens, finit par inquiéter même ses amis. Y compris ceux qui, voilà huit jours à peine, croyaient d'autant moins à l'annonce fracassante de sa mort par diverses sources peu crédibles qu'ils avaient eu un contact récent avec lui. Mais depuis le 27 octobre « leur fil avec Jean Kay est coupé ». Coïncidence ? Il se dégage au même moment des confidences des milieux intéressés ainsi que des premières investigations de M. Petit, juge d'instruction, une version des faits dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle charge presque uniquement l'ancien mercenaire et gomme les responsabilités des autres, de tous les autres.

Voici le scénario précis que l'on donne désormais de l'affaire. Au mois de mars dernier, Hervé de Vathaire fait la connaissance de Jean Kay. Il lui est présenté par sa maîtresse, Bernadette Roels, ancienne hôtesse de cabaret, qui est l'amie de Danièle Marquet, négociatrice en matériel téléphonique, et à ce moment-là, comme Danièle Marquet et Bernadette Roels vivent bien et ensemble dans un appartement situé 26, rue de l'Ouest à Boulogne, Hervé de Vathaire les y rejoint presque chaque soir et fait avec Jean Kay d'interminables parties d'échecs.

La confiance règne entre les deux hommes. « Tout naturellement, parce qu'il peut prouver à son ami que lui aussi est dangereux », annonce à Jean Kay qu'il possède un dossier secret sur Dassault. Début juin, il va jusqu'à lui donner. Aussi « quelle n'est pas sa surprise » quand l'ancien mercenaire lui réclame 8 millions pour la restitution du document.

Hervé de Vathaire, qui ne peut pas prévenir son employeur, M. Dassault, « Mais non, raconte un de ses confidentiels, il choisit une autre tactique. Prélever les 8 millions, récupérer le dossier et

seulement ensuite aller trouver M. Dassault en lui apportant la petite note de son détournement. » On sait depuis lors que M. Dassault n'est pas à 8 millions près.

Le 6 juillet, à 12 heures, Hervé de Vathaire va donc chercher l'argent à la succursale de la B.N.P. 24, avenue de la Grande-Armée, à Paris. Aussitôt après, il retrouve Jean Kay et Danièle Marquet qui l'attendent à proximité d'une voiture. Les trois gagnent l'hôtel Hilton d'Orly, où les attend Bernadette Roels ; celle-ci « n'est au courant de rien ». Jean Kay conseille à Hervé de Vathaire de téléphoner à Dassault, ce que fait le comptable en empruntant le nom de M. Potier, autre collaborateur du constructeur aéronautique. Ce qui est justifié, car M. Potier est malade. Mme Dassault, qui a décroché le téléphone, ne veut pas déranger son mari.

Contrairement à ce qui a été souvent écrit les quatre ne regagnent pas alors l'appartement de Boulogne. Ils partent avec deux voitures par la route en direction de la Suisse. « Hervé de Vathaire suivait toujours Kay avec la certitude que celui-ci lui rendrait le dossier puisqu'il lui a remis les 8 millions dès le midi.

La plainte du député de l'Oise

Première étape nocturne le 6 juillet au soir près de Besune, en Côte-d'Or. Le 7 au matin, Jean Kay, toujours lui, décide d'aller à Divonne-les-Bains. Il s'y rendra de son côté, dit-il, avec Danièle Marquet. Hervé de Vathaire emmenant Bernadette Roels. Sur la route on se perd de vue. Arrivé à Divonne, Hervé de Vathaire n'y trouvera pas Kay. Adieu dossier, adieu 8 millions.

C'est alors que le comptable craque. « Pour la première fois il explique tout à Bernadette Roels » et lui confie la fameuse note de dix-sept millions rédigée en toute hâte. Il lui demande de la remettre à son gendre, M. Simonin, qui le portera à M. Dassault.

Le 8 au matin, Hervé de Vathaire et Bernadette Roels rentrent ensemble par la route à Paris. Bernadette Roels se réfugie chez ses parents à Audruicq, dans le Pas-de-Calais. Le comptable gagne sa propriété de Blainville (Oise), d'où il téléphonera le 9 juillet à son gendre pour apprendre le nom de son avocat. Avec, semble-t-il, l'accord de M. Dassault, a porté plainte dès le 6 juillet.

Cette nouvelle ébranle encore davantage Hervé de Vathaire. Pendant deux à trois jours, il se terre à Paris dans des hôtels borgnes puis, par le train, gagne Milan et Venise. Là il s'embarque pour le SS Novara, un croiseur de la Méditerranée. A son second passage, le 5 août, dans l'île de Corfou, il y débarque et finit par y trouver un gîte.

Quelles nouvelles en dit-il ? « Des quelque 30 000 francs que Kay lui a donnés près de Beaune au soir du 5 juillet », assure un de ses amis d'ailleurs, l'argent finit par manquer. En France, l'affaire est devenue publique. « Vathaire ne voit plus que la solution de revenir » avec un billet d'avion dont le montant aurait été avancé par un consulat français de Grèce. Ce qu'il fait le mercredi 8 septembre.

Entre-temps, le 12 juillet, sachant pas sa mère qu'elle était recherchée par les policiers, Bernadette Roels est rentrée à Paris. Elle a donné le manuscrit de dix-sept millions à M. Simonin, lequel a prévenu M. Dassault. Celui-ci lui a envoyé la police qui se saisit du document.

Cette version de l'affaire, que l'on répand un peu partout aujourd'hui laisse des zones d'ombre. D'abord, pourquoi la police n'a-t-elle pas encore arrêté Jean Kay alors que dès le 11 juillet l'interrogatoire de Bernadette Roels aurait pu mettre en lumière les responsabilités de l'ancien mercenaire ?

Jean Kay a vécu, très tranquillement, sur la Côte d'Azur, du 15 juillet au 15 août. Après avoir quitté Hervé de Vathaire, il a d'abord gagné la Suisse et tenté d'y déposer dans des banques tout ou partie des 8 millions et (peut-être) le dossier. Contre 85 000 dollars, il a acheté un bateau auprès d'une société dont le siège serait aux Bahamas. Puis, en compagnie de Danièle Marquet, a loué une villa près d'Atx.

Le 29 juillet, il s'est même présenté à la gare d'Annecy (Haute-Savoie), pour une affaire de papiers militaires. Convoqué à nouveau le 31 juillet, cette fois il n'y est pas allé, ce qui ne l'a pas empêché de louer aussitôt, non loin de là, une villa luxueuse à Monans-Sarroux, entre Cannes et

Les fédérations françaises face à l'horizon 80 des Jeux olympiques

Remettre la pyramide à l'endroit

Au terme de notre enquête sur les fédérations françaises face à l'horizon 80 des Jeux olympiques (« le Monde » du 9 au 16 novembre), il convient de tirer quelques conclusions sur les données qui ont été fournies à cette occasion.

Comme un phototype sortant de la chambre noire, la rapide enquête menée auprès de plusieurs fédérations a « révélé » nombre de faiblesses du sport français. Une idée revient systématiquement, résumée par Gérard Geroff, directeur technique de la natation et président de l'association des directeurs techniques nationaux : « Il existe vingt-cinq clubs de natation en France, qui disposent réellement d'entraîneurs compétents et efficaces. Et il existe mille autres clubs où la disponibilité de tel dirigeant ou de tels parents de nageur tient lieu de compétence ».

Le problème d'entraînement revient comme un leitmotiv, s'inscrivant le plus souvent au passif, rarement à l'actif. Seule la Fédération de judo, qui forme en moyenne quatre à cinq entraîneurs qualifiés par an, ne connaît pas d'inéquité pour son avenir. Presque partout ailleurs, plus affirmant que cette défectuosité empêche de mettre en œuvre une réforme jugée tout aussi capitale : la régionalisation, motif de bon nombre de nos interlocuteurs.

Appliquée de longue date par la Fédération de judo, mise en œuvre depuis cinq ans par celle de gymnastique, la politique de décentralisation est aujourd'hui préconisée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Jean-Pierre Sousson. Mais, cependant, qu'une décennie n'est pas de trop pour la réalisation d'un tel programme qui consiste à remettre la pyramide à l'endroit ?

Jusqu'ici, les efforts ont constamment porté sur la préparation de l'élite, les pouvoirs publics et les fédérations agissant à la manière d'un arboriculteur cherchant des plants sur des terrains en jachère. Or, le travail en serre ne se comprend qu'il parait d'une abondante possibilité de choix : une pyramide. Mais il s'agit d'une pyramide tronquée, étant entendu que l'on ne prépare pas une élite comme on entraîne le commun des sportifs, que l'on doit marquer la séparation entre les deux étapes. A la base, le sport scolaire, les clubs, les compétitions de masse, les journées nationales, etc. Au

par FRANÇOIS SIMON

sommet, marqué par un hiatus, les stades fédéraux, les sections sportives, les centres nationaux, la compétition sélective.

L'idée est en maintenant acquiesce, comme on l'a vu à travers nos enquêtes. Toutefois, comme le soulignait M. Pierre Guichard, directeur technique national du judo, un problème n'est isolé, et l'on ne peut imaginer une action globale menée de bas en haut de la pyramide. Cela n'a pas été le cas. La « base » a été négligée. Lorsque les responsables fédéraux, résumés par Geroff lui-même, déclarent qu'il faut donner la priorité aux clubs, c'est bien la preuve qu'on ne l'avait pas encore fait.

**En premier lieu, l'école**

La « base » : au demeurant, il ne s'agit pas seulement des clubs, mais aussi, et en premier lieu, du sport à l'école. Dans la perspective d'un accroissement qualitatif du plus grand nombre, on préconise cette question ait été posée, à quel niveau ? A quel niveau, en effet, toutes ces prétentions à « redonner » le goût du sport à la France quand il guignait de le leur « donner » ? On chacun trouverait-il le meilleur moyen de s'initier à la pratique sportive sans pendant son temps de scolarisation obligatoire ? D'autant

qu'il le problème de la qualité de l'encadrement, avec des professeurs formés en quatre ans, ne se pose pas. Seule l'obstination des pouvoirs publics à restreindre de plus en plus le nombre d'enseignants par rapport aux besoins fait que les élèves bénéficient à peine de deux heures d'éducation physique par semaine.

Carence politique, une fois encore, que l'organisation politique des activités de l'ASSU (association du sport scolaire et universitaire) maintenues comme à bout de bras, alors que celles-ci devraient servir de tremplin, ainsi que l'affirme le directeur technique national de l'athlétisme, M. Jacques Puda. Les exemples abondent de ces jeunes qui, mis en condition par la pratique du sport à l'école, viennent tout naturellement frapper à la porte des clubs. Des clubs qui, faute de moyens, refusent de les accueillir chaque année et partout.

**Les moyens d'une politique**

Moyens : le mot est lâché, celui qui prête à rire quand il ne désespère pas et transforme les présidents en solliciteurs impénitents. Mais comment en est-il du sport, une véritable politique nationale, principalement au moment des Jeux olympiques, et ne lui accorde-t-on que des parts les plus dérisoires du budget de l'Etat (0,21 %) ?

Chaque pays a ses moyens financiers en quantité variable. A l'Etat, l'Etat et les entreprises pourvoient à tous les besoins. Aux Etats-Unis, le secteur privé donne sans compter : le budget pour la préparation des Jeux de Moscou s'élevait à 20 millions de dollars. En Italie, pour ne prendre qu'un troisième exemple, ce sont les concours de pronostics sur les matches de football qui fournissent au CONI (Comité olympique national) le nerf de la guerre. En France, également, c'est au gouvernement d'assumer ce rôle. Une forme originale d'organisation, mixte, mixte, mixte, aboutit au régime des subventions et des interventions multiples : participation à la construction des équipements, financement de l'encadrement technique, etc.

Quelle politique entend-on mener, par-delà les discours officiels et les déclarations d'intention, si nulle dotation ne les rend crédibles ?

Si c'est un choix du gouvernement que de ne pas développer réellement la pratique du sport en France, pourquoi prétendre le contraire ?

FIN

SPORTS

Leur extradition étant refusée

QUATRE PIRATES DE L'AIR AMERICAINS SONT DEFERES A LA JUSTICE FRANCAISE

La chambre d'accusation de Paris a donné lundi 15 novembre un avis défavorable à la demande d'extradition présentée par le gouvernement des Etats-Unis à l'encontre des quatre Noirs qui se tourmentent en avion le 31 juillet 1972 de Detroit sur Alger : M. Melvin McNeil et sa femme, née Jean Allen, M. George Brown et son amie, Mlle Joyce Tillerson. Le 20 octobre.

La cour estime en effet que si les intéressés ne peuvent se réclamer d'organisations politiques structurées, leurs mobiles seraient cependant, les pirates de l'air n'ont pas été libérés. Des le prononcé de cet arrêt, le parquet du tribunal de Paris a ouvert contre eux une information pour détournement d'aéronef avec séquestration de personnes et prise d'otages.

Ce dossier a été confié à M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction, qui a notifié ces inculpations aux quatre Américains en les plaçant sous mandat de dépôt.

M. Brown et Mlle Tillerson étaient déjà en France pour l'application et usage de documents administratifs.

FAITS DIVERS

UN MEDecin EST TUÉ PAR UN MALADE MENTAL

Au cours d'une crise de démence, un malade mental, M. Arab Hamouch, qui fréquentait un dispensaire psychiatrique et situé 14, rue Hoche, à Malakoff (Hauts-de-Seine), a tué, le lundi 15 novembre, d'un coup de couteau, un médecin qui travaillait dans l'établissement, le docteur Christiane Breton, âgée de quarante-cinq ans. Née en Algérie en 1919, M. Hamouch, qui vivait en France depuis 1946, souffrait de troubles psychiques qui le rendaient inapte à toute vie professionnelle. Il avait été soigné durant plusieurs années dans un hôpital spécialisé qu'il avait été autorisé à quitter, son comportement ne semblant pas dangereux.

Domicilié dans un grand ensemble de Bagneux, il se rendait quotidiennement dans l'hôpital de jour de Malakoff, dirigé par le docteur Lepennu, où, dans un local de quelques pièces, les malades se livrent à des petits travaux de manutention. Il s'agit d'une entreprise privée, qui dépend de l'association Entraide et amitié, régie par la loi de 1901 et qui travaille en liaison avec l'hôpital psychiatrique de Villejuif.

POLICE

LA FEDERATION AUTONOME RENOUVELLE SA DEMANDE DE PARITE AVEC LA GENDARMERIE

« Les policiers sont tellement mécontents que, s'il n'y avait pas de syndicat responsable, nous en créerions à une explosion. » C'est ainsi que M. Jean Chavanac, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP), a décrit, dans une conférence de presse, organisée lundi 15 novembre à Paris, l'état d'esprit de ces cinq mille policiers, qui continuent de réclamer « l'abolition réelle des parités judiciaires entre la gendarmerie et la police » et protestent contre les insuffisances du budget du ministère de l'Intérieur pour 1977.

Ainsi, après la manifestation du jeudi 10 octobre et les rassemblements en province, l'intersyndicale de la police nationale (qui groupe le syndicat des commissaires de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil et la F.A.S.P.), a organisé une campagne de signatures, du 10 au 15 novembre dans les services, et un rassemblement est prévu le 17 novembre devant le ministère de l'Economie et des Finances afin de déposer les motions qui auront été signées par les policiers.



**SOCIALISME ET ENTREPRISE**  
23, rue du Louvre, Paris  
ORGANISE UNE  
**CONFÉRENCE - DÉBATS**  
AVEC  
**JACQUES DELORS**  
FORMATION ET PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES  
DES CADRES  
JEUDI 18 NOV. 1976 - 20 H. 45 - 32, RUE OLIVIER-NOYER  
SALLE M. L. KING - PARIS-14<sup>e</sup> - MÉTRO FRÉNETT

**Opel EuroKadett**  
BRUNOY GARAGES S.A.R.L.  
13, rue de la République  
BRUNOY-ESSONNE  
TEL. 922.80.95

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### COMMERCE EXTÉRIEUR

#### « Commissions » et « intermédiaires » à l'exportation

Depuis quelques mois, l'opinion occidentale découvre avec quelque stupor certaines des pratiques du commerce international. Le comportement de certaines compagnies pétrolières a donné lieu à de belles séances au Sénat américain. Les révélations sur les « pots-

de-vin » de Lockheed ont pris l'allure d'un scandale international. Aujourd'hui, c'est au tour du groupe Thomson, l'un des principaux exportateurs français de matériels militaires et électroniques, d'être sur la sellette.

Dans son édition du 10 novembre, le *Canard enchaîné* accuse « Thomson-C.S.F. d'avoir fait disparaître en Suisse 71,4 millions de francs ». De quoi s'agit-il ? En 1973, la société signe un contrat avec un Etat étranger pour la livraison de divers matériels militaires. Au fur et à mesure des livraisons et des paiements, qui s'élevaient sur deux ans, des transferts de fonds sont effectués vers la Suisse. Ils sont destinés, en principe, à payer des commissions à ceux que l'on nomme pudiquement des intermédiaires. Un virement de 60 millions de francs aurait été effectué sur deux comptes numérotés : 11,2 autres millions de francs auraient été versés à quelques autres personnes, toujours en Suisse.

Or, selon le *Canard enchaîné*, un inspecteur de la direction des douanes n'aurait pas trouvé, au cours d'un contrôle de justification au versement de telles sommes, le contrat prévoyant une vente sans intermédiaires et sans commissions. « 4 quoi ont donc servi ces 72 millions de francs versés en Suisse », se demande notre confrère ? A canonifier des bénéfices ? A alimenter les caisses de partis de la majorité ?

Nul ne peut jurer de rien. Pourtant, dans les milieux industriels, des suppositions apparaissent peu crédibles. Il existe, fait-on remarquer, bien des méthodes plus simples et moins dangereuses pour dissimuler des bénéfices, gonfler les rémunérations des cadres ou financer des partis. De toute façon, lorsqu'une entreprise française signe, dans un pays tiers, un contrat (pour des ventes d'armes notamment), elle dépose un dossier auprès des services spécialisés du ministère de l'économie et des finances. Ne serait-ce que pour bénéficier de la pratique des pots-de-vin à l'exportation, qui la garantit en cas de non-paiement.

Les commissions à verser, couvertes elles aussi par l'assurance, sont déclarées par écrit ou plus souvent oralement. Les services du ministère, parfaitement au fait de la pratique, se scandalisent ou considèrent que les hommes étant ce qu'ils sont, il en ira toujours ainsi. Reste que les pots-de-vin, loin de diminuer, se généralisent. Limités naguère à certains contrats et à quelques

des pratiques et des pourcentages en vigueur dans chaque pays, examinent le bien-fondé des commissions, les notes des bénéficiaires et le mode de versement envisagé. Dans certains cas, ils refusent leur autorisation : lorsque le taux est jugé trop élevé ou lorsque le versement de la commission risque d'entraîner une rupture du contrat à l'initiative de l'acheteur, et le versement de dommages et intérêts.

Est-il besoin de souligner l'aberration économique que constitue cette escalade ? Car ces « commissions » exorbitantes, qui ne profitent qu'à quelques fonctionnaires, hommes politiques ou négociants, sont finalement incluses dans les prix des matériels. Elles sont donc payées par les pays en voie de développement ou les « nouveaux riches » du tiers-monde. Lorsque les dirigeants de ces Etats, tels le chah d'Iran, annoncent l'augmentation vertigineuse des prix des produits manufacturés, prennent-ils en compte l'impact de ces dessous de table ?

Chez Thomson, on se refuse à tout commentaire sur les « révélations » du *Canard enchaîné*. Pour leur part, les habitants du commerce international n'y voient rien d'extraordinaire. Le montant de la commission est « normal », disent-ils (moins de 10 % du contrat) ; et l'identité de tous les bénéficiaires — y compris celle des titulaires des deux comptes numérotés — aurait été communiquée, comme cela est prévu, aux hauts fonctionnaires.

Quant à la clause du contrat, qui est l'une des pièces maîtresses du rapport de l'inspecteur des douanes, les spécialistes avancent une explication. Il existe des intermédiaires avoués et d'autres qui le sont moins. Certains sont déclarés, d'autres non. Les pots-de-vin, d'autres veulent officiellement la bannir et incluent dans les contrats des clauses excluant toute commission, tout intermédiaire.

On peut s'étonner, se scandaliser ou considérer que les hommes étant ce qu'ils sont, il en ira toujours ainsi. Reste que les pots-de-vin, loin de diminuer, se généralisent. Limités naguère à certains contrats et à quelques

# Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...

SI VOUS VOULEZ DES JOLIES DOUCES COMME LE CRANE DE CHARLIE BROWN...

...ESSAYEZ LES "PRÊT-A-RASER" DE GILLETTE!

CASE JETTE, C'EST CHOUETTE, VOUS AVEZ LE CHOIX!

**C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette**

## Des bruits courent sur S.M.O.:

# « Ils engagent des vendeurs. »

Seulement les meilleurs.

Les meilleurs, pour nous, ne sont pas ceux qui se contentent de courir après les plus grosses commissions. (Rassurez-vous, chez S.M.O., elles sont confortables). Mais ceux qui ont à cœur de se tenir à jour en permanence avec un métier où les découvertes scientifiques vont plus vite que les technologies d'application. (Nous pensons par exemple aux microprocesseurs).

Les meilleurs, pour nous, sont toujours ceux qui, au sein de leur équipe — il y a une cinquantaine d'équipes de vente chez S.M.O. — dépassent un peu chaque jour le strict travail qui leur est demandé pour augmenter leur rayonnement personnel et progresser dans la hiérarchie de l'entreprise.

Les meilleurs, vous le savez bien, sont ceux qui prennent leur destin en main. Alors, si vous avez une bonne expérience en matière d'équipement de bureau, de mécanique ou d'ordonnancement et si vous êtes intéressé par un emploi stable au sein d'une équipe solide dans une affaire en pleine progression, il serait bon que vous écriviez sans tarder à une S.M.O. pour ouvrir le dialogue.

Il y a 15 S.M.O. en France : à Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Paris-Vélizy, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes.

Vous vous sentez concerné ? Pour qui alors ne pas écrire au Directeur de l'une d'elles ?

**S.M.O.**  
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe  
78140 Vélizy - Tél. : 946.86.38

Pour recevoir gratuitement le S.M.O. envoyez ce bulletin à :  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
S.M.O. 89 93  
78140 Vélizy

### Defense du franc...

Offrez du CHAMPAGNE !  
toutes marques chez KIATOU  
SIÈGE : 44, rue du Bac et  
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)  
Commandes : 222-37-08

### La Pompadour

**QUINZAINE des MANTEAUX**  
tweed, camel, cashmere  
MANTEAUX DE FOURRURES  
PELISSES, PEaux LAINES  
**TOUTES TAILLES**  
du 40 au 52  
**Prix exceptionnels**  
32 bis, Bd HAUSMANN  
M<sup>e</sup> Chaussée d'Antin

### HERALD

Smith Accepts Black Rule in 2 Years  
Ford, Carter Meet in a Central Debate

### CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

### Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE

Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programme OBBO type MEGA 7500 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

**La comptabilité par décalque en régime électronique**

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'information du décalque"

M. \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_  
OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9<sup>e</sup> - 678.25.50 et 25.06

### CORRESPONDANCE

« Garçon, un demi... »  
A la suite de notre article, intitulé « Garçon, un demi... » (le Monde du 4 septembre), qui faisait état du prix anormalement élevé de deux boissons-pilotes (café et bière) consommées à la terrasse de certains cafés parisiens, nous sommes cités, un lecteur des Yvelines, M. Mario Fabre, a écrit à la direction générale de la concurrence et des prix pour demander « quels moyens vous pourriez mettre en service pour mettre bon ordre à cette anarchie des prix ». M. Fabre a reçu du ministère de l'économie et des finances la réponse suivante, qu'il a bien voulu nous communiquer :

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai aussitôt fait procéder à une enquête auprès des établissements en cause, dont les résultats sont les suivants :

(1) Le Café de la Paix, l'Elby Club, le Fouquet's et le Thermidor sont des établissements classés dans la catégorie luxe. A ce titre, ils sont dispensés de l'obligation de servir des boissons-pilotes et peuvent par conséquent déterminer librement les prix des consommations qu'ils offrent à leur clientèle. De ce fait, même si les tarifs pratiqués paraissent élevés, ils n'appellent aucune observation du point de vue de la réglementation des prix. En revanche, ces établissements sont soumis à certaines mesures particulières de publicité des prix et doivent remettre à leurs clients des tickets ou notes mentionnant les prix des consommations servies et le système en usage en matière de service.

Le contrôle effectué a permis de constater que deux des établissements en cause ne respectaient pas strictement les règles de publicité prévues.

(2) Les autres établissements cités dans l'article en cause, au nombre de onze, sont soumis aux dispositions de la convention relative aux prix des boissons et des débits de boissons, conclue le 16 avril 1976, entre le préfet de Paris et les représentants professionnels. Ils sont tenus à ce titre de présenter des boissons-pilotes tant au comptoir que dans la salle ou à la terrasse, à des prix ne dépassant pas les tarifs limités fixés.

Sur les onze établissements vérifiés, neuf pratiquaient des prix supérieurs à ceux actuellement autorisés. Les infractions relevées ont reçu les suites contentieuses qu'elles comportaient normalement.

J'ajoute que cette enquête a été étendue à d'autres établissements et qu'elle a permis de relever des infractions dans un certain nombre d'entre eux qui ont fait, en conséquence, l'objet d'un procès-verbal.

صلى الله عليه وآله وسلم



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

## Dérapiage incontrôlé

### LE CADRE ÉCONOMIQUE

	Croissance (2)		Respect des équilibres économiques			Taux d'inflation (en %)
	Taux de production industrielle (en %)	Investissements productifs (en %)	Taux de salaires (2) (en %)	Déficit budgétaire (1) (en %)	Solde balance commerciale (1) (en %)	
ats-Unis .....	+ 5	+ 2	8	- 3,9 (- 65,6 mD)	- 1,2 (- 19 mD)	5
lemagne fédérale.....	+ 3	+ 2	6 à 7	- 4,4 (- 50 mD)	+ 2,9 (+ 33 mD)	2
ance .....	+ 5	0	16	- 1,3 (- 20 mD)	- 3,6 (- 53 mD)	11
ande-Bretagne ....	0	- 18	12	- 10 (- 11 mD)	- 5,7 (6,4 mD)	16
alie .....	+ 10	- 10	16	- 10 (130 mD)	- 3,8 (- 490 mD)	14

(1) Exprimés en valeurs nationales (milliards de dollars, DM, etc.) et en pourcentage du produit national brut. Le solde commercial annuel CAF POB est calculé en multipliant par quatre celui des trois derniers mois.  
(2) Exprimés en valeur nominale et en rythme annuel.

## Les Neuf à la recherche de concessions pour relancer le dialogue Nord-Sud

La conférence sur la coopération économique internationale — dite dialogue Nord-Sud — reprend ses travaux mardi 16 novembre. Les résultats — bien piètres jusqu'à présent — pourraient influencer la décision des pays de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole. On prête à certains de ceux-ci l'intention de demander le report de la réunion de l'Arabie saoudite pour le 15 décembre, — parce qu'à cette date devrait se tenir à Paris la conférence plénière du dialogue Nord-Sud en présence des ministres des affaires étrangères des vingt-sept pays participants.

Bruxelles (Communautés européennes). — Que faut-il proposer pour permettre à la conférence de Paris de reprendre dans un climat plus positif et pour contribuer par là même à amener les pays producteurs à faire preuve de modération lorsqu'ils se réuniront au Qatar afin de fixer les nouveaux prix du pétrole ? Telle est la question à laquelle les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis lundi 15 novembre à Bruxelles, se sont efforcés de répondre. La question préalable n'a pas été posée d'ordre tactique : à quel moment est-il judicieux pour la Communauté d'arrêter puis d'annoncer les nouvelles concessions qu'elle est prête à faire ?

La France souhaitait que les Neuf se prononcent dès cette session, de telle sorte que les travaux des quatre commissions de la conférence de Paris s'en trouvent facilités et que, dans le cas où les décisions prises le report de la réunion au début de l'année prochaine, prévue en principe pour décembre, cet ajournement n'entraîne pas dans une ambiance de crise.

D'autres pays membres, et surtout l'Allemagne, estimaient préférable de réserver le dossier au Conseil européen qui se tiendra les 29 et 30 novembre, à La Haye. C'est finalement une solution de compromis qui a prévalu. Les principales orientations politiques seront définies par le Conseil

Pour éviter l'échec complet de la conférence de Paris, les Neuf seraient prêts à faire quelques concessions. Mais, preuve de l'absence de vues communes, les premiers ministres français et britannique ont fait le 15 novembre, sur la hausse du prix du pétrole, des déclarations divergentes. Alors que M. Callaghan indiquait à Londres que « toute hausse ralentirait inévitablement le rythme de la reprise économique dans les pays industrialisés et accroîtrait le niveau du chômage », M. Raymond Barre affirmait, au Caire, que la France serait « en mesure de faire face à la hausse du prix du pétrole ».

### De notre correspondant

européen, mais la position de la Communauté sera immédiatement aménagée afin d'essayer d'éviter que les quatre commissions soient condamnées au « sur-place ». « Il y aura sûrement de la part de la Communauté un effort positif pour atténuer les négociations de Paris et donner satisfaction aux pays en voie de développement », a déclaré lundi soir M. de Giscard d'Estaing.

Quelles sont la nature et la portée des gestes susceptibles d'être faits par la Communauté ? Celle-ci, à ce stade, a savoir avant le Conseil européen, pourrait au moins manifester une certaine volonté d'ouverture et ce qui concerne le problème des transferts financiers des nations industrialisées vers les pays pauvres. Ce qui se trouve ici en cause et qui apparaît comme la préoccupation prioritaire du tiers-monde, c'est tout aussi bien le problème de la dette des pays pauvres que l'aide au développement proprement dit ou encore la préservation du revenu des producteurs de matières premières. Dans l'esprit des Neuf, même s'ils se gardent de l'exprimer aussi crûment, faire preuve d'une plus grande disponibilité en la matière pourrait inciter les pays de l'OPEP à mesurer au plus juste les ajustements du prix du pétrole.

### Une réponse au COMECON

Les Neuf ont aussi approuvé le texte d'une lettre qui sera remise dans les prochains jours, par les soins de la présidence néerlandaise, à M. Olasewski, vice-ministre de Pologne et président en exercice du comité exécutif du Comecon (l'organisation économique des pays de l'Est). Il s'agit de la réponse à la proposition du Comecon de février dernier de négocier avec la Communauté et ses Etats membres un accord incluant des dispositions commerciales. En fait, les Neuf rejettent pour l'essentiel les propositions du Comecon qu'ils considèrent comme une manœuvre de Moscou pour empêcher l'établissement de relations constructives entre la C.E.E. et l'un des pays de l'Est.

La Communauté se déclare disposée à négocier un mini-accord avec le Comecon (un projet de quatre pages est annexé à la lettre) : il s'agirait d'établir de simples relations de travail entre les deux organisations, autrement dit de favoriser les échanges d'informations, notamment statistiques, dans les domaines où la Communauté et le Comecon sont complémentaires. En revanche, elle appelle l'offre qu'elle a faite en novembre 1974 de négocier bi-

latéralement avec chacun des pays du Comecon.

Il reste à savoir si l'Union soviétique se satisfera de cette sorte de mise au point de la Communauté, qui, même rédigée en termes aimables, ressemble étrangement à une fin de non-recevoir.

Les ministres des affaires étrangères se sont également entretenus des relations futures entre le Portugal et la C.E.E. « Nous avons reconnu la vocation du Portugal à entrer dans l'Europe », a commenté lundi soir M. de Giscard d'Estaing. M. Soares effectuera une tournée des capitales du Marché commun en février. C'est vers le mois de mars, en fonction des impressions recueillies, que Lisbonne fera officiellement acte de candidature à la Communauté.

Les Neuf ont discuté des relations entre la Communauté et la Yougoslavie. M. Van der Stoep, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui assure la présidence du conseil des ministres, et Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission, se rendront à Belgrade début décembre.

Enfin, le Conseil a longuement parlé du rapport Tindemans sur l'union européenne, en la présence du premier ministre belge. Celui-ci attend que le Conseil

Le fait saillant de la dernière évolution mensuelle est sans conteste le clivage croissant entre pays forts et pays faibles.

Il se constate d'abord sur le tableau monétaire. Alors que les taux américains et allemand au jour le jour ont tendance à baisser sensiblement, à moins de 5 % ou 2 % pour le premier et même à 1 % ou 2 % pour le deuxième, leurs homologues anglais, italien et français sont au contraire poussés irrésistiblement vers le haut à des niveaux respectifs de 15 %, 17 % et 12 %.

Il est frappant d'observer les récents efforts de la France pour revenir à des chiffres plus raisonnables, proches de 10 %. La manœuvre est difficile, car les taux sont imposés par les puissances fortement divergentes qui s'exercent toujours sur les monnaies, alors qu'il s'efforcent justement d'équilibrer ces tensions. Sans beaucoup de succès !

La récente réévaluation du deutchmark, bien que modeste, n'a pas réussi à réduire la pression. La spéculation reste toujours « collée », comme disent les spécialistes, sans avoir dénoué ses positions. Et le clivage monétaire, qu'il s'exprime en tendances mensuelles positives ou négatives par rapport au dollar ou par les positions respectives des monnaies dans notre panier simplifié,

continue à s'accroître. Ainsi, depuis fin 1975, le deutchmark a gagné près de 13 %, alors qu'au contraire la livre et la lire ont chuté de 17 % et le franc de 7 %. Seule l'Italie a pu arrêter un peu la dégringolade en rétablissant à la hâte la tarification des achats de devises de ses nationaux, mesure exceptionnelle et critiquable, un moment abandonnée.

En passant du tableau monétaire et financier à celui qui reprend les données économiques des cinq pays, on peut faire les mêmes observations. Rien d'étonnant puisque l'un est le reflet de l'autre et qu'ils expriment les mêmes déséquilibres et divergences entre pays.

Ici c'est la différence, à nouveau grandissante, des taux d'inflation qui frappe le plus. Alors que les prix américains reculent encore un peu, de 5 à 5 %, et que les Allemands tombent même à 2 %, les Anglais et les Italiens, en sens inverse, s'envolent à nouveau à 15 %, et les Français à plus de 11 %.

Ce qui est préoccupant dans ce clivage monétaire et économique, c'est qu'il a tendance à s'aggraver de lui-même dans une sorte de ronde infernale accélérée. D'abord, la saignée relative des pays faibles accentue la faiblesse des pays faibles. De plus, ces derniers, comme les adeptes d'une même cordée mal assu-

rés, s'entraînent les uns les autres dans leur chute : c'est l'exemple du franc accroché à la livre. Dans chacun des pays, les taux d'inflation s'accroissent, amplifiant encore plus la chute monétaire, celle-ci aggravant à son tour le déficit commercial, la hausse des prix des produits importés, donc à nouveau l'inflation et la dépréciation monétaire, etc.

Un pays échappe difficilement par ses propres moyens à ce tourbillon une fois qu'il y est entraîné. Depuis de longs mois, la Grande-Bretagne, accablée par ses 6 ou 7 milliards de balances sterling, en fait la dure expérience. La France est entraînée elle aussi par le courant et lutte difficilement contre ce danger qui menace le succès du plan Barre. Seul un nouvel effort international peut arrêter ce dérapage. Pour le moment, on n'en est qu'aux premiers pas. Mais le simple fait qu'on ait parlé d'une aide massive de 15 milliards de dollars des pays les plus riches (Etats-Unis, Allemagne et Japon) à la Grande-Bretagne a suffi à redonner du tonus à la livre. Celle-ci, à la grande surprise des spécialistes, est remontée de 3 % en une seule journée, entraînant le franc dans son sillage et provoquant une détente des taux d'intérêt français. Progrès oui, mais combien fragile encore.

MAURICE BOMENSATH.

### EFFETS MONÉTAIRES ET FINANCIERS

	MASSA MONÉTAIRE Taux de croissance mensuelle (1) (en %)	Taux d'intérêt Jour le jour (en %)	« prime rate » (2) (en %)	POSITIONS DE CHANGE PAR RAPPORT au dollar (3)	à un panier de six monnaies (4)	BOURSE : tendance mensuelle (écart douze mois) (en %)
DOLLAR	5	5	6,5	—	103,4 (103,2)	— 8 (+ 10)
DEUTSCHEMARK	10	0,5 à 3	6,5	2 413 (+ 1 %)	112,4 (118,7)	0 (— 3)
FRANC FRANÇAIS	10	10,5 à 12	11,65	4,98 (0 %)	93,2 (92,7)	— 1 (— 20)
LIVRE	25	15	14,5	0,6160 (— 1 %)	82,6 (83,7)	+ 5 (— 14)
LIRE	20 à 25	17	20	865,8 (— 1 %)	81,6 (83,5)	— 5 (— 16)

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée des variations saisonnières.  
(2) Le « prime rate » est le taux à court terme consenti aux meilleurs clients.  
(3) Position récente et tendance mensuelle en %.  
(4) Entre parenthèses : valeur du mois précédent. Les cinq monnaies sont complétées par le yen.

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 17 000 m<sup>2</sup> de bureaux disponibles à vos mesures
- des conditions financières privilégiées
- une situation géographique stratégique
- un personnel nombreux et qualifié sur place
- des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m<sup>2</sup>, aménagés ou bruts de décoffrage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans. Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m<sup>2</sup> sont disponibles à 260 F le m<sup>2</sup> en location à 3.300 F le m<sup>2</sup> en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

**Sarcelles**  
ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.

4, place de Navarre 95200 Sarcelles  
tél. : 990 71 01 tél. : 990 75 94 tél. : 990 67 19

GSCIC PARIS

Scénario : Personne responsable : Adresse : Tél. : Localisation : S'agit-il de : Coordonnées : D'urgence

### UN CONCOURS SUR TITRE EST OUVERT POUR LE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR DE LA REGIE DÉPARTEMENTALE DES TRANSPORTS DE L'AIN

Les candidats devront être âgés de 30 à 50 ans et justifier de connaissances approfondies dans la gestion financière et technique d'une entreprise de transport, avoir le goût des contacts commerciaux et une solide expérience en matière d'animation du personnel dans la recherche du développement de la clientèle.

Emoluments annuels de début et de fin de carrière : 60.000 F - 90.000 F environ.

Les candidatures devront être adressées à Monsieur le Préfet de l'Ain - Secrétaire Général, avant le 15 décembre 1976, avec fiche d'état civil, curriculum vitae, titres, diplômes, etc.

Renseignements : Préfecture - Direction des Finances et des Collectivités Locales - Troisième Bureau - Tél. : 21-22-32.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## FISCALITÉ

**Devant l'ampleur des protestations**  
**Le gouvernement pourrait apporter des correctifs à l'application de la taxe professionnelle**

Industriels, commerçants, artisans, prestataires de services et professions libérales reçoivent actuellement du fisc les avis de payer la taxe professionnelle qui remplace à partir de cette année l'ancienne patente. — Le 15 décembre au plus tard. Dans beaucoup de cas, le montant de cet impôt local est considérablement augmenté par rapport à 1975 : doublé, triplé ou même quadruplé.

Le Conseil national du patronat français a vivement réagi : « Le remplacement de la patente par la taxe professionnelle, présentée, pour beaucoup d'entreprises, une augmentation importante, parfois même catastrophique, de leurs charges par rapport à 1975 », a déclaré, lundi 15 novembre, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F. « Il y a là une situation qui, par elle-même, est difficilement tolérable, a poursuivi M. Ceyrac, et c'est la raison pour laquelle nous demandons la révision de la loi sur deux points : nous demandons que, pour 1976, un plafond soit prévu pour les augmentations, et nous demandons que pour 1977 la hausse ne dépasse pas 6,5 %. Dès l'année prochaine, la loi devrait être fondamentalement révisée ».

Le C.N.P.F. a mené une enquête sur le sujet. Dans un communiqué, l'organisation patronale affirme que « de nombreuses entreprises sont hors d'état de supporter les hausses de la nouvelle taxe professionnelle » et que « le gouvernement avait été alerté le 8 octobre dernier sur ce supplément de charges imposé ».

Le ministre délégué aux finances, reconnaît le C.N.P.F., a recommandé à ses services « d'user largement de leur pouvoir de dérogation et de leur possibilité d'accorder des délais de paiement ». « Mais il ne suffit pas, pour le C.N.P.F., de régler un certain nombre de cas aberrants. La taxe professionnelle frappe très lourdement l'ensemble des entreprises et sa répartition même entre les entreprises entraîne des transferts de charges très supérieurs aux prévisions les plus pessimistes ».

Le C.N.P.F. juge, d'autre part, les augmentations de taxe professionnelle incompatibles avec les efforts demandés aux entreprises dans la lutte contre l'inflation, en particulier avec le gel des prix. C'est pourquoi il est indispensable, souligne le C.N.P.F., que le Parlement soit saisi, dans les meilleurs délais d'un projet de loi qui devrait être adopté avant le 15 décembre.

M. Michel Duraux, ministre délégué auprès du premier mi-

## UN DÉCRET FIXE LES MODALITÉS DE L'EMPRUNT LIBÉRAIRE

Le décret du 12 novembre, paru au Journal officiel du 14 novembre, fixe les modalités de l'emprunt libéraire qui doit permettre, le cas échéant, d'acquiescer soit l'intégralité du supplément d'imposition de 4 % frappant les contribuables (dont l'impôt sur le revenu de 1975 payable en 1976, compris entre 4 500 et 20 000 F, soit la moitié de la contribution exceptionnelle de 8 % frappant les contribuables dont l'impôt excède 20 000 F).

Cette indication a été donnée à M. Lucien Neuwirth, député U.D.R. de la Loire, président de l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises, venu lui exposer lundi soir les difficultés des PME.

« La taxe professionnelle est l'un des quatre impôts locaux, mais le plus important, puisqu'il rapporte à l'État 20 milliards de francs sur 40 milliards au total. La réforme de la patente votée à la fin de 1973 avait surtout consisté à valider les règles d'imposition (qui restaient auparavant avec la profession) et à prendre pour assiette de l'impôt la valeur locative des murs et des équipements, ainsi que le cinquième des salaires versés ».

## CONJONCTURE

**Nombre record de chômeurs et chute sensible des offres d'emploi en octobre**

Si, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a très légèrement diminué, passant de 941 200 en septembre à 935 400 en octobre (— 0,62 %), il a, en revanche, fortement augmenté en données observées (« le Monde » du 16 novembre) pour dépasser de nouveau le cap du million : 1 025 300 en octobre contre 855 400 en septembre (+ 17,31 %).

Jamais, officiellement, un tel chiffre n'avait été atteint, même au plus fort de la crise économique : en octobre et novembre 1975, on avait, en effet, respectivement enregistré 1 015 800 et 1 020 100 demandes d'emploi non satisfaites (1). Selon les statistiques du ministère du travail,

48 % de ces demandes émanent de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Autre signe de cette nouvelle dégradation de la situation de l'emploi : en données corrigées des variations saisonnières comme en données observées, la chute des offres d'emploi non satisfaites est sensible. Dans le premier cas, elles sont passées de 131 200 en octobre, de 131 200 à 116 800 (— 11 %), et, dans le second cas, de 142 900 à 121 100 (— 16 %).

L'an dernier à pareille époque les offres d'emploi non satisfaites avaient également baissé, mais dans une proportion nettement moindre : de 105 300 à 101 100 en données corrigées (— 4 %) et de 114 700 à 104 900 en données observées (— 8,55 %).

## LE PAIN NOIR

(Suite de la première page.) Comme pour les investissements, les chefs d'entreprises manifestent ainsi qu'ils n'ont « pas le moral » au sujet de l'évolution de la conjoncture. Ces constatations vont-elles inciter M. Raymond Barre à relâcher sa pression ? C'est très peu vraisemblable. On peut même penser qu'il verra dans ces nouveaux signes une raison de renforcer son propos, notamment vis-à-vis des personnels du secteur public, qui, eux, ne sont pas menacés par le chômage.

Cette fermeté, qui implique, on le sait, qu'on « interprète » d'une façon moins automatique la politique contractuelle, ne sera vraiment acceptée, à la longue, après combien de marchandages ! — que si le patronat privé, lui aussi, sait maintenir les disciplines demandées en haut lieu. Une enquête de la Cegos (1) auprès d'une soixantaine de chefs d'entreprise révèle qu'un patron sur trois seulement a l'intention de s'en tenir au strict maintien du pouvoir d'achat des salariés l'an prochain. Ce n'est pas très réconfortant pour M. Barre. Et il conviendrait que le

(1) Cité dans la Lettre de l'espérance du 15 novembre.

## PATRONAT

**M. PAUL APPELL COORDONNERA LA PRÉPARATION DES ASSISES DU C.N.P.F. PRÉVUES POUR 1977**

M. Paul Appell, qui préside l'organisation patronale Entreprise et Progrès, coordonnera la préparation des assises nationales du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), qui doivent se dérouler en novembre 1977 sur le thème « L'entreprise et les hommes ». Il a en effet été nommé président du comité d'organisation de ces assises, le 15 novembre, par le conseil exécutif du C.N.P.F.

La désignation de M. Appell traduit, outre une certaine politique d'ouverture du C.N.P.F. à l'intégration de fait d'entreprise et d'entreprise dans l'organisation officielle du patronat.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Les Caisses régionales de crédit maritime mutual (qui possèdent une centaine de guichets) exercent leur activité dans tous les départements côtiers au profit de la pêche artisanale et de la conchyliculture. La loi du 11 juillet 1976 a élargi leur compétence aux activités connexes de la pêche et des cultures marines, ainsi que d'une façon générale, à toutes les activités d'intérêt maritime. Elle a précisé également leur nature d'établissement à statut légal spécial, caractérisé par leur fonctionnement et leurs rapports financiers avec les comités financiers instituant les crédits d'application.

Le décret d'application, paru au Journal officiel du 7 novembre 1976, fixe leur organisation et leur fonctionnement administratif et financier en attribuant à la Caisse centrale de crédit coopératif des pouvoirs particuliers en la matière. L'article 13 stipule notamment que « la Caisse centrale de crédit coopératif

### BERTIN ET Cie

Nette progression  
 Le chiffre d'affaires du premier semestre 1976 de la Société Bertin s'élève à 38 600 000 F, soit une progression de 10 % par rapport au même semestre 1975.

En ce qui concerne les contrats et marchés signés au cours du premier semestre 1976, leur montant s'élève à 78 630 000 F contre 52 785 000 F au premier semestre 1975, soit une progression de 49,1 %.

### SOCIÉTÉ DE PARIS ET DU RHONE

Le chiffre d'affaires E.T. du groupe au 30 septembre 1976 s'élève à 801 120 450 F, dont 400 849 410 F pour les filiales, contre 633 558 134 F pour la même période de 1975, dont 334 339 680 F pour les filiales.

Avec les filiales européennes, le chiffre d'affaires E.T. s'élève à 633 558 134 F contre 638 010 584 F. La progression s'élève à 33,10 % pour la seule activité automobile Paris-Rhône et à 20 % avec l'ensemble des filiales.

La Société Paris-Rhône a publié récemment sa situation prévisionnelle au 30 juin 1976. Celle-ci fait apparaître un résultat après impôts de 10 millions 175 585 F pour la période.

Les prévisions d'évolution du chiffre d'affaires pour l'exercice, tant pour la Société Paris-Rhône que pour ses filiales, permettent, sans étonnement, de continuer le réajustement de la rentabilité. Celle-ci devrait permettre de reprendre, avec la prudence dictée par les circonstances, une politique dynamique d'investissements de production et de confirmer les perspectives de reprise d'un dividende évoquées par le président, M. Chibé, lors de son allocution devant l'assemblée générale des actionnaires du 23 juin 1976.

### UFIMEG

Les recettes locatives de l'exercice 1975-1976, c'est-à-dire le 30 septembre 1976, ont enregistré une forte croissance, passant de 22 971 000 F à 27 502 000 F, soit une augmentation de 20 %.

Par contre, les produits financiers ne se sont élevés qu'à 3 283 000 F contre 7 181 000 F, en raison des nouveaux investissements réalisés au cours de l'exercice, dont la plus grande partie ne procède pas des recettes du précédent exercice 1975-1976.

Les recettes totales passent ainsi de 30 052 000 F à 30 785 000 F. Le report à nouveau important, constitué lors des deux exercices précédents, permet, comme prévu, d'assurer la progression du dividende.

### BIS

Numéro 1 du travail temporaire en France

Le chiffre d'affaires — hors taxes — des neuf premiers mois de l'exercice 1976 s'est élevé à 450 517 419 F contre 363 553 553 F pour la même période de l'exercice 1975, ce qui représente une augmentation de 24,4 %.

La progression par rapport au premier semestre 1975 (450 517 419 F contre 363 553 553 F) pour la même période de l'exercice 1975, ce qui représente une augmentation de 24,4 %.

### GARANTIE FINANCIÈRE

Loi du 2 janvier 1970.  
 Décret du 20 juillet 1972.

La Banque internationale pour l'Afrique occidentale, 9, avenue de Messine, 75008 Paris, informe le public qu'elle a été mise fin à la garantie financière accordée depuis le 19 février 1974 à International Office-Mine Gerber, affaire personnelle, 30, rue des Acacias, 75017 Paris, concernant ses activités de transactions immobilières. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret n° 72-778 du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de prise publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de International Office-Mine Gerber.

## SÉCURITÉ SOCIALE

### MANIFESTATION DE LA C.G.T. À PARIS CONTRE LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

A l'appel de la C.G.T. qui organisait, seule, lundi 15 novembre, une journée de protestation contre les mesures et projets du gouvernement dans les domaines de la fiscalité et de la Sécurité sociale, des délégations de militants se sont rendues dans les préfectures pour déposer des pétitions.

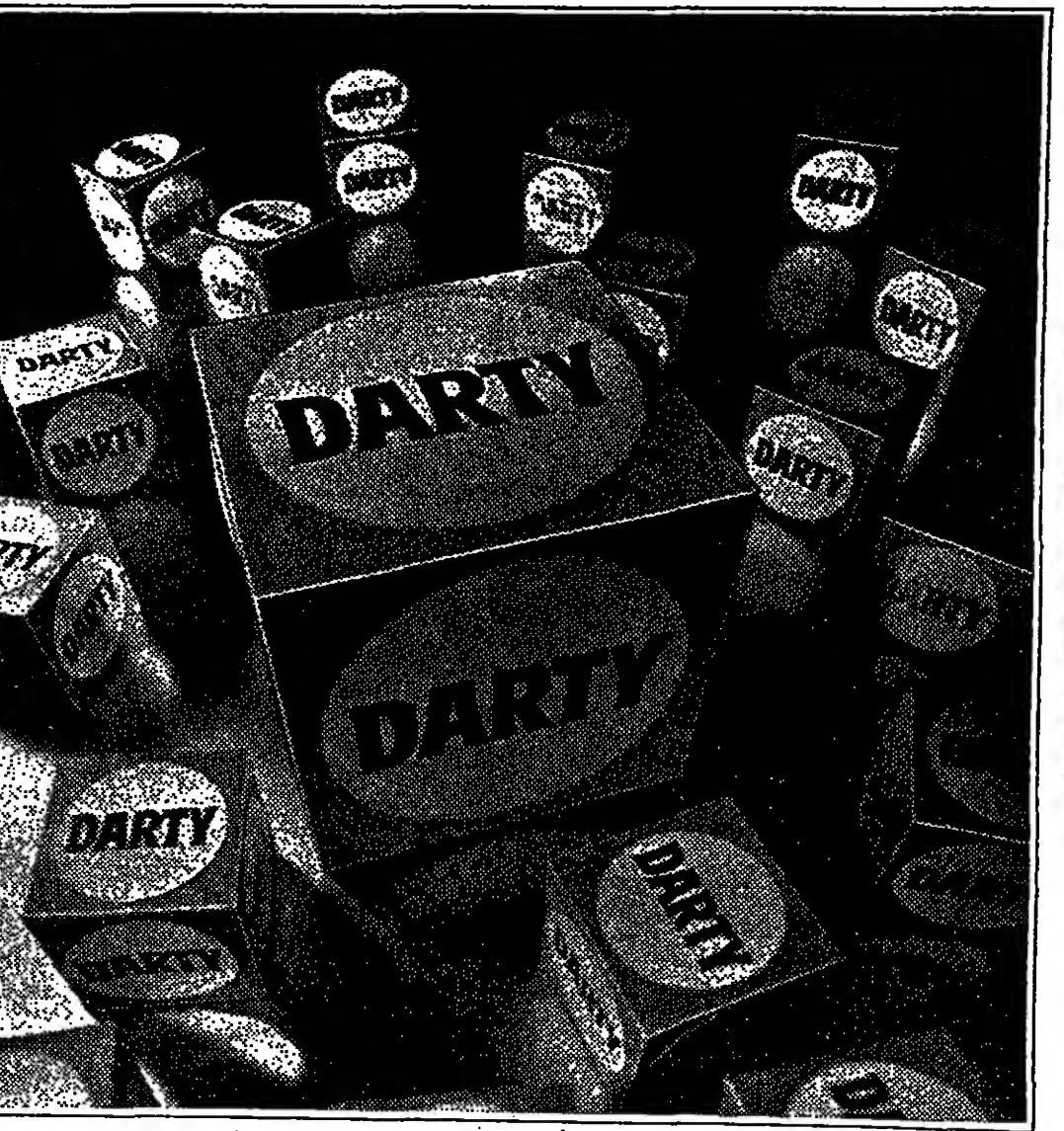
A Paris, une manifestation regroupant trois mille personnes selon les organisateurs, à peine deux mille selon nos estimations, s'est déroulée de l'Assemblée nationale à la place des Invalides, où M. Raymond Barre, secrétaire d'État chargé de la Sécurité sociale, a été contraint de quitter la parole : après avoir critiqué la politique menée par le gouvernement et regretté l'absence de la C.F.D.T. et de la F.N.T., qui « aujourd'hui ont choisi la passivité », M. Barre a lancé un appel à la création d'un « large front syndical ».

La C.G.T. d'autre part fait savoir que ses représentants dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale participent à nouveau aux réunions de ces conseils. Le 26 avril dernier, la C.G.T. avait décidé de suspendre provisoirement sa participation.

### Journée de protestation C.G.T.

La journée du lundi 15 novembre a d'autre part été marquée par des manifestations organisées par la C.G.C. Des délégations de cadres C.G.C. se sont rendues dans les préfectures et y ont remis des pétitions dans lesquelles elles exposent le refus des cadres d'être les principales victimes des réformes de l'impôt et de la Sécurité sociale.

Location de voitures ?  
**europcar**  
 645.21.25



**En 4 ans, DARTY multiplie son chiffre d'affaires par 6 et ses bénéfices par 7,5**

(en millions de francs)	1966	1971/1972	1975/1976
Chiffre d'affaires	10	110	650
Bénéfices	0,1	4	29,6

Le 26 octobre 1.500.000 actions DARTY ont été introduites au cours de 300F

Cette progression traduit le succès de « la grande surface spécialisée », nouvelle forme de distribution inventée par DARTY. DARTY poursuit aujourd'hui son implantation dans les régions parisiennes et lyonnaises. Il abordera bientôt d'autres centres d'expansion.

**DARTY à la banque de Paris**

BALD-4.018.76 - Une note d'information émise par la CDB (n° 76-338) en date du 28 septembre 1976 est disponible au siège social de la Société, 123 Avenue de la République-93140 BOULVARD, et auprès des Banques et Agences de Change.



## LES MARCHÉS FINANCIERS

**PARIS.**  
**15 NOVEMBRE**

**Calme et très irrégulier.**

Jugeant peu convenables les résultats des élections législatives partielles de dimanche, la Bourse est redevenue assez indécise en ce début de semaine, et, par voie de conséquence, la tendance a été très irrégulière. Par solde, les valeurs françaises ont même légèrement fléchi, dans un marché très calme.

La construction électrique a, comme à l'accoutumée, fait les frais de la baisse d'activité boursière, la moitié des actions inscrites dans cette rubrique s'étant repliées. Sur les quarante titres enregistrés en baisse durant la séance, une vingtaine ont subi des pertes égales ou supérieures à 2 %.

A Finnerse, l'on a encore relevé plus de trente hausses, légères pour la plupart cependant. Seule vedette du jour : la C.G.E. avec un gain de 3,6 %. Un compartiment est resté bien orienté : le secteur bancaire.

Vivement, ni l'élection de MM. Chârac et Tiberi ni le recul des communistes n'ont suffi à rassurer les opérateurs, surtout attentifs à l'avance socialiste. Dans l'attente du deuxième tour, beaucoup ont jugé préférable de s'abstenir, s'accordant que peu d'attention à la nouvelle baisse des taux d'intérêt.

La hausse de l'or s'est poursuivie, les cotações de Londres et des marchés américains. Pour la première fois depuis plus d'un an, le lingot a franchi la barre de 22 000 F pour s'inscrire à 22 120 F (+ 225 F).

Les pièces ont, elles aussi, assez vivement progressé, le napoléon s'élevait 410 F à 237,60 F (après 237,20 F). A noter que le prix du métal précieux a été un peu moins élevé à Paris (138,90 F) qu'à Londres (139,50 dollars). Le volume des transactions a augmenté : 13,68 millions de francs contre 11,72 millions.

**Taux du marché monétaire**  
 États-Unis ..... 10 3/16 %

Entreprise privée ..... 10 3/10 %

## LONDRES

**Irregulier**  
Faute d'une demande suffisante, la hausse initiale ne se confirme pas. Fermeté des pétroles et rechute des mines d'or.

VALUES	CLOSURE 15/11	CLOSURE 16/11
War Loan 3 1/2 %	22 3/8	23 9/16
Seacomb	330	335 1/2
British Petroleum	674	694
Shell	482	485 1/2
Vickers	119	117
Imperial Chemical	398	386
Centrais	82	82
de Beers	252	283 1/2
Western Buildings	16	16 1/8
Rio Tinto Zinc Corp.	158	161
West African	21	21 1/8

## .. INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1975.)  
12 nov. 15 nov.  
Valeurs françaises .. 78,4 78,5  
Valeurs étrangères .. 106,5 106,3  
C= DES AGENTS DE CHANGE  
(Base 100 : 29 déc. 1961.)  
Indice général ..... 61,8 61,9

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**REVILLON FRERES.** — Attribution gratuite de trois actions nouvelles pour deux actions anciennes portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1978. Le capital sera porté à 107 221 500 F.

**SOCIETE DE PARIS ET DU RHONE.** — Résultat après impôts du premier semestre : 10,17 millions de francs contre une perte de 7,99 millions de francs au 30 juin 1975. La rémunération du capital, supprimée en 1974 et en 1975, pourrait être reprise. Dernier dividende payé : 5,10 F net pour 1973.

**DU PONT DE NEMOURS.** — Les actionnaires encaisseront le 14 décembre, en plus du dividende trimestriel ordinaire de 1,25 dollar, une somme supplémentaire de 0,50 dollar par titre.

**B.S.N.-GERVAIS-DANONE.** — Chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois : 5 662 millions de francs (+ 14,4 %). La plus forte progression a été enregistrée dans le verre plat (+ 22 %).

**SACHLOR.** — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes au 30 septembre : 5 861 millions de francs contre 5 436 millions de francs.

BIS. — Chiffre d'affaires hors taxes des neuf premiers mois : 550,61 millions de francs (+ 52,4 %).

## NEW-YORK

### Reprise technique

s'est en effet produite lundi à Wall Street, et en clôture, l'indice des industries enregistrait une hausse de 7,73 points, à 935,42. Le mouvement cependant n'a pas été immédiat. Durant la majeure partie de la séance, la bourse s'est poursuivie et ce n'est qu'une heure avant le coup de cloche final que les cours ont amorcé leur remontée.

L'activité a été modérée : 16,7 millions des titres ont changé de mains, contre 15,53 millions vendus.

L'impulsion a été en grande partie donnée par les vendeurs à découvert qui, au vu des très bas niveaux des cours, ont procédé à des rachats assez importants. Mais les opérateurs ont, semble-t-il, été sensibles aux propos tenus par M. Carter dans ses conférences de presse. Ce dernier a manifesté le désir de maintenir la Bourse à la tête de la Réserve fédérale. Nouvelle assurance pour les milieux financiers qui approuvent, en général, la politique menée

Sur 1 867 valeurs traitées, 777 ont monté et 596 ont baissé.

Indices Dow Jones : transports, 213,92 (+1,62); services publics, 88,86 (+0,19).

VALUES	COURS	COURS
	12/11	15/11
Alcoa .....	51 5/8	52 1/4
A.T.T. ....	51 3/4	52 1/4
Bearing .....	42 1/4	41 3/4
Chase Manhattan Bank .....	28 1/2	26 5/8
De Pont de Nemours .....	126 7/8	128 1/8
Eastman Kodak .....	34 3/4	38 3/8
Exxon .....	42 1/2	49 1/8
Ford .....	55	55 1/8
General Electric .....	50 7/8	51
General Foods .....	29 7/8	28 7/8

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) ....	15/11	15/11
	294 75	294 70

**BOURSE DE PARIS - 15 NOVEMBRE - COMPTANT**

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de Paris-midi.

[illegible]



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LES RESULTATS DES ELECTIONS AU QUEBEC

4. **DIPLOMATIE** — La fin de la visite de M. Barre en Egypte.

### 4. EUROPE

5. **PROCHE-ORIENT** — LIBAN : les « casques verts » espèrent prochainement vers Tripoli.

### 6. L'EVENEMENT

— Les institutions algériennes.

### 7. ASIE

— CHINE : provoquent un incident diplomatique, M. Li Hsien-nien exclut tout « simulacre de détente » avec Moscou.

### 8-10. POLITIQUE

— Avant le second tour des élections législatives partielles.

— Les travaux de l'Assemblée nationale.

— La candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris.

### 11. DEFENSE

12. **SOCIÉTÉ** — Les psychologues dans le brouillard.

### 13. JEUNESSE

— Le conseil national de la J.F.C.

### 13. EDUCATION

— La rentrée à l'U.E.R. de droit à Malakoff.

18. **EQUIPEMENT ET REGIONS** — A PROPOS DE... : les écologistes dans l'arène.

28 à 31. **ARTS ET SPECTACLES** — CINÉMA : un Comencini inédit.

— THÉÂTRE : la Charette, par les Comédiens émérites de Grenoble.

### 30. POLICE

### 30. JUSTICE

### 30. SPORTS

— Les fédérations face à l'hiver 80 des Jeux olympiques.

40 à 42. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE** — COMMERCE EXTÉRIEUR : « commissions » et « intermédiaires » à l'exportation.

— EUROPA : les Nef à la recherche de concessions pour relancer le dialogue Nord-Sud.

**LIRE ÉGALEMENT** — RADIO-TELEVISION (15) : Annonces classées (32 à 37) ; Aujourd'hui (12) ; Bouze (43) ; Carnet (33) ; « Journal officiel » (15) ; Loterie nationale (15) ; Méditerranée (15) ; Mots croisés (15).

Le numéro du « Monde », daté 16 novembre 1976, a été tiré à 654 789 exemplaires.

**A CÉDER** — affaire exceptionnelle aux grands arènes dans quartier commerçant

**BIJOUTERIE HORLOGERIE** — C.A. + de 1.000.000

Tél. : M. Germain 607.39.50

**parlez ANGLAIS...**

**LOGOS** — centre privé de formation

4 Villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05

TOURS Tél. : 30.93.31 NANTES Tél. : 47.70.90 ORLÉANS Tél. : 62.81.90

A B C D E F G

## La candidature de M. Michel d'Ornano à la mairie de Paris suscite des réactions réservées de la part de l'U.D.R.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, a déclaré, lundi 15 novembre, qu'il accepterait de conduire les listes de la majorité présidentielle dans la capitale aux élections municipales de mars 1977. Après ces élections, les cent neuf conseillers de Paris désigneront le maire de Paris, comme le prévoit notamment le nouveau statut de la capitale, adopté par l'Assemblée nationale en décembre 1975.

« J'avais demandé un délai de réflexion et je suis maintenant en mesure de faire savoir que j'ai accepté », a-t-il déclaré. M. d'Ornano, ministre de l'Industrie, a précisé que, si la candidature de M. d'Ornano est retenue, il ne sera pas candidat à la mairie de Paris, mais qu'il sera le chef de file de la liste de la majorité présidentielle. M. d'Ornano a ajouté : « Je ne suis pas candidat à la mairie de Paris, mais je serai le chef de file de la liste de la majorité présidentielle. »

Cette déclaration, M. d'Ornano l'a faite après avoir rencontré les responsables du C.D.S. de la capitale et M. Christian de La Malène, député U.D.R. de Paris, rapporteur général du budget de la Ville et leader des gaullistes à l'Assemblée nationale.

Côté majorité, M. Pierre Bas,

Le général Glat, vice-président du C.D.S. de la capitale, a déclaré qu'il était prêt pour la première fois une conférence des « cadres de la science et de la technologie » ; il a été rappelé que le Vietnam devait accéder au stade de la révolution scientifique et technique et passer « du travail manuel dispersé » à la production « concentrée, automatisée et gérée selon des techniques modernes ». — (A.F.P.)

(Publicités)

## Un calculateur conversationnel chez Duriez

Le SR 60 de Texas Instruments est très puissant et très simple. Il fait le pont entre la calculatrice et l'ordinateur. Son tableau d'affichage 82 x 240 pixels, à 20 caractères, dialogue avec vous en clair, vous pose des questions en toutes lettres, attend votre réponse avant de calculer. Résultats affichés ou imprimés. 46 fonctions scientifiques. 40 mémoires et 480 pas de programmes (extensibles à 450 et 5760). Programmes et contenus des mémoires stockables sur cartes. Périphériques adaptables : imprimante, mémoire, cassette, machine à écrire, table de calcul.

**TEXAS INSTRUMENTS** calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez, 152, Bd. St-Germain - 75006-Paris. Initiation gratuite de 9 à 19 h. (Fermé le lundi).

**SEVRES "33"** PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX 33, rue de Sévres, Paris Tél. : 548.66.73

député U.D.R. et président du groupe Paris-Majorité (renouvelé) à l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 15 novembre, que la désignation de M. d'Ornano implique que nous ne refusons aucun contact. Nous nous entendons avec lui. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes prêts à lui laisser la parole. Nous ne sommes pas prêts à laisser la parole à la majorité à la capitale. M. Pierre Bas précise : « Nos alliés républicains indépendants sont libres de désigner une personnalité de leur choix, mais l'U.D.R., qui a déjà proposé comme candidat à la mairie le meilleur des siens, M. Christian de La Malène, demande à réfléchir. » M. Bas a ajouté : « Nous avons déjà depuis deux ans cette ville. Pourquoi désignons-nous nous-même ? »

« Nous espérons que les Parisiens continueront à apporter leur soutien aux principes qu'ils incarnent », a-t-il déclaré. M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré : « Paris-Majorité n'est qu'une partie de l'U.D.R. Je ne peux pas comprendre que ce groupe bloque toute solution. » M. Dominati, qui préside le groupe Paris-Avenir (R.I. et centristes) au Conseil de Paris, et dont le nom avait été prononcé comme candidat éventuel de la majorité à la mairie de Paris, a également déclaré : « Je vais aider M. d'Ornano, qui appartient à la majorité présidentielle. »

De son côté, M. Raymond Bourgeois, président du Centre des élus indépendants de Paris, a observé que la désignation de M. Michel d'Ornano par le président de la République comme candidat officiel au poste de maire de Paris n'a pas été précédée de consultations. Le maire de Paris devra être jugé par les Parisiens sur ses qualités personnelles. Il ne saurait être nommé.

Enfin, le député de Paris remarque que « le succès de Jean Thériault dans le 7<sup>e</sup> arrondissement illustre bien les chances de la majorité des lors qu'elle est unie. Cette unité est donc indispensable. »

## A la Santé

### DES EXPERTISES SONT ORDONNÉES APRÈS LE DÉCÈS D'UN DÉTENU

Un détenu âgé de vingt-deux ans, Joseph Venediano, est décédé subitement samedi 13 novembre, dans la prison de la Santé, à Paris, après un mal de cœur. Le procureur, inculpé de proxénétisme et de tentative de recel, était incarcéré depuis le 12 octobre dernier. Il se trouvait dans une cellule avec trois autres détenus quand l'un d'entre eux a constaté son décès. L'autopsie, pratiquée lundi à la demande de l'inspecteur général du tribunal de Paris, par le docteur André Depoigne, a établi que le corps ne comportait aucune trace de violence, mais a permis de déceler une congestion massive des viscères, dont on n'a pu encore déterminer l'origine. Le parquet a donc demandé au docteur Roger Le Breton, toxicologue, de procéder à un examen des viscères et au docteur Michel Durigon, de pratiquer un examen histologique.

Le ministère de la Justice, a déclaré qu'il semblait n'y avoir aucun rapport entre ce décès et les récentes intoxications dont ont été victimes une trentaine de détenus de la prison de la Santé (le 12 octobre et du 18 novembre). L'origine de ces intoxications, qui se sont traduites par des accès de fièvre et des troubles digestifs, n'a pu encore être déterminée avec certitude, les analyses étant encore en cours aux laboratoires de l'hôpital de Fresnes.

## TRADUCTIONS

ABC 448 N.D. DES VICTOIRES PARIS 21.11.76 20.13.03 PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

## LES PLUS BELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

## COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

**LEGRAND TAILLEUR** 27, rue de la République, PARIS (105)

ble pour la bataille municipale. Le C.D.S. affirme : « Après la délibération des secrétaires généraux de la majorité et l'arbitrage du premier ministre, Michel d'Ornano est depuis son acceptation le leader incontestable de cette majorité. » Le C.D.S. conclut : « Il devra, pour réussir à faire le programme qui sera soumis aux Parisiens, s'appuyer non seulement sur des personnalités acceptées de tous les courants politiques, mais aussi sur les forces politiques justement représentées. Le C.D.S. fort d'une implantation concrète lors des précédentes élections dans la capitale, appuiera la réussite de cette entreprise. »

Il est certain que les résultats des élections législatives partielles de dimanche ne peuvent que confirmer l'attitude des élus parisiens de l'U.D.R., qui ont toujours mal accepté la prétention des gaullistes de rétablir la majorité, notamment dans la capitale.

L'U.D.R. tient la majorité à l'hôtel de ville et à toujours fait preuve de beaucoup d'indépendance et de fermeté. Les diverses tentatives de rassemblement qui s'effectuent dans la capitale ne vont pas, dans ce climat, faciliter la tâche de M. d'Ornano pour constituer dans les dix-huit secteurs de la capitale des listes uniques.

## La vente d'un réacteur français à l'Irak

### M. LECAT RAPPELLE LE RÔLE DU CONSEIL DE POLITIQUE NUCLEAIRE EXTERIEURE

Les projets d'exportation de matériel nucléaire sont soumis au Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure et sont donc subordonnés à ses décisions. A rappelé, lundi 15 novembre, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée. Interrogé au sujet des informations parues dans la presse relatives à un projet français de vente à l'Irak d'un réacteur nucléaire de recherche (le Monde du 30 octobre et du 11 novembre), M. Lecat a déclaré : « Le président de la République a créé au début de septembre le Conseil supérieur de politique nucléaire, qui a présidé, et qui réunit le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, qu'impliquant les exportations relevant d'initiatives commerciales. Ce Conseil supérieur, le 11 octobre dernier, au cours de sa première réunion, a défini les six principes de la politique nucléaire d'exportation française. Il tiendra une troisième réunion pour commencer, en parallèle, l'examen d'un certain nombre de projets. »

## ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantiront non seulement de bons conseils sur des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

## CHAÎNE HI-FI HARMAN-KARDON 730

AMPLIFICATEUR 2 x 40 W - TUNER RADIO : AM et FM - 1000 stations mémorisées

PLATINE THORENS TD 145, arrêt électronique, cellule Shure, socle et couvercle ENCEINTES ACOUSTIQUES HRC type Manhattan

La chaîne complète : 7.245 F

## CIBOT

136, bd Diderot, Paris 12<sup>e</sup> - 12, rue de Reuilly, Paris 12<sup>e</sup> - Tél. : 346.63.76

Ouvert tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Mardis : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot

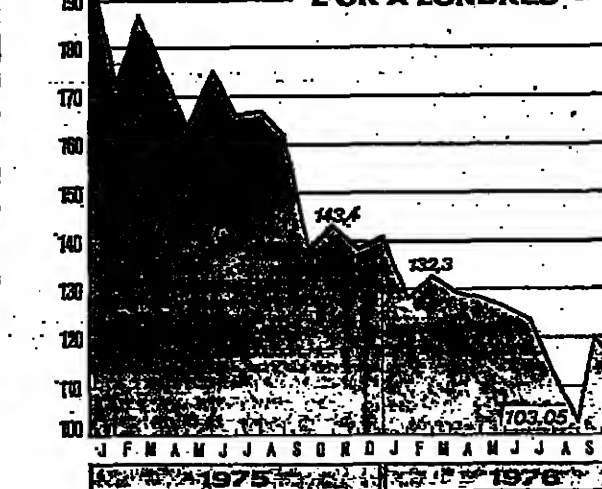
\*\*\*\*\*

## Stabilité sur les monnaies

### Nervosité sur le marché de l'or

Le marché de l'or est devenu très actif et très nerveux ces jours-ci. Après une chute des cours, qui ramena l'once de métal à 113 dollars à la fin du mois d'octobre, une remontée de plus de 30 % les a ramené au voisinage de 146 dollars le lundi 15 novembre, des ventes bénéficiaires les faisant revenir à 134,75 dollars mardi. Après une période de pessimisme, alimentée par les ventes d'or du Fonds mondial, un regain d'activité spéculative s'est manifesté chez les opérateurs, notamment en Extrême-Orient.

En revanche, le plus grand calme régnait mardi matin sur les marchés des changes : le cours du dollar est resté stable à 2,42 DM sur la place de Francfort et à 4,950 F sur la place de Paris, où le deutschemark se maintient à 2,94 F. Le livre sterling s'est redressé après un effacement initial, s'établissant à 1,6625 dollar à Londres et 5,20 F à Paris.



## LES RESPONSABLES DE TROIS ENTREPRISES SONT CONDAMNÉS POUR ATTEINTE AUX LIBERTÉS SYNDICALES

Pour atteintes à la liberté syndicale, la cour d'appel de Rennes a condamné, lundi 15 novembre, un président-directeur général et deux directeurs d'entreprise à des amendes et à des peines d'emprisonnement avec sursis.

M. Bernard Quelven, trente-six ans, directeur d'une agence de travail temporaire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), l'ATESMA, s'est vu infliger une peine d'un mois d'emprisonnement avec sursis et 4 000 F d'amende : en janvier 1976, il avait écarté un ouvrier, délégué C.G.T., d'un emploi intérimaire aux Chantiers de l'Atlantique. Le P.-D.G. de l'ATESMA, dont le siège est à Paris, M. Paul Cohen, trente-six ans, a été reconnu civilement responsable. Il devra verser 2 000 F à l'union locale de la C.G.T.

Pour un motif similaire, le directeur d'une autre entreprise de Saint-

**Je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en moi vivra éternellement.**

**Jésus**

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras

**FAITES-VOUS UN AMI JOAILLIER A PARIS**

**JACQUES TOUR**

JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

**Jersey pour le week-end 595 F.**

Renseignements : République Tours, 61, rue de Maillé, 75541 Paris Cedex 11. Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages.